

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**  
**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**  
**CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ**

**PARCOURS RÉSIDENTIELS DE SIQINIRMIUT (INUIT VIVANT AU SUD)  
À MONTRÉAL**

Par

**Raphaëlle AINSLEY-VINCENT**

B.A. en science politique, UQAM

Mémoire présenté pour obtenir le grade de

Maître ès sciences, M.Sc.

**Maîtrise en études urbaines**

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Avril 2023

Ce mémoire intitulé

**PARCOURS RÉSIDENTIELS DE SIQINIRMIUT (INUIT VIVANT AU SUD)  
À MONTRÉAL**

et présenté par

**Raphaëlle AINSLEY-VINCENT**

a été évalué par un jury composé de

M. Xavier LELOUP, directeur de recherche, INRS-UCS

Mme Stéphane GUIMONT MARCEAU, codirectrice, INRS-UCS

Mme Magalie QUINTAL-MARINEAU, examinatrice interne, INRS-UCS

Mme Caroline HERVÉ, examinatrice externe, Université Laval



## RÉSUMÉ

À partir des récits partagés par dix-sept Siqinirmiut (Inuit vivant au Sud), ce mémoire brosse un portrait exploratoire et qualitatif des parcours résidentiels des travailleur-se-s et des étudiant-e-s inuit à Montréal. Alors que près du tiers de la population inuit réside aujourd'hui hors de l'Inuit Nunangat et qu'une importante population est établie à Montréal, cette recherche élaborée en collaboration avec l'équipe du projet de recherche *Qanuikkat Siqinirmiut? (How are people in the South?)* vise à enrichir la compréhension des expériences et des conditions résidentielles des Inuit habitant la métropole et à documenter les obstacles et les défis spécifiques qu'ils rencontrent en la matière. L'approche des parcours résidentiels (Clapham 2002) utilisée permet d'aborder l'habiter dans une perspective élargie, en contextualisant les expériences du logement au sein d'autres dimensions du parcours de vie (migration, éducation, emploi, relations sociales, etc.), et en accordant une importance tout aussi grande aux relations (avec les lieux, avec les gens), aux événements et à leurs significations, ainsi qu'aux lieux habités. La recherche explore ainsi trois aspects constitutifs de l'expérience du logement des Inuit travaillant ou étudiant à Montréal : (1) leurs parcours, leurs conditions et leurs aspirations résidentiels ; (2) l'insécurité résidentielle pouvant découler des obstacles et des défis spécifiques rencontrés sur le marché du logement, et finalement (3) les tactiques mises en œuvre et les ressources mobilisées pour sécuriser un logement.

Mots-clés : Communauté inuit urbaine; parcours résidentiels; (in)sécurité résidentielle; logement autochtone urbain; Montréal

## ABSTRACT

Based on the stories shared by seventeen Siqinirmiut (Inuit living in the South), this master's thesis provides an exploratory and qualitative portrait of the housing pathways of Inuit workers and students in Montreal. With nearly one third of the Inuit population now residing outside of Inuit Nunangat and a significant population established in Montreal, this research, developed as a collaboration in the *Qanuikkat Siqinirmiut?* research partnership, aims to enrich the understanding of the housing experiences and conditions of Inuit living in the metropolis and to document the specific barriers and challenges they face in this regard. The housing pathways approach (Clapham 2002) allows for a broader understanding of the dwelling, contextualizing housing experiences within other dimensions of the life course (migration, education, employment, social relations, etc.). It also gives equal importance to relationships (with places, with people), to events and their meanings, as well as to the places inhabited. This research explores three aspects of the housing experience of Inuit working or studying in Montreal: (1) their housing pathways, including present housing conditions and housing aspirations; (2) the housing insecurity that can arise from the specific obstacles and challenges encountered in the housing market; and finally (3) the tactics used, and the resources mobilized to secure housing.

Keywords: Urban Inuit community; housing pathways; housing (in)security; urban indigenous housing; Montreal

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont aux membres de l'équipe du projet *Qanuikkat Siqinirmiut?* et à la *Southern Quebec Inuit Association* pour la confiance qu'elles m'ont accordée, et sans qui ce projet n'aurait pas existé. Merci pour le temps que toutes les personnes liées au projet QS durant ces années ont pu me donner, ces rencontres et ces discussions à travers lesquelles ce mémoire s'est élaboré ont été précieuses.

J'aurais souhaité pouvoir dire « *nakurmiik marialuk* » également aux Inuit qui, dans le cadre de l'enquête *Qanuikkat Siqinirmiut?*, ont partagé les parcours qui forment le cœur de ce mémoire. J'ai tenté de comprendre et de garder intact le sens de vos partages, et j'espère sincèrement que cette recherche rendra justice à vos récits et reflètera vos expériences.

Merci à mon directeur Xavier et à ma co-directrice Stéphane pour leur accompagnement, leurs relectures et leurs encouragements. Merci aussi à Marie-Ève, ma première colocataire de bureau, pour les conversations si enrichissantes et pour les encouragements également.

Merci à cette « constellation du tonnerre », à toutes ces personnes brillantes que j'ai eu la chance de côtoyer durant ces dernières années au sein de notre équipe de recherche, Kelly, Jen, Naomie, Alexandrine, Coralie, Carling. Rire avec vous m'a fait beaucoup de bien, surtout sur zoom, en pleine pandémie.

Merci finalement à mes êtres chers, à ma famille, à mes ami-e-s, à mes amours, pour leur soutien inconditionnel.

Je tiens à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada qui a financé la réalisation de ce projet de recherche.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>xi</b>
<b>Liste des abréviations et des sigles</b> .....	<b>xii</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : COMMUNAUTÉS INUIT DANS LES CENTRES URBAINS DU SUD</b> .....	<b>5</b>
1.1 État de la recherche portant sur les réalités des Siqinirmiut .....	5
1.2 Mobilités inuit vers les centres urbains méridionaux .....	8
1.2.1 <i>Facteurs d'attraction : les villes comme des lieux d'opportunités</i> .....	13
1.2.2 <i>Facteurs d'exode des communautés</i> .....	19
1.3 Le logement, un défi et un facteur d'ancrage dans les centres urbains du Sud .....	25
Conclusion de chapitre .....	27
<b>Chapitre 2 : PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE</b> .....	<b>29</b>
2.1 État des connaissances sur le logement autochtone urbain .....	30
2.1.1 <i>Des obstacles économiques et liés au système du logement</i> .....	31
2.1.2 <i>Discrimination au logement</i> .....	33
2.1.3 <i>Navigation dans le système du logement</i> .....	34
2.2 Conditions de logement des Inuit à Montréal .....	36
2.2.1 <i>Conditions de logement des travailleur-se-s Inuit à Montréal</i> .....	38
2.2.2 <i>Conditions de logement des étudiant-e-s inuit à Montréal</i> .....	39
2.2.3 <i>Condition de logement des femmes inuit dans les villes du Sud</i> .....	40
2.3 Problématique et questions de recherche .....	41
2.3.1 <i>Questions de recherche</i> .....	42
2.3.2 <i>Objectifs de la recherche</i> .....	42
<b>Chapitre 3 : CADRE THÉORIQUE ET ANALYTIQUE</b> .....	<b>44</b>
3.1 Inscription dans les champs des études urbaines critiques .....	44
3.2 Convergence des études urbaines et des études autochtones : cadre théorique de la ville colonialiste .....	45
3.3 Cadre analytique des parcours résidentiels .....	47

3.3.1	<i>L'approche des parcours résidentiels</i> .....	47
3.3.2	<i>Analyser les parcours résidentiels</i> .....	51
<b>Chapitre 4</b>	<b>ÉTHIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE</b> .....	<b>54</b>
4.1	Éthique de recherche et genèse du processus de collaboration .....	54
4.2	Méthodologie de recherche.....	55
4.2.1	<i>Recherche qualitative</i> .....	55
4.2.2	<i>Collecte de données</i> .....	55
4.2.3	<i>Entretiens semi-dirigés</i> .....	57
4.2.4	<i>Sélection des participant-e-s pour la présente recherche</i> .....	58
4.2.5	<i>Analyse et interprétation des données</i> .....	59
4.2.6	<i>Positionnalité et processus de validation des résultats</i> .....	60
4.3	Présentation des participant-e-s à la recherche .....	61
<b>Chapitre 5</b>	<b>PARCOURS RÉSIDENTIELS DE SIQINIRMIUT À MONTRÉAL</b> .....	<b>64</b>
5.1	Motifs de la venue et de l'établissement à Montréal.....	65
5.1.1	<i>« My father wanted a better education for me » : motifs liés à l'éducation et recherche d'un meilleur environnement pour les enfants</i> .....	67
5.1.2	<i>« As an artist, I [thought] it'd be best to come here because that's where the arts scene is » : motifs liés à l'emploi et à la carrière</i> .....	68
5.1.3	<i>« It's because our situations back home are so precarious and we feel like being home is going to be more detrimental than anything » : facteurs d'exodes liés aux contextes social, économique et structurel dans l'Inuit Nunangat</i> .....	69
5.1.4	<i>« I'm too much of a city girl to live in a small community » : Attrait pour la vie urbaine, la diversité et les possibilités qu'offre la ville</i> .....	73
5.2	Facteurs influençant l'expérience urbaine des participant-e-s .....	76
5.3	Expériences résidentielles à Montréal .....	79
5.3.1	<i>Modes d'occupation et de résidence</i> .....	80
5.3.2	<i>Composition du ménage</i> .....	81
5.3.3	<i>Géographies résidentielles de la population inuit à Montréal</i> .....	83
5.3.4	<i>Choix résidentiels et satisfaction à l'égard du quartier</i> .....	85



5.4 Habiter plus largement la ville .....	89
5.4.1 Cartographie des quotidiens urbains et appropriation de la ville.....	89
5.4.2 Mobilités quotidiennes et modes de transport .....	94
5.5 Aspirations résidentielles.....	95
5.5.1 « <i>I feel immensely at home here</i> » : souhaiter demeurer dans le Sud.....	96
5.5.2 Se projeter habiter au Nord, dans un futur proche ou éloigné.....	97
5.5.3 « <i>It's mixed emotions, I want to go back but I want to stay here</i> » : être ambivalent-e.....	98
Conclusion de chapitre .....	99
<b>Chapitre 6 : INSÉCURITÉ RÉSIDEN­TIELLE, OBSTACLES et DÉFIS SPÉCIFIQUES DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT.....</b>	<b>102</b>
6.1 Insécurité résidentielle.....	103
6.1.1 Définition de l'insécurité résidentielle .....	103
6.1.2 Les formes que prend l'insécurité résidentielle dans les parcours des participant-e-s .....	105
6.2 Facteurs d'insécurité résidentielle dans les parcours individuels.....	116
6.2.1 Facteurs d'insécurité dans les parcours relationnels et familiaux .....	116
6.2.2 Facteurs d'insécurité dans les parcours d'emploi .....	117
6.2.3 Facteurs d'insécurité dans les parcours étudiants.....	120
6.3 Obstacles systémiques et défis spécifiques dans l'accès au logement adéquat.....	123
6.3.1 L'insécurité résidentielle: un enjeu systémique.....	123
6.3.2 Discrimination dans l'accès au logement.....	124
6.3.3 Défis spécifiques liés à la navigation du système du logement du Sud.....	129
Conclusion de chapitre .....	137
<b>Chapitre 7 : ACCÈS ET MAINTIEN AU LOGEMENT: TACTIQUES RÉSIDEN­TIELLES ET UTILISATION DES RESSOURCES.....</b>	<b>140</b>
7.1 Tactiques résidentielles individuelles.....	141
7.2 Tactiques résidentielles relationnelles .....	142
7.2.1 Les réseaux sociaux comme ressources.....	142
7.2.2 Habiter avec des proches : colocation et cohabitation .....	144

7.2.3 Être hébergé chez des proches : couchsurfing et pratiques d'hospitalité communautaires .....	145
7.3 Utilisation des ressources communautaires .....	148
Conclusion de chapitre .....	151
<b>CONCLUSION FINALE .....</b>	<b>153</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>164</b>
<b>Annexe 1 : Énoncé de principes du Projet QS .....</b>	<b>177</b>
<b>Annexe 2 : Formulaire d'engagement à la confidentialité — professionnel(le) /auxiliaire de recherche/ étudiant(e).....</b>	<b>178</b>

## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau 5.1 : Moment de la venue dans le sud des participant-e-s et nombre d'années de résidence dans la métropole .....</b>	<b>65</b>
<b>Tableau 5.2 : Composition du ménage des participant-e-s .....</b>	<b>81</b>

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

ARK	Administration régionale Kativik / Kativik Regional Government (KRG)
CBJNQ	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
ENFFADA	Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées
Enquête QS	Enquête <i>Qanuikkat Siqinirmiut?</i>
ITK	Inuit Tapiriit Kanatami
KI	Kativik Ilisarniliriniq, Commission scolaire Kativik
Nunavimmiut	Habitant·e·s du Nunavik
OMHK	Office municipal d'habitation Kativik
OMHM	Office municipal d'habitation de Montréal
SQIA	Southern Quebec Inuit Association / Inuit Siqinirmiut Quebecmi Ilaujut
Siqinirmiut	Inuit vivant au Sud du Québec

## INTRODUCTION

Les Inuit<sup>1</sup> habitent l’Inuit Nunangat<sup>2</sup> depuis 5000 ans (Inuit Tapiriit Kanatami 2004), soit bien avant la création coloniale de ce qu’on appelle aujourd’hui le Canada et de ses villes sur les territoires des Peuples autochtones, d’un océan à l’autre. Si la majorité des 70 545 Inuit canadiens habitent toujours ce territoire, depuis les années 1980, un nombre grandissant d’Inuit migrent dans les villes du sud du Canada et y élisent domicile, à Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton ou encore Montréal (Inuit Tapiriit Kanatami 2018a). Près du tiers (31 %) de la population inuit vivant au Canada réside aujourd’hui hors de l’Inuit Nunangat (Statistique Canada 2022). En raison de ses liaisons aériennes directes avec le Nunavik, Montréal est un pôle important pour les mobilités et les migrations inuit (Watson 2017) et une population inuit importante y vit — 90% de la population inuit du sud du Québec, estimée à environ 2 200, personnes y résiderait (Fletcher et al. 2022). Les motifs de migration vers les centres urbains du Sud sont tout aussi multiples que les réalités des Inuit qui y vivent. Ces migrations sont influencées simultanément par les contextes socioéconomiques et structurels des communautés nordiques qui affectent la qualité de vie et les possibilités d’épanouissement des Inuit qui y vivent – en termes d’accès aux ressources, aux services et au logement, d’opportunités d’éducation ou d’emploi – mais aussi par la dégradation du contexte social qui découle globalement des bouleversements causés par la colonisation. Alors que nombre d’Inuit entreprennent des études postsecondaires ou travaillent dans le Sud, souhaitent parfois s’y établir de façon permanente et en faire un chez soi, toutes et tous ne bénéficient pas d’un accès à un logement sûr, adéquat et abordable.

Au Canada, les Inuit sont significativement plus à même d’habiter un logement en mauvais état ou surpeuplé que les non autochtones (Statistique Canada 2018), et la crise du logement qui sévit dans l’Inuit Nunangat est l’un des facteurs structurels qui sous-tendent les migrations inuit vers les villes du Sud, notamment pour les femmes inuit (Saturviit 2015; Pauktuutit 2017). Toutefois,

---

<sup>1</sup> Par respect pour la langue et la culture inuit, ce mémoire privilégie l’usage d’ethnonymes inuit. Par conséquent, les règles suivantes seront appliquées pour l’accord des termes Inuk / Inuit : le terme Inuit étant la forme plurielle du nom propre singulier Inuk, il demeurera invariable. On utilisera aussi Inuuk dans la forme duelle (pour deux personnes). Lorsque le terme inuit sera utilisé comme adjectif, il prendra une minuscule, mais demeurera invariable (par exemple : la culture inuit) (voir Études Inuit Studies 2014).

<sup>2</sup> L’Inuit Nunangat est la patrie des Inuit, « une région géographique, politique et culturelle distincte qui comprend la Région désignée des Inuvialuit (Territoires du Nord-Ouest), le Nunavut, le Nunavik (Nord du Québec) et le Nunatsiavut (Nord du Labrador) », explique l’Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), l’organisation nationale qui représente les Inuit au Canada (2018, 18). Le terme Inuit Nunangat sera privilégié dans ce mémoire, tel que le préconise l’ITK, à la place de « l’Arctique ». Toutefois, les concepts de Nord et de Sud seront aussi utilisés dans ce mémoire, parce que les participant-e-s à la recherche en faisaient usage pour parler de leurs parcours. Le « Nord » fait ainsi référence à l’Inuit Nunangat et à ses collectivités inuit, tandis que le Sud réfère au sud du Canada et à Montréal, selon le contexte.

alors que cette crise et ses effets ont été abondamment documentés (Inuit Tapiriit Kanatami et Gouvernement du Canada 2019; Knotsch et Kinnon 2011; Hervé et Laneuville 2017; Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples 2017; Perreault et al. 2019; Mylène Riva et al. 2019), et que la surreprésentation préoccupante des Inuit parmi la population itinérante de Montréal a donné lieu à plus d'une étude en contexte montréalais (Donat et Cornez 2014; Kishigami 2015; Société Makivik 2012; Dessureault 2015; Saturviit et Laneuville 2015), peu de recherches sont consacrées aux conditions de logement des Inuit habitant les centres urbains du Sud, et très peu se sont intéressées aux expériences spécifiques de logement des travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit. Or près de la moitié des Inuit adultes à Montréal occupent un emploi (Société Makivik 2012), et chaque année c'est une centaine d'Inuit qui déménagent à Montréal pour y étudier (Watson 2017). Cette population tend ainsi à être invisibilisée dans le portrait brossé par la recherche des conditions de vie et de logement des Inuit en contexte urbain. Ce mémoire de maîtrise s'intéresse aux parcours résidentiels des travailleur·se·s et des étudiant·e·s inuit à Montréal et vise à enrichir la compréhension de leurs expériences du logement, et à documenter les obstacles et les défis spécifiques qu'illes rencontrent en cette matière.

Plus largement, ce mémoire s'insère comme une collaboration dans le projet de recherche *Qanuikkat Siqinirmiut<sup>3</sup>? (How are people in the South?): A community-based study of southern Québec Inuit health and wellbeing*, un partenariat de recherche établi avec la *Southern Quebec Inuit Association* (SQIA) et dirigé par l'anthropologue Christopher Fletcher (Université Laval) et la géographe Mylène Riva (McGill University). Il s'agit d'un projet participatif, axé sur la communauté, qui vise à décrire la santé et le bien-être des Siqinirmiut dans une perspective inuit, afin d'épauler la communauté dans le développement d'initiatives et le renforcement de sa capacité communautaire. La *Southern Quebec Inuit Association* (SQIA) a vu le jour à Montréal en 2017, en réponse aux besoins grandissants des Inuit dans le sud du Québec et particulièrement dans la métropole. Ayant pour mission d'unir et de représenter les Inuit du sud du Québec, la SQIA souhaite promouvoir leur développement culturel, social et économique, tout en célébrant leur langue et leur culture, afin que la communauté inuit soit fière, forte et autosuffisante. L'amélioration des conditions de vie des Siqinirmiut est au cœur des priorités de l'organisme.

Le logement étant un déterminant social de la santé et du bien-être (Inuit Tapiriit Kanatami 2014), il affecte tous les aspects de la vie : l'accès au logement sûr, adéquat et de qualité est intrinsèquement lié à l'accessibilité et à la réussite des études postsecondaires pour les

---

<sup>3</sup> Le terme Siqinirmiut signifie les Inuit vivant au Sud. Lapointe (2021) explique qu'« en inuktitut, *Siqiniq* veut dire soleil et fait référence au Sud. Ainsi, *Siqinirmiut* signifie « les Inuit vivant au sud » du Québec » (Lapointe 2021, 1).

étudiant·e·s autochtones (Bomberry 2022), à la participation économique et à la société en général (Belanger, Weasel Head et Awosoga 2012a), ainsi qu'à l'épanouissement personnel, relationnel et culturel. Dans ces conditions, le logement des Inuit à Montréal est intimement lié au bien-être et à la prospérité de cette collectivité. Alors que la population inuit dans la métropole croît année après année et que de plus en plus d'Inuit y élisent domicile, pour les études et le travail notamment, il importe de connaître dans quelles conditions ils et elles demeurent. Lors de notre rencontre initiale, la SQIA a exprimé son intérêt pour une recherche explorant à la fois les parcours résidentiels des Siqinirmiut qui travaillent ou étudient dans la métropole – *pourquoi avaient-elles quitté le Nord? Qu'est-ce qui les avait mené·e·s au Sud? Comment s'y logent-elles et avec qui habitent-elles ?* – et les défis qu'elles rencontraient dans leur accès à un logement sûr, adéquat et abordable. Cette compréhension permettra d'informer les initiatives portées par la communauté en ce sens, la mise en place de services ou de ressources spécifiques et culturellement adaptés.

L'approche qualitative privilégiée, celle des *parcours résidentiels* (Clapham 2002), se base sur des réalités narrées de dix-sept participant·e·s inuit travaillant ou étudiant à Montréal, et a permis de produire un portrait exploratoire des parcours et des enjeux résidentiels à Montréal, en embrassant la diversité des réalités et des parcours. Une telle approche permet une perspective large sur l'habiter — englobant tant le passé résidentiel que les conditions de logement présentes et les aspirations résidentielles — qui reconnaît la nature dynamique de l'expérience du logement et l'interrelation du logement avec les autres aspects de la vie : parcours migratoire, parcours d'emploi, éducatif, relationnel. Elle permet ce faisant de connecter les contextes du Nord et du Sud dans l'analyse de l'expérience du logement des Siqinirmiut.

Ce mémoire est divisé en sept chapitres. Les deux premiers chapitres sont dédiés à une revue de la littérature portant sur les réalités inuit en milieu urbain, afin de situer les circonstances dans lesquelles les Inuit migrent, résident, étudient et travaillent à Montréal. Le premier chapitre contextualise et historicise les mobilités et les migrations des Inuit vers les centres urbains du Sud, tandis que le second chapitre se concentre sur leurs conditions de logement, en identifiant les enjeux du logement autochtone urbain. Le chapitre trois situe la recherche à l'intersection des études urbaines critiques et des études autochtones, et pose le cadre théorique de la *ville colonialiste* dans lequel s'inscrit ce mémoire. Dans un deuxième temps, le cadre d'analyse des parcours résidentiels de Clapham (2002) sera justifié et explicité. Le chapitre quatre revient sur le processus de collaboration de recherche avec le projet QS, en précisant l'encadrement éthique de la recherche ainsi que la méthodologie utilisée. Les trois derniers chapitres constituent le cœur

de ce mémoire, et explorent trois aspects constitutifs de l'expérience du logement des Siqinirmiut à Montréal (1) leurs parcours résidentiels et leurs conditions de logement, (2) l'insécurité résidentielle, les obstacles et les défis spécifiques rencontrés dans l'accès au logement, et finalement (3) les tactiques mises en œuvre et les ressources mobilisées pour sécuriser un logement. Le chapitre cinq porte ainsi sur les expériences et parcours résidentiels d'Inuit à Montréal, mais s'intéresse aussi, en amont, aux parcours de vie qui les y ont menés. Il aborde les motifs de leur présence en ville, mais aussi le rapport qu'elles entretiennent à la métropole et pourquoi elles en ont fait leur lieu de vie. Dans une étude plus classique du logement, leurs conditions de logement au moment de l'entretien – types de logement et mode d'occupation, composition du ménage, secteur de résidence et satisfaction résidentielle – sont ensuite rapportées. Puis, afin de donner une épaisseur à la compréhension des parcours résidentiels des Siqinirmiut à Montréal, l'*habiter* au sens plus large est exploré, c'est-à-dire leur appropriation de la ville à différentes échelles, à travers les lieux fréquentés dans leur quotidien et les modes de transport utilisés pour connecter ces lieux. Finalement, les aspirations résidentielles des participant·e·s sont explorées, les horizons et les attentes qu'elles nourrissent à l'égard de Montréal ou d'un possible retour au Nord. Alors que la plupart des travailleur·se·s et des étudiant·e·s rencontré·e·s avaient un logement stable et ne vivaient pas d'insécurité résidentielle majeure, les récits partagés contribuent néanmoins à mettre en lumière des situations de logement inadéquat ainsi que l'insécurité résidentielle que peuvent vivre les Inuit travaillant ou étudiant à Montréal. Le chapitre six aborde ces parcours caractérisés par l'insécurité résidentielle et analysera les formes que cette dernière peut prendre à Montréal — l'itinérance, le logement inadéquat, le logement inabordable, ainsi que le manque de sécurité. Le chapitre traite ensuite des différents facteurs pouvant participer à sécuriser ou à précariser les parcours de logement : les facteurs d'insécurité dans les parcours individuels, mais aussi les obstacles systémiques et les défis spécifiques. Finalement, le chapitre sept explore les tactiques individuelles, relationnelles et communautaires déployées par les Siqinirmiut dans l'accès au logement ou dans des situations d'insécurité résidentielle. De porter attention aux tactiques déployées met en lumière les interactions et les relations sociales qui se tissent autour du logement et l'importance de ces dernières en tant que ressources, tant dans l'accès à un logement qu'en cas d'insécurité résidentielle.



# CHAPITRE 1 : COMMUNAUTÉS INUIT DANS LES CENTRES URBAINS DU SUD

En 2021, près du tiers de la population inuit au Canada résidait hors de l’Inuit Nunangat, soit 21 825 Inuit (Statistique Canada 2022). Cette croissance démographique — ayant augmenté de 61 % seulement entre 2006 et 2016 (Inuit Tapiriit Kanatami 2018b) — suit la tendance générale à la croissance des populations autochtones résidant dans les villes canadiennes observées depuis les années 1950 (Lévesque 2003). La majorité de ces Inuit habitent en zones urbaines : le tiers vivent dans une région métropolitaine de recensement (RMR), comme Edmonton, Ottawa, Winnipeg, St-John ou Montréal (Morris 2016) et plus de la moitié (56,2 %) vivent dans une région métropolitaine comptant au moins 30 000 habitants (Statistique Canada 2017a).

## 1.1 État de la recherche portant sur les réalités des Siqinirmiut

L’augmentation de la population inuit dans les centres urbains méridionaux<sup>4</sup> est un phénomène relativement récent, datant des années 1980 (Kishigami et Lee 2008). Du côté communautaire, cette présence a entraîné la création d’organisations et d’associations inuit urbaines dès la fin des années 1980<sup>5</sup>, afin d’apporter un soutien au nombre grandissant d’Inuit vivant au Sud et de défendre leurs intérêts. Ces organisations offrent aux Siqinirmiut des ressources et services culturellement adaptés, promeuvent la transmission de l’inuktitut et de la culture inuit, et favorisent ainsi un sentiment de collectivité et d’appartenance en milieu urbain, alors que s’y côtoient les pratiques et les savoirs du Nord et les compétences pour « naviguer » le Sud et bénéficier de ses opportunités (Patrick et al. 2011, 82). De nos jours, leur présence florissante dans plusieurs villes soutient le développement social, économique et culturel des Inuit du Sud: *Tungasuvvingat Inuit* à Ottawa, la *Toronto Inuit Association*, *Tunngasugit Winnipeg Urban Inuit*, l’*Inuit Edmontonmiut*

---

<sup>4</sup> L’expression « urbanisation des Inuit » sera évitée dans ce mémoire pour décrire la croissance de la population inuit dans les centres urbains du Sud, parce que cet emploi tend à impliquer que les villages de l’Inuit Nunangat ne sont pas des urbanités, alors même qu’ils ont le statut de municipalités au Québec et qu’ils correspondent à la définition de l’urbanité au sens ou l’entend la théoricienne de l’urbain Jane Jacobs, comme d’« un ensemble complexe mais organisé », bien qu’ils soient de dimension restreinte (Desbiens 2017, 152). Aussi, comme le souligne Carole Lévesque, le concept d’urbanisation n’est pas adéquat pour rendre compte des réalités autochtones contemporaines dans les villes du Sud, puisque « l’idée même d’urbanisation dans le contexte très particulier des questions autochtones véhicule encore trop souvent une vision évolutionniste du développement, dont la seule voie est celle de la majorité, en l’occurrence celle de l’Occident » (Lévesque 2003, 35).

<sup>5</sup> L’organisation Tungasuvvingat Inuit (TI) a vu le jour en 1987 en réponse aux besoins de la population inuit croissante à Ottawa (Tungasuvvingat Inuit 2020). À Montréal, l’*Association of Montreal Inuit* (AMI) a vu le jour à la fin des années 1990 et a été active jusqu’en 2006 (Watson 2017).

*Working Group* à Edmonton, la *Yellowknifemiut Inuit Kattujiqatigiit* à Yellowknife, ainsi que la *Southern Quebec Inuit Association* à Montréal. Du côté de la recherche, bien que les chercheur-se-s se soient intéressé-e-s aux modes de vie inuit traditionnels et à leur adaptation contemporaine dans l'Inuit Nunangat, ce n'est que très récemment, au courant des années 2000, que la présence inuit urbaine a fait l'objet d'une certaine attention. Un atelier intitulé « *Peripherals at the center : Inuit in urban spaces* » portant sur les présences inuit urbaines, organisé en 2004 à l'*University of California* à Berkeley, et la publication subséquente d'un numéro spécial de la revue *Études inuit Studies* en 2008, ont été un point tournant dans la recherche sur ce sujet et ont souligné un intérêt grandissant pour les expériences urbaines inuit dans les villes canadiennes, mais aussi à Fairbanks (Alaska) et Nuuk (Groenland) (Pauktuutit 2017). Souvent en collaboration avec des organisations inuit, des chercheur-se-s de différents horizons (études urbaines, anthropologie et linguistique, notamment) se sont penché-e-s sur cette présence inuit de plus en plus importante dans les villes du Sud et ont souhaité mieux comprendre les facteurs spécifiques influençant leur décision de s'y installer, mais aussi la pratique de l'inuktitut (Patrick et Tomiak 2008; Patrick, Budach et Muckpaloo 2013) et l'identité inuit en milieu urbain (Budach, Patrick et Mackay 2015; Patrick et al. 2011; J.-A. Tomiak et Patrick 2010), la santé et le bien-être (Fletcher et al. 2022), ainsi que les défis rencontrés par les individus ou les communautés inuit du Sud. Des recherches se sont ainsi concentrées sur les expériences spécifiques des Inuit en situation d'itinérance (Kishigami 2008; Kishigami 2015), ou sur celle des jeunes et des étudiant-e-s postsecondaires (Vaudry-Gauthier 2013; Lachapelle 2017). Plusieurs recherches se sont aussi intéressées aux expériences spécifiques et trop souvent invisibilisées des femmes inuit en milieux urbains (Saturviit et Laneuville 2015; Dessureault 2015; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017; Quintal-Marineau et Pauktuutit Inuit Women of Canada 2020; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022a).

Au sein de ce corpus récent et encore restreint, des recherches ont porté spécifiquement ou partiellement sur le contexte montréalais. Quatre d'entre elles, ayant été menées dans les deux dernières décennies à l'initiative d'organisations inuit, ou avec leur appui, ont étayé la compréhension des réalités inuit urbaines développée dans ce mémoire. L'anthropologue Nobuhiro Kishigami a réalisé des recherches précurseures et de large portée, basées sur 175 entretiens menés au cours d'une quinzaine d'années auprès d'Inuit ayant une variété de profils (avec ou sans emploi, étudiant-e-s ou en situation de précarité socioéconomique ou d'itinérance) (Kishigami 1999, 2008, 2015). Une première recherche menée durant l'année 1997 s'intéressant à « la vie et aux problèmes » des Inuit urbains à Montréal décrit les caractéristiques

sociodémographiques de cette population, les raisons de leur installation en ville et le futur envisagé – le souhait de demeurer dans le Sud ou de retourner au Nord, ainsi que les motifs influençant cette préférence. Concernant le logement, les données recueillies par les entretiens de Kishigami apportent un éclairage inédit sur les expériences résidentielles des Inuit: les façons d'accéder à un logement, les quartiers résidentiels privilégiés ainsi que la composition des ménages. Les recherches subséquentes de Kishigami (2008, 2015) se sont concentrées sur les conditions de vie des Inuit en situation d'itinérance et faisant face à des problèmes socioéconomiques à Montréal et ont brossé un portrait complexe de l'itinérance inuit dans la métropole. Deux associations de femmes inuit, l'une nationale, Pauktuutit Inuit Women of Canada, et l'autre, régionale, Saturviit Inuit Women's Association of Nunavik, se sont depuis intéressées à la vie des femmes inuit à Montréal, ainsi qu'à leurs expériences spécifiques modulées par leur identité de genre et par les legs du colonialisme (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020). En 2015, l'organisation Saturviit, qui a pour mission de mettre de l'avant la parole des femmes inuit, tant celles vivant dans les 14 communautés du Nunavik que celles ayant migré au Sud, publiait *Bring Hope and Restore Peace : A Study Report on the Life and Concerns of Inuit Women of Nunavik*. Ce rapport, constitué à partir d'une centaine d'entretiens réalisés auprès de femmes inuit au Nunavik ainsi qu'à Montréal, décrit dans leurs mots leurs conditions de vie, leurs préoccupations, leurs besoins et leurs aspirations, afin de proposer des solutions concrètes aux problèmes sociaux qu'elles vivent. Le logement et l'itinérance figurent parmi les cinq priorités identifiées par les femmes, avec l'éducation et l'emploi, le bien-être, le système légal et les services sociaux ainsi que l'harmonie sociale. L'organisation Pauktuutit Inuit Women of Canada publiait quant à elle en 2017 *Understanding the Needs of Urban Inuit Women*, une recherche investiguant qualitativement l'expérience urbaine des femmes inuit dans 5 grandes villes canadiennes : Edmonton, Winnipeg, Toronto, Ottawa et Montréal. À partir d'entretiens et de groupes de discussion menés auprès de 46 femmes inuit et 22 fournisseurs de services, quatre aspects importants de la vie urbaine de ces femmes ont été investigués: les motifs de migration dans les centres urbains, les défis qui y sont rencontrés, les effets de cette relocalisation sur leurs rôles et leurs responsabilités genrés, et finalement, les types de soutien nécessaires. Cette recherche démontre que les expériences urbaines diffèrent grandement parmi les Inuit, mais que des réalités similaires existent entre les villes du Sud (Pauktuutit 2017). Récemment, le rapport de recherche de la première phase qualitative de l'enquête QS (Fletcher et al. 2022) enrichissait ce corpus d'une perspective inuit sur la santé et le bien-être dans le sud du Québec, en plus d'apporter un éclairage sur les questions de communauté et le sentiment d'appartenance, sur les relations entretenues avec le Nord ainsi que sur la négociation de l'identité, de la langue et de la culture dans le quotidien au Sud.

De ce corpus d'écrits qui ont nourri la présente recherche, deux thématiques semblent particulièrement importantes à explorer afin de situer les circonstances dans lesquelles les Inuit s'installent, résident, étudient et travaillent à Montréal: (1) les mobilités inuit vers les centres urbains ainsi que (2) leurs expériences résidentielles (qui seront le sujet du chapitre deux). Afin de bien saisir le contexte dans lequel ont lieu les migrations qui constituent la genèse des communautés inuit dans les centres urbains, ce présent chapitre abordera le contexte historique et contemporain des mobilités inuit vers le Sud et en détaillera les divers facteurs et motivations.

## 1.2 Mobilités inuit vers les centres urbains méridionaux

*« The trend toward urbanization among Inuit is growing because of problematic living conditions in the north – namely, overcrowded housing, food insecurity, lack of economic and educational opportunities and limited access to medical care. »*

(Tungasuvvingat Inuit 2016, 4).

Kishigami relevait dès la fin des années 1990 la « grande mobilité géographique » des Inuit, illustrée par la présence à Montréal d'Inuit provenant majoritairement de l'est de l'Arctique dit « canadien » – de diverses communautés du Nunavik et du Nunavut – mais également d'autres régions comme les Territoires du Nord-Ouest (la région désignée des Inuvialuit) et du Labrador (Nunatsiavut) (Kishigami 1999). Aujourd'hui, en raison de ses connexions aériennes directes avec Kuujuaq, Puvirnituq et Kuujuaaraapik, Montréal est une « porte d'entrée » pour les Inuit du Nunavik<sup>6</sup> (Morris 2016, Watson 2017). Selon le recensement entrepris en 2018 par l'équipe du projet QS, la population inuit vivant dans le sud du Québec est estimée à environ 2200 personnes<sup>7</sup>, dont environ 90 % vivaient à Montréal et dans les environs, soit une population qui serait ainsi deux à trois fois plus nombreuse que celle rapportée par Statistique Canada (2016) (Fletcher et al. 2022). Face à ces mouvements migratoires importants, il importe de comprendre ce qui amène les Inuit à se déplacer et à élire domicile dans les centres urbains du Sud avant d'explorer dans quelles conditions illes y vivent.

---

<sup>6</sup> Pour cette raison, en au vu de la large proportion des participant-e-s à la recherche étant originairement du Nunavik, ce mémoire référera davantage au contexte du Nunavik qu'à celui des autres régions de l'Inuit Nunangat.

<sup>7</sup> Ce nombre tend à refléter la population résidant dans le Sud de manière plus permanente, puisque les personnes en prison ou en détention, les étudiants se trouvant dans le Sud exclusivement pour des raisons d'éducation, et les personnes hospitalisées et séjournant au centre Ullivik ou dans d'autres résidences pour patients n'ont pas été incluses par l'équipe QS dans ce recensement.

Les recherches précédemment citées ont cherché à comprendre les facteurs socioéconomiques et les motivations individuelles qui amenaient les Inuit à se déplacer, à migrer et à habiter dans les centres urbains du Sud. L'enquête de Kishigami (1999) permet déjà d'identifier les raisons qui amènent les Inuit à Montréal et à s'y installer. Outre l'emploi et l'éducation communément évoqués par les travailleur·se·s et les étudiant·e·s inuit interviewé·e·s, d'autres raisons étaient partagées tant par ces premier·ère·s que par les Inuit se trouvant en situation d'itinérance ou bénéficiant de l'aide sociale, parmi lesquelles : avoir suivi un parent ou un conjoint, la fuite de situations de violence conjugale ou familiale ou de problèmes sociaux liés à des dépendances, ou encore être resté·e après avoir accompagné un·e proche dans le Sud pour des traitements médicaux. Le manque d'emplois et de logements, mais aussi le coût élevé de la vie dans le Nord étaient des raisons évoquées couramment par les Inuit pour demeurer dans le Sud. « *Considering those reasons of their moving in Montreal* », concluait Kishigami, « *we suspect that there are structural causal factors in the arctic regions, which make the Inuit leave their native villages for the south* » (1999, 88). Les recherches subséquentes confirment les constats de Kishigami; on y retrouve, vingt ans plus tard, les mêmes motifs de mobilité. Les Inuit et leurs familles se déplacent dans les villes du Sud et y demeurent, de manière temporaire ou permanente, pour un ensemble de raisons liées à l'accès aux services et aux soins de santé, aux opportunités d'emploi et d'éducation, à des motifs relationnels ou familiaux, ou encore aux enjeux socioéconomiques qui ont cours dans leurs communautés d'origines (Tomiak et Patrick 2010; Watson 2017; Pauktuutit 2017). Les recherches qui se sont intéressées aux expériences spécifiques des femmes inuit en milieux urbains ont aussi exposé les dimensions genrées de la migration et des mobilités (Saturviit et Laneuville 2015; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017; Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020). Un consensus existe chez les organisations inuit et les chercheur·se·s quant au fait que les migrations inuit urbaines tirent leur origine des conditions matérielles et sociales difficiles au Nord (Tungasuvvingat Inuit 2016; Saturviit et Laneuville 2015; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017). Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020) expliquaient ainsi la forte interconnexion des contextes du Nord et du Sud dans les parcours et les expériences migratoires des femmes inuit :

*Some of the difficulties women face in northern communities (for example the lack of infrastructure and services to address trauma, domestic violence, abuse, and addiction) lead them to urban centres in the South. [...] Other structural barriers, such as the child welfare system, systemic racism, and exclusion, are pervasive in Inuit women's experiences in the South and wend their way into the North. In other words, what happens in one location extends far beyond geographical boundaries — social and material*

*geographies in the North or South are inextricably linked.* (Quintal-Marineau et Pauktuutit Inuit Women of Canada 2020, 11-12)

La littérature apporte aussi un éclairage indispensable sur les sources colonialistes des mobilités inuit vers les centres urbains du Sud. Quintal-Marineau et Pauktuutit Inuit Women of Canada (2020) mettent en évidence les héritages des politiques et des pratiques coloniales de l'État canadien ainsi que leurs effets persistants sur les communautés inuit, entre autres en lien avec les profondes transformations imposées aux familles et aux communautés inuit. La croissance des communautés inuit urbaines ne peut en effet s'appréhender que replacée dans le contexte plus large des changements imposés par la colonisation de l'Arctique entamée dans les années 1950 et de ses effets continus, qui ont façonné le contexte social contemporain dans l'Inuit Nunangat. Dans un article publié en 2017, « *Nuutauniq (Moves in Inuit Life): Arctic Transformations and the Politics of Urban Inuit Mobility* », l'anthropologue Mark Watson soutient qu'il est impératif d'historiciser les facteurs poussant aujourd'hui les Inuit à quitter leurs communautés dans leur contexte historique colonial qui visait l'assimilation des Inuit dans la société canadienne et qui a transformé et réorganisé la vie inuit au Nunavik, provoquant des changements extrêmement rapides et bouleversant les modes de vie des Inuit :

*I think it is more accurate and more useful to describe Nunavik Inuit migration to Montreal and other cities as an emergent phase of this much longer historical process. Politically, many of the deficit factors identified as “pushing” Inuit out of modern-day Arctic communities – (i.e. intergenerational trauma, overcrowding, lack of quality health care, and educational infrastructures in the North) – originate in the “totalizing” transformations and reorganization of Nunavik Inuit life from the 1950s on. Indeed, these factors represent wholesale changes to historical ways of Inuit life that communities are still learning to deal with on an everyday basis [...] (Watson 2017, 194)*

Le rapport *Achieving Saimaqatigiingniq* de la Qikiqtani Truth Commission (2013) et *Le Rapport de la consultation Parnasimautik* (Société Makivik et al. 2014)<sup>8</sup> décrivent depuis une perspective inuit ces bouleversements qui découlèrent de la sédentarisation et de la transition en seulement quelques décennies d'un mode de vie semi-nomadique et de subsistance à l'économie capitaliste

---

<sup>8</sup> La consultation Parnasimautik (« ce qui sert à être prêt », en inuktitut) est une démarche de mobilisation et de consultation menée auprès des Inuit du Nunavik en 2013 par les organismes régionaux, afin de réfléchir à leur passé, leur présent et leur avenir. Le rapport de la consultation Parnasimautik s'appuie sur les commentaires recueillis à travers la région pour définir une « vision globale d'un avenir meilleur pour les Inuit du Nunavik », visant un contrôle accru de la planification et de la gouvernance par les Inuit dans tous les aspects de leur vies et de leur communautés.

et au travail salarié, mais aussi les traumatismes individuels et collectifs profonds laissés par l'épidémie de tuberculose<sup>9</sup>, les relocalisations de familles dans l'Extrême-Arctique<sup>10</sup>, l'imposition d'un système d'éducation via les écoles résidentielles<sup>11</sup> ainsi que l'abattage des chiens de traîneau inuit<sup>12</sup>. Ces événements traumatiques et ces changements radicaux ont ébranlé tous les aspects de la vie inuit – des structures sociales à la transmission des savoirs nécessaires à la vie dans l'Inuit Nunangat – mais aussi les valeurs familiales inuit (valeurs *ilagiinniq*) (Société Makivik et al. 2014). « *These profound transformations imposed on Inuit families and communities are all linked to family breakdown, domestic violence, and dysfunctional social relationships* », expliquent Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020, 12); des facteurs sociaux qui jouent ultimement un rôle clef dans les migrations vers les centres urbains du Sud, et particulièrement pour les femmes inuit.

La littérature sur les migrations autochtones tend à catégoriser les multiples motifs en facteurs d'exode (*push factors*) et facteurs d'attraction (*pull factors*)<sup>13</sup> qui, simultanément, contribuent à pousser les Autochtones à quitter leurs communautés et à les attirer dans les centres urbains du Sud (Norris et Clatworthy 2003). Si le contexte socioéconomique de l'Inuit Nunangat altère la

---

<sup>9</sup> Durant l'épidémie de tuberculose qui a sévi dans les années 1940-1960, la stratégie médicale du gouvernement canadien consistant à envoyer les Inuit malades dans des hôpitaux ou des sanatoriums du Sud a infligé des dommages durables aux individus et aux familles qui subirent ces longues séparations, dont certain·e·s ne revinrent jamais (Qikiqtani Truth Commission 2013; Société Makivik et al. 2014). « La disparition de certaines de personnes a été dévastatrice pour leurs proches, notamment dans le contexte du Nord-du-Québec qui, à l'époque, comptait moins de 4000 âmes. Ce sont des grands-parents, des mères, des pères, des oncles et des tantes qui sont morts loin de chez eux », explique la Société Makivik et al. (2014, 62).

<sup>10</sup> Dans les années 1950, des familles d'Inukjuak et de Pond Inlet ont été réinstallées à Resolute Bay et à Grise Fjord dans l'Extrême-Arctique par le gouvernement fédéral afin d'établir la souveraineté du Canada dans l'Arctique. Cette relocalisation forcée est décrite dans le rapport Parnasimautik comme « l'un des événements les plus honteux de l'histoire coloniale du Nunavut et un exemple particulièrement triste des joutes géopolitiques du gouvernement aux dépens des Inuits » (Société Makivik et al. 2014, 4).

<sup>11</sup> Les pensionnats autochtones ont été un élément central de la politique d'assimilation autochtone de l'État canadien, avec l'objectif que les peuples autochtones cessent d'exister comme entités juridiques, sociales, culturelles, religieuses et raciales distinctes au Canada (Commission de vérité et réconciliation du Canada 2015a). Les pensionnats ont ainsi été un outil central du génocide culturel mené par le Canada à l'égard des Premiers peuples au Canada, visant à termes leur assimilation (Commission de vérité et réconciliation du Canada 2015a) — et plusieurs appellent à y reconnaître un génocide tout court. Le retrait des enfants Inuit de leur famille pour les envoyer dans des pensionnats, situés parfois à des milliers de kilomètres de leurs proches, a créé des traumatismes profonds dans les communautés et chez les survivant·e·s, et a interrompu la transmission intergénérationnelle des valeurs et des savoirs inuit. Étant donné l'histoire encore très récente de la colonisation et des pensionnats dans les régions du Nunavut et du Nunavik, ces séquelles et les conséquences intergénérationnelles des pensionnats dans les communautés Inuit sont encore très vives aujourd'hui (Commission de vérité et réconciliation du Canada 2015b).

<sup>12</sup> La mise à mort des chiens de traîneau (Qimmiit) par les autorités coloniales au Nunavut et au Nunavik durant les années 1950-60 fut un événement traumatique pour les Inuit, qui eut des impacts économiques, culturels et psychologiques importants en limitant les possibilités de déplacements et ainsi les activités de chasse sur le territoire (voir QTC 2013; Société Makivik et al. 2014).

<sup>13</sup> En géographie, les facteurs d'attraction (*pull factors*) sont définis comme: « *The factors in a receiving country, including economic opportunities, higher living standards, the presence of relatives and friends, and relative political/personal freedom which attract immigrants to settle in a given country rather than another* » alors que les facteurs d'exode (*push factors*) représentent : « *the factors that influence persons to leave countries of origin, which may include poverty, discrimination, or political oppression* » (Burnley 2009, 308).

qualité de vie, le bien-être et les possibilités d'épanouissement des Inuit qui y vivent et constitue un ensemble de facteurs d'exode qui contraint nombre d'Inuit à se déplacer ou s'installer au Sud, les opportunités professionnelles ou éducatives constituent aussi d'importants facteurs d'attraction vers les villes. Avant d'explorer davantage ces facteurs, il importe d'explicitier la distinction entre deux types de mobilités inuit qui se côtoient dans les centres urbains du Sud : les mobilités transitoires et les migrations. Il y a d'une part le flux des mobilités inuit urbaines transitoires, modulées par les « réseaux de mobilité intensive Nord-Sud » qui facilitent pour les Inuit l'accès aux services sociaux et de santé non dispensés dans le Nord (Watson 2017). Les villages inuit disposent de services et infrastructures de santé souvent limités (CERP 2019). Cette lacune structurelle importante module la vie au Nunavik en exigeant des mobilités entre le Nord et les villes du Sud pour avoir accès à ces services vitaux. Ce serait, chaque jour, de 120 à 140 Inuit qui transiteraient temporairement par Montréal pour accéder à des soins hospitaliers spécialisés, et plus de 6000 visites par années réalisées par les patient·e·s inuit et leurs accompagnateur·trice·s (Watson 2017). Outre ces mobilités nord-sud temporaires pour pallier ces inégalités structurelles, il y a d'autre part les migrations, les mobilités des Inuit vers les centres urbains du Sud impliquant un changement de communauté (Norris et Clatworthy 2003) et une installation à plus long terme. Comme l'indiquait Pauktuutit et al. (2018, 32), « *Although in the past stays in the south were seen by Inuit as temporary, a sojourn before returning home, that is no longer true* »; malgré les défis rencontrés, et les expériences de marginalisation et d'itinérance vécu·e·s par certain·e·s, nombre d'Inuit souhaitent demeurer à Montréal, et y faire leur vie, notamment pour celles et ceux qui y travaillent ou y étudient. Notons aussi que certaines mobilités temporaires deviennent parfois, volontairement ou non, permanentes, lorsque des personnes venu·e·s pour accéder à un traitement médical demeurent dans le Sud, en raison parfois de failles dans la prise en charge du système de santé nordique (Lapointe 2021) ou encore, décident de demeurer après leur libération d'un établissement carcéral (Kishigami 1999).

Cette section est un survol de ce que la littérature nous apprend au sujet des facteurs et des motifs économiques, sociaux et structurels qui influencent les migrations inuit vers les villes méridionales, mais il importe de garder en tête que les motifs et les parcours migratoires sont pluriels et complexes et que tout effort de synthèse est réducteur. Un parcours migratoire résulte d'une combinaison de facteurs et de circonstances qui, simultanément, pousse les Inuit à quitter le Nord et les attire vers les villes méridionales, explique Pauktuutit (2017, 2020). En outre, il est aussi impératif de garder en tête que bien qu'une importante proportion des Siqinirmiut soient des



migrant-e-s « de première génération », nombre d'Inuit naissent et grandissent dans les centres urbains<sup>14</sup> (J.-A. Tomiak et Patrick 2010; Watson 2017).

### **1.2.1 Facteurs d'attraction : les villes comme des lieux d'opportunités**

Les centres urbains du Sud sont souvent considérés par les Inuit comme des lieux d'opportunités en termes d'emploi, de formation professionnelle et d'éducation, en plus de concentrer des services publics et des ressources absents des communautés. Inversement, plusieurs femmes inuit ayant migré au Sud rapportent le sentiment d'un manque de possibilités d'épanouissement personnel dans les communautés nordiques (Pauktuutit 2017).

#### *1.2.1.1 Opportunités d'emploi*

Les problématiques liées au marché de l'emploi au Nord et le manque d'opportunité économique dans les collectivités inuit sont fréquemment cités comme des facteurs poussant les Inuit à migrer vers les centres urbains (Saturviit 2015; Morris 2016; Pauktuutit 2017). Pauktuutit (2017) porte à notre attention que si les recherches sur les mobilités des Premières Nations s'accordent à dire que les hommes sont dans l'ensemble plus nombreux que les femmes à quitter les réserves à la recherche d'un emploi ou d'opportunités d'éducation, cette différence ne semble pas s'avérer dans le contexte inuit, où l'emploi et l'éducation constituent d'importants facteurs de migration pour les femmes également. L'emploi est un facteur majeur d'attraction vers les villes du Sud. En dépit de l'essor du marché du travail au Nunavik et du nombre grandissant d'emplois hautement rémunérés créés par l'industrie extractive, les Inuit et leurs communautés ne bénéficient pas pleinement de ces opportunités économiques. Dans les faits, ces emplois créés dans les secteurs miniers et de la construction au Nunavik sont en grande partie occupés par des travailleurs – essentiellement des hommes – provenant de l'extérieur de la région, révélait l'Administration régionale Kativik dans sa dernière enquête sur les emplois au Nunavik (ARK 2011). « Les Inuits du Nunavik font face à des obstacles et à des défis de taille sur le plan de l'emploi », exposait le rapport de la consultation Parnasimautik, alors que beaucoup d'Inuit sont sans emploi ou sous-employés, la main-d'œuvre régionale s'accroît et « ce sont des personnes venant de l'extérieur

---

<sup>14</sup> À cet effet, Watson (2017) mentionne qu'illustrant cette tendance démographique, la garderie autochtone *Rising Sun Day Care*, située dans Verdun à Montréal, offrait depuis 2010 des classes d'inuktitut aux enfants Inuit et non-Inuit fréquentant le centre. Il soulignait parfois le besoin d'une approche intégrée de l'éducation à la petite enfance inuit dans la métropole (Watson 2017, 198).

de la région qui prennent les emplois professionnels » (Société Makivik et al. 2014, 12). Le marché du travail au Nunavik est ainsi caractérisé par un déséquilibre important entre les exigences et qualifications de plus en plus élevées requises par les emplois et le faible niveau de scolarité de la main-d'œuvre régionale inuit, ayant pour double conséquence que les emplois nécessitant une certification professionnelle ou un diplôme universitaire sont largement occupés par des non-Inuit dans la région et que ces derniers occupent, dans l'ensemble, des emplois mieux rémunérés que les Inuit (ARK 2011; Société Makivik et al. 2014). Alors que seulement 29% des Nunavimmiut âgés de 25 à 64 ans détiennent un diplôme d'études secondaires (Inuit Tapiriit Kanatami 2018a), plus de la moitié (58%) des emplois au Nunavik requièrent au moins une formation professionnelle ou des études postsecondaires, exposait la Société Makivik<sup>15</sup>, ce qui constitue « un obstacle considérable à la croissance de l'emploi des Inuits du Nunavik » (2014, 150). Quintal-Marineau et Pauktuutit Inuit Women of Canada (2020) corroborent cette réalité et rapportent le sentiment d'un « manque de diversité dans le paysage de l'emploi au Nord » chez les femmes inuit rencontrées dans les villes du Sud. Si presque toutes ces femmes avaient des expériences d'emploi dans leurs communautés natales, elles estimaient néanmoins que le Sud offrait de meilleures opportunités et une plus grande diversité en termes de carrière. Une Inuk trentenaire explicitait cette réalité en affirmant que dans sa communauté, « *You can either be a clerk or cashier, it seems* » (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020, 6). Ce n'est pas tant la disponibilité des emplois dans le Nord qui serait en cause, mais bien la diversité et la qualité de ceux-ci (Saturviit 2015). Toutefois, Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020) soulignent que si les centres urbains concentrent plus d'opportunités d'emploi, les Inuit n'y ont pas nécessairement facilement accès, en raison notamment des barrières structurelles comme le niveau d'éducation et le manque d'expériences de travail, mais aussi de la discrimination et du racisme. Les opportunités d'emploi (réelles ou perçues) constituent néanmoins un important facteur de migration des femmes inuit vers le Sud, et selon la Société Makivik (2012), près de la moitié des Inuit adultes à Montréal occupent un emploi. Dans un chapitre intitulé « La présence des Autochtones dans les villes du Québec: mouvements pluriels, enjeux diversifiés », Carole Lévesque (2003, 29) relève comment le « rapprochement qui s'est opéré entre la ville et la communauté » au cours des dernières décennies a contribué à l'émergence d'une nouvelle mobilité autochtone liée entre autres au marché du travail dans la métropole montréalaise. La population autochtone urbaine grandissante a de même favorisé la création de structures institutionnelles et communautaires pour répondre à

---

<sup>15</sup> La société Makivik est une organisation inuit veillant à la représentation des intérêts des Inuit du Nunavik auprès du gouvernement québécois. Depuis 1975, elle assure la gestion des indemnités versées par le gouvernement provincial dans le cadre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ), en plus de divers mandats en lien avec l'emploi et le développement socioéconomique de la région.

ses besoins spécifiques, ce qui en retour a aussi constitué un débouché pour la main-d'œuvre autochtone de Montréal. Nombre d'Inuit migrent ainsi dans les villes du Sud afin d'occuper des emplois dans des organisations inuit ou autochtones (Patrick et Tomiak 2008), composant ce que Lévesque (2003) appelle une « fonction publique autochtone ». Plusieurs organisations et institutions inuit ont des bureaux à Montréal — la Société Makivik (et sa filiale Air inuit), Kativik Ilisarniliriniq, la commission scolaire du Nunavik, la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, l'Institut culturel Avataq ainsi que Taqramiut Nipingat Inc.<sup>16</sup> — et constituent ainsi des employeurs importants pour les Inuit vivant dans la métropole ou pour ceux et celles qui désireraient s'y installer. Certains de ces employeurs ont des politiques d'embauche favorisant l'accès à l'emploi des Inuit<sup>17</sup> ou offrent des avantages sociaux aux Inuit bénéficiaires de la CBJNQ<sup>18</sup> employé·e·s, lorsqu'elles se relocalisent à Montréal dans le cadre de leurs fonctions. Outre ces employeurs, la population inuit active occupe des emplois variés à Montréal, les principaux domaines d'emploi étant les métiers des arts et de la culture, les emplois de bureau et les emplois qualifiés de l'administration et des affaires, ainsi que les professions de la vente et des services (ARK 2011). Kishigami (1999) notait finalement que plus de la moitié des Inuit ayant un emploi qu'il avait interviewé·e·s avaient quitté leur village d'origine parce qu'elles avaient obtenu un emploi dans la région de Montréal; les autres avaient trouvé un emploi seulement après avoir déménagé au sud pour divers motifs (incluant : les études, suivre un proche ou un parent, recherche de plus de liberté, ou encore pour des motifs médicaux).

---

<sup>16</sup> Taqramiut Nipingat Inc. (TNI), qui signifie « voix du Nord », est un OSBL de radiodiffusion et de production médiatique basé à Dorval et à Salluit qui a pour mission de « faire la promotion de la culture et de l'image des Inuits par les Inuits à l'aide de différents moyens de communication, tant auprès des Inuits eux-mêmes que des publics canadiens et internationaux ». TNI diffuse du contenu radiophonique inuktitut dans les 14 communautés du Nunavik et exploite également un réseau de télévision communautaire en Inuktitut (NCTv) : <http://www.tni-rtn.com/fr/a-propos/>.

<sup>17</sup> Par exemple, Air inuit étant une entreprise subsidiaire de la Société Makivik dont les intérêts appartiennent collectivement aux Inuit du Nunavik, environ 30% des 660 employé·e·s sont Inuit, ce qui inclut les pilotes, le personnel de vol et le personnel affecté aux opérations aériennes et à l'entretien (Société Makivik 2021b).

<sup>18</sup> Pour les Inuit du Nunavik, des droits et avantages découlent de la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) en 1975. La *Loi sur les Autochtones, cris, inuit et naskapis* établit les conditions d'admissibilité à l'inscription à titre de bénéficiaire inuit. Toutefois, un·e bénéficiaire inuit qui établit sa résidence principale à l'extérieur du territoire pendant 10 années consécutives ou plus perd ce statut de bénéficiaire actif et est transféré·e sur la liste des bénéficiaires inuit résidant hors du territoire; le statut de bénéficiaire actif et les avantages liés seront retrouvés s'il ou elle rétablit sa résidence principale sur le territoire. Trois exceptions existent : un·e bénéficiaire qui réside hors du territoire pour des raisons de santé, afin de poursuivre des études ou pour occuper un emploi dans une organisation ayant pour fonction de faire la promotion du bien-être des Inuit pourra conserver son statut de bénéficiaire actif. (*Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis*. RLRQ, 1979. <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/A-33.1>)

### 1.2.1.2 Opportunités d'études et de formation

Dans ce contexte économique, la formation et l'éducation postsecondaire sont identifiées comme les principaux moyens d'améliorer les perspectives d'emploi de la population inuit, de lui permettre d'accéder aux postes qualifiés et mieux rémunérés, et à terme, d'améliorer la situation et la vie des communautés du Nunavik (ARK 2011; Société Makivik et al. 2014). Or, à l'exception des programmes de formation professionnelle menant à des carrières spécialisées offertes dans les centres de formation de 6 des 14 communautés du Nunavik<sup>19</sup>, il n'existe pas de cégep ni d'université sur le territoire. Les Nunavimmiut souhaitant poursuivre des études postsecondaires dans des domaines différents n'auront d'autres choix que de quitter leur communauté afin d'étudier dans les centres urbains du Sud. Montréal est une destination d'étude populaire avec son large choix d'établissement postsecondaire, dont les campus de nombreuses universités (Concordia, McGill, Université de Montréal, Université du Québec à Montréal (UQAM), Institut national de la recherche scientifique, École nationale d'administration publique, École de technologie supérieure) ainsi que plusieurs cégeps (collège d'enseignement général et professionnel). Alors que nombres d'Inuit choisissent d'étudier au Collège John Abbott ou au Collège de Montmorency, en raison des programmes de types *Carrefour* et *Tremplins* adaptés aux besoins des étudiant-e-s inuit qui y sont offerts<sup>20</sup>, les cégeps anglophones Dawson et Vanier accueillent eux aussi chaque année des étudiant-e-s inuit (Watson 2017). Aussi, depuis 2017, le programme Nunavik Sivunitsavut (« Nunavik, notre avenir ») offre aux étudiant-e-s inuit « une expérience postsecondaire axée sur les connaissances et la culture du Nunavik ». Située dans les locaux de l'Institut culturel Avataq, cette école est le fruit d'un partenariat entre des organisations régionales du Nunavik qui souhaitaient la mise sur pied d'un programme culturellement adapté pour les jeunes du Nunavik et le Collège John Abbott. Le cursus d'un an est centré sur l'histoire, la politique, la gouvernance et la culture inuit et circumpolaire. Les

---

<sup>19</sup> Divers programmes sont offerts au Nunavik, menant à un diplôme d'études professionnelles (DEP) ou à une attestation d'étude professionnelle, parmi lesquels cuisine, charpenterie-menuiserie, coiffure, assistance technique en pharmacie, mécanique automobile, lancement d'entreprise et conduite d'engins de chantier nordiques. Toutefois, ces formations n'étant pas offertes dans toutes les communautés, elles demeurent difficile d'accès, en raison des grandes distances entre les communautés.

<sup>20</sup> Le Collège Montmorency offre en français depuis 2016 le cheminement *Tremplin DEC pour les Nunavimmiut* en collaboration avec Kativik Ilisarniliriniq. Ce cheminement permet aux étudiant-e-s Inuit de se familiariser avec les études collégiales, tout en complétant des cours de formation générale adaptés (français, philosophie et inuktitut). Ce cheminement leur laisse aussi une année entière pour faire leur choix de programme d'étude. Neuf candidat-e-s ont été admis-e-s à l'automne 2021 (<https://www.cmontmorency.qc.ca/programmes/nos-programmes-detudes/tremplins-dec/tremplin-dec-nunavimmiut-fr/description/>). Le Cégep John Abbott propose un programme de transition intitulé *Crossroads* culturellement adapté pour les étudiants autochtones, qui bénéficient entre autres d'un tutorat personnalisé et d'un mentorat autochtone, en plus d'activités et d'excursions qui mettent en valeur les cultures autochtones. (<https://www.johnabbott.qc.ca/crossroads/>).

étudiant·e·s y abordent des enjeux globaux contemporains dans une perspective inuit, suivent des cours d'inuktitut et de littérature circumpolaire et prennent part à des ateliers artistiques et culturels. Ce programme permet d'obtenir un certificat d'études collégiales en leadership culturel et communautaire, des crédits collégiaux pouvant être comptabilisés dans le cadre d'un autre programme d'étude.

Ainsi, chaque année, une centaine de Nunavimmiut déménagent à Montréal pour leurs études postsecondaires, venant y chercher des opportunités d'éducation et de développement professionnel qui bénéficieront aussi à leurs communautés (Watson 2017). Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020, 6-7) observaient que les femmes inuit, « fortement engagées dans leur communauté », avaient tendance à choisir des formations directement « applicables » pour soutenir leurs communautés d'origine : éducation à la petite enfance, enseignement, soins infirmiers ou encore gestion. Les parcours des étudiant·e·s se situent ainsi entre la mobilité temporaire et la migration : alors que plusieurs habitent la ville pour la durée de leurs études, d'autres y demeurent de façon permanente, notamment des personnes ayant grandi dans le Sud ou poursuivant des études supérieures prolongées. Kishigami (1999) identifiait deux cas de figure : des Inuit déménageaient à Montréal pour leurs études, d'autres habitaient déjà Montréal avec leurs parents avant de commencer le cégep. Il notait que ces dernier·ère·s n'éprouvaient pas de difficulté à vivre en ville pour leur scolarité sans aucune aide, alors que ceux qui n'avaient pas d'expérience de la vie urbaine avant d'arriver étaient soutenus par la Commission scolaire Kativik pour le transport, la recherche de logement, les coûts de la vie et pour tout autre problème lié à la vie urbaine.

Si les expériences étudiantes inuit à Montréal sont diverses, la vie dans le Sud amène toutefois son lot de défis, surtout pour celles et ceux qui quittent le Nunavik pour la première fois, qui doivent s'adapter à un nouvel environnement urbain et académique, mais aussi à un nouveau contexte social et culturel, loin de leur communauté et de leurs proches (Saturviit 2015). L'isolement, la solitude, le mal du pays et les chocs culturels sont des défis auxquels peuvent être confrontés les étudiant·e·s inuit qui déménagent à plusieurs milliers de kilomètres de leur communauté, en plus des enjeux linguistiques, de la pression du rythme académique et de la conciliation parfois difficile des études et des responsabilités familiales genrées, dans un contexte qui les isole de leurs réseaux de soutien habituels (Saturviit et Laneuville 2015; Morris 2016; Watson 2017; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017). De même, les finances et le logement peuvent constituer des préoccupations importantes dans le Sud (Lachapelle 2017). Face à ces défis, Kativik Ilisarniliriniq,

la Commission scolaire du Nunavik<sup>21</sup>, supporte les étudiant-e-s inuit dans leur réussite éducative dans le Sud, en offrant un soutien logistique (logement, inscription à la garderie pour les enfants à charge, etc.), un soutien social et scolaire, ainsi qu'un soutien financier et au logement via leur *Programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire*<sup>22</sup> (Kativik Ilisarniliriniq 2021). Le logement étant reconnu comme un facteur favorisant la persévérance et la réussite scolaire des étudiants autochtones (Montréal Autochtone 2017; Bomberry 2022), ce programme offre un soutien financier et logistique au logement qui couvre les frais de loyer et de services ainsi que certaines des dépenses liées au déménagement. Deux options sont offertes aux étudiant-e-s parrainé-e-s en matière de logement : soit l'étudiant-e accepte un logement qui est mis à sa disposition par les Services aux étudiants du postsecondaires de KI, attribué selon les disponibilités et sa situation familiale, soit l'étudiant-e prend ses propres dispositions en matière de logement, y compris la recherche de logement et la signature du bail, tout en bénéficiant de l'aide financière au logement<sup>23</sup>. Finalement, la littérature expose aussi que la quête de meilleures perspectives éducatives, et d'un niveau d'éducation formelle équivalent à celui offert dans le Sud pour leurs enfants motivait les migrations de nombreuses femmes et de familles inuit vers les villes comme Montréal (Saturviit et Laneuville 2015; Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020).

Dans l'analyse des motifs de migration, aux côtés des deux facteurs d'attractivité majeurs dans les villes du Sud que sont les opportunités d'emploi et d'éducation, la littérature témoignait aussi, quoique de manière beaucoup plus anecdotique, du fait que les centres urbains peuvent

---

<sup>21</sup> Kativik Ilisarniliriniq, la commission scolaire du Nunavik a été créée en 1975 en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) et elle détient le pouvoir et la compétence d'élaborer et de dispenser à la population du Nunavik des programmes et des services d'éducation particulier qui correspondent à la culture inuit. La Commission scolaire Kativik administre au Nunavik des programmes d'éducation aux adulte (formation générale et professionnelle), mais aucun établissement post-secondaires; elle offre cependant un soutien logistique, social et scolaire aux bénéficiaires parrainé-e-s qui poursuivent leurs études au Sud.

<sup>22</sup> Les Inuit bénéficiaires de la CBJNQ poursuivant des études collégiales, universitaires ou des formations professionnelles à Montréal à temps plein dans un établissement reconnu, peuvent bénéficier du *Programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire* de Kativik Ilisarniliriniq. Suivant certaines conditions, cette aide financière couvre les frais de scolarité, et offre une allocation de séjour qui couvre les dépenses de subsistance, les frais d'internet et de téléphone mensuels, les frais d'allers-retours vers la communauté d'origine, les frais de transport de leur effets personnels, les titres mensuels de transport collectifs, ainsi que certains frais de loisirs. Le programme a aussi des dispositions spéciales pour les étudiant-e-s ayant des enfants à charge, par exemple le remboursement des frais de garde (Kativik Ilisarniliriniq 2021a).

<sup>23</sup> Dans la *Politique sur le programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire*, il est indiqué que « Les étudiants de première année sans personne à charge pourraient avoir à demeurer dans une résidence pour étudiant, s'il y en a une d'accessible, et selon ce que déterminent les Services aux étudiants du postsecondaire » (Kativik Ilisarniliriniq 2021a, 12), tandis que ceux et celles qui ont des enfants à charge sont hébergés dans des appartements loués et gérés par la commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq. Sur son site internet, KI explicite aussi que l'option de retrait est « privilégiée par les étudiants qui se déplacent avec des membres de leur famille, qui sont habitués à la vie en ville ou qui sont inscrits à des programmes de plus longue durée », parce que « [I]es étudiants qui choisissent cette option devront faire leurs propres démarches pour trouver un appartement. Ils sont entièrement responsables du logement, des réparations ou de la résiliation du bail. » (Kativik Ilisarniliriniq 2022)

aussi représenter le choix d'un mode de vie, d'*un style de vie urbain*, qui peut constituer un facteur d'attraction. Par exemple, Kishigami (1999) relatait qu'une personne rencontrée « était lasse de la vie de village dans l'Arctique » alors qu'une autre évoquait une « recherche de liberté personnelle » (p. 87-88, traduction). Saturviit (2015) relevait que deux femmes interviewées à Montréal attribuaient leur présence à un intérêt pour la « vie urbaine » (p. 20), alors que « l'attrait de la ville » était aussi une motivation relevée par la Société Makivik (2012).

### **1.2.2 Facteurs d'exode des communautés**

Les motifs de migrations vers Montréal sont ainsi intrinsèquement liés aux opportunités d'éducation, de formation ou d'emploi qu'offre la métropole, mais également aux contextes structurel, économique et social dans les communautés de l'Inuit Nunangat, qui affectent le bien-être et la qualité de vie des Inuit qui y vivent, et limitent les opportunités pour l'accomplissement de soi (Pauktuutit 2017). La littérature fait état de plusieurs de ces facteurs d'exodes des communautés inuit : le manque de services, de ressources et d'infrastructures – la pénurie de logements, l'absence d'institutions postsecondaires – mais aussi le contexte économique – le coût élevé de la vie engendrant pauvreté et insécurité alimentaire – et les enjeux sociaux sur lesquels les deux éléments précédents créent une pression supplémentaire. Au niveau structurel, les travaux de la Commission Viens ont réitéré « la discrimination systémique dont sont victimes les membres des Premières Nations et les Inuit dans leurs relations avec les services publics » au Québec (CERP 2019, 215) et ont documenté les importantes lacunes en ce qui a trait à l'accès aux services de santé et aux services sociaux au Nunavik. Comme il a été mentionné plus tôt, nombre d'Inuit se voient en effet contraint·e·s de se déplacer temporairement ou de migrer dans les villes du Sud, lorsque l'accès à un service ou un traitement est inexistant dans leur communauté nordique (ex. soins médicaux spécialisés, ressources en gestion des dépendances) (Watson 2017; Pauktuutit 2017). De même, le placement d'enfants inuit dans des foyers d'accueil au Sud par les services sociaux amène aussi des femmes à s'y établir, pour être à proximité de leurs enfants (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020; Kishigami 1999).

### 1.2.2.1 Contexte économique

Au niveau économique, en plus des enjeux relatifs à l'emploi vu précédemment, le coût élevé de la vie au Nord<sup>24</sup>, l'insécurité alimentaire et la pauvreté qui en résultent sont aussi des facteurs qui peuvent entrer en ligne de compte dans le choix des Inuit de déménager au Sud (Kishigami 1999; Saturviit 2015; Morris 2016). Le rapport de la consultation Parnasimautik soulignait en effet qu'en raison des faibles revenus familiaux, « arriver à combler les besoins essentiels de subsistance (s'alimenter et s'abriter) représente un énorme défi pour la grande majorité des familles au Nunavik » (Société Makivik et al. 2014, 111).

### 1.2.2.2 Contexte social

Au niveau social, Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020) relatent que nombre de femmes inuit rencontrées dans les villes du Sud décrivaient des « dynamiques sociales dysfonctionnelles » qui les avaient poussées à quitter leur communauté, pour fuir notamment « le cycle de la violence » dans la sphère domestique, mais aussi plus largement les enjeux de santé mentale et les problèmes émotionnels et sociaux, qui « contribuent à la désintégration du tissu social dans certaines communautés du Nord en brûlant les ponts entre les familles et les générations » (10, *traduction*). Une des raisons concomitantes évoquées est aussi de ne pas disposer des ressources ou des services nécessaires dans sa communauté pour faire face à ces enjeux psychosociaux et guérir les traumatismes individuels et collectifs. Lorsque le chez-soi n'est plus perçu comme un endroit sécuritaire, pour nombre d'Inuit, les mobilités vers le Sud ne relèvent pas d'un choix, mais d'une nécessité. Pauktuutit (2017) soulignait comment ces facteurs d'exodes peuvent être caractérisés comme une forme de « migration forcée » pour les femmes inuit, alors que pour plusieurs d'entre elles, de vivre à Montréal était ressenti comme une « conséquence » plutôt qu'un choix personnel, un constat partagé par Kishigami (1999, 89) :

*Many Inuit, especially women in the 20s to 30s were pushed out from their native villages due to several combining factors such as alcohol and drug problems, sexual and physical violence originating from the former problems, difficulties of human relations in a small village, lack of housing, shortage of jobs. It seems to me that they came to Montreal not*

---

<sup>24</sup> Selon le suivi des prix à la consommation au Nunavik effectué entre 2011 et 2013 par Duhaime et Caron (2013), les prix pour les produits alimentaires sont 52 % plus élevés au Nunavik que dans la ville de Québec, les prix des produits d'entretien ménager 107 % plus élevés et les prix des produits de soins personnels 66 % plus élevés.



*because there were many merits and resources available to them in the city but because they wanted to run away from their problems which they encountered in northern villages.*

Ces enjeux sociaux au Nord qui poussent les Inuit à migrer au Sud sont complexes et alimentés par plusieurs « manques » — manque de services et de ressources, manque d'options et de possibilités d'épanouissement personnel, manque de logements — et sont enracinés dans les traumatismes intergénérationnels infligés par le colonialisme, comme il a été abordé plus tôt. En somme, comme Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020, 12) l'exposent: « *dysfunctional care spaces in the North played an important role in pushing women away from their homes, and conversely, the possibility of establishing safer care sites in urban centres pulled women south.* »

### 1.2.2.3 Crise du logement

Finalement, la crise du logement endémique qui sévit dans l'Inuit Nunangat est un élément contextuel crucial pour comprendre les relocalisations inuit vers les villes du sud comme Montréal et elle est identifiée comme un facteur d'exode des communautés inuit dans la littérature depuis les années 1990 (Kishigami 1999; Société Makivik et al. 2014; Knotsch et Kinnon 2011), notamment pour les femmes inuit (Saturviit 2015; Pauktuutit 2017). Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020) rapportent ainsi que plus de la moitié des femmes inuit rencontrées dans les différentes villes du Sud affirmaient que les enjeux liés au logement avaient été déterminants dans leur décision de migrer. Leurs témoignages illustrent combien la situation résidentielle peut être tendue dans le Nord :

*"I had no place anymore in my parents' house, with all my sister's kids"*

*"I have been waiting for years to get a place, but when you have no children you are not a priority"<sup>25</sup>*

*"I was moving from one house to another; from my mom's to my grandparent's to a friend's, and so on. When I was fed up with one place I'd move."*

(Propos de participantes cité par Pauktuutit 2017, 17)

---

<sup>25</sup> Cette femme fait référence aux critères d'attribution des logements sociaux au Nunavik. Comme Saturviit l'explique, « [i]l y a le sentiment chez plusieurs femmes que les familles à faible revenu ont priorité dans l'allocation des nouveaux logements, et que les personnes à plus haut revenus, les couples sans enfant attendent ainsi durant des années sur les listes. Cela mine l'accès équitable à tous les ménages à un logement, puisque les logements sociaux sont les seules options de logements viables au Nunavik. » (2015, 26-27)

Conséquence directe des politiques coloniales canadiennes (Perreault et al. 2019)<sup>26</sup>, la crise du logement qui sévit dans l’Inuit Nunangat depuis des décennies est constituée de problématiques tant au niveau de l’abordabilité, de la quantité et de la qualité des logements disponibles, qu’au niveau du surpeuplement qui en découle<sup>27</sup> (Inuit Tapiriit Kanatami et Gouvernement du Canada 2019; Knotsch et Kinnon 2011). Ces enjeux placent le logement dans l’Inuit Nunangat en deçà des normes du « logement acceptable »<sup>28</sup>, définies en termes de qualité, de taille et d’abordabilité par la Société canadienne d’hypothèques et de logement (SCHL) et utilisées par Statistique Canada. Lors du recensement de 2016, près du tiers (32 %) de la population de l’Inuit Nunangat vivait dans un logement nécessitant des réparations majeures et plus de la moitié (52 %) dans un logement où il manquait au moins une chambre à coucher (en comparatif, seulement 6 % de la population non autochtone habitait un logement de qualité inadéquate et 9 % vivait dans un logement surpeuplé) (Statistique Canada 2018, 6). Ces mauvaises conditions de logement représentent pour les Inuit un obstacle majeur à la santé physique et mentale, au développement des enfants, à la sécurité alimentaire, ainsi qu’à la réussite éducative et à l’emploi (Société Makivik et al. 2014, 83; Inuit Tapiriit Kanatami et Gouvernement du Canada 2019; Nunavik Regional Board of Health and Social Services 2020). Des recherches et rapports d’organisations inuit ont ainsi exposé les conséquences sociales et sanitaires de cette crise du logement, mais aussi comment elle affecte la capacité communautaire de développement social et économique, le bien-être ainsi que les pratiques et le sens du chez-soi de la population inuit (Perreault et al. 2019; Saturviit et

---

<sup>26</sup> « *The current situation of overcrowding experienced by many families in Nunavut and Nunavik is a direct consequence of colonial practices and decisions made by the State regarding Northern housing policies* », soutiennent Perreault et al. (2019, 18). L’État canadien détient une responsabilité importante dans les conditions de logement inadéquates des Inuit depuis les années 1950, époque où des programmes fédéraux de bien-être social et de logement ont été déployés dans l’Arctique conditionnellement (et en guise d’incitatif) à l’abandon du mode de vie nomade et à la sédentarisation des Inuit dans des villages permanents. « Les Inuits du Nunavik n’ont jamais été consultés au sujet des efforts du gouvernement visant à les déplacer de leurs divers lieux de campement saisonniers sur le territoire pour les regrouper dans des villages », exposait le rapport de la consultation Parnasimautik, « il s’agissait d’un changement majeur de mode de vie, et le gouvernement n’a jamais tenu compte des impacts culturels sur les Inuits du Nunavik ni même envisagé les répercussions à court à long terme liées à la création de villages permanents. » (Société Makivik et al. 2014, 203). Les programmes fédéraux de logement qui se sont ensuite succédé dans les années 1960-1970, ont échoué à procurer aux Inuit des logements adéquats, sécuritaires et en nombre suffisant ; les petites maisons appelées « *matchboxes* » faites de contre-plaqué et mal isolées des premiers programmes d’accès à la propriété « sont un témoignage de l’échec du Canada à cet égard » (Société Makivik et al. 2014, 203; Knotsch et Kinnon 2011).

<sup>27</sup> Par ailleurs, l’inadéquation culturelle des habitations construites selon des modèles de maison euro-canadiens est une problématique additionnelle décriée dans les communautés inuit, l’aménagement des espaces résidentiel n’étant pas adapté aux techniques traditionnelles de cuisson et de préparation de la viande, et ne permet pas de s’adonner à des pratiques culturelles comme la chasse, la sculpture et la couture (Dawson 2008).

<sup>28</sup> Un logement acceptable est ainsi un logement qui ne nécessite pas de réparations majeures selon ses occupants, dont les frais représentent moins de 30% du revenu total avant impôt du ménage l’occupant, et qui compte suffisamment de chambres pour répondre aux besoins du ménage selon sa taille et sa composition, d’après les Normes nationales d’occupation. On dit qu’un ménage éprouve des « besoins impérieux en matière de logement » si son logement n’est pas conforme à au moins une de ces trois normes (Statistique Canada 2017c).

Laneuville 2015; Mylène Riva et al. 2019), et compromettent, en somme, leur capacité d'autodétermination (Inuit Tapiriit Kanatami et Gouvernement du Canada 2019).

La littérature met en relief les conséquences genrées spécifiques de cette crise sur les femmes inuit. D'une part, il existe des « liens étroits » entre la pénurie de logements au Nunavik et le surpeuplement qu'elle engendre et les violences familiales, et cette crise du logement est identifiée par les femmes inuit comme « un multiplicateur de la violence familiale » (Hervé et Laneuville 2017, 56). Le manque d'alternatives de logement et d'hébergement d'urgence force des femmes à demeurer dans des relations conjugales abusives ou dans des logements où elles expérimentent des violences physiques ou psychologiques, puisqu'elles n'ont nulle part où aller (Saturviit et Laneuville 2015; Hervé et Laneuville 2017; Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020). Aussi, alors que de nombreuses familles au Nunavik ne jouissent pas d'un espace résidentiel stable et sécuritaire où se sentir chez soi, Saturviit (2015) comme Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020) appellent à recentrer l'enjeu du logement au Nord sur le *chez-soi* (home), plutôt que sur le *logement* (house) en tant que simple structure physique :

*We hope this discussion will help to refocus the housing issue in the North on “home” instead of on “house.” While a house is often seen as a mere physical structure, a home hints at a social and emotional reality, the place where belonging (to a space and to a group) merges into a sense of security.* (Saturviit 2015, 10).

Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020) soutiennent ainsi que les enjeux de logement vécus au Nord jouent un rôle clé dans la migration des femmes inuit, mais en apportant une nuance importante : si le manque de logement et le surpeuplement qu'il entraîne sont une réalité vécue par nombre d'Inuit, le point tournant dans la décision de migrer pour plusieurs femmes inuit est le moment où leur habileté à prendre soin d'elles-mêmes ou de leur famille s'en trouve affectée, ou qu'elles ne se sentent plus en sécurité chez elle :

*In many women's stories, what they considered home had shifted over the years prior to their decision to move. No participants mentioned moving because there was no place to live, but rather identified dysfunctional space as the real reason to leave. A young woman described her home as “an overwhelming space” where people screamed at each other; once, her brother-in-law got into a fight and punched her friend in the face: “There was too much violence in the house. Not towards me or the kids, but between people that would come to my place. The kids could see it, they witnessed it, and I couldn't stand it anymore,” she said. She first moved to her parents' place, but again decided it was time to move*

*away from a place where her children were exposed to violence. After moving to Iqaluit for a couple months to a friend's house, she went further south to a larger city. Although the first year was difficult, she described her choice as "the best thing that could have happened to my children." Her story is not unique; many participants undertook similar journeys to provide safer homes for their children. (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020, 9-10).*

Aussi, dans un contexte où l'accès à la propriété nécessite des revenus considérables et où le logement social constitue le principal mode d'habitation<sup>29</sup>, la vice-présidente du *Qarjuut Youth Council Nunavik* en 2020, Olivia Ikey, soulignait quant à elle les effets spécifiques de la crise du logement sur les aspirations des jeunes Inuit du Nunavik où l'impossibilité de se loger a un impact sur les opportunités d'emploi, sur le développement des familles, ainsi que sur l'exode au Sud des jeunes diplômé-e-s (Ikey 2020a). Sur ce dernier sujet, la consultation Parnasimautik relevait que plusieurs jeunes ayant réalisé leurs études postsecondaires dans le Sud n'ont d'autre choix que de retourner vivre dans la maison familiale surpeuplée et que cela en incite certain-e-s à trouver un emploi dans le Sud : « en raison du manque de logements, la région se trouve privée de l'apport de ces jeunes Inuits éduqués, lesquels pourraient contribuer à l'ensemble de la société et au développement économique de la région » (Société Makivik et al. 2014, 127). Le témoignage d'Ikey exprime l'importance vitale du logement pour les Nunavimmiut, notamment dans l'épanouissement des jeunes :

*Having shelter is one of the bases of living your life and a lot of our youth are missing that one crucial foundation: having a place to call home. This situation has created a suicide crisis, an addiction crisis, and severe overcrowding in our homes. This has a huge effect on our youth. (Ikey 2020b, 4)*

Dans ces circonstances, si la crise du logement au Nunavik est identifiée comme un des incitatifs à la migration vers le Sud, c'est également l'une des raisons qui empêche les Inuit de retourner dans leur communauté (Saturviit 2015; Kishigami 1999). « *When you have a place [in the South], you don't move back North, because you know you won't find one up there* », expliquait une participante à ces recherches qui avait migré après avoir vécu dans le logement surpeuplé de ses parents durant des années en attente d'un logement (Pauktuutit 2017, 20). Terminons sur le récit

---

<sup>29</sup> Au Nunavik, 98 % de la population vit dans les logements sociaux administrés par l'Office municipal d'habitation Kativik (OMHK 2021).

de son parcours que fait cette femme rencontrée par Saturviit (2015), qui exprime bien l'entrelacement des facteurs d'attraction et d'exode qui ont été explorés dans cette section :

*We decided to move South for house purpose mainly, and secondly because there was no job available for me up North, although my husband was working [...] Eventually, I want to move back North, but there is always this housing problem. You cannot just move there when you want, you have to wait for a certain time. If it would be simpler, I would have moved back long time ago. People who are down South have to have an application for years, and then they eventually call you. Some people die waiting.* » (Propos d'une participante rapportés par Saturviit 2015, 21).

### **1.3 Le logement, un défi et un facteur d'ancrage dans les centres urbains du Sud**

Une quête commune unifie les parcours migratoires : « la promesse d'un futur meilleur » (Patrick et Tomiak 2008, 58, *traduction*) et la recherche de meilleures perspectives pour soi-même, ou pour ses enfants (Pauktuutit 2017). Tout en maintenant souvent une forte connexion avec leur communauté d'origine, plusieurs considèrent la ville comme leur chez-soi et souhaitent y demeurer, y faire leur vie (Environics Institute 2011). Cependant, si le logement est un défi important au Nord, il l'est également dans les centres urbains du Sud : « *While the housing shortage is a major incentive, there are Inuit who fail to find and keep accommodation in Montreal and live on the streets in order to stay away from the problems of the North* », relate Saturviit (2015, 20), « *ultimately, both up North and down South, too few Inuit women, and children, can enjoy feeling at "home," that is, living in a place that ensures their physical, mental, and emotional health as individuals and families* » (26). Pauktuutit aussi mettait en relief ce défi avec lequel les populations inuit urbaines doivent composer en soulignant qu'alors que la crise du logement au Nord est un facteur d'exode vers le Sud, les Inuit sont surreprésentés parmi la population urbaine itinérante (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017, 11). En janvier 2020, un reportage d'*APTN National News* exposait la situation à Ottawa, où les Inuit urbains se retrouvent « pris-e-s entre deux pénuries de logements », l'une au Nord et l'autre au Sud, et comment elles étaient disproportionnellement affecté-e-s par la crise du logement qui sévit dans la Capitale nationale (Forester 2020). Cette précarité résidentielle qui se poursuit entre l'Inuit Nunangat et la ville d'Ottawa, faute d'options abordables de logement, a été observée aussi par Pauktuutit (2022).

Les situations, les conditions de vie et les expériences en milieu urbain sont cependant diverses au sein de la population inuit et prendre en compte les multiples expériences et réalités inuit en milieu urbain remet en cause l'idée largement répandue que la population autochtone ou inuit urbaine serait uniformément désavantagée, vivant de faibles revenus ou en situation d'itinérance (Watson 2017). Si l'itinérance et la précarité économique sont des réalités pour une partie de la population inuit vivant à Montréal, et bien « qu'il existe des écarts importants entre les citoyens autochtones et les autres citoyens sur le plan du travail, des revenus et de la scolarisation », Lévesque et Cloutier (2013, 287) rappellent qu'« il ne faut pas perdre de vue que les Autochtones sont aussi des salariés, des cadres, des diplômés, des professionnels, des artistes et des entrepreneurs qui participent activement à la vie économique des municipalités ». Certains chercheurs y voient l'émergence d'une classe moyenne autochtone dans les centres urbains (Wotherspoon 2003; Lévesque et Cloutier 2013; Watson 2017). Selon la consultation Parnasimautik, environ 45 % des Inuit du Nunavik vivant à Montréal habitent dans des quartiers résidentiels et travaillent pour des organismes ou des entreprises du Nunavik basées dans la région (Société Makivik et al. 2014).

Les parcours migratoires urbains des Inuit sont modulés par l'héritage du colonialisme, les dynamiques de genre et de classe (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020; J.-A. Tomiak et Patrick 2010); le statut socioéconomique et les différentes motivations à la migration exerceront de même une influence sur les positionnements des individus dans le contexte urbain et se traduiront par des parcours et des réalités urbaines très différentes (Pauktuutit 2017, Watson 2017) :

*« Inuit who move to Ottawa for jobs or higher education navigate the city differently from those who have been marginalized in the North, fled from abusive homes, or spent time in Ottawa for medical reasons. Social stratification and different reasons for migrating determine the positionalities of individuals and families in the urban context, which translates into a myriad of experiences, perceptions, and ways of dealing with the realities of urban life. »* (Patrick et al. 2011, citée dans Pauktuutit 2017, 10)

Cela se reflète aussi au niveau de l'insertion résidentielle. Saturviit (2015) relevait que si les déplacements inuit vers le Sud tendent à être motivés par les mêmes problèmes socioéconomiques au Nord, y compris la crise du logement, les Inuit à l'emploi et les Inuit en situation d'itinérance ou de précarité ont des réalités et des conditions de vie distinctes dans les centres urbains du Sud, un constat partagé par plusieurs recherches. Kishigami concluait en 1999 que la différence considérable en termes de revenus entre les Inuit à l'emploi, et ceux sans emploi

se traduisait par de meilleures conditions de vie et de logement pour les premiers. Alors que les Inuit sans emploi ou en situation d'itinérance devaient faire appel aux organisations et à l'aide sociale pour assurer leurs besoins essentiels, les Inuit qui avaient un emploi et les étudiant-e-s inuit pouvaient pour leur part bien vivre à Montréal, sans rencontrer de difficultés pour se nourrir et se loger (Kishigami 1999). Ce contraste était rapporté également par Saturviit (2015) : alors que les Inuit venues à Montréal pour poursuivre leur éducation ou pour occuper un emploi avaient toutes loué ou possédé leur propre logement depuis leur arrivée à Montréal – souvent aidées par les organisations inuit qui les employaient – les Inuit n'ayant jamais occupé d'emploi dans la ville, avaient pour la plupart vécu des situations d'itinérance.

Les motifs de migration et les ressources économiques liées à l'emploi façonneraient ainsi les expériences résidentielles en milieu urbain. En contrepartie, selon Pauktuutit (2017) l'accès au logement, le fait d'avoir un appartement ou une maison, serait positivement associé à la stabilité. Dès lors, s'il peut représenter un défi, l'accès au logement serait aussi un facteur d'ancrage important en ville, comme l'illustre le récit d'une Inuk rapporté par Pauktuutit (2017, 20-21):

*I had no place for myself in (my hometown). I had been for years on the waiting list, and my parents' house was getting really overcrowded. So, I moved to [the city] to try to get a place for myself. Honestly, I struggled a lot, even at some point I had no roof, like I was homeless. But now I have an apartment and I am slowly moving forward in my life. When you have a place, you don't move back North, because you know you won't find one up there.*

## **Conclusion de chapitre**

En somme, les migrations des Inuit sont influencées simultanément par des facteurs d'attraction vers les villes méridionales (liés aux opportunités d'emploi, d'éducation, ou à l'accès aux ressources et aux services) et des facteurs d'exode des communautés nordiques (dynamiques sociales dysfonctionnelles, manques de ressources et d'infrastructures, crise du logement et coût élevé de la vie). La littérature revue rend explicite l'interconnectivité des contextes du Nord et du Sud. « *As long as socio-economic situations will not be improved in the arctic regions, a lot of Inuit in eastern arctic regions will continuously move in Montreal* », concluait Kishigami en 1999 (107); « *We need to heal the North too. Our northern communities need healing and housing, otherwise this pattern will never stop* », soutenait l'une des Inuit rencontrées par Pauktuutit près de 20 ans

plus tard (2017, 29). Les recherches établissent ainsi clairement le contexte social, économique et structurel façonné par les héritages du colonialisme dans l'Inuit Nunangat causant les mobilités inuit vers les centres urbains du Sud. Il a été vu également que si les motifs migratoires sont multiples, les parcours et les réalités urbaines le sont tout autant au sein de la population inuit, et se traduisent par des conditions de vie et de logement diversifiées. Si la crise du logement qui sévit dans l'Inuit Nunangat est un facteur structurel qui pousse les Inuit à quitter leurs communautés, la relocalisation dans le Sud ne résout pas toujours les problèmes d'accès au logement, ces derniers demeurant un défi dans les villes du Sud. Alors que nombre d'Inuit souhaitent s'y établir et en faire un chez soi, toutes et tous ne bénéficient pas d'un logement sûr, adéquat et abordable.

À partir de la littérature existante, le prochain chapitre problématise davantage les conditions et les expériences de logement des travailleur·se·s et des étudiant·e·s inuit en milieu urbain, et survole les différents enjeux qui y sont liés.



## CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Au Canada, il est largement reconnu que le logement constitue un enjeu global pour les populations autochtones. Les inégalités vécues en matière de logement par rapport au reste de la population sont décriées depuis longtemps par les communautés et les leaders autochtones et elles ont été abondamment documentées (Centre de collaboration nationale de la santé autochtone 2017). Déjà en 1996, la Commission royale sur les Peuples autochtones (CRPA) faisait état des graves problèmes de logement affectant tant les communautés autochtones rurales qu'urbaines et de leurs impacts néfastes sur leur santé (CRPA 1996). Près de 30 ans plus tard, les organisations autochtones et les chercheur·se·s font toujours état d'enjeux majeurs liés au logement. Lors du dernier recensement, Statistique Canada a signalé que le logement était un enjeu particulier pour la population autochtone et que leurs conditions de logement étaient trop souvent inadéquates, tant au niveau de la taille que de la qualité (Statistique Canada 2017b). Ces conditions ont récemment été qualifiées d'« effroyables » par la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit au logement, qui contextualisait de manière cruciale le mal-logement des Autochtones dans les legs de l'histoire coloniale :

*These violations affecting indigenous peoples are embedded in, and a consequence of, colonization, forced assimilation, past and present dispossession of their lands, territories and resources, and deeply rooted discrimination nurtured over centuries. (ONU 2019, 4)*

L'amélioration de la situation du logement des Autochtones a en outre fait l'objet de recommandations dans les *Appels à la justice* de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA 2018) ainsi que dans les *Appels à l'Action* de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (CERP 2019). Le logement est une problématique « qui transcende les milieux et les Nations », rapportait le Commissaire Viens à l'issue de cette commission d'enquête provinciale; dans les centres urbains québécois, les Autochtones sont confronté·e·s à de nombreux obstacles, dont les faibles revenus déclarés, particulièrement pour les femmes autochtones monoparentales, ainsi que « le racisme exprimé par certains propriétaires » (CERP 2019, 245).

Alors que plus de la moitié de la population autochtone réside en milieu urbain, les conditions de logement des ménages autochtones y sont préoccupantes depuis des décennies. Si la Commission royale sur les Peuples autochtones (CRPA 1996) déplorait que l'accès à un logement

abordable, adéquat et de qualité était compromis pour les ménages autochtones urbains par la discrimination des propriétaires et les moyens financiers limités, ces problématiques perdurent aujourd'hui encore et participent à créer d'importantes disparités au niveau du logement entre les populations autochtones et non autochtones.

## 2.1 État des connaissances sur le logement autochtone urbain

Trouver un logement adéquat, de qualité, abordable et stable demeure un défi pour plusieurs ménages autochtones en milieu urbain, peu importe leur niveau de revenu, âge ou situation familiale (Belanger, Weasel Head et Awosoga 2012a; RCAAQ 2016; Centre de collaboration nationale de la santé autochtone 2017). En effet, les Autochtones urbains expérimentent davantage de besoins impérieux en matière de logement (Belanger, Weasel Head et Awosoga 2012a) et sont plus susceptibles de vivre dans un logement nécessitant des réparations majeures (T. Anderson 2019). Ils ont aussi davantage tendance à être locataires que les ménages non autochtones (environ la moitié d'entre eux vit dans des logements loués, comparativement à 29 % de la population non autochtone urbaine), et à vivre dans un logement subventionné (une réalité du cinquième de la population autochtone urbaine au Canada) (T. Anderson 2019).

Aussi, l'accès au logement adéquat, abordable et sécuritaire fait-il partie des préoccupations et des priorités des organisations autochtones et inuit, tant au niveau national<sup>30</sup> que régional<sup>31</sup>. La situation spécifique des Autochtones urbains et leurs enjeux résidentiels sont toutefois relativement peu étudiés (Anderson 2013). L'*Urban Aboriginal Knowledge Network* (UAKN 2012) faisait état d'une littérature lacunaire et d'un besoin de statistiques et de recherches basées sur les besoins des communautés, afin de développer une compréhension large des enjeux du logement des Autochtones urbains et de la manière dont ils affectent les différents segments de cette population (UAKN 2012, 18). « *[T]he needs of the urban community are unique and must be reflected in the research* », soutenait l'UAKN (2012, 18) en identifiant plusieurs avenues de recherche, incluant l'expérience du racisme dans le logement, l'adéquation des programmes aux

---

<sup>30</sup> Pauktuutit Inuit women of Canada soutient que : « *every Inuk woman, child and family across Inuit Nunangat, and more broadly across Canada, [should] have access to safe, culturally appropriate and affordable housing* » (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022b).

<sup>31</sup> En novembre 2015, des organisations représentant les intérêts et les voix des Inuit vivant à Ottawa, St-John's, Montréal, Toronto, Winnipeg et Edmonton se sont réunies afin de développer une Stratégie urbaine Inuit commune (*National Urban Inuit Strategy*). Cette stratégie ayant comme objectif le développement de programmes et de services conçus *par et pour* les Inuit urbains, l'une des cinq priorités identifiées par les organisations réunies était de « veiller à ce que les Inuit dans les centres urbains puissent accéder à des logements appropriés et sûrs » (Tungasuvvingat Inuit 2016, 2, *traduction*).

besoins des communautés autochtones urbaines, ainsi que l'étude du logement à partir de différents segments de la communauté autochtone urbaine. Les recherches s'étant intéressées aux conditions de logement des Autochtones dans les villes canadiennes identifient différents obstacles et défis dans l'accès au logement expliquant les disparités enregistrées, les trois principaux étant: (1) les obstacles économiques et liés au système du logement, (2) la discrimination et (3) les défis liés à la navigation dans le système du logement, qui seront ici brièvement synthétisés.

### **2.1.1 Des obstacles économiques et liés au système du logement**

Les difficultés d'accès à un logement adéquat seraient avant tout liées à la précarisation économique qu'entraînent les obstacles à l'emploi et les emplois mal-rémunérés ou précaires, mais aussi à l'inabordabilité du logement dans les villes canadiennes. D'une part, la littérature met de l'avant le lien entre les désavantages économiques et sur le marché du travail et ceux sur le marché du logement : le racisme et la discrimination systémique en emploi causent l'exclusion des personnes autochtones du marché du travail (CDPDJ 2019), tout comme la plus faible diplomation et le manque d'expériences de travail confinent nombre d'entre elles à des emplois mal rémunérés ou les amènent à dépendre de soutiens au revenu provinciaux (SCHL 2005; Pauktuutit 2017). La pauvreté et les faibles revenus qui découlent de ces barrières systémiques à l'emploi sont dès lors identifiés comme des obstacles majeurs dans l'accès au logement convenable pour les ménages autochtones (Brandon et Peters 2015). D'autre part, les recherches replacent ces enjeux économiques dans le contexte structurel du logement des grandes villes canadiennes. L'inabordabilité des logements locatifs privés et la rareté des alternatives sociales au marché du logement privé sont identifiées comme des défis majeurs pour les femmes inuit à Ottawa (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022a) et pour les ménages autochtones à Winnipeg (Brandon et Peters 2015), Edmonton (SCHL 2005), et Kelowna (Lewis 2010). En effet, dans les villes canadiennes, la financiarisation accrue de l'immobilier depuis les années 1990 entraîne une marchandisation du logement — où « le logement n'est plus seulement un bien de consommation dont la production est orientée par sa demande, mais aussi un actif dont la propriété est liée à des intérêts financiers » (Leloup 2021, 12) — qui fragilise le droit au logement et les conditions de logement des ménages locataires (Gaudreau et al. 2018), par la transformation du marché locatif qu'elle opère et l'érosion de l'abordabilité des logements qui en découle. En effet, le coût des logements ayant augmenté plus rapidement que les revenus d'emploi, l'accessibilité financière au logement devient un enjeu qui touche désormais non seulement les ménages à plus faibles

revenus, mais aussi les ménages de la classe moyenne (Leloup 2021). D'autres dynamiques participent aussi au resserrement du marché locatif et à la pénurie de logements abordables, notamment la gentrification des quartiers centraux et l'accentuation de l'activité immobilière axée sur la copropriété et le logement locatif haut de gamme (Gaudreau, Fauveaud et Houle 2020), ainsi que la multiplication des locations commerciales de type *Airbnb* (Hurteau 2019). La résidualisation du logement social au Canada dans les dernières décennies<sup>32</sup> n'est pas étrangère aux enjeux de logement des ménages autochtones urbains; en entravant la production de nouvelles habitations sociales, elle a eu pour effet d'accroître la dépendance des locataires au marché privé (Leloup et Gysler 2009) et ainsi leur exposition aux forces du marché, à ses instabilités, ainsi qu'aux hausses des loyers que connaissent les métropoles dans les dernières années. Dans l'incapacité d'accéder à des logements publics ou subventionnés, les ménages autochtones à faibles ou modestes revenus n'auront d'autres choix que de se tourner vers le marché privé, louer des appartements en deçà des normes de qualité ou encore de réduire le budget alloué à d'autres besoins essentiels pour parvenir à payer leur loyer. Notons en terminant que ces conditions ne favorisent pas l'accès à la propriété des ménages autochtones urbains, qui sont statistiquement moins susceptibles d'être propriétaire de leur logement que la population non autochtone (51 % contre 71% à l'échelle du Canada) (T. Anderson 2019)<sup>33</sup>. Toutefois, notait la SCHL en 2005, si des sous-groupes davantage marginalisés ont plus de difficulté à sécuriser un logement convenable et risquent davantage de se retrouver en situation d'itinérance, « il y a un nombre croissant de professionnels autochtones ayant un emploi stable et les moyens financiers nécessaires à l'achat d'un logement » — une tendance que confirmait Statistique Canada en 2015 en soulignant l'augmentation du taux d'occupation d'un logement possédé chez les Autochtones dans cette dernière décennie (Anderson 2019).

---

<sup>32</sup> Si l'angle d'approche de ce mémoire délaisse l'analyse des politiques de logement, on ne peut passer sous silence le désinvestissement majeur du gouvernement fédéral du champ de l'habitation sociale au courant des années 1990, dans le cadre d'une importante restructuration des politiques sociales (Prince 1998) qui fut centrale dans le projet politique et idéologique néolibéral (Rolnik 2013). La dévolution subséquente de cette responsabilité aux gouvernements provinciaux et territoriaux a eu des conséquences importantes sur les ménages les plus précarisés, en réduisant considérablement les programmes de logement social et leur financement et en jugulant la production de nouvelles habitations à loyer modique (HLM) (Suttor 2016). Les programmes provinciaux comme ceux administrés par la Société d'habitation du Québec (SHQ) ne parviennent pas à soutenir la demande et les longues listes d'attentes qui en résultent — à Montréal seulement, plus de 24 000 ménages sont inscrits sur les listes d'admissibilité de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM 2020) — limitent les alternatives des ménages qui n'ont pas les moyens de se loger sur le marché privé de l'habitation.

<sup>33</sup> Outre la plus faible participation à l'emploi et les faibles revenus (Belanger, Weasel Head et Awosoga 2012b), les recherches expliquent ce faible accès à la propriété par l'inabordabilité du marché résidentiel, l'absence d'historique de crédit et le faible accès au financement (Pauktuutit 2022), mais aussi par un manque de connaissances et d'information concernant le processus d'achat d'un logement; ainsi qu'un manque d'intérêt pour la propriété résidentielle (SCHL 2005).

## 2.1.2 Discrimination au logement

La discrimination basée sur des stéréotypes racistes constitue un second obstacle au logement pour les populations autochtones dans les villes canadiennes. Si la discrimination à l'égard des Autochtones prend sa source dans l'histoire coloniale, elle s'est depuis « institutionnalisée et systématisée à travers des normes, politiques et pratiques héritées du passé » (CDPDJ 2019, 9) et affecte aujourd'hui les populations autochtones urbaines dans tous les aspects de leur vie, y compris le logement (RCAAQ 2014). La Commission des Droits de la personne et des droits de la Jeunesse (CDPDJ) expose que « la discrimination raciale et le racisme que vivent certains groupes dans le domaine du logement doivent être pris en compte à titre d'obstacles systémiques menant à des formes de précarités résidentielles accrues » (CDPDJ 2019, 80). Pour les femmes inuit, tant l'enquête de Pauktuutit (2022) à Ottawa que celle de Saturviit (2015) à Montréal révélaient l'obstacle majeur que représentaient les stéréotypes ou la discrimination ouvertement racistes lorsqu'elles tentent d'obtenir un logement, surtout lorsqu'elles ne parlent pas français ou ont « l'air autochtone » (Saturviit 2015). Bien qu'elle soit un phénomène difficilement mesurable, la discrimination au logement envers les Autochtones a été largement documentée à travers les villes canadiennes (Cohen et Corrado 2004; O'Bomsawin 2011; Brandon et Peters 2015; Belanger et al. 2019) et québécoises (O'Bomsawin 2011). À Calgary, Bélanger et ses collègues (2019) rapportent que les représentations stéréotypées négatives qu'ont les propriétaires à l'égard des Autochtones, les dépeignant comme de mauvais·e·s locataires, mais aussi plus largement les attitudes racistes dans les municipalités ou les quartiers à l'endroit des Autochtones, sont des barrières significatives à l'accès au logement, en plus de constituer un facteur de stress dans leur vie. Il y a consensus dans la littérature quant au fait que la discrimination affecte directement la capacité des ménages autochtones urbains à sécuriser un logement abordable, adéquat et de bonne qualité. Concrètement, elle amenuise les options de logement et de localisation, augmente les délais pour accéder à un logement, et occasionne des loyers plus chers, des conditions de logement inadéquates, le surpeuplement et des déménagements plus fréquents; à terme, les mauvaises conditions de logement résultant de la discrimination peuvent aussi avoir un impact délétère sur la santé (Cohen et Corrado 2004).

De plus, la discrimination au logement contribue à l'itinérance autochtone au Canada, comme en Australie et en Nouvelle-Zélande (J. T. Anderson et Collins 2014). Selon Brandon et Peters (2015), elle ne toucherait pas seulement les sous-groupes les plus marginalisés, mais ferait partie de l'expérience urbaine des Autochtones en général, même lorsqu'elles disposent d'une source

de revenus stable, un constat partagé par Saturviit (2015). En somme, la discrimination vécue est d'abord à caractère raciste, mais il peut être difficile d'isoler ce qui relève spécifiquement de la discrimination raciale et ce qui relève de la discrimination économique dans les expériences (Brandon et Peters 2015). Cet enchevêtrement des motifs de discrimination est aussi présent dans le cas des étudiant-e-s postsecondaires autochtones qui reçoivent un financement pour leurs études et se voient discriminés sur la base de leur statut économique perçu par des propriétaires qui nourrissent des préjugés ou de l'incompréhension face à leur situation (Conseil Jeunesse de Montréal 2016; Wallace, Maire et Lachance 2004).

### **2.1.3 Navigation dans le système du logement**

La littérature identifie finalement le défi que pose la navigation dans le système du logement pour les Autochtones dans les centres urbains. Pour nombre d'Autochtones, l'arrivée dans un milieu urbain nouveau nécessitera de s'adapter à une culture, un mode de vie et un système inconnu, et de naviguer à travers les règles et les attentes liées à ce système (enquête de crédit et références, bail, budgétisation des frais afférents, droits des locataires, etc.), et ce, loin de leurs réseaux sociaux habituels et de l'entraide communautaire qui peuvent leur fournir un filet de sécurité (Brandon et Peters 2015; Conseil jeunesse de Montréal 2016). De même, les processus de sélections du marché locatif privé, comme la vérification de l'historique de crédit et des références, sont identifiés comme un obstacle au logement, excluant les Autochtones qui, ayant récemment quitté leur communauté, n'ont pas d'historique ou de relation établie avec des institutions financières, ni d'antécédents de location (Walker 2003; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022b; Conseil Jeunesse de Montréal 2016). Ces exigences de solvabilité qui constituent des filtres du marché privé peuvent être considérés comme des « discriminations systémiques » au logement (Firang 2019), puisque bien qu'en apparence neutres, elles affectent davantage certains groupes. Par ailleurs, Brandon et Peters soulignent l'enjeu que représente la connaissance de ses droits et responsabilités en tant que locataires et la difficulté de faire valoir ses droits: « *People moving to an urban environment for the first time often do not know their rights and responsibilities as tenants, as a result they are more likely to fall prey to unscrupulous landlords* » (2015, 2).

Cette recherche s'intéressant aux expériences résidentielles de la population inuit étudiante à Montréal, il importe de mentionner en terminant quelques constats de la littérature quant à la nature des enjeux que rencontrent les étudiant-e-s ou les jeunes autochtones. Pour ces

dernier·ère·s, le logement constitue un facteur d'ancrage important qui sera déterminant dans de nombreuses démarches qu'elles entreprendront dans les centres urbains, que ce soit en termes d'emploi ou dans leurs études (Wallace, Maire et Lachance 2004). Aussi, l'accès à un logement abordable et adapté représente « une étape fondamentale dans l'établissement » des jeunes autochtones nouvellement arrivés à Montréal, en raison du « rôle pivot » qu'il joue au quotidien dans l'accès à d'autres droits sociaux et aux services, mais aussi dans le maintien d'une bonne santé et d'un sentiment plus général de bien-être (Conseil Jeunesse de Montréal 2021). Or, ces dernier·ère·s sont affecté·e·s de manière disproportionnée par les enjeux de logement, cette population étant caractérisée par un plus faible capital économique et des ressources limitées, qui compromettent leur accès à des logements appropriés, sûrs et stables, et par une moins grande expérience dans la recherche et l'occupation d'un logement, ainsi que dans la relation avec un·e propriétaire (Brandon et Peters 2015; Conseil Jeunesse de Montréal 2016). Les jeunes autochtones seraient aussi plus à même de pratiquer le « couchsurfing », soit de demeurer temporairement chez des amis ou de la famille, faute d'un lieu adéquat où habiter; une situation résidentielle qui représente une forme d'itinérance cachée (Brandon et Peters 2015). Bien qu'elles ne soient pas tous nécessairement jeunes, les étudiant·e·s autochtones rencontrent des enjeux similaires, disposant souvent aussi d'une moins grande expérience urbaine et de plus faibles revenus. Une recherche menée auprès d'étudiant·e·s postsecondaires à Saskatoon (Wallace et al. 2004) rapportait qu'un nombre élevé d'entre elles et eux (65%) éprouvaient des enjeux d'abordabilité ou habitaient un logement de taille insuffisante pour leurs besoins (40%); « *Students feel forced to live in cramped housing in order to afford housing costs* » rapportaient Wallace, Maire et Lachance (2004, 39). « *Student housing poses a systemic disadvantage for Indigenous learners* », soutient quant à elle E. Victoria Bomberry (2022) dans son mémoire de maîtrise consacré aux expériences et aux besoins des Autochtones étudiant à la Western University (London, Ontario). Or, en dépit d'un récent intérêt en recherche pour les expériences du logement des étudiant·e·s racisé·e·s et marginalisé·e·s, et bien que cela ait permis de poser le logement comme une barrière significative ou un facteur bénéfique sur leur expérience postsecondaire, peu de recherche ont porté leur attention sur les expériences et les besoins spécifiques des étudiant·e·s autochtones en termes de logement (Bomberry 2022).

En somme, quel que soit leur âge, les Autochtones qui s'installent pour la première fois dans un centre urbain peuvent rencontrer des défis particuliers dans leur navigation du système du logement (absence de dossier de crédit et de référence, manque d'expérience et d'information sur le marché du logement), et la littérature met en évidence la nature systémique de ces

problèmes de logement rencontrés par les populations autochtones urbaines. D'un côté, la pénurie de logements abordables et le manque d'alternatives sociales sont soulignés comme des obstacles structurels dans plusieurs centres urbains. De l'autre, la discrimination raciale est quant à elle identifiée comme un obstacle systémique menant à des précarités résidentielles accrues et « des effets d'exclusion disproportionnés » pour les Autochtones (CDPDJ 2019, 80). Ainsi, si la pénurie de logements abordables et le manque d'alternatives sociales au marché du logement privé est un enjeu pour les populations urbaines à revenu faible et modeste en général, pour les Autochtones, ces enjeux seront couplés à ceux découlant de l'héritage du colonialisme, et pourront s'additionner aux défis que représentent les différences culturelles et le manque de connaissances reliées à la vie urbaine et sa navigation.

## **2.2 Conditions de logement des Inuit à Montréal**

À Montréal également, les populations autochtones connaissent un désavantage au niveau du logement comparé aux autres Montréalais·e·s et il leur est difficile d'accéder à un logement abordable, salubre et sécuritaire (Montréal Autochtone 2017; Landry 2020). En 2015, le directeur de la santé publique de Montréal rapportait que la situation des Autochtones en matière de logement était particulièrement inquiétante dans la métropole (Raynault et al. 2015). De même, dans son rapport *Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*, l'Office de Consultation publique de Montréal (OCPM 2020) réitérait que dans le contexte actuel de pénurie de logements locatifs, il était d'autant plus difficile pour les membres des communautés racisées, autochtones ou immigrantes de trouver des logements décents. La consultation publique exposait à Montréal des enjeux de logement similaires à ceux évoqués précédemment : discrimination, rareté des logements locatifs abordables et insuffisance de logements sociaux. Elle faisait en outre part d'enjeux d'insalubrité, ainsi que de l'impact de l'embourgeoisement des quartiers et de l'effervescence immobilière sur les ménages les plus précaires (Office de consultation publique de Montréal 2020, 78). Dans son mémoire *Mino Madji8in : Pour le mieux-être des Autochtones dans les villes* déposé en 2017 dans le cadre d'une consultation sur la Politique de développement social de la Ville de Montréal, l'organisme Montréal Autochtone était préoccupé par des problématiques au niveau de l'abordabilité et de la qualité des logements ainsi que par le faible accès à la propriété. Il soulignait les lacunes dans l'offre de logements permanents et de résidences étudiantes pour Autochtones, et comment la rareté et le coût élevé des terrains dans la métropole rendent leur acquisition difficile pour la réalisation de



projets en logement destinés aux Autochtones (Montréal Autochtone 2017). Une *Évaluation des besoins en santé des autochtones en milieu urbain de Montréal* menée par le RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal (2012) auprès de 89 Autochtones<sup>34</sup> vivant à Montréal, dont 19 Inuit, rapportait quant à elle que plus de la moitié de ces répondant·e·s n'avaient aucune difficulté à se loger en ville, mais que près du quart éprouvaient des difficultés quelques fois par année, et environs 10% d'entre eux éprouvaient des difficultés à se loger sur une base mensuelle. Le lien entre la santé et les conditions de logement était fréquemment abordé par les participant·e·s : « l'accès à un logement propre, sécuritaire et abordable serait le minimum requis pour jouir de la santé mentale, physique et spirituelle » (RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal 2012, 19). Les difficultés rencontrées par les Autochtones pour se loger, convenablement à coûts raisonnables, compromettent leur stabilité et leur sécurité à Montréal (Montréal Autochtone, cité par Landry 2020, 27), mais aussi leurs aspirations et, au niveau collectif, la prospérité des communautés autochtones urbaines.

Pour la population inuit montréalaise, les données désagrégées du plus récent recensement<sup>35</sup> démontrent l'écart important dans les conditions de logement avec la population montréalaise en générale. Les ménages inuit sont proportionnellement plus nombreux que la population générale à habiter un logement nécessitant des réparations majeures (22% versus 8%), et beaucoup moins nombreux à être propriétaires de leur domicile (seulement 13% des Inuit sont propriétaires versus 40% de l'ensemble des Montréalais·e·s) (Landry 2020). Aussi, plus du tiers des ménages inuit locataires (34 %) consacrent une part trop importante (30% ou plus) de leurs revenus pour se loger (Landry 2020). Il existe toutefois peu de données et d'analyses portant spécifiquement sur les conditions de logement des travailleur·se·s et des étudiant·e·s inuit vivant à Montréal. Kishigami (1999), ayant interviewé 22 Inuit à l'emploi ainsi que 8 étudiant·e·s observait des différences considérables en termes de revenu entre les Inuit qui occupaient un emploi, ceux qui n'en occupaient pas et les étudiant·e·s. Aussi brossait-il un portrait plutôt positif de la situation de logement des Inuit étudiant ou travaillant dans la Métropole :

---

<sup>34</sup> Parmi les 89 participant·e·s à l'étude, 6 étaient propriétaires de leur logement tandis que 65 étaient locataires, 7 étaient chambreur·se·s, 7 étaient hébergé·e·s par des proches, et 14 étaient hébergé·e·s temporairement dans un refuge ou en situation d'itinérance dans la rue (RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal 2012, 19).

<sup>35</sup> Les données de Statistiques Canada procurent une représentation très limitée des personnes mobiles ou en situation d'itinérance, car la collecte des données se fait auprès de ménages et nécessite d'avoir une adresse. Cela constitue évidemment une limite majeure lorsqu'il s'agit d'établir un portrait représentatif des différents segments plus ou moins marginalisés de la population autochtone. Dans le cas de la présente recherche cependant, on peut penser que ces données brossent cependant un portrait pertinent des conditions de logement des ménages Inuit ne vivant pas en situation d'itinérance chronique dans la métropole.

*As far as our research is concerned, there are considerable differences among Inuit with jobs, those without jobs and Inuit students in terms of income. While the Inuit with jobs and students live without any serious difficulties in terms of food, clothing and housing, the Inuit without jobs manage to live by making use of existing charitable institutions. It is noted that almost all of the urban Inuit are satisfied with housing conditions in Montreal. (Kishigami 1999, 92)*

Un bref portrait des conditions résidentielles des travailleur-se-s et des étudiant-e-s inuit à Montréal peut être brossé à partir de la recherche de Kishigami (1999). Ce dernier n'ayant pas porté une attention particulière au genre dans ses recherches, ce portrait sera complété par un survol de ce que les recherches menées par Saturviit (2015) et Pauktuutit (2017, 2020, 2022) ont révélé en ce qui concerne le logement des femmes inuit dans les villes du Sud. Même si elles ne sont pas spécifiquement centrées sur Montréal, ces enquêtes amènent un éclairage important sur les enjeux et les défis que rencontrent les femmes inuit dans l'accès au logement.

### **2.2.1 Conditions de logement des travailleur-se-s Inuit à Montréal**

Les expériences rapportées par Kishigami (1999) et Saturviit (2015) tendent à démontrer que les travailleur-se-s inuit à Montréal ont une insertion résidentielle facilitée par la situation économique favorable qu'amène le travail salarié, et parfois par les organisations inuit qui les employaient. Pour la recherche de logement et l'installation, Kishigami relevait l'avantage dont bénéficient les travailleur-se-s venu-e-s à Montréal pour y occuper un poste qui recevaient de l'aide de leur employeur (la Société Makivik, la Commission scolaire Kativik (désormais nommée Kativik Ilisarniliriniq), et le *Northern Quebec Module*) pour trouver un logement et pour leur déménagement, des avantages sociaux qui sont aujourd'hui encore offerts par la Société Makivik et Kativik Ilisarniliriniq (KI) à leurs employés inuit<sup>36</sup>. En ce qui a trait à la composition des ménages, les travailleur-se-s interviewé-e-s avaient davantage tendance à former des ménages familiaux avec enfants que ceux et celles sans emploi, et trois des 22 travailleus-e-s rencontrées étaient des mères monoparentales. En ce qui concerne les secteurs de résidence, Kishigami observait à la fin des années 1990 que la communauté inuit ne se concentrait pas dans un secteur spécifique de la ville de Montréal, mais que la population inuit vivait plutôt de manière dispersée dans la ville

---

<sup>36</sup> À titre d'exemple, les bénéficiaires inuit syndiqué-e-s affecté-e-s dans les bureaux montréalais de Kativik Ilisarniliriniq reçoivent une allocation logement pour leur loyer ou leur hypothèque qui variera entre 383\$ et 721\$ par mois, dépendamment de leur situation familiale, et KI assume aussi le coût de l'électricité et des frais de déménagement (Kativik Ilisarniliriniq 2021b, 44).

sans former une communauté géographiquement distincte, même si beaucoup d'Inuit vivaient à Dorval, Lachine et dans la partie ouest du centre-ville. Il dénotait aussi une différence entre les aires résidentielles des Inuit ayant ou non un emploi : les travailleur·se·s et les familles avaient tendance à vivre dans l'Ouest-de-l'Île et les villes alors considérées comme des banlieues de Montréal<sup>37</sup>, comme Lachine et Dorval, mais aussi dans l'est de Montréal, tandis que les Inuit sans emploi vivent majoritairement moins excentrés dans la ville de Montréal. La tendance des travailleur·se·s à vivre dans ces secteurs peut être expliquée par la présence des bureaux des organisations inuit qui les emploient. En somme, alors qu'au Nunavik, l'accès au logement est compliqué par la pénurie de logements, la résidualisation du marché de l'habitation privée et les coûts de construction élevés, à Montréal, en raison de l'existence d'un marché du logement privé, et dans la mesure où illes en ont les moyens financiers, les Inuit pourront trouver une chambre ou un appartement à louer, et même une maison ou un condo à acquérir, soutient Saturviit (2015). Or, si au milieu des années 2010, Saturviit (2015) rapportait qu'une femme seule ayant un revenu d'emploi ou recevant de l'aide sociale pouvait parvenir à louer un logement, au vu de l'érosion de l'abordabilité du marché montréalais exposée précédemment, on peut se demander dans quelle mesure les Inuit à l'emploi parviennent à se loger sur le marché résidentiel montréalais à l'heure actuelle.

### **2.2.2 Conditions de logement des étudiant·e·s inuit à Montréal**

La littérature comprend très peu de données sur les expériences résidentielles des étudiant·e·s inuit à Montréal. Kishigami (1999) exposait qu'à l'instar des travailleur·se·s, les étudiant·e·s avaient tendance à vivre à Montréal sans rencontrer de difficultés sérieuses en termes de logement ni pour subvenir à leurs besoins de base. Les huit étudiant·e·s qu'il avait rencontré·e·s (4 au niveau collégial, 4 à l'université) étaient pour la plupart venu·e·s au Sud pour leurs études : tandis que certain·e·s avaient déménagé à Montréal avec leurs parents avant d'entamer leur scolarité postsecondaire, les autres étaient supporté·e·s par la Commission scolaire Kativik pour trouver un logement, assurer les coûts de la vie et faire face aux autres problèmes de la vie urbaine. Tous recevaient un soutien financier pour leurs études qui couvrait leur loyer, leurs dépenses scolaires et le coût de la vie, leur permettant d'étudier durant la session dans de bonnes conditions économiques. Ayant généralement tendance à vivre dans l'ouest de l'île de Montréal,

---

<sup>37</sup> Avant les fusions municipales du début des années 2000, plusieurs arrondissements comme Dorval, Lachine et St-Laurent étaient des villes indépendantes considérées comme des banlieues.

à Dorval et Lachine notamment, ces étudiant-e-s vivaient chez leurs parents, avec des membres de leur famille, leur conjoint-e, avec leurs enfants ou encore seul-e. Les témoignages recueillis par Saturviit (2015, 41) témoignent cependant de la solitude que peuvent ressentir ces dernier-ère-s :

*I first went to John Abbott in Art, but I dropped out. It is different to be in Montreal; there is a lot of benefits, like shopping malls, but culture shock is a big thing for all Inuit. [...] I was living alone in an apartment for one semester, in downtown. I was feeling alone.*

### **2.2.3 Condition de logement des femmes inuit dans les villes du Sud**

Très récemment, Pauktuutit a réalisé en collaboration avec Tungasuvvingat Inuit (TI) et le *Inuuqatigiit Centre for Inuit Children, Youth and Families* une évaluation des besoins des femmes inuit vivant à Ottawa en matière de logement et d'hébergement<sup>38</sup> et ses constats corroborent les obstacles et les défis dans l'accès au logement adéquat identifiés précédemment. Le rapport est sans équivoque sur la nature structurelle des enjeux de logement vécus : « *the biggest single housing problem for Inuit women in Ottawa is a lack of affordable supply [...] Market housing is not only in short supply – it is priced out of reach of most Inuit women and families* » (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022a, 33). Aussi, si de nombreuses barrières se conjuguent dans l'expérience résidentielle des femmes à Ottawa — « *challenges in this area are the perfect storm of a serious lack of supply of subsidized housing, high rents, overall low vacancy rates, and financial supports that are inadequate to live on* » (Pauktuutit 2022, 6), les Inuit font face à des défis spécifiques : le défi que représentent le racisme, la discrimination et que le manque de compréhension à l'égard de la culture inuit de la part de fournisseurs de services en logement, ainsi que celui que représente la navigation du système de logement du sud pour celles récemment arrivées. Devant la complexité de ce système, les Inuit manquent d'information et de support pour les accompagner dans leur recherche de logement: « *Women arrive in the south with little information on the housing crisis here, the costs of housing and typically with no understanding of how market and social housing works* », exposait l'organisation, « *they had no experience with market housing including submitting an application, the need for references, a credit rating and a deposit to cover first and last month's rent* » (Pauktuutit 2022, 5 et 26). Le rapport identifiait aussi des lacunes dans l'adaptation (culturelle et linguistique) des services

---

<sup>38</sup> L'étude a sondé 124 femmes Inuit habitant Ottawa et pour le tiers de ces femmes, l'emploi à temps plein était leur principale source de revenu (Pauktuutit 2022).

d'information et de soutien au logement, notamment pour les femmes plus vulnérables récemment arrivées du Nord. Pauktuutit (2022) concluait son rapport en identifiant le besoin de mener une telle évaluation des besoins des femmes inuit dans d'autres communautés urbaines inuit du Sud.

### 2.3 Problématique et questions de recherche

Le logement est ainsi identifié tant comme un facteur de migration vers les centres urbains du Sud que comme un défi dans ceux-ci. Alors que la crise du logement dans l'Inuit Nunangat a été abondamment documentée<sup>39</sup>, peu de recherches ont été consacrées aux conditions de logement des Inuit habitant les centres urbains du Sud, à l'exception de la récente étude menée par Pauktuutit (2022) à Ottawa. En contexte montréalais, si la surreprésentation des Inuit parmi la population itinérante (Landry 2020) a stimulé la production d'études et rapports relatant et analysant les expériences de cette population (Société Makivik 2012; Dessureault 2015; Kishigami 2015), aucune recherche n'a à ce jour étudié spécifiquement les expériences du logement des travailleur·se·s et des étudiant·e·s Inuit. L'enquête de Kishigami (1999) est la seule à notre connaissance qui ait abordé de manière plus approfondie les conditions de logement des travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit à Montréal; à l'époque cependant, le contexte du logement montréalais était différent. La conjoncture politico-économique exposée dans ce chapitre — la résidualisation du logement social résultant en une dépendance accrue des locataires au marché privé (Leloup et Gysler 2009), combinée à l'érosion de l'abordabilité des logements locatifs — fragilise l'accès au logement pour les locataires à faibles et modestes revenus dans la métropole et a « des effets d'exclusion disproportionnés » pour les Autochtones (CDPDJ 2019, 80). Une pénurie de logements abordables caractérise ainsi le contexte montréalais du logement, une situation qualifiée de « crise du logement » à la fois par les regroupements de défense des droits des locataires, le milieu de la recherche (Hurteau 2019), et la Communauté métropolitaine de Montréal (Communauté métropolitaine de Montréal 2022). Dans ce contexte, quelles sont les expériences résidentielles des Inuit travaillant ou étudiant dans la métropole?

Cette recherche vise donc à enrichir la compréhension des parcours et des enjeux résidentiels des étudiant·e·s et travailleur·se·s Inuit à Montréal, et à documenter les obstacles et les défis

---

<sup>39</sup> Le logement dans l'Inuit Nunangat a fait l'objet de nombreuses études (Perreault et al. 2019; Mylène Riva et al. 2019; Mylene Riva et al. 2020; Hervé et Laneuville 2017; Nunavik Regional Board of Health and Social Services 2020) et rapports (Inuit Tapiriit Kanatami 2016; Inuit Tapiriit Kanatami et Gouvernement du Canada 2019; Knotsch et Kinnon 2011; Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples 2017) et récemment d'un numéro entier dans la revue *Études Inuit Studies* : « Construire et Habiter l'Inuit Nunangat » (voir Blais et Pinard (dir.) 2020).

spécifiques qu'elles rencontrent en matière de logement. Les recherches revues ont en commun de catégoriser la population inuit selon le statut d'emploi (Inuit à l'emploi/sans emploi) et cette dichotomie a tendance à homogénéiser la situation des travailleur·se·s inuit dans le Sud, alors qu'il existe une stratification économique importante au sein de celle-ci. La présente recherche souhaite ainsi étudier le logement à partir d'un segment spécifique de la communauté autochtone urbaine (UAKN 2012), interroger une pluralité d'expériences et de parcours résidentiels au sein du groupe formé des travailleur·se·s inuit, de même que les diverses situations dans lesquelles peuvent se trouver les Inuit qui réalisent leurs études dans le Sud.

### **2.3.1 Questions de recherche**

Lors de notre rencontre initiale, la SQIA a exprimé son intérêt pour une recherche explorant à la fois les parcours résidentiels des Siqinirmiut qui travaillent ou étudient dans la métropole – *pourquoi avaient-elles quitté le Nord? Qu'est-ce qui les avait amené·e·s au Sud? Comment s'y logent-elles et avec qui habitent-elles ?* – et les défis qu'elles rencontreraient dans leur accès au logement adéquat. À la lumière de ce besoin de recherche, cette recherche a tenté de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est l'expérience du logement des travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit à Montréal?
  - 1.1. Comment s'établissent-elles à Montréal et comment se logent-elles ? Dans quel secteur résident-elles, avec qui, et dans quelles conditions ?
  - 1.2. Quelle est leur satisfaction résidentielle et comment analysent-elles leur parcours et leurs conditions de logement?
2. Quels sont les obstacles et les défis rencontrés dans l'accès au logement adéquat ?
3. Quelles sont les tactiques mises en œuvre et les ressources mobilisées pour trouver et maintenir un logement?

### **2.3.2 Objectifs de la recherche**

Si l'objectif principal de cette recherche est donc de documenter les parcours de logement d'Inuit travaillant et étudiant à Montréal et d'identifier de possibles obstacles au logement adéquat, l'objectif secondaire de ce mémoire est de participer à visibiliser une multiplicité de parcours et de

réalités inuit à Montréal, au-delà du stéréotype habituel de l'itinérance dans lequel la société dominante pense et confine<sup>40</sup> les Inuit en ville, afin de contrer l'homogénéisation de réalités inuit diversifiées (Guimont Marceau et al. à paraître). En effet, la recherche portant sur les expériences urbaines autochtones a longtemps été « centrée sur les problèmes » (Tuck et Yang 2012), la détresse et les difficultés que rencontraient les Autochtones en milieu urbain. Aussi, sans remettre en question la nécessité et l'importance cruciale d'améliorer la compréhension des parcours d'itinérance inuit et autochtones et leurs spécificités, il importe de prendre conscience de la problématique que cela pose corolairement au niveau de l'« hypervisibilité » de ces enjeux, alors qu'il s'agit souvent de la manière dont on parle des Inuit en milieu urbain, tant dans la recherche que dans les médias :

[...] l'association presque automatique des populations autochtones urbaines à des problématiques liées à l'itinérance, à la pauvreté et aux dépendances illustre ce confinement d'une population diversifiée à un seul cas de figure [...]. Le profond ancrage social de représentations stigmatisantes, alimenté par les médias, le système d'éducation, voire la recherche scientifique, prouve leur importance dans la construction sociale de l'identité pour les Autochtones comme pour les non-Autochtones (Saïas et al. 2020; Pelletier et Guimont Marceau 2019). Les professionnel-le-s, entrepreneur-e-s, artistes et étudiant-e-s autochtones – ainsi que des personnes nées en ville et y vivant depuis plusieurs générations – se trouvent ainsi doublement invisibilisé-e-s au moment même où une classe moyenne autochtone prospère dans les centres urbains (Lévesque et Cloutier 2013). (Guimont Marceau et al. à paraître)

Tout en reconnaissant l'influence continue du colonialisme sur leurs expériences urbaines, cette recherche rapporte des parcours résidentiels pluriels à Montréal; les récits d'Inuit ayant fait de la métropole leur chez-soi, ou tentant de le faire, et de leurs quotidiens montréalais.

---

<sup>40</sup> Une travailleuse inuit participant à la recherche s'exprimait ainsi sur les stéréotypes à l'égard des Inuit à Montréal : « *We got to say no, we're not the same as that Inuk that you have pictured in your mind. So that's the hard part. [...] Because we have to live in a box. And once you're in that box [...] you're just considered to be whatever they fit you in the box.* »

## CHAPITRE 3 : CADRE THÉORIQUE ET ANALYTIQUE

Cette recherche se situe à l'intersection des études urbaines et des études autochtones et elle aborde le logement depuis un cadre analytique issu des critiques du champ des *Housing Studies* : celui des *parcours résidentiels* (Clapham 2002). En tant qu'étudiante et chercheuse, mon analyse est informée par les approches critiques décoloniales et autochtones ainsi que la sociologie du logement, une multidisciplinarité que permettent les études urbaines. Ce chapitre a pour objectif de situer la recherche au croisement de plusieurs champs théoriques et d'introduire le cadre d'analyse des *parcours résidentiels*.

### 3.1 Inscription dans les champs des études urbaines critiques

Les études urbaines ont émergé comme discipline dans les années 1960, constituées par une nébuleuse de chercheur-se-s provenant d'une variété de disciplines – sociologie, géographie, science politique, anthropologie, etc. – mais partageant un intérêt commun pour les phénomènes urbains et travaillant à comprendre et expliquer les réalités complexes et en constante évolution des établissements urbains (Bowen, Dunn et Kasdan 2010). La discipline est, dès ses débuts, très orientée vers l'action et l'application des savoirs, guidée par « *a commitment to engage in direct, two-way interaction with the complex realities that shape and determine the urban context* » (Bowen, Dunn et Kasdan 2010, 201). Aussi n'y a-t-il pas de consensus quant aux frontières de la discipline, ni de méthode unifiée, ou même de définition consensuelle d'un objet théorique distinct, une particularité du champ qui lui a permis d'inclure de nombreux débats théoriques qui ont des implications importantes pour les villes, mais qui n'ont pas été conçus principalement comme des contributions à la théorie urbaine (Harding et Blokland 2014). Par exemple, les tournants d'abord critique, puis féministe et postcolonial amorcés en études urbaines, intègrent la théorisation et les méthodologies de leurs champs respectifs à l'étude des phénomènes urbains, en développant une critique du pouvoir, des inégalités sociales et de l'exploitation dans les villes et entre celles-ci (Brenner 2009) et en remettant en question les épistémologies fondamentales des études urbaines (Roy 2017), ont généré une compréhension des villes comme des espaces sociaux et physiques (re)produits par le capitalisme, mais aussi par le patriarcat et le colonialisme. Concrètement, ces penseurs et penseuses critiques ont travaillé à révéler l'inscription spatiale des formes de domination et des conflits sociaux, c'est-à-dire la manière dont les processus sociaux, politiques et économiques structurent l'espace urbain de manière profondément inégalitaire.



### 3.2 Convergence des études urbaines et des études autochtones : cadre théorique de la ville colonialiste

Malgré ces développements, Porter et Yiftachel (2019) soulignent comment la théorie critique urbaine a cependant trop peu abordé les dynamiques asymétriques de pouvoir dans les villes issues du colonialisme de peuplement (*settler colonial cities*), négligeant ainsi les « interactions entre les vies autochtones, les structures coloniales et les processus d'urbanisation » :

*These studies have consistently overlooked the perceptions, logic and mobilizations of Indigenous people as apparently irrelevant to contemporary forms of urbanization. [...] There is no shortage of studies about places such as New York, Sydney, Vancouver, Cape Town, Beersheba, Mexico City and Sao Paulo – settler-colonial cities all. But aside from a few rare examples, the settler-colonial dimension of those cities is rarely discussed.* (Porter et Yiftachel 2019, 177-178)

Julie Tomiak (2011) expose clairement : « *Cities have been vital to the colonial project in Canada, as they were predicated upon the displacement and dispossession of Indigenous peoples, and have functioned as the nerve centres and primary beneficiaries of the colonial-capitalist system of accumulation by dispossession* », soulignant comment le droit à la ville continue d'y être construit « *as an inherently non-Indigenous prerogative* » (J. Tomiak 2011, 184). Or, ce rôle historique et continu des villes et de l'urbanisation dans les dépossession et les déplacements des Autochtones, leur effacement physique et symbolique, est pratiquement occulté dans et par l'analyse urbaine, soulignent Porter et Yiftachel (2019). En effet, si les études autochtones ont elles aussi négligé la ville « en tant que lieu stratégique du projet colonial et des luttes décoloniales » (Porter et Yiftachel 2019, 178 *traduction*), la production de savoirs sur les réalités autochtones urbaines issue de ce champ a longtemps été soutenue par une conception problématique de l'autochtonie comme étant antithétique à l'urbanité. Cet héritage colonialiste et ancré dans une idéologie eurocentriste du « progrès » et de la « civilisation », en teintant les perspectives des chercheur-se-s, a une influence sur la façon dont ont été construites les connaissances sur les expériences autochtones en milieu urbain, des connaissances qui, ne reflétant pas le vécu de ces communautés, ont des effets symboliques et matériels négatifs pour ces dernières (Howard et Proulx 2011). En partant de cette prémisse d'une incompatibilité entre l'autochtonie et le milieu urbain, ce corpus de recherche a longtemps problématisé l'urbanité autochtone comme une perte ou un renoncement culturel (Lévesque et Cloutier 2013) – et a eu

tendance à y enraciner les enjeux sociaux vécus, à y voir des symptômes de cette acculturation – niant ainsi l’agentivité des Autochtones vivant en milieux urbains, la complexité des reterritorisations et la richesse de l’autochtonie urbaine; mais surtout, la manière dont ces derniers vivent et pensent leurs identités. « *Until recently, the idea that Aboriginal peoples who live in cities, either by choice or by policy push and pull, might enjoy it was a hard one for many to grasp. A positive urban Aboriginality is seen by many as an anomaly [...]* », explique Newhouse (2003, 247), ». Dans les deux dernières décennies, plusieurs ont critiqué cette binarité construite entre autochtonie et urbanité et ont appelé leurs collègues à décoloniser leur cadre de travail, à récuser les concepts d’urbanisation, d’assimilation et d’acculturation (Newhouse et Peters 2003). Si la convergence des études urbaines et des études autochtones demeure relativement récente, elle est toutefois féconde, explorant, entre autres, le *droit à la ville* autochtone (Grandinetti 2019; J. Tomiak 2011), l’urbanisme autochtone (Nejad et al. 2019; Porter et Barry 2018), et les résurgences autochtones urbaines (Howard-Wagner 2020; Dorries et al. 2019). De considérer les villes comme des lieux stratégiques du colonialisme ouvre la voie à les positionner comme des lieux tout aussi stratégiques de décolonisation : « *Given that historical and ongoing processes of colonization have marginalized Indigenous lives and collectivities, it is important to think about the right to the city in relation to Indigenous sovereignty and to, thereby, reframe Canadian cities as crucial sites of decolonization* » (Tomiak 2011, 184). C’est dans ce paradigme renouvelé que s’inscrit cette recherche.

Cette recherche aborde aussi le colonialisme non pas comme un évènement historique, mais plutôt comme un processus continu et contemporain (Wolfe 1999), présent dans tous les espaces des États issus de colonies de peuplement, y compris dans les villes. Alors que le premier chapitre a historicisé les facteurs de mobilités inuit vers les centres urbains du Sud dans le contexte des transformations radicales que la colonisation de l’Inuit Nunangat par l’État canadien a imposées au peuple inuit, cette recherche reconnaît aussi que les espaces urbains du Sud ne sont pas exempts de dynamiques colonialistes, et que ces dernières influencent les expériences urbaines – et les parcours résidentiels – des Inuit. Le concept de la ville colonialiste<sup>41</sup>, adapté de l’anglais

---

<sup>41</sup> En anglais, le concept de « *settler colonial city* » diffère de celui de « *colonial city* », qui lui réfère aux manières dont le pouvoir impérial métropolitain a façonné et remodelé les espaces urbains dans le monde colonisé. Alors que la « ville coloniale » décrit « *a “historic” form of spatial production that is typified by a highly segregated urban organization and designed to facilitate the smooth flow of human and resource surpluses from a colonized “periphery” to a metropolitan “core.”* », ce concept est inadéquat pour traduire les réalités de la domination expérimentée sous le colonialisme de peuplement (*settler colonialism*), dans les contextes où un groupe extérieur s’est installé de façon permanente sur des territoires autochtones existants et a affirmé une souveraineté de colonisation distincte de celle qui émane d’un « noyau » métropolitain éloigné (Hugill 2017, 3-4). Dans un chapitre à paraître intitulé « Entre villes colonialistes et villes autochtones, vers un changement de paradigme en études urbaines ? » (Guimont Marceau, Léonard et Ainsley-Vincent), nous expliquons que le choix de traduire ce terme par « ville colonialiste » pour qualifier les villes issues du

« *settler colonial city* », permet de comprendre que les processus colonialistes ne sont pas circonscrits ni dans le passé ni dans l'Inuit Nunangat; ils sont encore contemporains et ont lieu sur tout le territoire, y compris dans les villes. Comme l'écrit Ellis-Young (2022), cette littérature récente, portée entre autres par Porter et Yiftachel (2019) ou Dorries, Henry, Hugill, McCreary et Tomiak (2019),

*[...] rejects the notion that cities in settler colonial contexts such as Canada, the United States, Australia, and New Zealand (to name a few) are non-Indigenous spaces removed from tensions of settler possession/Indigenous dispossession. Instead, it repositions these cities as sites where the drive for Indigenous elimination continues to be reproduced (and resisted).* (Ellis-Young 2022, 2)

En appréhendant Montréal « en tant que site d'expression et d'actualisation du pouvoir colonial » (Guimont et al. à paraître), le cadre de la *ville colonialiste* permet d'aborder les expériences de logement des ménages inuit en milieu urbain comme modelés par l'interaction entre les processus urbains capitalistes et colonialistes, ainsi que les imaginaires et les dynamiques racistes qui en découlent. Le système du logement n'est pas un espace neutre et il n'échappe pas à ces dynamiques : les relations de pouvoir raciales et coloniales sont en effet centrales dans le désavantage qu'expérimentent les Autochtones dans le logement (Andersen et al. 2017).

En somme, en s'inscrivant dans ces développements critiques des études urbaines, et en ayant été nourrie par les approches décoloniales et autochtones, cette recherche souhaite comprendre les formes de domination coloniales comme spatialisées et produisant des villes inégalitaires. En outre, elle souhaite poursuivre un dialogue avec les acteur·trice·s des milieux pratiques et est orientée vers l'action et une plus grande justice sociale.

### **3.3 Cadre analytique des parcours résidentiels**

#### **3.3.1 L'approche des parcours résidentiels**

Afin de développer une compréhension des expériences du logement d'Inuit étudiant ou travaillant à Montréal, il fallait une approche qui puisse embrasser la diversité des réalités et des parcours,

---

colonialisme de peuplement permet de la différencier de la « ville coloniale », et de souligner le fait que ces processus continuent activement à se reproduire.

mais surtout, qui se distancie des présupposés universels en matière de trajectoires, de préférences et d'expériences résidentielles. L'aspect délicat de ce mémoire reposait sur le questionnement suivant : *comment, en tant que chercheuse non autochtone, produire une analyse qui se rapprocherait le plus possible d'une perspective inuit ?* L'intérêt et la pertinence de mon projet tenait dans la prise en compte de l'enjeu de ma positionalité dans l'analyse<sup>42</sup>. D'une part, des choix méthodologiques et éthiques (qui seront expliqués plus bas) ont, je l'espère, contribué à contrebalancer cette perspective: co-construction de la problématique de recherche, méthodes qualitatives et discussion des analyses. D'autre part, il fallait aussi adopter un cadre d'analyse qui laisse se déployer le plus possible la compréhension qu'ont les participant-e-s de leur parcours et de leur expérience résidentielle. Un cadre qui met l'agentivité et l'auto-analyse des Siqinirmiut au premier plan; un cadre d'analyse qui respecte le sens des propos et de l'expérience des participant-e-s. Il s'agissait aussi de parler du logement, mais au-delà de ses caractéristiques physiques et de la succession de lieux de résidence. De seulement s'intéresser aux conditions matérielles résidentielles des Siqinirmiut aurait donné une perspective sans relief, en plus de ne présenter que peu d'intérêt vu la petite taille du groupe de participant-e-s. Aussi, l'intérêt que représente les parcours résidentiels n'en est un que s'il est contextualisé dans les autres dimensions sociales de la vie des participant-e-s : interaction entre les événements vécus, les relations entretenues – avec les gens, mais aussi avec les lieux – la situation économique, le travail, les aspirations, le rapport à Montréal. Il fallait s'éloigner d'une compréhension restreinte de la trajectoire résidentielle, comme de « la localisation et les caractéristiques des logements passés, présents et futurs » (Rérat 2012, 4), pour tenter d'approcher une compréhension qui percevrait le plus possible le sens et la signification que les gens accordent à leur trajectoire résidentielle (Simard 2019). Accorder une importance tout aussi grande aux relations et aux événements qu'aux lieux habités; et surtout au poids de ces événements pour les gens, comment illes interprètent l'importance de ceux-ci dans leur parcours. Il fallait donc un cadre qui puisse embrasser les dimensions relationnelles et culturelles de l'expérience du logement et une perspective analytique qui complexifie la compréhension, plutôt que de la simplifier. Qui *s'intéresse* aux récits que les gens font de leur parcours et les met de l'avant.

Ce cadre d'analyse est celui des parcours résidentiels, proposé au début des années 2000 par David Clapham. Il permet de saisir précisément ces aspects de l'expérience résidentielle de manière non réductrice et propose une approche permettant de dépasser certaines lacunes

---

<sup>42</sup> Cette préoccupation a été centrale dans l'élaboration de ce projet de recherche et j'en remercie la professeure Magalie Quintal-Marineau pour l'avoir soulevée lors d'une discussion fort éclairante en décembre 2019, alors que j'en étais au tout début de mon projet et du processus de collaboration.

identifiées dans les approches dominantes du champ et des systèmes du logement (Clapham 2002). Pour Clapham, les perspectives dominantes pour appréhender le champ du logement au tournant des années 2000 partageaient des limitations communes – tant les approches centrées sur les politiques étatiques (*State Policy approach*), l'approche économique néo-classique du marché du logement, l'approche géographique que les approches sociologiques. Il relevait trois lacunes principales entravant une compréhension plus complète du champ du logement : (1) le manque d'intérêt pour les comportements des ménages, leurs attitudes, leurs perceptions, leurs stratégies et leur agentivité dans le contexte du logement et ses contraintes structurelles, mais aussi (2) le manque d'attention envers l'interface entre les comportements et les attitudes des ménages et les contraintes et les opportunités auxquelles ils font face, et surtout (3) leur propension positiviste, la quête de propositions généralisables, d'explications simples, universelles et rationnelles des comportements des ménages. Clapham relève que très peu de travaux s'attardent à analyser et comprendre comment des ménages différents perçoivent et réagissent au contexte auquel ils font face, fait de contraintes et d'opportunités (Clapham 2002). Les différentes approches tendent ainsi à se concentrer soit sur les actions des acteurs individuels, soit sur les contraintes qui limitent cette action; or très peu d'attention est portée à la relation, à l'interface, entre ces comportements des ménages et les contraintes et les opportunités auxquelles ils font face.

Face à ce constat, Clapham appelle à s'inspirer des approches *subjectivistes* et de l'ethnographie, qui proposent une perspective alternative sur le logement. Il propose l'approche des *parcours résidentiels*, qui, centrée sur le ménage, évite d'assumer des attitudes et des motivations simples et universelles, comme le font les approches traditionnelles en géographie et en économie, pour comprendre la relation entre les contraintes et les opportunités et les choix des ménages. Les parcours résidentiels sont définis comme des « configurations (*patterns*) d'interactions et de pratiques concernant le logement et le chez-soi, qui se déploient dans le temps et dans l'espace » (Clapham 2002, 63, *traduction*). Clapham explique que le parcours résidentiel d'un ménage comprend « l'ensemble des relations et des interactions en constante évolution, qu'il expérimente au fil du temps dans sa consommation de logements »; celles-ci peuvent avoir cours dans un certain nombre de lieux tels que la maison, le quartier, mais aussi le bureau d'un propriétaire ou d'un agent immobilier (Clapham 2002, 64). S'intéresser aux parcours résidentiels signifie s'intéresser aux *événements* et aux *interactions* concernant le logement dans le temps et l'espace, de même qu'au sens et au poids que leur donnent les individus. Clapham (2002) précise que l'approche des parcours résidentiels n'est pas une théorie ni une méthodologie, mais un cadre

d'analyse, une manière d'encadrer la réflexion, qui met de l'avant les significations que donnent les ménages au logement, les interactions et les relations qui forment les pratiques de logement, en reconnaissant la nature dynamique de l'expérience du logement et son interrelation avec les autres aspects de la vie des ménages (Clapham 2002).

L'approche des parcours résidentiels s'inspire de l'approche de la carrière résidentielle (*housing career*), qui, référant à « *the succession of dwellings occupied by individuals over their lives* » (Kendig 1990, 133, cité par Firang 2019, 870), a beaucoup été utilisée dans le champ des études sur le logement (aux côtés de celle des trajectoires résidentielles, deux notions souvent considérées interchangeables). Les travaux mobilisant l'approche des carrières résidentielles se concentrent sur le prix, l'espace physique et la qualité de l'habitation, ainsi que sur la qualité du quartier dans lequel elle est située, et l'accent est généralement mis sur les changements de consommations en termes de déménagements, soit la mobilité résidentielle, explique Clapham (2002). Il relève aussi une conception restreinte de la mobilité résidentielle — conçue comme la décision d'échanger un lieu de résidence présentant un ensemble particulier de caractéristiques physiques, d'occupation et de localisation à un prix donné, contre un autre présentant un autre ensemble de caractéristiques — et la tendance à mettre l'accent sur les changements de types d'occupation (location ou accès à la propriété) et de lieu, qui sont déclenchés par certains événements de la vie (mariage, divorce, naissance d'enfants ou à des changements liés au marché du travail tels qu'un changement d'emploi, le chômage ou la retraite). L'approche des parcours résidentiels la transcende et la complexifie cependant, en saisissant les significations sociales et les relations qui sont associées à la consommation du logement (Clapham 2002). Ainsi, l'une des principales différences qu'apporte ce nouveau cadre analytique en regard de l'approche des carrières résidentielle est de ne pas supposer que les ménages ont un ensemble de préférences universelles et qu'ils agissent de manière rationnelle dans la manière qu'ils essaient de les combler (Clapham 2002), se distanciant ainsi d'une approche positiviste et de l'idéal d'une progression linéaire des ménages sur « l'échelle du logement » vers la propriété. Comme l'explique Julien Simard (2019) dans sa thèse de doctorat portant sur la précarité résidentielle chez les locataires vieillissantes à faible revenu dans le contexte de gentrification à Montréal, il s'agit ainsi pour Clapham de « saisir le logement dans l'épaisseur même du social, dans les relations et interactions entre acteurs qui échangent et/ou qui s'opposent autour de son commerce, tout en interrogeant le sens (*meaning*) que les acteurs confèrent à ces lieux » (Simard 2019, 115). Qui plus est, de s'attarder à la terminologie est éclairant. C'est un passage de la *trajectoire* – définie comme un « ligne décrite dans l'air ou dans l'espace par un corps en

mouvement et notamment par le centre de gravité d'un projectile » ou encore comme la « courbe décrite par un point en mouvement, par rapport à un repère donné »<sup>43</sup> – au *parcours*, qui se définit lui comme un cheminement, dans ses sinuosités et ses embranchements<sup>44</sup> : une définition plus près de la compréhension de l'expérience résidentielle développée dans ce mémoire. Il est aussi intéressant de noter l'abandon des attaches normatives à un « centre de gravité » de la trajectoire, on délaisse le « repère donné » et le centre de gravité, pour laisser le récit que font les ménages de leur parcours prendre son sens propre, indépendamment de ce qu'on attend d'eux.

### 3.3.2 Analyser les parcours résidentiels

Le cadre de Clapham porte une attention particulière aux interactions qui donnent forme aux pratiques de logement et aux relations qui entourent le logement. Les études qualitatives du logement ont démontré, d'une part, l'importance d'analyser les interactions entre les différents acteurs de ce système (locataires, propriétaires, décideurs politiques, etc.) et, d'autre part, que les pratiques résidentielles individuelles sont indissociables des liens qui unissent l'individu et le groupe qui l'entoure : ménage, famille proche ou éloignée, ami·e·s, collègues et connaissances. Des études portant sur les parcours résidentiels des ménages migrants exposent le rôle des réseaux de sociabilités et de soutien, ainsi que celui des affiliations identitaires dans les processus d'insertion urbaine des ménages migrants (Garcia et Dansereau 2010; Firang 2019). Firang (2019) relève toutefois le peu d'attention qui est donné au capital social et aux réseaux de relations en tant que ressources sociales essentielles pour les migrant·e·s dans leur recherche de logement, notamment au début de leur parcours, alors que ces ménages s'appuient généralement sur leurs réseaux sociaux plutôt que sur des sources d'information plus formelles dans leur recherche de résidence initiale.

Ensuite, l'approche des parcours résidentiels conçoit aussi le parcours résidentiel comme parallèle aux autres parcours de vie, formant ainsi ce qu'appelle Clapham des « jonctions dans les parcours » des individus et des ménages auxquelles l'analyse doit porter attention :

---

<sup>43</sup> Dictionnaire Larousse en ligne. *Trajectoire*. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/trajectoire/78991>

<sup>44</sup> Clapham explicite ainsi sa métaphore du parcours résidentiel : « *Households will travel along a particular housing pathway over time. Sometimes the pathway will be a motorway and they will be travelling along with many others. However, there will be junctions at which choices have to be made and part of a journey could be along a small track not often frequented or even involve marking out a new trail. Nor does the journey necessarily lead to the same or even any predetermined destination. Travellers can travel in hope or enjoy the journey for its own sake. Neither is any destination necessarily further forward than the starting point. Journeys can be regressions or vary in direction. They may be straight or meander indeterminately.* » (Clapham 2002, 65)

*Junctions in pathways are important points in a similar way to mobility in the concept of housing careers. The factors, which are associated with a change in the pathway, are key analytical foci. They could include, for example, the factors which enable a household to become homeowners or which enable a homeless person to gain access to and sustain a tenancy. (Clapham 2002, 67)*

Le concept du parcours de vie (*life course*) considère le parcours de vie d'un individu, ou d'un ménage, comme une série d'événements interdépendants — quitter le foyer familial, se marier, avoir des enfants, changer d'emploi — liés à des forces sociales et à des contextes géographiques plus larges (Clapham, Clark et Gibb 2012). Ces événements de la vie exerceront une influence sur les possibles et les décisions relatives au logement (déménagement, choix résidentiels, mobilité). Il s'agit d'étudier comment les parcours résidentiels coïncident ou bifurquent avec les changements dans la composition des ménages (cohabitation et décohabitation, union ou séparation, arrivée ou départ d'un enfant, etc.), mais aussi dans leurs cheminements socio-économiques et professionnels. Un ajout conceptuel important au cadre de cette recherche est celui de Firang (2019), qui soutient que l'étude des carrières résidentielles<sup>45</sup> s'intéressant à la séquence des logements que les gens occupent tout au long de leur vie, une telle analyse devrait commencer par la situation des personnes migrantes dans leur pays d'origine, afin d'y inclure leur situation résidentielle à ce moment également. Il s'agit ici d'étudier la jonction des parcours résidentiels et migratoires : « *Since housing career relates to sequence of dwellings people occupy throughout their life-course, an analysis of immigrants housing career should also begin with immigrants housing situation in the homeland* » (Firang 2019, 868). Dans le cadre de cette recherche, il s'agissait de prendre en compte la situation de logement vécue avant l'arrivée à Montréal, pour les Siqinirmiut n'étant pas natif·ve·s de la métropole. Dans un premier temps, il importait ainsi de se demander quel est le lien entre la situation de logement vécue dans le Nord et la situation de logement actuelle; comment les participant·e·s se sont-ils retrouvés·es dans ces circonstances résidentielles à Montréal (en s'attardant à leur mobilité résidentielle et les raisons motivant leurs déménagements, ainsi qu'aux processus de recherche de logement). Dans un deuxième temps, il s'agissait aussi d'identifier les obstacles, les défis et les difficultés qu'elles rencontrent dans leur accès au logement adéquat et abordable. Plutôt que de qualifier les parcours résidentiels comme ascendant ou descendant, le concept d'(in)sécurité résidentielle a

---

<sup>45</sup> Firang (2019, 871) explique ainsi son choix du concept de carrière résidentielle: « *Often used interchangeably with housing career in the literature are the terms 'housing trajectories' (Clark, 2003) and 'housing pathways' (Murdie, 2002, 2003). However, as Murdie (2003) noted, while housing trajectories and housing pathways suggest changes in housing conditions over time, housing careers suggest parallels with other life careers such as labour market and family life course (Murdie, 2002, 2003).* »



été mobilisé, car moins normatif et se détachant de la prémisse d'une carrière résidentielle linéaire et ayant pour but ultime et souhaitable la propriété. L'insécurité résidentielle a été examinée à travers le cadre des parcours résidentiels, à l'instar de Hulse et Saugeres (2008), afin de prendre en compte tant les facteurs individuels qui peuvent accroître l'insécurité résidentielle (manque de support social, non-emploi, mais aussi des évènements catalyseurs comme une rupture), que les facteurs systémiques (manque d'options de logement abordable, racisme et discrimination, etc.) Finalement, une attention a été portée aux « tactiques résidentielles », dans la compréhension que fait Simard (2019) du concept de « tactique » de Michel De Certeau (1990). Ce concept traduit l'idée de micro-résistances face aux contraintes du système socioéconomique dominant et permet de relever les pratiques qui constituent des ajustements déployés par les Siqinirmiut dans leurs parcours résidentiels pour se loger ou faire face aux défis et aux obstacles qu'elles rencontrent dans le marché du logement.

En somme, le cadre d'analyse des parcours résidentiels permet deux choses importantes. En premier lieu, de replacer les expériences et les situations de logement dans les parcours de vie multiples et d'ainsi visibiliser les interrelations entre les différents aspects de la vie et le logement. En second lieu, de mettre en lumière les relations qui se tissent autour du logement pour porter une attention particulière à la relationnalité — aux gens et aux lieux — et à la manière dont elle influence les parcours. Cette perspective synchronique et diachronique sur le logement permet d'en aborder les dimensions relationnelle et culturelle qui lui sont constitutives. La notion de parcours résidentiel permet de restituer le continuum des parcours entre l'Inuit Nunangat et Montréal, tout en reconnaissant leur diversité — alors que plusieurs Siqinirmiut sont né·e·s ou ont grandi à Montréal. Au-delà de la succession des lieux et statuts résidentiels, cette recherche s'intéresse aux relations qui influencent et façonnent le parcours résidentiel, aux tactiques utilisées pour se loger, ainsi qu'aux conditions de logement vécues. Les parcours résidentiels partagés par les Siqinirmiut sont restitués en demeurant le plus près possible de leurs mots et de l'analyse qu'elles en font, et l'analyse développée donne ainsi une place centrale à l'auto-analyse qu'ont les participant·e·s de leur parcours et des enjeux rencontrés.

## CHAPITRE 4 : ÉTHIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

### 4.1 Éthique de recherche et genèse du processus de collaboration

Cette recherche adopte une posture interprétative et critique des processus coloniaux historiques et contemporains. Elle tend vers une approche décoloniale de la recherche, qui reconnaît et répond au discours exclusif et dominant qui a émergé de la recherche scientifique occidentale (Smith 2021), dans une visée de justice sociale pour les Peuples autochtones. Aussi, afin de mener une recherche pertinente et culturellement sensible, et dans l'esprit des recommandations éthiques tracées par la *Stratégie nationale inuite sur la recherche* de l'Inuit Tapiriit Kanatami (2018b) et du chapitre 9 de l'*Énoncé de politique des trois Conseils – Éthique de la recherche avec les êtres humains du gouvernement du Canada* (EPTC 2 2018), il était essentiel qu'un tel projet soit issu d'un processus mené de manière collaborative. J'ai approché la *Southern Quebec Inuit Association* (SQIA) à l'automne 2019 dans ce but, et c'est par cette voie que ma recherche s'est insérée comme un volet portant sur le logement dans le partenariat de recherche établi entre la SQIA et l'équipe de l'Enquête *Qanuikkat Siqinirmiut?* sur la santé et le bien-être des Inuit du sud du Québec. Ce partenariat de recherche axé sur la communauté visait à décrire la santé et le bien-être des Siqinirmiut dans une perspective inuit, afin d'épauler la communauté dans le développement de services et de projets culturellement adaptés et dans le renforcement de sa capacité communautaire (voir [Fletcher et al. 2022](#)).

Ma collaboration avec le projet QS a été construite à travers plusieurs rencontres depuis 2019 — en personne d'abord dans les locaux de la SQIA, puis en mode virtuel depuis le début de la pandémie. Le design de la recherche a été élaboré et modifié avec l'équipe du projet QS. Ces rencontres ont constitué un pré-terrain et ont été l'occasion de formuler et d'ajuster les objectifs et le design de la recherche conformément aux priorités, aux besoins et aux perspectives de la communauté inuit montréalaise. Aussi, dès notre première rencontre, la SQIA a-t-elle été explicite sur le fait qu'elle souhaitait que cette recherche se concentre sur les expériences de logement des Inuit étudiant ou travaillant à Montréal, et non sur les problématiques d'itinérance au sein de la communauté, même si elles représentent aussi des préoccupations cruciales. L'association identifiait un besoin de recherche quant aux expériences des travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit à Montréal, car elle disait avoir connaissance de plusieurs situations de logement inadéquat à Montréal chez ces dernier·ère·s, et même chez des personnes qui habitent le Sud depuis plusieurs années. Ce qui intéressait la SQIA, c'était de comprendre les raisons pour lesquelles

les travailleur·se·s et les étudiant·e·s s'étaient établi·e·s dans le Sud, comment illes se logent et dans quelles conditions. Dès lors, toutes les étapes du processus de recherche ont été entreprises avec l'avis et l'approbation de l'équipe de recherche QS, et en m'assurant que les résultats de la recherche bénéficient en premier lieu à la communauté inuit, conformément à l'Énoncé de principes guidant le projet QS (annexe I).

## **4.2 Méthodologie de recherche**

### **4.2.1 Recherche qualitative**

L'approche qualitative privilégiée, basée sur les récits de dix-sept Siqinirmiut travaillant ou étudiant à Montréal, a permis de produire un portrait exploratoire des parcours et des enjeux résidentiels à Montréal, à partir de perspectives subjectives. Comme l'explique Kovach (2009, 82), une méthodologie cohérente avec l'approche décoloniale de la recherche en est une qui privilégie la subjectivité :

*Methodologically, this means gathering knowledge that allows for voice and representational involvement in interpreting findings. A powerful method for achieving this desire is the use of story, life history, oral history, unstructured interviews, and other processes that allow participants to share their experiences on their terms.*

L'approche qualitative a ainsi permis d'explorer la perception qu'ont les Siqinirmiut de leurs parcours et de leurs conditions de logement, dans leurs propres mots, et d'explorer des aspects subjectifs qui échappent aux méthodes quantitatives de recherche sur le logement : les parcours les ayant mené·e·s à Montréal, leur rapport au quartier et à la ville et au chez-soi.

### **4.2.2 Collecte de données**

Dès le début de la collaboration, dans une conscience de la fatigue de recherche que la sur-sollicitation peut imposer à des individus ou à une communauté, une méthodologie arrimée à celle du projet QS a été adoptée, qui utiliserait les données déjà recueillies. Le contexte pandémique dans lequel a été réalisé ce mémoire et les mesures sanitaires en découlant ont considérablement réduit les horizons méthodologiques et les possibilités de rencontre. Tant les méthodes de collecte

de données que les objectifs de la présente recherche ont dû être remaniés<sup>46</sup>. Dans ces circonstances, il a été convenu avec l'équipe de recherche QS que les retranscriptions des entretiens réalisés en 2019 pour l'enquête *Qanuikkat Siqinirmiut?* constitueraient le cœur de cette recherche, puisqu'ils contenaient de riches données concernant le logement et les parcours résidentiels. Cette recherche est ainsi basée sur une analyse de données provenant de méthodes croisées :

1. Une revue de la littérature complétée par une recherche documentaire, afin de brosser un portrait du logement inuit et autochtone à Montréal;
2. Une analyse secondaire des données anonymisées provenant des entrevues individuelles réalisées dans le cadre de l'enquête QS auprès d'Inuit vivant à Montréal.

Au total une vingtaine de Siqinirmiut avaient été interviewé-e-s à Montréal dans le cadre de l'enquête QS, des personnes présentant une diversité de profils socioéconomiques et d'occupations : étudiant-e-s, employé-e-s, mais aussi des personnes en situation d'itinérance ou de précarité économique. Cependant, seule une partie de ces entretiens anonymisés ont été mobilisés et analysés dans le cadre de la présente recherche, ceux dont les participant-e-s correspondaient au profil travailleur-se-s ou étudiant-e-s inuit. L'utilisation de données secondaires recèle un potentiel considérable, mais aussi certaines limites. Cette opportunité m'a donné accès à un corpus d'entrevues beaucoup plus vaste que la collecte de donnée habituellement réalisée dans le cadre d'une maîtrise. En outre, les grilles d'entretien comprenant des thèmes qui couvraient une large partie de la vie des Siqinirmiut rencontré-e-s — conditions de vie, occupation, situation économique, récit de vie et relation entretenue avec le Nord, mouvement et vie dans la ville, relations sociales, etc. — ont permis d'analyser les parcours résidentiels en tissant des liens avec d'autres événements (migration, emploi, famille, etc.). Cependant, le fait de ne pas avoir pris part à la préparation et à la réalisation des entretiens a eu comme contrainte que certaines thématiques et certains aspects des parcours résidentiels n'ont pu être approfondis. Cette recherche ouvre néanmoins une fenêtre sur les réalités et les parcours

---

<sup>46</sup> Le projet de recherche initialement conçu avec la SQIA et l'équipe du projet QS a dû être modifié. Dans le projet initial, l'étude des parcours résidentiels de travailleur-se-s et étudiant-e-s inuit à Montréal était davantage axé sur les services et les ressources en logement à Montréal. La méthodologie initiale qui avait reçu l'aval en décembre 2020 du Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains de l'INRS prévoyait une série d'entretiens semi-dirigés réalisés auprès d'organismes communautaires, d'employeurs Inuit et de la commission scolaire Kativik portant sur leur offre de services et de ressources en matière de logement ainsi que sur les tendances observées en ce qui a trait au logement pour leur utilisateur-trice-s ou employé-e-s Inuit à Montréal (défis, obstacles, préférences et besoins, etc.).

de travailleur·se·s et d'étudiant·e·s inuit à Montréal, des réalités distinctes auxquelles il faudra porter une attention plus poussée.

### 4.2.3 Entretiens semi-dirigés

L'analyse réalisée se base sur les données secondaires anonymisées de dix-sept entretiens individuels semi-dirigés réalisés dans le cadre de l'Enquête *Qanuikkat Siqinirmiut?* en 2019-2020<sup>47</sup>, sous la certification du Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laval. L'équipe de recherche et la SQIA ont élaboré conjointement un canevas d'entrevue pour alimenter et guider les entretiens, afin de s'assurer que les questions posées permettaient d'atteindre les objectifs de l'enquête et que leur formulation « soit respectueuse, claire et sensible à la réalité des participants », comme le décrit dans son mémoire de maîtrise l'étudiante Mathilde Lapointe, qui a participé à cette collecte de données (2021, 36)<sup>48</sup>. Le recrutement des participant·e·s a été fait par méthode boule-de-neige, via le réseau de contacts professionnels et personnels des membres du projet QS, en comptant sur l'aide de la SQIA et de la coordonnatrice communautaire du projet pour entrer en contact avec des membres de la communauté inuit de Montréal. Un recrutement complémentaire a ensuite été réalisé par l'équipe de recherche dans des organisations communautaires et différentes institutions (Ivritvik, Centre d'amitié autochtone de Montréal, Chez Doris, *The Open Door*, Projets autochtones du Québec (PAQ), Université McGill, Université Concordia, Université de Montréal, Université du Québec à Montréal, etc.). Les participant·e·s ont 18 ans et plus, s'auto-identifient comme Inuit, et habitaient Montréal depuis au moins six mois au moment de l'entretien. Les entretiens ont été réalisés par des chercheur·se·s de l'équipe QS, en s'assurant de la présence d'au moins un·e co-chercheur·se Inuk, dans des lieux propices à la discussion choisis selon les préférences des participant·e·s, et ont duré pour la plupart une heure. Les participant·e·s pouvaient s'exprimer en inuktitut s'illes se sentaient plus à l'aise durant l'entretien, comme le priorise l'Inuit Tapiriit Kanatami (2018b), mais la quasi-majorité ont été réalisés en anglais et un seul en français<sup>49</sup>. Le consentement libre, éclairé et continu des participant·e·s a été obtenu et officialisé via un formulaire de consentement et illes ont tous reçu une compensation financière selon la durée de l'entrevue, en reconnaissance du temps investi

---

<sup>47</sup> Un seul entretien a été réalisé au printemps 2020, durant la pandémie de COVID-19.

<sup>48</sup> Le mémoire de Mathilde Lapointe (2021) portant sur la santé et le bien-être des Inuit vivant à Montréal dans une perspective anthropologique a analysé le même corpus d'entretiens que ce présent mémoire, et je souhaite souligner que ses analyses ont été précieuses dans la rédaction de mon mémoire.

<sup>49</sup> Dans un souci de préserver l'anonymat des participant·e·s, les extraits du seul entretien réalisé en français ont été traduits lorsqu'ils sont cités.

dans le projet. Avec leur accord, les entretiens ont été enregistrés (audio seulement) et ont été ensuite transcrits et anonymisés : ce sont ces données secondaires sous forme de retranscriptions anonymisées qui m'ont été partagées par l'équipe de recherche QS avec l'aval de la SQIA, en étant liée par leur *Formulaire d'engagement à la confidentialité* (annexe II).

#### **4.2.4 Sélection des participant-e-s pour la présente recherche**

Alors que l'enquête *Qanuikkat Siqinirmiut ?* s'intéressait à la santé et au bien-être de l'ensemble de la population inuit urbaine du Sud, la *Southern Quebec Inuit Association* a exprimé, dès notre première rencontre, son souhait que le présent projet se concentre sur les situations et les parcours résidentiels des Inuit travaillant ou étudiant à Montréal. Parmi les données secondaires anonymisées qui furent transmises, n'ont été retenus, pour les fins de cette recherche, que les entretiens ayant été réalisés auprès d'Inuit au profil correspondant aux objectifs de la recherche, soit des personnes faisant partie de la population active (à l'emploi ou en recherche d'emploi) ou étudiante, pour un total de dix-sept participant-e-s. Les critères suivants ont permis de constituer le groupe de travailleur-se-s inuit et d'étudiant-e-s inuit montréalais-e-s :

- Est un·e étudiant·e postsecondaire, c'est-à-dire au niveau collégial (Cégep) ou universitaire, ou encore réalisant un diplôme d'études secondaires (DES) à l'éducation aux adultes. Les Siqinirmiut ayant interrompu leurs études récemment ont aussi été retenus.
- Est une travailleuse ou un travailleur, c'est-à-dire une personne à l'emploi, ayant travaillé dans les derniers temps, allant travailler, ou en recherche d'emploi. En d'autres mots, les participant-e-s considéré-e-s comme faisant partie au sens large de la population active rémunérée ayant un emploi ou étant en chômage et ayant l'intention de travailler. Cette définition large des travailleur-se-s permet d'illustrer la précarité de l'emploi. La situation d'un individu peut changer selon les circonstances et une personne peut se trouver temporairement sans emploi, et bénéficier d'une prestation d'assistance sociale, comme la prestation d'assurance-emploi ou le programme d'aide sociale<sup>50</sup>, mais avoir un historique d'emploi et l'intention de travailler, chercher un emploi ou commencer un nouvel emploi sous peu. N'ont pas été retenu·e-s pour composer le groupe les participant-e-s qui

---

<sup>50</sup> Le Programme d'aide sociale est un programme provincial administré par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) s'adressant aux adultes ou aux familles qui ne présentent pas de contraintes sévères à l'emploi et qui permet de recevoir une aide financière tout en encourageant l'exercice d'activités favorisant l'intégration en emploi ou la participation sociale. Le Programme de solidarité sociale, lui aussi administré par le MTESS, s'adresse quant à lui aux adultes ou aux familles dont une ou des personnes adultes présentent des contraintes sévères à l'emploi.

affirmaient ne pas souhaiter travailler, ne pas être à la recherche d'emploi, n'ayant pas un historique d'emploi, ou encore bénéficiant du Programme de solidarité sociale, en raison d'une contrainte sévère à l'emploi.

Pour illustrer le continuum du logement et sa précarité, avoir un logement n'était pas un critère de sélection : les participant·e·s retenu·e·s pouvaient se trouver en recherche de logement ou en situation d'itinérance temporaire lors de l'entretien, permettant d'analyser les formes d'insécurité résidentielle vécue par cette population. Les expériences de l'itinérance ou de l'itinérance dite « cachée » font partie du continuum des expériences résidentielles et illustrent les obstacles à l'obtention d'un chez-soi adéquat, sécuritaire et abordable. Les parcours des Siqinirmiut qui ont une expérience chronique ou cyclique de l'itinérance n'ont quant à eux pas été retenus pour l'analyse, puisque les parcours d'itinérance constituent en soi une problématique de recherche.

Au total ce sont 17 entretiens qui ont été retenus pour constituer le matériau d'analyse de cette recherche, les récits partagés par 17 Siqinirmiut ayant des parcours résidentiels pluriels. Étant donné le nombre restreint de participant·e·s et le recrutement ciblé qui constituent des biais d'échantillonnage possibles, ce groupe de participant·e·s ayant pris part à cette recherche ne peut prétendre à une représentativité de l'ensemble de la population inuit vivant à Montréal, et ce, bien que l'équipe du projet QS ait tenté de recruter une grande diversité de profils (genre, âge, lieu d'origine, occupation et situation socio-économique).

#### **4.2.5 Analyse et interprétation des données**

Une première lecture du corpus d'entretiens a permis une familiarisation avec les parcours des dix-sept participant·e·s, et plusieurs lectures successives ont ensuite permis une connaissance approfondie de leurs parcours. Dans un premier temps, une analyse thématique des verbatims a été réalisée, facilitée par l'utilisation du logiciel Nvivo. Un encodage *théoriquement encadré* (« *a priori coding* ») (Kovach 2021) a été réalisé, c'est-à-dire basé sur des codes et des concepts issus des constats de la littérature : « *The theoretical lens determined beforehand is considered a starting place for analysis. The a priori theoretical lens is based on concepts or code arising from previous studies, literature, or existing theoretical assumptions* ». Les parcours résidentiels et les parcours de vie de chaque participant·e·s ont ensuite été reconstitués et résumés graphiquement et sous forme de mémos détaillés. Cet outil d'analyse a permis une analyse verticale des parcours de chaque participant·e·s. Les parcours ont ensuite été morcelés en différentes « étapes » (parcours migratoire, passé résidentiel, situation résidentielle présente, et aspirations

résidentielles) et thématiques (insécurité résidentielle, ressources, tactiques, composition du ménage et autres aspects plus « classiques » de l'analyse des conditions de logement) à partir desquelles une analyse transversale des parcours a pu être opérationnalisée. Dans le processus, les participant·e·s ont été réparti·e·s selon différentes catégories (par exemple, ont un logement / n'ont pas de logement ou selon leur situation de sécurité ou d'insécurité économique rapportée, mais aussi selon la durée de résidence dans le Sud) et des comparaisons intra-groupes et inter-groupes ont été faites. Le processus d'analyse a été itératif et accompli selon une approche circulaire et cyclique (Kovach 2021); de ces allers-retours dans le matériau durant la rédaction et de l'approche toujours centrée sur les parcours et les relations qui se tissent autour du logement, des thématiques additionnelles ont émergé (précarité d'emploi, (in)sécurité et rapport à la ville, le réseau social comme ressource) et ont permis de complexifier l'analyse des expériences résidentielles. Une attention particulière a été portée aux relations entourant le logement, aux relations entretenues par les participant·e·s aux personnes et aux espaces, que ce soit au Nord ou au Sud, des aspects qui, très tôt à la lecture du matériau, ont semblé cruciaux. Lors de la rédaction, consciente de la *distance* entretenue par ma positionnalité et par les contraintes de la pandémie avec les expériences relatées dans ces entretiens, j'ai souhaité demeurer le plus proche possible des expériences partagées par les Siqinirmiut, et pour ce faire, j'ai intégré le plus possible de citations, afin de respecter le sens de leur parole, mais aussi pour la mettre au premier plan.

#### **4.2.6 Positionnalité et processus de validation des résultats**

Healey et Tagak (2014) soulignent l'importance critique de la discussion des résultats, afin d'en approfondir le sens et la compréhension, mais aussi de savoir ce qu'ils peuvent offrir à la communauté inuit :

*Discussing these ideas with others, colleagues, collaborators, or participants, is a critical part of the analysis at this phase, from a relational perspective (Kovach 2009; Wilson 2008). How are these ideas coming together? What do they offer to the Inuit community? What do they offer to the community of colleagues, collaborators, partners and participants? Placing the ideas in the context of the literature, the experiences of others and the experiences of the community is part of finding meaning and understanding. (Healey et Tagak 2014, 8)*



Durant les premières rencontres avec la SQIA, il a été question de mon point de vue situé et de comment ma perspective non inuit, ma « lentille culturelle », peut influencer ou créer une distorsion dans ma compréhension des récits des Siqinirmiut<sup>51</sup>. « *We know what we know from where we stand. We need to be honest about that* », expose la professeure Nêhiyaw (Crie) et Saulteaux Margaret Kovach (2021, 9). En tant chercheuse qallunaaq (blanche), ma perspective sur le monde et ma position extérieure aux réalités autochtones et à la culture inuit teinte ma compréhension des récits des participant-e-s. Aussi avons-nous convenu qu'une rencontre de discussion de mes analyses avec un-e membre de la communauté inuit montréalaise permettrait de les corroborer ou de faire ressortir des éléments de compréhension qui pourraient se trouver dans mes « angles morts ». Une rencontre de présentation et discussion des résultats a eu lieu en 2022 avec l'équipe du projet QS et la présence généreuse d'une collaboratrice Inuk au projet QS m'a permis de corroborer et d'approfondir certaine-e-s de mes interprétations des récits partagés par les Siqinirmiut, mais aussi de nourrir de nouvelles réflexions sur les questions du logement et du chez-soi pour les Inuit à Montréal.

### 4.3 Présentation des participant-e-s à la recherche

Ce chapitre se termine par une brève présentation des Siqinirmiut dont les parcours constituent le cœur de ce mémoire, afin de contextualiser leurs parcours résidentiels. Comme il a été mentionné dans le chapitre un, les réalités et les expériences inuit à Montréal sont plurielles et hétérogènes et les dix-sept entretiens sur lesquels se base cette recherche ne reflètent qu'une partie de cette diversité des expériences présentes à Montréal. Les parcours rapportés sont aussi nombreux que les participant-e-s : des Siqinirmiut sont né-e-s et ont grandi une majeure partie de leur vie au Nord, tandis que d'autres sont né-e-s à Montréal ou y sont venu-e-s durant leur jeunesse avec leur famille, ou seulement à l'âge adulte.

---

<sup>51</sup> Cette préoccupation de ma perspective non autochtone sur les réalités autochtones m'a accompagnée tout au long de ce projet. Afin de me tenir au courant des actualités et de contextualiser davantage les réalités inuit urbaines, j'ai lu les médias et journaux couvrant les actualités inuit et autochtones tant dans l'Inuit Nunangat que dans le Sud, le journal Nunatsiaq News et APTN News notamment. J'ai aussi tenté de m'imprégner le plus possible de contenu créé par des Inuit et des Autochtones, des connaissances et des perspectives sur le monde que ces dernier-ère-s partagent : expositions artistiques, essais et romans, balados, films, documentaires, de même que le contenu d'influenceur-se-s sur la plateforme *Instagram*. Tanya Tagaq, Mitiarjuk Nappaaluk, Zebedee Nungak, Norma Dunning, Annie Pootoogook et Shuvinai Ashoona ont ainsi accompagné ma rédaction, comme la musique d'Elisapie. Ma collaboration à différents projets de recherche menés par ma co-directrice de maîtrise Stéphane Guimont Marceau auprès de la communauté autochtone montréalaise m'a aussi permis de me familiariser avec les réalités et les expériences d'Autochtones qui habitent Montréal, mais surtout de travailler avec des collègues autochtones qui m'ont beaucoup appris.

#### 4.3.1 Caractéristiques sociodémographiques

Les participant·e·s sont âgé·e·s de 19 à 60 ans : la majorité d'entre eux sont de jeunes adultes (13 participant·e·s ont entre 19 et 36 ans) et quatre ont entre quarante et soixante ans. Ce groupe très jeune tend à refléter la structure d'âge de la population inuit à Montréal, où l'âge médian de la population est de 29,6 ans (Landry 2020). L'équipe du projet QS a rencontré une majorité de femmes (12 participantes et 5 participants). En outre, des quatre Siqinirmiut qui avaient des enfants à charge, toutes étaient des femmes. Six des participant·e·s ont révélé être en couple, tandis que cinq ont dit ne pas avoir de partenaire (et pour 6 entretiens les participant·e·s n'en ont pas parlé). Si la majorité des participant·e·s sont né·e·s au Nunavik (8), trois sont originaires du Nunavut, deux du Labrador et deux viennent respectivement du Nord-du-Québec et des Territoires du Nord-Ouest. De plus, deux participant·e·s sont né·e·s et ont grandi à Montréal.

L'ensemble des participant·e·s parlent au moins l'anglais et près de la moitié (8) parlent le français et l'anglais. L'inuktitut est couramment parlé par 6 personnes et 4 le maîtrisent partiellement. Au total, trois participant·e·s sont trilingues inuktitut-anglais-français. Il faut également noter que chez les participant·e·s anglophones, certain·e·s ne maîtrisent pas le français (4) ou n'ont que des bases en français (4), mais qu'aucun·e ne parle que le français.

#### 4.3.2 Occupation au moment des entretiens et situation économique

L'hétérogénéité des situations socioéconomiques au sein du groupe de participant·e·s tend à refléter la stratification qui existe parmi les travailleur·se·s inuit montréalais·e·s. Si la plupart des Siqinirmiut rencontré·e·s jouissaient d'une stabilité d'emploi ou de revenus leur permettant de subvenir à leurs besoins et leur assurant une relative sécurité financière, le chômage et la précarité d'emploi faisaient aussi partie des parcours des participant·e·s, ainsi que l'insécurité financière. Utiliser une définition large des « travailleur·se·s » permet d'analyser aussi comment cette stratification économique qui existe au sein de ce groupe a une influence sur les conditions de vie et sur les parcours résidentiels. Les Siqinirmiut rencontré·e·s occupaient des emplois divers, mais il est notable que plusieurs d'entre eux étaient employé·e·s par un organisme inuit ou autochtone. Si ces institutions et organisations sont d'importants employeurs pour la population inuit et autochtone montréalaise, il peut aussi s'agir d'un biais induit par l'échantillonnage par méthode *boule-de-neige*, via les réseaux des membres du projet QS et de la SQIA, et du recrutement effectué dans les organisations les institutions autochtones. Deux participantes ayant

été catégorisées comme travailleuses n'occupaient pas d'emploi et étaient bénéficiaires du Programme d'aide sociale au moment des entretiens, mais allaient débiter sous peu un nouvel emploi. L'équipe du projet QS a rencontré une proportion moindre d'étudiant-e-s que de travailleur-se-s : au moment des entretiens, seulement deux participant-e-s étaient aux études – et toutes les deux étaient en session d'absence. Toutefois, davantage d'expériences étudiantes pourront être incluses dans l'analyse des parcours résidentiels, puisqu'une grande partie des travailleur-se-s rencontré-e-s avaient un parcours d'études postsecondaires à Montréal. En effet, dix des travailleur-se-s ont commencé ou réalisé à Montréal une formation professionnelle, collégiale ou universitaire.

## CHAPITRE 5 : PARCOURS RÉSIDENTIELS DE SIQINIRMIUT À MONTRÉAL

Dans une étude des parcours résidentiels depuis une perspective à la fois synchronique et diachronique, il importait de ne pas seulement considérer les conditions de logement à un moment précis, mais d'en développer une compréhension dans le temps et l'espace qui prenne racine dans un historique résidentiel et qui se projette dans le futur résidentiel et les aspirations nourries par les Siqinirmiut. Cependant, restituer des parcours résidentiels de participant·e·s provenant d'une petite population soulève inévitablement des enjeux de confidentialité. Afin de protéger l'anonymat des participant·e·s, les parcours résidentiels sont ici rapportés de manière fragmentée et ils seront discutés selon trois temporalités (la venue et l'installation, la situation résidentielle actuelle, et les aspirations résidentielles). Cette analyse reflète une conception de l'habiter plus large que les strictes conditions de logement, et porte attention aux changements que représentent les déménagements, à leurs motifs et significations, mais aussi aux relations qui se tissent autour du logement avec les lieux et les gens.

Ce chapitre porte sur les expériences et parcours résidentiels d'Inuit à Montréal, mais s'intéresse aussi, en amont, aux parcours de vie qui les y ont menés. Les récits de vie partiels partagés par les Siqinirmiut lors des entretiens permettent d'aborder les motifs de leur présence en ville, mais aussi le rapport qu'elles entretiennent à la métropole et pourquoi elles en ont fait leur lieu de vie. Ensuite, dans une étude plus classique du logement, leurs conditions de logement au moment de l'entretien – types de logement et mode d'occupation, composition du ménage, secteur de résidence et satisfaction résidentielle – seront explorées. Afin de donner une épaisseur à la compréhension de ces parcours résidentiels, il apparaissait intéressant d'explorer également l'*habiter* au sens plus large que celui donné au logement. Lors des entretiens, les participant·e·s ont rendu compte de fragments de leurs quotidiens, des lieux fréquentés et des modes de transport utilisés pour connecter ces lieux. Elles ont aussi partagé quels sont les lieux où elles se sentent confortables, en sécurité et, à l'inverse, ceux qui les rendent inconfortables ou qui sont évités. Tout cela parle de comment les Siqinirmiut habitent plus largement la ville, de son appropriation à différentes échelles — du logement au quartier, à la métropole. Finalement, le futur résidentiel dans lequel se projettent les participant·e·s sera exploré : quels sont les horizons et les attentes qu'elles nourrissent à l'égard de Montréal ou d'un possible retour au Nord; quelles sont leurs aspirations résidentielles?

## 5.1 Motifs de la venue et de l'établissement à Montréal

Dans la mesure où 15 des 17 participant-e-s ne sont pas né-e-s dans le Sud, il semble crucial de s'intéresser aux parcours de vie qui les ont mené-e-s à Montréal. Dans une perspective qui considère que le logement n'est pas qu'un objet de consommation isolé des autres aspects de la vie (Clapham 2002), il importe d'étudier comment le parcours résidentiel se déploie en parallèle des parcours d'emploi, éducatif, économique, familial et migratoire auxquels il est étroitement lié. Cette section explore les parcours ayant mené les Siqinirmiut à Montréal, les facteurs et les raisons ayant motivé leur présence ou leur migration et leur installation en ville.

Des Siqinirmiut sont né-e-s ou ont grandi à Montréal, tandis que d'autres ont grandi dans l'Inuit Nunangat et n'ont migré au Sud qu'à l'âge adulte. Une première catégorisation peut être faite dans les parcours résidentiels des participant-e-s au niveau de l'âge de leur venue à Montréal et du nombre d'années passées dans la métropole : deux participant-e-s sont née-e-s à Montréal, dix participant-e-s ont migré dans le Sud durant leur enfance ou leur adolescence et finalement la migration à Montréal et la décision d'y élire domicile a eu lieu à l'âge adulte pour cinq des participant-e-s.

**Tableau 5.1 : Moment de la venue dans le sud des participant-e-s et nombre d'années de résidence dans la métropole**

Nombre d'années passées dans le Sud	<i>Né-e-s à Montréal (2 participant-e-s)</i>	<i>Migration dans le Sud dans l'enfance ou l'adolescence (10 participant-e-s)</i>	<i>Migration dans le sud à l'âge adulte (5 participant-e-s)</i>
5 ans ou moins	-	-	2
Moins de 10 ans	-	3	-
10 ans ou plus	1	2	2
20 ans ou plus	1	4	-
Plus de 30 ans	-	1	1

Alors que la plupart des Inuit ayant pris part aux recherches précédentes sont des « migrants récents », ayant migré au Sud à l'âge adulte, il importe de souligner que l'équipe de l'enquête QS a quant à elle rencontré une majorité d'Inuit qui étaient né-e-s ou vivaient depuis leur jeunesse à

Montréal, et qui avaient ainsi vécu la majeure partie de leur vie dans le Sud. Seulement deux participant.e.s habitaient Montréal depuis 5 ans ou moins, trois depuis moins de 10 ans, et 12 participant.e.s résidaient à Montréal depuis 10 à 20 ans — et dans deux cas, depuis plus de 30 ans. Évidemment, il ne s’agit pas ici d’inférer une quelconque tendance statistique propre à Montréal, mais ce groupe de participant.e.s se distingue des groupes rencontrés dans les recherches précédentes, où le fait d’avoir grandi en ville semblait plus rare<sup>52</sup>. Pour Watson (2017, 198), cette tendance ne peut être ignorée : « *While a significant proportion of Inuit in Montreal are first-generation migrants, a growing number are the children of settled migrants born and brought up outside of the North* ». Aussi cette caractéristique du groupe de participant.e.s permet-elle d’aborder les expériences d’Inuit étant né.e.s ou ayant grandi dans les centres urbains méridionaux, ce que peu de recherche ont fait à ce jour, ainsi que leurs parcours résidentiels. En contrepartie, cela permet peu d’explorer les défis liés au logement rencontrés par les travailleur.se.s et les étudiant.e.s inuit nouvellement arrivé.e.s ou dans les premières années de leur vie à Montréal.

Dans les parcours migratoires des participant.e.s, on relève une variété de motifs et de facteurs à la base de leur présence et de leur installation au Sud, qui, dans l’ensemble, concordent avec ceux identifiés par la littérature. Leurs témoignages corroborent les « facteurs d’attraction » que représentent les perspectives d’études ou d’emploi dans les villes du Sud, mais on y distingue également la présence des « facteurs d’exodes » déjà identifiés, liés au contexte social et économique de l’inuit Nunangat, soit une volonté de palier aux « lacunes structurelles nordiques » et de s’éloigner de la « souffrance sociale du Nord », pour reprendre les termes de Lapointe (2021, 66) qui notait que « les raisons qui ont poussé certains d’entre eux à s’installer définitivement dans les centres urbains du Sud étaient surtout liées à des préoccupations par rapport à leur bien-être » et à l’amélioration de leurs conditions de vie. Il est possible de regrouper en quatre thématiques les motivations s’entrecroisant dans les parcours rapportés : (1) la recherche d’un meilleur environnement pour les enfants et l’accès à l’éducation, (2) les perspectives d’emploi, (3) les conditions socioéconomiques et les lacunes structurelles dans les communautés nordiques, et (4) l’attrait pour la « vie urbaine ». Ce dernier motif est peu relevé par la littérature, mais les récits des Siqinirmiut rencontrés tendent à le faire émerger comme un des facteurs motivant leur établissement au Sud. Notons que cette catégorisation thématique est schématique et que chez

---

<sup>52</sup> Par exemple, dans la recherche de Pauktuutit (2017), la vaste majorité (91%) des Inuit interviewées avaient migré vers le Sud à l’âge adulte; seule deux y étaient venues avec leur parents dans l’enfance et deux autres y étaient nées.

la plupart des participant·e·s rencontré·e·s, ces motifs d'attraction et d'exode se combinaient dans leur parcours.

### **5.1.1 « *My father wanted a better education for me* » : motifs liés à l'éducation et recherche d'un meilleur environnement pour les enfants**

Pour une majorité de Siqinirmiut rencontré·e·s dont la migration dans le Sud s'est réalisée alors qu'elles étaient enfant ou d'âge mineur, les motifs de la migration sont liés à ceux de leur famille. Pour plusieurs, il s'agissait d'un projet familial, au cœur duquel se trouvaient le bien-être et l'épanouissement des enfants, visant l'accès à une scolarisation dans le Sud, à des ressources ou à un meilleur environnement pour leur développement. La perspective d'un niveau d'éducation formelle équivalent à celui offert dans les écoles primaires et secondaires dans le sud pour leurs enfants, mais aussi l'accès à des ressources pour ces dernier·ère·s, poussent de nombreuses femmes et familles inuit vers les villes du Sud (Saturviit et Laneuville 2015; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017). Par exemple, une Inuk venue habiter dans le sud avec sa famille, expliquait : « *we moved here so I can have high school, like a better education. [...] Because it was a better environment for us* ». Fletcher et al. (2022) expliquaient aussi à ce sujet : « *It is not uncommon for a couple who met in the North to eventually move South at the initiative of the non-Inuit partner. He or she often has the resources and knowledge to establish a home for the couple and, in many cases, their children* » (Fletcher et al. 2022, 20).

Alors que leur éducation était pour plusieurs au cœur du projet migratoire, la grande majorité des Siqinirmiut rencontré·e·s vivant à Montréal depuis leur enfance ou leur adolescence y ont réalisé leurs études secondaires et la plupart y ont entamé des études postsecondaires collégiales ou universitaires (8) ou des formations professionnelles (2). Comme il l'a été vu, les perspectives d'étude postsecondaire motivent aussi la mobilité des Inuit vers Montréal. L'équipe du projet QS n'a rencontré aucune personne ayant migré dans la métropole dans le but spécifique d'y poursuivre des études postsecondaires, mais trois des participant·e·s ayant migré à Montréal à l'âge adulte avaient auparavant déménagé dans un centre urbain du Sud pour y réaliser leurs études collégiales ou universitaires. Par ailleurs, les parcours de deux participant·e·s illustrent comment l'absence d'institutions postsecondaires dans le Nord influence la mobilité Nord-Sud, même pour des Inuit ayant grandi et ayant été scolarisé·e·s à Montréal. Ces deux Inuuk avaient pris la décision de retourner vivre dans l'Inuit Nunangat une fois leur majorité atteinte, toutefois, c'est l'éducation postsecondaire qui les ramènera dans la métropole, comme l'un d'eux l'explique :

*I grew up in Montreal and then I moved out. [...] I went to [the North] and it was amazing. And I moved back down for school, school did not work, I came down for college, and I realized I don't want to do that. So I moved back up to [the North]. And then I decided to do [a training] program [in the South].*

Les parcours résidentiels de ces deux jeunes adultes sont caractérisés par une plus grande mobilité Nord-Sud et leurs allers-retours entre le Nord et le Sud sont rythmés par leurs retours successifs aux études.

### **5.1.2 « *As an artist, I [thought] it'd be best to come here because that's where the arts scene is* » : motifs liés à l'emploi et à la carrière**

Pour trois des cinq participant·e·s ayant migré à Montréal à l'âge adulte, l'emploi motivait explicitement leur venue et leur installation à Montréal, que ce soit pour y occuper un poste, pour les perspectives professionnelles qu'offrait la métropole, ou encore pour réaliser un travail informel. Ainsi, certain·e·s emménagent à Montréal après avoir été recruté·e·s pour un poste, comme cette personne l'explique : « *So I worked here [in Montréal] on an interim basis for part of a year and decided that I would be happy to come and stay here and move here. And I am still happy to have moved here* ». Pour d'autres, ce sont les perspectives d'emploi ou professionnelles qui motivent leur installation. Alors que Watson (2017) soulignait la forte attraction en termes d'économie créative que Montréal exerce sur les artistes et les musicien·ne·s, une personne explique ainsi la logique derrière son choix : « *I just really liked the art scene [in Montréal]. I came out during the summertime, and I really liked seeing all the festivals and stuff [...] So I just thought, as an artist, I think it'd be best to come here because that's where the arts scene is* ». Sans compter, ajoute-t-elle, qu'il s'agit aussi du lieu où sont dirigés une importante part des financements fédéraux en art et en culture.

Finalement, deux femmes avaient emménagé à Montréal pour y réaliser un travail informel dans l'espace domestique ou lié au soin des enfants. L'une d'elles expliquait : « *When I came here, I planned not to work because my husband at the time was a student. So I said, okay, you be a student, I'll be a housewife* ». Dans les mois ou les années qui suivirent leur arrivée, toutes deux se virent offrir un poste dans un organisme autochtone de la métropole, et elles y résidaient toujours depuis, plusieurs années plus tard. Ces récits témoignent de la manière dont se trouver un emploi — même si ce dernier ne constitue pas toujours un motif de migration en



soi — constitue un facteur d’ancrage important dans la métropole (Pauktuutit 2017). Pareillement, un participant a choisi de s’installer de façon permanente à Montréal, après avoir travaillé dans d’autres villes du Sud, car un emploi intéressant et stimulant lui avait été offert « *So they pretty much offered me a job and confine me here for this* ».

### **5.1.3 « *It’s because our situations back home are so precarious and we feel like being home is going to be more detrimental than anything* » : facteurs d’exodes liés aux contextes social, économique et structurel dans l’Inuit Nunangat**

Tel qu’il l’a été abordé dans le premier chapitre, les lacunes structurelles dans les communautés de l’Inuit Nunangat (manque de services, de ressources et d’infrastructures, crise du logement, absence d’institutions postsecondaires), un contexte économique défavorable (coût de la vie élevé, pauvreté, insécurité alimentaire) et la « désintégration des relations sociales dans le Nord » enracinée dans les traumatismes intergénérationnels infligés par le colonialisme (Pauktuutit 2017, 18) forment une conjoncture qui affecte la santé, le bien-être et la qualité de vie des Inuit, non sans limiter aussi les possibilités d’épanouissement et d’accomplissement de soi. Ces facteurs structurels, économiques et sociaux incitent nombre d’Inuit à migrer vers les centres urbains du Sud, en quête d’un meilleur futur et de meilleures perspectives pour eux-mêmes ou pour leurs enfants (Patrick et Tomiak 2008; Pauktuutit 2017; Morris 2016).

Les dynamiques familiales dysfonctionnelles (relation conjugale abusive, cycle de la violence, conflits interpersonnels), l’insécurité vécue en raison de violences physiques et psychologiques, le suicide de proches, ainsi que les traumatismes émotionnels qui y sont rattachés, étaient présents dans les récits que faisaient des participant-e-s de leur parcours vers le Sud. Les témoignages de certaines confirment que, pour de nombreuses femmes inuit, les relations conjugales abusives, l’insécurité et les violences vécues jouent un rôle important dans leur décision de quitter leur communauté pour s’installer au Sud (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020). Une participante partage ainsi qu’en raison de conflits interpersonnels, elle ne peut retourner chez elle, au Nord, parce qu’elle craint pour sa sécurité :

*I mean, it’s, it’s hard. I wish I could go home more often. But another big factor that stops me from going home is that I don’t have a good relationship with [a member of my family] and actually he’s threatened me on many occasions. So that’s why I don’t go home*

*because my security is at stake, and I know I'm not the only one who is unable to go home because of this reason.*

Une participante explique quant à elle avoir eu ce projet de venir habiter au Sud pour s'éloigner des traumatismes liés aux abus sexuels qu'elle avait vécus dans sa communauté, tandis qu'une autre Inuk ayant grandi à Montréal relatait comment sa mère avait quitté son village nordique en l'amenant avec elle, pour s'émanciper d'une relation conjugale abusive :

*You know, and part of me wonders if we were still there [up north], if we'd be as well off as we are [down south]. [...] You know, because my mom was at risk herself and that means we were at risk. But whatever she did differently, it put us in a way that we weren't so much at risk. So then I wonder if based on whatever traumas, if we would have fared out as well as we have...*

Si l'installation à Montréal s'apparentait ainsi plus à une « conséquence » qu'à un « choix personnel » (Pauktuutit 2017), cette décision et les sacrifices qu'elle implique ont pour objectif d'améliorer leur sécurité et leur bien-être ou celui de leur famille, et peuvent être perçus comme « une forme de résistance et de résilience envers cette situation », soulignait très justement Lapointe (2021, 67). D'autre part, si ces dynamiques poussent certain·e·s Inuit à quitter leur communauté nordique pour le Sud, des participantes affirmaient qu'habiter au Sud leur permettait de prendre une certaine distance d'avec la « souffrance sociale »<sup>53</sup> vécue au Nord. Questionnée à savoir si elle retournerait y vivre, une participante explique : « *I've never had the desire, I don't know... You know, with all the trauma that comes there, it's easy to fall into... I can see why it's easy for a lot of people to fall into some of the afflictions that they have. [...] The intergenerational trauma and you know, all of that* ». De jeunes femmes exprimaient l'idée que d'habiter Montréal leur permettait de vivre une vie relativement plus saine, comme cette Inuk qui expliquait que sa relation avec le Nord est « compliquée », mais qu'elle ne pourrait pas y vivre :

*I try to go back at least once a year. Because I still love it and it's where I grew up and I'll always want to go back, but I don't think that I could, you know, live there. Because, all the*

---

<sup>53</sup> En s'appuyant entre autres sur les travaux de Kleinman, Lock et Das (1996), Lapointe (2021) rappelle que la « souffrance sociale » est une conséquence contemporaine des traumatismes historiques, « [...] un phénomène social complexe, qui tire ici son origine d'un passé marqué par des traumatismes collectifs induits par les pratiques coloniales étatiques, et qui peut être alimentée au quotidien par des conditions de vie difficiles, un sentiment d'isolation, de profonds questionnements identitaires et culturels, des relations interpersonnelles problématiques, la consommation d'alcool ou de drogues, etc. » (Lapointe 2021, p. 66-67). Suivant l'intellectuelle maorie Linda Tuhiwai Smith (2006), elle insiste cependant qu'afin d'éviter une lecture fataliste et victimisante de ce concept, il est « crucial de mettre également de l'avant l'agentivité des individus, qui ont la capacité d'agir et de changer leur situation » (Lapointe 2021, 24).

*grief, there's so much grief and there's no grief counselling. They don't have a lot of support for that. So they're constantly being hit with reminders and no one's able to heal properly. [...] It is different here. I'm not constantly hit with the grief. I can kind of distance myself from what's happening in the North and able to live my life like relatively more like a healthy person. [...] I feel okay. I feel grounded. Not quite established, but I feel grounded. Like it's, it will be okay. You know, it's not constantly struggling, and the dust is not settling. I feel grounded in where I am.*

Aux côtés de ces facteurs sociaux et relationnels, la situation économique dans l'Inuit Nunangat (coût de la vie, insécurité alimentaire) et ses lacunes structurelles (crise du logement, manque de ressources et de services<sup>54</sup>) constituent aussi pour plusieurs des raisons sous-jacentes à leur choix d'habiter dans le Sud, ou qui les préviennent de retourner vivre au Nord. D'une part, habiter au Sud constitue un avantage au niveau économique, en raison du coût de la vie moins élevé, mais aussi en regard de la plus grande sécurité alimentaire qui en découle. « *I would overall rather live up North, right now, it's just more convenient for me to be living in this area* », exposait un jeune adulte, « *because of resources, housing [...] and cost of living. It's a lot more affordable here* ». Une mère monoparentale disait qu'elle souhaiterait avoir accès aux bénéfices auxquels elle et ses enfants auraient droit en tant qu'Inuit si elle vivait de nouveau au Nunavik<sup>55</sup>, et que ses enfants puissent faire l'expérience de tous les aspects de la vie inuit au Nord, mais que l'insécurité alimentaire y est trop grande pour envisager de s'y installer :

*it's already hard to feed [my kids here]. So I can only imagine trying to feed them up north. So, I thought about it, but then when I look at the, the secureness and responsibility that I have [...] it doesn't make sense. It doesn't make sense at all.*

D'autre part, si aucun·e des participant·e n'a affirmé être venu au Sud en raison de la crise du logement<sup>56</sup>, les enjeux de logement au Nord, sont évoqués par des participant·e-s comme un

---

<sup>54</sup> Le manque d'accès dans les communautés nordiques à des ressources en santé mentale, à des services de santé spécialisés et à des services pédiatriques fut évoqué par plusieurs participant·e-s; pour certain·e-s ces lacunes structurelles les empêchait de retourner y vivre, en raison d'une condition de santé nécessitant des traitements spécialisés non-disponibles dans leur communauté.

<sup>55</sup> Les droits et bénéfices découlant de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois étant liés à un critère de résidence sur le territoire, les enfants de cette Inuk nés en ville ne peuvent en bénéficier, ni elle-même, puisqu'elle a résidé plus de 10 ans hors du territoire. Il faudrait qu'elle et ses enfants habitent un an sur le territoire pour être réinscrit·e-s sur la liste de bénéficiaires inuit actifs (Société Makivik 2021a).

<sup>56</sup> La crise du logement est cependant un motif de migration à Montréal pour certain·e-s Inuit : Lapointe (2021) rapportait le parcours d'un Inuk en situation d'itinérance depuis son arrivée à Montréal qui avait quitté sa communauté à cause de la crise du logement qui y sévissait : « *because I was tired of couch surfing throughout family, [...]back then, seven years ago, there would be like, uh, 8 to 10 family members and you're like, uh, three to four room house. And, I got tired*

facteur empêchant des Inuit de retourner dans leur communauté, faisant écho aux recherches de Saturviit (2015, 21), Pauktuutit (2017) et de Kishigami (1999). Une Inuk explique ainsi que les problèmes de logement dans sa communauté sont la seule chose qui la retient d'y retourner :

*They live in a trailer and I don't want to go home and live in a trailer. We have a house that's supposed to be renovated where I come from, but they're pretty slow and there's something not right about Inuit houses in [my community]. [...] That's the only things that's bothering me, a place to stay. I don't want to stay at somebody else's place. I'm not the kind of person who... I feel very comfortable, it has to be in my family's house. That's the only thing that's stopping me from going home [...]*

Une participante abordait en outre le lien étroit entre la crise du logement et les problématiques de santé mentale et de violences<sup>57</sup> vécues au Nord, et soulignait comment, au-delà de la pénurie de logements, le manque de services et de ressources crée une pression supplémentaire sur les enjeux sociaux auxquels font face les communautés : « *We still have huge housing issues, but all of the mental health issues and the violence that come out of overcrowded housing doesn't get addressed. And it's not just about getting new house, housing, it's also about getting appropriate services. [...] There's a lack of everything.* » Si elle-même n'éprouvait pas de problème de logement au Nord, cette Inuk formule une analyse des motifs et des conjonctures complexes qui poussent les Inuit à s'installer au Sud. Selon elle, la majorité des Inuit vivant dans le Sud n'y sont pas par choix :

*It's because our situations back home are so precarious and we feel like being home is going to be more detrimental than anything. [...] the majority are people who cannot return to home for various reasons. And it's not because they don't want to, it's because they can't.*

Une personne partageait finalement sa perspective sur les enjeux politiques qui entourent les mobilités inuit vers le Sud. Elle percevait une inadéquation entre les besoins et les problématiques sur lesquelles l'organisation politique inuit qui la représente au Nunavut met l'accent — qui se

---

*of it. So without a plan, I went to Montreal. I knew I was going to be homeless. And then I said at least I'll be free.* » (Lapointe 2021, 68).

<sup>57</sup> Ce lien étroit entre le surpeuplement des maisons induit par la crise du logement et les violences genrées et familiales et son impact sur la santé mentale dans l'Inuit Nunangat a été bien documenté : voir par exemple Hervé et Laneuville (2017) et Pauktuutit Inuit Women of Canada (2019).

situent au niveau non-matériel (la revitalisation et la valorisation de la langue et de la culture)<sup>58</sup> — et les besoins et les problématiques matérielles vécues par les Inuit au Nord (manque de logement et de ressources) et qui les poussent à migrer dans les villes du Sud.

#### **5.1.4 « *I'm too much of a city girl to live in a small community* » : Attrait pour la vie urbaine, la diversité et les possibilités qu'offre la ville**

Finalement, si l'attrait pour la vie urbaine est un facteur d'attraction peu relevé par la littérature, des participant·e·s l'évoquaient aux côtés de motifs de migration vus précédemment pour expliquer leur établissement à Montréal. « *I didn't want to live in [the North] anymore, the isolation was too much* », relatait une Inuk ayant décidé de s'installer à Montréal à l'âge adulte, « *I've always loved Montreal, to come and visit for shopping, for restaurants, for everything. And so I decided that Montreal was the easiest and best bet for me to live in Canada.* » Ainsi, bien qu'elle souhaiterait retourner dans sa communauté plus souvent, cette Inuk dit aimer vivre à Montréal :

*I like the anonymity that it provides, like being a huge city. I like all the coffee shops. I like the different choices. Even for groceries like that I can do a decent grocery at a decent price. Um, and that I'm not limited in like in the fruits that I can buy and I can actually afford the fruits that I want to buy. And um, I like the public transit. I dunno, I like the hustle and the bustle. Oddly enough, I love the noise of the city.*

Les caractéristiques de la vie urbaine, la diversité de choix et les possibilités qu'offre la ville étaient appréciées par les Inuit rencontré·e·s, qu'elles aient grandi ou aient migré récemment dans la métropole, comme en témoignait une Inuk au début de la vingtaine :

*Dating options are much more wider (laugh). [...] much more variety, which is what I like. There's not just three places to visit and that's it. [...] Restaurants, bars, activities, people (laugh). [...] here there's more things to do. In the North you'll drive around, you'll have a bonfire, that I miss doing sometimes, but not constantly. [...] Here there's so much more:*

---

<sup>58</sup> Je reprends ici la catégorisation faite par Pauktuutit (2017) dans son évaluation des besoins des femmes Inuit en milieu urbain. Il est intéressant de noter que si cette participante critiquait que les institutions se concentrent, selon elle, davantage au Nunavut sur les besoins non-matériels (la revitalisation et la valorisation de la langue et de la culture), Pauktuutit observait que dans les milieux urbains du Sud, les ressources et les services disponibles tendent à se concentrer majoritairement sur leurs besoins matériels, alors que les besoins et les enjeux non-matériels tendent être adressés seulement superficiellement (2017, 29).

*movie theatres, people, you know, laser tag and things like that. I may not do these things, but yeah, the option is there, that is what matters.*

En plus de la diversité des gens, des langues et des activités urbaines, plusieurs ont aussi mentionné l'accès aux aliments frais et à prix modique comparativement au Nord, les restaurants, les cafés, les activités culturelles, le transport en commun ainsi que la proximité avec Toronto et les États-Unis comme faisant partie du « style de vie » qu'elles appréciaient en ville. Un travailleur exprimait que bien que Montréal puisse être un lieu difficile pour plusieurs personnes autochtones à cause du racisme, il dit l'aimer beaucoup, s'y sentir chez lui :

*What I like about Montreal? I like the fact that it is a very mixed place. I like the diversity of communities and populations here. I like the fact you can live in two languages and more. I like the architecture, I like people. I like restaurants. I like the way that people dress. I like the way that people look. I feel immensely at home here. [...] There's so much that I wanted and needed in my life that I could not get anywhere but a city.*

Questionnée sur son choix de s'installer à Montréal, une autre Inuk confie que si elle adore le Nord, sa tranquillité, ses odeurs et son silence, c'est en habitant Montréal qu'elle se réalise et s'assume. La ville répond à son besoin d'être « stimulée » et de « s'exprimer » : « *I need to be here to be able to go see the Museum of Fine Arts, to be able to go to a jazz café [...] I need to be able to express myself, or to see people expressing themselves* ».

Parmi les raisons évoquées, figuraient aussi le non-jugement, la liberté d'être soi-même et l'anonymat que procure la grande ville par rapport à la vie de village au Nord. De jeunes femmes rapportaient le jugement, un certain conservatisme et la pression sociale qu'elles ressentaient dans le Nord : « *Because people have known me forever back home, sometimes they'll judge my choices* », explique l'une d'elles, « *But here in the South, they're a little more open, a lot of more open about different things. And my friends in the North are still kind of conservative, mentality. Not just the way you dress, you know, very religious and repressed* ». Une autre explique de même qu'elle trouve difficile d'être elle-même au Nord, de s'exprimer comme elle le voudrait, de se vêtir de certaines manières :

*Because I'm a weird, I'm a weirdo there [...] I am more assertive as an individual there, I am me, and then I feel more comfortable. [...] The word ajuraittuq means "odd". Then they say to me "ajuraitupa"? It means "you're quite odd", like [...] You don't fit at all. [...] I assume*

*it today. No one is going to tell me to keep my voice down today. No one is going to tell me to laugh less today. That makes me who I am ...*

Certaines se disaient aussi soulagées de prendre une distance avec le commérage (*gossiping*) qui a cours dans les villages où tout le monde se connaît, et à cet égard, une jeune femme ressentait qu'au Sud, « *people just let you be in your business unless you want to talk about it* ». Au sujet de la liberté d'être soi-même, il est intéressant de rapporter les observations de Vaudry-Gauthier (2013) qui exposait comment la ville peut aussi être expérimentée comme un lieu où l'on se sent « libre d'exprimer son identité sexuelle et de s'affirmer comme personne », en rapportant le parcours d'un travailleur Inuk trentenaire ayant déménagé à Ottawa en raison de son malaise par rapport aux siens en lien avec son identité sexuelle, mais aussi de son envie de se réaliser à travers sa carrière et divers projets (Vaudry-Gauthier 2013, 79).

Cette appréciation pour la vie urbaine semble ainsi constituée en opposition au contexte de vie nordique. Il faut aussi garder en tête que ces parcours migratoires étaient motivés par un ensemble de facteurs d'exode et d'attraction, et que l'attrait pour la vie urbaine à Montréal coexistait chez certain·e·s avec l'insécurité vécue au Nord en raison de violences familiales, ou encore avec l'impossibilité d'avoir accès à des services de santé spécialisés. Néanmoins, plusieurs participant·e·s apprécient la vie urbaine tout en valorisant leur identité inuit. Illes s'identifiaient ainsi comme « Inuk urbain·e·s », affirmant se sentir à la fois Inuk et Montréalais·e·s. « *I'm a self-proclaimed city girl, there's no way you can't get the city out of me* », affirme une travailleuse, « *and I absolutely feel Inuk and it doesn't change anything about my life and my identity* ». Une autre femme habitant Montréal depuis plus de 20 ans explique quant à elle : « *I'm proud to be Inuk. I try to live like Inuit, you know, I keep my culture. [...] At my house I have a parka [...] I love wearing my parka and Inuit clothing. That's how proud I am* ». Un participant affirme être un « Inuk urbain », en se référant au film *Qallunajatut (Urban Inuk)* réalisé par Jobie Weetaluktuk en 2005<sup>59</sup> : « *I'm a very urban person [...] I'm an urban Inuk. [...] There's so much that I wanted and needed in my life that I could not get anywhere but a city. In fact, I like being in a big city* ». Il poursuit, au sujet du maintien de sa connexion à sa culture en ville:

*[...] I believe that if you are securing your identity and, you know, who you are, you incarnate that culture, you contain that culture, you're a walking example of that culture. It includes things like having my family's values, my parents' values in terms of how you treat*

---

<sup>59</sup> Ce film est disponible sur le site d'Isuma.tv : <http://www.isuma.tv/en/isuma-productions/qallunajatut-urban-inuk>

*people. You treat people with respect and kindness, and you are welcoming. [...] I don't speak Inuktitut, for instance. I haven't hunted or trapped. But I eat... I get berries. We call them partridge berries or red berries, and baked apples. Baked apples are aqpiq [...] That's food also, it's that kind of thing that I eat, that kind of food. In my freezer I have smoked char [...] My culture is bigger than just ... How would I put this? It goes beyond the place. It has to go beyond the place, it has to be broader than just the place. You'd have to be that culture. [...] I don't feel disconnected. I feel quite connected to ... I know who I am. I was brought up by people to whom that was very important that we knew who we were, that we knew our connection to [the land]. Yeah. I feel very connected to that because it's in your head and in your heart.*

En somme, dans les parcours migratoires partagés on retrouve l'action simultanée de facteurs d'attraction (opportunités liées à l'emploi et à l'éducation, diversité et possibilités en général qu'offre la vie urbaine) et des facteurs d'exode ancrés dans le contexte du Nord que la littérature identifiait (souffrance sociale, crise du logement, manque de ressources et de services). Les propos rapportés dans cette section soulignent encore une fois combien les contextes du Nord et du Sud sont inextricables dans les parcours des Siqinirmiut et comment l'incapacité à établir un chez-soi sécuritaire dans les communautés de l'Inuit Nunangat continue de pousser des Inuit à migrer vers Montréal, dans l'espoir d'y trouver de meilleures conditions de vie pour eux-mêmes et leur famille. Cette première section a permis de replacer dans une perspective plus large du récit de vie la situation à Montréal des Inuit rencontré-e-s et cela participe à affiner la compréhension des parcours résidentiels des travailleur-se-s et des étudiant-e-s inuit dans la métropole que les prochaines sections explorent.

## **5.2 Facteurs influençant l'expérience urbaine des participant-e-s**

Bien qu'elles aient des profils hétérogènes, la plupart des travailleur-se-s et étudiant-e-s participant à cette étude bénéficiaient, dans différentes mesures, de ressources — tant matérielles (un revenu et une stabilité d'emploi, un diplôme ou des expériences d'emploi) qu'immatérielles (réseau et capital social, maîtrise de l'anglais et/ou du français) — leur permettant une participation à la vie sociale, économique et culturelle à Montréal. À partir des éléments identifiés par Pauktuutit (2017)<sup>60</sup> comme influençant l'expérience urbaine des femmes inuit dans les villes

---

<sup>60</sup> Pauktuutit (2017) identifiait cinq éléments influençant l'expérience urbaine des femmes Inuit dans les villes du Sud : le statut économique, le capital social, le maintien des pratiques culturelles, la santé et le logement.



du Sud, trois ensembles de facteurs seront discutés dans cette section comme semblant avoir exercé une influence positive sur l'expérience urbaine des Siqinirmiut rencontré·e·s : (1) des facteurs liés aux motifs migratoires qui les ont mené·e·s au Sud, (2) des facteurs économiques et liés à l'insertion à l'emploi et aux études et (3) des facteurs relationnels et liés au maintien des pratiques culturelles. Identifier ces facteurs comme ayant favorisé une expérience urbaine plus positive chez les participant·e·s à la recherche ne doit toutefois pas invisibiliser les multiples défis rencontrés dans leur transition ou dans leur vie à Montréal, à divers niveaux — dans l'accès à l'emploi, au niveau émotionnel, de la santé mentale et du bien-être, ou encore au niveau du racisme et de la discrimination vécue à Montréal — ni le fait que certain·e·s expérimentent (ou ont fait l'expérience) de situations plus précaires, tant au niveau économique que du logement. Les prochains chapitres de ce mémoire exploreront comment l'accès au logement influence l'expérience urbaine, mais aussi comment ces facteurs, le statut socioéconomique et d'emploi ainsi que le réseau social, ont aussi une influence sur les parcours résidentiels des Siqinirmiut à Montréal.

Premièrement, la littérature exposait que les différents motifs de migration exercent une influence sur les expériences urbaines. Pauktuutit (2017) et Saturviit (2015) observaient que les Inuit dont le choix initial de migrer avait été motivé par des préférences et des décisions personnelles, des projets d'étude ou l'emploi, avaient généralement des expériences positives de la ville et qu'elles avaient une meilleure connaissance des services disponibles dans la ville avant d'y emménager. Dans l'ensemble, les parcours migratoires des Inuit rencontré·e·s étaient informés par un projet familial, éducatif ou professionnel — parfois porté par leur(s) parent(s) — et il semble que l'installation à Montréal ait été dans la majorité des cas planifiée. En ce sens, demeurer au Sud n'a pas été le résultat d'un événement ou d'une décision survenus lors d'un déplacement qui devait être temporaire, contrairement à d'autres récits rapportés dans la littérature ou par Lapointe (2021)<sup>61</sup>. En outre, plusieurs Siqinirmiut rencontré·e·s avaient des proches qui résidaient dans le Sud (parfois un ou des parents) ou avaient connu plusieurs déplacements au Sud avant de s'installer à Montréal. Une participante confiait ainsi ne pas avoir ressenti de choc culturel lors de son déménagement en ville, même si elle a vécu un choc culturel vis-à-vis de l'école. En outre, quatre des cinq participant·e·s ayant migré à l'âge adulte n'en étaient pas à leur première

---

<sup>61</sup> En effet, parmi les Inuit en situation de plus grande précarité socioéconomique que l'enquête QS a rencontré à Montréal, certain·e·s vivaient dans le Sud après avoir manqué leur vol de retour lors d'un rendez-vous médical ou disait y être venu « *without a plan* » pour fuir des conditions de vie difficiles, comme cet Inuk vivant en situation d'itinérance depuis son arrivée qui avait quitté sa communauté, las de la crise du logement qui y sévissait : « *So without no plan, all I did was buy a one way ticket to Montreal from Northern Quebec because I was tired of couch surfing throughout family.* » (Lapointe 2021, p. 68).

expérience dans le Sud et avaient habité préalablement dans des villes canadiennes pour réaliser leurs études ou pour y travailler. Ce contact préalable avec une destination urbaine du Sud et la connaissance de celle-ci qu'elles ont développé, pourra avoir favorisé leur transition urbaine, mais aussi leur insertion dans le logement. Une personne relatait ainsi que son premier appartement à Montréal avait été une reprise de l'appartement d'un ami qui y vivait déjà.

Deuxièmement, la majorité des participant·e·s étaient à l'emploi ou avaient été engagé·e·s dans un projet d'étude, deux situations qui, selon Quintal-Marineau et Pauktuutit (2020), serait lié à une expérience positive dans les centres urbains et y serait un facteur d'ancrage, en raison des meilleures perspectives économiques et de la plus grande sécurité matérielle qu'amène le travail salarié et les possibilités futures qu'ouvre l'éducation. Mentionnons aussi que parmi ceux et celles venu·e·s à l'âge adulte, certain·e·s bénéficiaient d'une sécurité financière liée à leur statut d'emploi ou à une carrière bien rémunérée et voyaient leur insertion à l'emploi facilitée par leur expérience de travail et leurs études postsecondaires. Certain·e·s étudiant·e·s rencontré·e·s avaient pour leur part bénéficié du soutien financier aux études postsecondaires de Kativik Ilisarniliriniq.

Troisièmement, au niveau relationnel, le travail et les études agiraient aussi comme des facteurs d'ancrage social en milieu urbains, parce que ces milieux procurent un contexte social positif, un endroit où aller et des gens avec qui être (Pauktuutit 2017). Plusieurs des participant·e·s ayant été scolarisé·e·s dans le Sud affirmaient s'y être constitué un réseau et être encore très proches de leurs ami·e·s d'école. Une participante partageait ainsi : « *with school, I was able, like, to have a community. We are still close* ». Sur le plan social, la littérature soulignait aussi l'importance du réseau social dans l'adaptation et l'expérience positive urbaine (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017; Vaudry 2016). À ce sujet, l'importance du maintien de la relation avec la culture et le réseau inuit dans l'adaptation à la vie urbaine a été mise en lumière dans la recherche menée par Pauktuutit dans les villes du Sud :

*[...] working for and with other Inuit has helped them to overcome the challenges of urban life. Participants repeatedly insisted that this connection to culture, without which women spoke of feeling disconnected and lost, was the best way to "integrate" into southern society. [...] Many women participants emphasized the challenge they faced to adapt to southern values, though they believed a better solution was to learn "how to live in the South without losing your values."* (Pauktuutit Inuit Women of Canada, 2017, 28)

Face aux défis de la vie urbaine, les contacts avec d'autres Inuit et les pratiques culturelles partagées favorisent un sentiment de communauté, qui peut contrer la marginalisation et l'exclusion sociale que beaucoup d'Inuit peuvent ressentir en milieu urbain, le sentiment d'être parfois non seulement loin de ses proches, mais aussi « *all alone in another's culture* » (Pauktuutit 2017, 27). En effet, des participant-e-s côtoyaient des collègues inuit dans les organisations qui les employaient, prenaient part aux événements communautaires organisés à Montréal, et avaient des cercles sociaux composés d'autres Inuit, que ce soit leur famille ou leurs ami-e-s, et avec qui elles partageaient des pratiques culturelles, se rassemblent pour partager des repas de *country food*<sup>62</sup> notamment. Comme le soulignait un Inuk d'une vingtaine d'années, il s'agit d'une manière de connecter avec sa culture en ville:

*I go see friends and family. [...] I go to their place or they come to my place. When I do, they usually have country food and we talk about things that happen in the North and it's fun to immerse myself in that kind of environment. Because if I get homesick, I get a little piece of home.*

Le chapitre sept de ce mémoire portera une attention plus particulière aux relations sociales des Siqinirmiut montréalais-e-s rencontré-e-s et à la façon dont celles-ci constituent un réseau de soutien pouvant être mobilisé dans leur parcours résidentiel.

### 5.3 Expériences résidentielles à Montréal

Dans son étude menée auprès d'Inuit vivant à Montréal, Kishigami (1999) concluait que comparativement aux Inuit sans emploi, les travailleur-se-s et les étudiant-e-s inuit à Montréal vivaient sans rencontrer de sérieuses difficultés en termes de logement ou pour subvenir à leurs besoins essentiels, et que « *almost all of the urban Inuit are satisfied with housing conditions in Montreal* » (1999, 92). Si les entretiens réalisés pour l'enquête QS tendent à corroborer une imbrication relativement forte des parcours d'emploi et de logement, alors que la plupart des

---

<sup>62</sup> Au sujet de la consommation de *country food* en milieu urbain, Vaudry-Gauthier (2013, 75) explique : « C'est particulièrement par l'entremise de la nourriture provenant de leur territoire, comme le caribou, le béluga, le phoque [rarement], l'outarde, l'omble chevalier ou encore des baies, que s'active en ville l'univers de sens inuit. Ces aliments sont une dimension importante de l'identité culturelle et du sens que peut revêtir l'idée du chez soi ». Lapointe (2021) soulignait elle comment la consommation de ce type de nourriture contribuait favorablement au bien-être mental et physique des Siqinirmiut : « Pour les participants de cette étude, ces aliments symbolisaient un ancrage culturel profond au Nord, autant géographiquement que socialement. Effectivement, nous avons observé que le *country food* crée des liens non seulement entre les individus qui le consomment ensemble au Sud [...], mais également avec ceux qui sont au Nord (qui leur prodiguent ces aliments) et avec le territoire d'où provient cette nourriture. » (Lapointe 2021, 167-168).

travailleur·se·s et des étudiant·e·s rencontré·e·s avaient un logement stable et ne semblait pas vivre d'insécurité résidentielle majeure, les récits recueillis contribuent néanmoins à mettre en lumière des situations de logement inadéquat ainsi que l'insécurité résidentielle que peuvent vivre les Inuit travaillant ou étudiant à Montréal, démontrant comment le logement fait partie des défis rencontrés à Montréal pour les travailleur·se·s et les étudiant·e·s Inuit aussi. Toutes et tous ne se disaient pas satisfait·e·s de leurs conditions de logement, et pour certain·e·s, il s'agissait même d'un enjeu important. En effet, trois des dix-sept participant·e·s n'avaient pas de domicile au moment des entretiens et vivaient différentes formes d'insécurité résidentielle — ces parcours caractérisés par l'insécurité résidentielle seront abordés dans le prochain chapitre (6) qui analysera les formes que cette dernière peut prendre, ainsi que ses sources. Mais d'abord, cette section se concentrera sur la situation des participant·e·s qui avaient un logement au moment des entretiens et présentera de manière descriptive les expériences résidentielles des Siqinirmiut rencontré·e·s — modes de résidence et d'occupation, composition du ménage, secteur de résidence et satisfaction résidentielle — ainsi que leur rapport entretenu au quartier et à la ville, y compris leurs mobilités quotidiennes.

### 5.3.1 Modes d'occupation et de résidence

Le mode d'occupation principal des participant·e·s rencontré·e·s était la location d'un appartement dans le marché privé de l'habitation, tandis que seulement deux personnes habitaient un condo (copropriété divise). Pour la majorité des participant·e·s, Montréal est leur lieu habituel de résidence, et ce, depuis plusieurs années, malgré une plus grande mobilité résidentielle observée chez certain·e·s. Toutefois, il est intéressant de rapporter que deux des participant·e·s étaient domicilié·e·s dans la région de Montréal, mais travaillaient au Nunavik sur un mode de rotation dit « *fly-in/fly-out* ». Ce mode de résidence serait pratiqué par plusieurs Inuit à Montréal : une participante témoignait que nombre de ses ami·e·s avaient une telle configuration de vie, « à temps partiel » dans le Sud, en raison de leur emploi dans le Nord. De même, une particularité du mode de résidence des étudiant·e·s inuit est qu'une partie d'entre eux retournent dans leur communauté durant les vacances scolaires, une pratique encouragée par le *Programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire*<sup>63</sup>. Si les Inuit rencontré·e·s ayant réalisé leurs

---

<sup>63</sup> Le *Programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire* favorise et encourage fortement ce retour dans leur communauté, en remboursant les frais de voyage des étudiant·e·s au début et à la fin de chaque année scolaire (ainsi qu'à Noël et à la semaine de relâche) ce dont nombreux participant·e·s ont dit s'être prévalu durant leurs études. Pour conserver son logement et l'aide financière durant l'été, il faudra que l'étudiant·e parainé·e en fasse la demande, motive son inscription à une session d'été ou fournisse une lettre d'emploi ainsi que les dates de début et de

études postsecondaires à Montréal y résidaient de façon permanente depuis des années, il faut aussi garder en tête que pour de nombreux·se·s étudiant·e·s, la résidence à Montréal n'est parfois que transitoire, pour la durée de leurs études.

### 5.3.2 Composition du ménage

En ce qui concerne la composition du ménage, la plupart des travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit rencontré·e·s n'habitent pas seul·e : illes ont des colocataires, habitent avec leur partenaire et/ou leur(s) enfant(s). Plusieurs rapportaient habiter avec d'autres Inuit, avec qui illes partagent ou non des liens de parenté, mais certain·e·s avaient aussi des colocataires ou des conjoint·e·s non-Inuit. Deux participantes disaient habiter seules par choix : « *[I]t's just me, on my own. Me and my art [laugh]* », explique la première, tandis que la seconde explique que bien qu'elle souhaite habiter seule, elle héberge occasionnellement des membres de sa famille ou des proches de passage à Montréal<sup>64</sup>.

**Tableau 5.2 : Composition du ménage des participant·e·s**

Habite seul·e	2
Habite avec conjoint·e et/ou enfant	5
Habite en colocation	6
<i>N'ont pas de logement</i>	3
<i>n.a.</i>	1

La colocation est le mode de cohabitation le plus rapporté par les participant·e·s. Six des Inuit rencontré·e·s habitent en colocation, avec des ami·e·s ou encore avec un membre de leur famille. Une personne résidant à Montréal depuis plusieurs années relatait avoir eu de nombreuses colocations dans la ville et soulignait la diversité de celles-ci : « *I used to have an Inuk roommate. [...] But one thing I like about here though is that it's also very diverse [...] I lived in an apartment with three other roommates. I had one from Germany, one from Japan, and from Rwanda* ». Dans le groupe rencontré, la colocation paraît davantage un arrangement résidentiel adopté par les jeunes adultes dans la vingtaine ou la trentaine n'ayant pas d'enfant. Durant leurs études, les

fin d'emploi, en plus de devoir assumer tous ses frais de séjours de même que 50% du coût du loyer (qui est habituellement subventionné entièrement) (Kativik Ilisarniliriniq 2021a, 14).

<sup>64</sup> Nous reviendrons dans le chapitre 7 sur les pratiques d'hospitalité inuit en milieu urbain.

participant-e-s rapportaient aussi avoir partagé un logement avec un membre de leur famille ou leur partenaire. Deux raisons semblent motiver le choix de la colocation. D'une part, le coût des loyers étant élevé à Montréal — en 2019, un studio coûtait en moyenne 660 \$ mensuellement, et 761\$ pour un appartement d'une chambre (1 ½) — la colocation est une stratégie permettant de se loger à moindre coût dans les quartiers centraux, notamment pour les jeunes et les étudiant-e-s disposant de faibles revenus (Conseil Jeunesse de Montréal 2021)<sup>65</sup>. D'autre part, alors que plusieurs vivent avec des ami-e-s, la colocation permet de contrer l'isolement, comme en témoigne une jeune Inuk, qui explique avoir emménagé durant le confinement lié à la pandémie au printemps 2020 avec un-e ami-e : « *I'm doing pretty good, I have my roommate, thankfully. If I was alone, I think I'd go really crazy* »<sup>66</sup>.

Ensuite, plusieurs des travailleur-se-s Inuit rencontré-e-s formaient des ménages familiaux et habitaient en couple avec leur partenaire et/ou avec leur(s) enfant(s), ce qui concorde avec les observations de Kishigami (1999) selon lesquelles à Montréal, les travailleur-se-s inuit avaient davantage tendance à vivre dans des ménages familiaux ou avec des enfants. Certains couples habitent seuls, tandis qu'un autre partageait son logement avec un coloc. Notons aussi que les participant-e-s en relation ne partagent pas nécessairement un logement avec leur partenaire. Parmi les ménages familiaux rencontrés, une seule des femmes qui avaient des enfants à charge vivait en couple, tandis que trois femmes étaient à la tête d'une famille monoparentale. Ceci témoigne de la réalité genrée de la monoparentalité inuit en milieu urbain, y compris pour les étudiantes (une étudiante vivait avec ses enfants). À Montréal, les enfants autochtones sont en effet plus susceptibles de vivre dans une famille monoparentale que l'ensemble des enfants montréalais et c'est chez les enfants inuit que cette proportion serait la plus élevée : plus de la moitié (55 %) des enfants d'identité inuit vivaient dans une famille monoparentale à Montréal en 2016 (Landry 2020, 27). En rappelant que 8 familles monoparentales inuit sur 10 sont dirigées par une femme, et que les femmes inuit sont plus susceptibles de migrer au Sud, Pauktuutit soulignait que les données disponibles suggéraient « une réalité hautement genrée de la parentalité » en milieu urbain, dans laquelle les femmes inuit sont surreprésentées à la tête des familles monoparentales (Pauktuutit 2017, 30, *traduction*).

---

<sup>65</sup> Dans son rapport intitulé « Les jeunes Montréalais.es et le logement locatif : Une situation précaire », Le Conseil Jeunesse de Montréal rapportait que dans la métropole, 72 % de l'ensemble de la population étudiante locataire habitait en colocation, parmi lesquels 32 % vivaient dans des ménages de 3 étudiant-e-s et plus.

<sup>66</sup> Au sujet de la cohabitation, il est intéressant de souligner que des Inuit ont mentionné cohabiter avec un chien ou un chat et que ces colocataires non humains semblaient être une source de bonheur et de réconfort : « *If it wasn't for my dog, I don't know where I would be. He helps me a lot. Pets are very good* ».

### 5.3.3 Géographies résidentielles de la population inuit à Montréal

Les secteurs de résidence des participant-e-s étaient dispersés dans la RMR de Montréal. Plusieurs habitent dans les arrondissements du sud-ouest l'ouest de l'île de Montréal comme Lachine, Lasalle, Saint-Laurent, et Verdun tandis que d'autres habitent dans les arrondissements Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ou encore plus à l'est de la ville, dans Rosemont-La-Petite-Patrie notamment, et d'autres encore résident à Laval. En reconstituant les parcours résidentiels des participant-e-s et en élargissant ainsi l'analyse à l'ensemble des lieux qu'elles ont habités depuis leur arrivée dans le Sud, on constate une dispersion résidentielle plus importante encore dans la région métropolitaine de Montréal et ses environs, alors que des participant-e-s rapportaient avoir habité durant leur jeunesse différentes municipalités de la Rive-Nord et la Rive-Sud de Montréal. Si les participant-e-s à la recherche habitent de manière relativement plus centralisée l'île de Montréal et Laval, on peut penser à la lumière de ces données que les ménages familiaux inuit avec des enfants ont tendance à s'installer de manière plus excentrée dans les banlieues, rejoignant le constat de Kishigami (1999). Ce dernier observait au sein de la population inuit une différence notable entre les aires de résidence des travailleur-se-s et des étudiant-e-s et des Inuit sans-emploi, qu'il attribuait à une différence de revenu : alors que la majorité des Inuit sans emploi avaient tendance à vivre au centre-ville (notamment en raison de l'accès aux ressources communautaires qui y sont situées (Kishigami 2015)), les Inuit en emploi vivaient de manière plus excentrée. L'une des questions abordées par l'équipe QS lors des entretiens concernait l'endroit idéal dans la ville pour le développement possible d'un centre communautaire inuit et les réponses des participant-e-s s'avèrent très instructives quant aux secteurs habités par les Inuit à Montréal et sur leurs géographies quotidiennes, mais corroboraient aussi cette différenciation résidentielle entre les Inuit plus privilégié-e-s et les Inuit plus marginalisé-e-s. Des Inuit exprimaient ainsi clairement comment l'hétérogénéité de la population inuit à Montréal était reflétée dans une fracture géographique :

*I feel like [...] there's more than one Inuit community here. [...] generally speaking, I think there's like the West Island and downtown, or there's also the haves and the have nots. [...] Well, the haves are the Inuit who are the professionals, they have homes, they live outside of downtown.*

*I don't know where it would be best to locate [a resource for Inuit specifically] because for workers, we're scattered all over Montreal. And for people who are homeless, they're in downtown.*

Selon les dires de ces participant-e-s, les Inuit qui rencontrent davantage de difficultés socioéconomiques et en situation d'itinérance vivraient au centre-ville tandis que les Inuit qui sont des professionnel-le-s résident davantage en dehors du centre-ville. Ensuite, comme le soulignaient des participant-e-s, certains secteurs concentrent davantage d'Inuit: « [...] *it is true that the Inuit community in Montreal is pretty dispersed, but there's a good chunk around or about Dorval, Lachine* », « *There's an Inuk community that stays around Dorval* »; « *Everyone is in the West* ». En gardant en tête leur limite importante<sup>67</sup>, les données recueillies par Statistique Canada en 2016 semblent confirmer cette présence accrue d'Inuit prenant part au recensement dans ces secteurs: la moitié (50,7%) de la population d'identité inuit à Montréal habitait le territoire du Réseau territorial de services (RTS) de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, tandis que les Réseaux locaux de services (RLS) présentant la plus grande population d'identité inuit étaient ceux de Dorval-Lachine-LaSalle (37,3%), de l'Ouest-de-l'Île (12,7%), de Lucille-Teasdale (couvrant les quartiers Hochelaga-Maisonneuve, Mercier-Ouest et Rosemont) (9,7%), suivi de ceux de Cavendish (Côte-St-Luc, Notre-Dame-de-Grâce et Montréal-Ouest) et du Sud-Ouest–Verdun (7,5% tous les deux) (Landry 2020<sup>68</sup>, 43-44).

Les données recueillies par l'équipe du projet QS semblent ainsi confirmer la disparité géographique des Inuit relevée par Kishigami à Montréal, avec des secteurs « plus stratégiques » et qui semblent attirer davantage les Inuit à l'emploi ou étudiant-e-s dans certains secteurs du sud-ouest de l'île, comme Dorval, Lachine, Lasalle, Verdun et Saint-Laurent. La relative concentration d'Inuit dans ces secteurs peut être attribuable à la présence de longue date d'employeurs inuit importants, ainsi que celle du campus du Cégep John Abbott à proximité, et, on peut supposer qu'avec le temps, la présence d'une communauté inuit dans ces secteurs en attire d'autres à s'y installer.

---

<sup>67</sup> Tel que vu plus haut, les données de Statistique Canada ont pour limite de ne pas recenser les personnes sans domicile ou en situation d'itinérance, ce qui entraîne une sous-estimation majeure de la population Inuit dans la région, décriée tant par les organisations que le milieu de la recherche (voir à ce sujet Morris 2016 ainsi que Pauktuutit Inuit Women of Canada et al. 2018 sur les conséquences de ce sous-dénombrement sur la compréhension des réalités des Inuit dans les villes du Sud et sur le développement et la planification de services pour répondre à leurs besoins). Toutefois, puisque nous nous intéressons aux secteurs de résidence des Inuit domiciliés à Montréal (ayant un logement), ces données semblent pertinentes à rapporter.

<sup>68</sup> Ces données proviennent de la présentation des données du recensement de 2016 par région socio-sanitaires que fait Landry (2020).



### 5.3.4 Choix résidentiels et satisfaction à l'égard du quartier

Selon *l'Urban Aboriginal Peoples Study*, Montréal est l'une des villes canadiennes où les Autochtones qui y vivent ont le plus le sentiment d'avoir beaucoup de choix quant à l'endroit où ils vivent dans la ville (Enviroics Institute 2011). Dans le choix d'un quartier, l'opportunité de vivre avec ou à proximité de la famille et des amis, l'abordabilité du logement, la proximité de l'école, du travail et des commodités, ainsi qu'un environnement sécuritaire sont les raisons les plus communément citées dans l'étude. La proximité du lieu d'étude et de travail semble importante dans la localisation des Inuit à Montréal, mais des participant·e·s rapportaient effectuer quotidiennement de longs trajets entre leur domicile et leur travail, suggérant que d'autres facteurs influencent leurs choix résidentiels, soit l'abordabilité, les facteurs relationnels, mais aussi des préférences pour les caractéristiques d'un quartier, le mode de vie qu'il offre ou les habitudes qui y sont ancrées.

À Montréal, le sud-ouest de l'île de Montréal constitue un secteur de résidence choisi par nombreux travailleur·se·s inuit et leurs familles, en raison de la présence des bureaux d'organisation inuit qui constituent des employeurs importants dans la communauté (Kishigami 1999). La Commission scolaire Kativik ainsi que la Société Makivik ont toutes deux leurs bureaux sur le boulevard Cavendish dans l'arrondissement Saint-Laurent, le siège social d'Air inuit se trouve lui sur le Boulevard de la Côte-Vertu, tandis que le Centre d'hébergement pour patient·e·s Inuit Ullivik est situé sur l'avenue Orly à Dorval. Le Centre Ivirtivik dédié à l'intégration socioprofessionnelle et au développement de compétences de la communauté inuit est quant à lui situé dans Verdun, et les bureaux de l'Association des Inuit du sud du Québec (SQIA) sont à Pointe-Saint-Charles. Une personne travaillant pour un organisme autochtone dit ainsi apprécier habiter dans le même arrondissement, en raison de la proximité de son lieu de travail : « *If I walk, it takes me 15 to 20 minutes, so I am happy that I'm close to work* ». De même, une Inuk sans logement cherchait à louer dans le quartier où elle commencera sous peu un nouvel emploi et où son enfant fréquentera la garderie. Les étudiant·e·s inuit auraient quant à eux tendance à habiter à proximité de leur lieu d'étude. Par exemple, les étudiant·e·s du Cégep John-Abbott auraient tendance à habiter Sainte-Anne-de-Bellevue ou les secteurs adjacents de Dorval et Lachine, et y concentrer leurs activités, comme l'expose un jeune Inuk : « *a lot of students that go to John Abbott also live in Dorval. [...] [they] don't want to go downtown because they use public transportation there and back, which is extremely long. And they have to do their paperwork, schoolwork, project or they're just bombarded with school, so they don't necessarily have time to travel as well* ». Les

étudiant·e·s bénéficiaires du programme d'aide financière de Kativik Ilisarniliriniq peuvent quant à eux bénéficier d'un appartement subventionné pour la durée de leurs études, ce qui constitue un autre facteur important dans la localisation des étudiant·e·s, puisque les appartements ou les résidences étudiantes fournis par la Commission scolaire sont souvent situés à proximité des lieux d'étude<sup>69</sup>. Cependant, des participant·e·s habitent toutefois dans des secteurs à près d'une heure de transport en commun de leur lieu d'étude.

Ensuite, l'abordabilité et la disponibilité des logements dans un secteur semblent pour plusieurs un important facteur de localisation. Une personne explique que d'habiter en dehors de l'île de Montréal est plus abordable et lui permet d'habiter un logement moderne et meublé de type « condo », dans une construction récente :

*[...] It's out of Montreal, so for the amount of money we're paying, we're getting more. And it's really, really beneficial for the wallet. [...] for the amount of money, I tried getting the most and it worked out perfectly because the apartment we have, that little condo, it came with all the appliances. Which saves us a lot of money, plus it's modern and it's what we were waiting for.*

La pénurie de logements abordables qui sévit plus fortement dans certains secteurs de la métropole exerce une influence sur la localisation des ménages. Un Inuk à la recherche d'un logement expliquait que les seuls appartements disponibles sont situés à une heure de transport de son lieu de travail : « *Like I've got some options, but it's an hour commute away from [work], like in Park-Ex or something [...] So, no, it's not ideal* ». La manière dont un autre Inuk décrit les aspects positifs du quartier qu'il habite résume bien les facteurs qui semblaient orienter les choix résidentiels :

---

<sup>69</sup> Parmi les différentes options de logement offertes aux étudiant·e·s inuit à Montréal que présente Kativik Ilisarniliriniq sur son site internet, les résidences étudiantes sont généralement situées sur les campus ou à proximité. Par exemple, les futurs étudiant·e·s peuvent lire que les *Stuarts Apartments* situés sur le campus du Cégep John-Abbott constituent « un excellent choix pour les étudiants seuls qui veulent avoir leur propre logement, tout en profitant du confort et de la sécurité qu'offrent la vie sur le campus avec d'autres étudiants », de même pour les résidences du Cégep de Montmorency et les résidences EVO situées au centre-ville. La résidence Inuktalik, située sur le campus de Sainte-Anne-de-Bellevue est décrite comme « idéale pour les étudiants de première année qui sont seuls ou qui bénéficieraient d'un encadrement supplémentaire, car elle est située à côté de [leur] bureau principal » et qu'elle se trouve « à distance de marche des cafés et restaurants de Sainte-Anne-de-Bellevue » (Kativik Ilisarniliriniq 2022). Par contre, les appartements loués sur le marché privé par KI et destinés en priorité pour les étudiant·e·s avec enfants à charge peuvent être situés plus loin de leur lieux d'étude, comme l'indique le site internet du programme collégial Nunavik Sivunitsavut : « Ceux qui ont des enfants sont hébergés dans des appartements gérés par la commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq [...] Cette année, ces appartements sont situés à Dorval, près de garderies, d'écoles, de commodités et du transport en commun. Le trajet vers le lieu des cours prend environ 45 minutes (aller simple). » (Nunavik Sivunitsavut 2022)

*[It] is good because, well, number one, it's super cheap (laugh). I like the neighbourhood [...] [there is some] good restaurants. There're some cheap grocery stores around too, which are nice [...] it's easy to get downtown or like it's not too bad to get into like the Plateau, Mile-End, where I know a lot of people are.*

En plus de l'abordabilité et des commodités, résider dans ce secteur lui permet de se rendre au travail en transport actif, en plus d'être à proximité de ses relations. À ce propos, les entretiens laissaient entrevoir l'influence de facteurs relationnels dans les choix et la satisfaction résidentiels. Si pour les Inuit qui migrent au Sud, avoir des proches ou des connaissances dans la ville peut être perçue comme « a "safer" way to migrate » (Pauktuutit 2017,13), et, peut-on supposer, faciliter possiblement l'insertion au logement (Firang 2019; Garcia et Dansereau 2010), les liens sociaux semblaient avoir une influence sur les choix résidentiels des Inuit rencontré·e·s qui habitaient pour la plupart depuis plusieurs années dans la métropole. L'opportunité d'habiter avec ou à proximité de proches semblait pour plusieurs expliquer pourquoi illes habitaient ou appréciait leur quartier. Certain·e·s avaient ainsi emménagé dans l'appartement de leur partenaire, ou encore chez un·e ami·e, comme cette jeune Inuk l'expliquait simplement : « *My friend has an apartment here, she had a room available, so I came* ». Elle ajoute que cela la rapproche des organisations autochtones et des ami·e·s qu'elle y fréquente :

*Everything is located downtown. I think it was mostly because of the travel, why I didn't go to much events that other organizations were throwing, but now that I live downtown [...] I'm definitely going to take advantage of seeing my Inuit friends and my Mohawk friends.*

De plus, la proximité de la famille et des ami·e·s est aussi un aspect positif tangible dans les propos des participant·e·s. Deux personnes ayant habité en banlieue de Montréal durant leur adolescence en rapportaient des expériences très différentes. Alors que l'une d'elles expliquait « *It was nice. It was good. I met many friends* », la seconde relatait l'isolement qu'elle avait ressenti : « *It was very isolating because in [the North] you can walk to your friend's place really easily. But then [...] I had to go over the bridge to see my friends. So it was very lonely and I think that's where I got my hermit tendencies* ». Jeune adulte, son premier appartement aura été l'occasion de se rapprocher de son cercle d'ami·e·s : « *it was close to my old high school and it was a neighbourhood that I was used to [...] I was closer to my friends. It was nice* ». Son parcours résidentiel illustre comment les relations nouées avec les individus et les lieux jouent un rôle important dans le choix de la localisation résidentielle (Bonvalet 1998).

Alors que la plupart des secteurs centraux de la ville sont bien desservis par les transports publics, la préférence pour le mode de vie et les caractéristiques qu'offre un quartier ainsi que les habitudes qui y sont ancrées peuvent expliquer les choix résidentiels. Rejoignant ce qui a été dit plus tôt sur l'attrait pour la vie urbaine, une Inuk partageait :

*I like to walk around the little neighbourhood and then see two old men sitting next to the church [...] Then go to the Jean-Talon market, Atwater market, shopping for fruit and everything [...] there's nothing better like fresh figs bought at the market like by the old Tunisian guy who's making me a deal. It's just beautiful. It's cinematic, like. It's really beautiful. And that's what I like. With my basket, and my fruit, and my bread, then to go home, it's beautiful, then you prepare a fresh salad [...]*

Enfin, s'ils ont peu questionné la satisfaction et le sentiment de bien-être dans le logement, les entretiens ont permis d'explorer la relation entretenue par les Siginirmiut à leur quartier et à leur voisinage. La plupart de celles et ceux qui avaient un logement disaient se sentir en sécurité dans leur quartier. Ce sentiment de sécurité pouvait découler des relations entretenues avec leur voisinage : « *I live in a fairly decent neighbourhood [...] [my children] have close friends, I know the neighbours, so yeah, I feel pretty safe* ». Le sentiment de sécurité semble aussi lié à l'habitude et à l'attachement ressenti envers le quartier où illes ont pris leurs aises, comme en témoigne cette Inuk qui habite son quartier depuis longtemps : « *I like the neighbourhood because they're little old people. So I say good morning, How are you, have a nice day. Yeah. So that's how much I like to socialize* ». Parfois associée au sentiment de sécurité, la quiétude est aussi une caractéristique évoquée positivement. « *We recently moved to Laval. It's a nice, quiet little place, which is nice because I'm tired of all of the Montreal lights and noises* », exprimait un personne; une autre disait de même apprécier son quartier et s'y sentir en sécurité : « *it's very quiet, except for big transport trucks, but there's no violence [...] It's a pretty safe place* ». À cet égard, une seule participante rapportait avoir ressenti de l'insécurité dans son quartier, lorsqu'elle y avait emménagé, « *because of the stories I would hear happening [...] Of drugs and gangs and that sort of stuff* ». Si elle dit s'y sentir aujourd'hui plus confortable — « *now there's more, a lot more families that moved in and so it's a lot better* » — elle évite encore cependant certains secteurs de son quartier.

## 5.4 Habiter plus largement la ville

### 5.4.1 Cartographie des quotidiens urbains et appropriation de la ville

L'habitat définissant « l'ensemble des liens noués autour du logement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du logis » (Fijalkow 2016, 3), ce concept comprend l'habitation et tous les itinéraires du quotidien urbain (Paquot 2005). Au-delà de son logement, on habite ainsi le quartier et la ville plus largement, par les activités et les mobilités quotidiennes, par les relations aux lieux, mais aussi aux gens. Si « l'habitat représente donc, dans sa plus simple expression, un lieu pratiqué » (Simard 2019, 23), et qu'habiter est un processus d'appropriation (Lefebvre 1968), la cartographie de leurs activités et leurs déplacements quotidiens qu'ont partagé les Inuit rencontré·e·s, mais aussi leur rapport aux espaces urbains, témoigne ainsi de leur appropriation de la ville à différentes échelles.

Comme Kishigami (2006) l'observait, si plusieurs Inuit urbains parlent inuktitut entre eux, ont diverses pratiques culturelles et maintiennent une forte connexion avec leur identité inuit, il y a très peu de distinction entre leur mode de vie et celui des autres habitant·e·s de la ville vivant dans des conditions socioéconomiques similaires. En effet, les participant·e·s, en particulier de jeunes adultes, disaient apprécier flâner dans leur quartier ou dans les parcs, aller au restaurant ou dans des cafés avec des ami·e·s, marcher au Mont-Royal et prendre part à la vie culturelle montréalaise (bibliothèque, expositions, musée, ateliers de cinéma, et spectacles — surtout quand ce sont des performances d'artistes autochtones, dit l'un d'eux). Certain·e·s ont un quotidien et des habitudes urbaines géographiquement étendues et s'approprient non seulement l'espace de leur quartier, mais aussi plus largement d'autres quartiers et le centre-ville. Ces participant·e·s n'avaient pas d'enfants et disposaient de moyens financiers leur permettant de fréquenter les restaurants et les cafés, d'acheter à l'occasion des aliments biologiques par exemple, et de prendre part aux activités culturelles. D'autres participantes affirment quant à elles avoir un mode de vie plus casanier et que mis à part le travail, leurs activités et leurs relations sociales se concentraient davantage dans les espaces privés résidentiels : « *I don't really go out, I mostly like to stay in, go into my friends house [...] I like to do art, and I like to write* ». « *I rather stay home* », affirmait de même une autre jeune Inuk, « *If I'm working, then I go to work, and I come back home. [...] I mean, I have done a few dates, I sort of like explored the city, spécifie-t-elle, en nommant quelques bars et restaurants qu'elle apprécie au centre-ville, « but, definitely I go from home and then to work early in the morning. And then from work, it depends if I have*

*things to do that day, then I'll do them. If I do not have things to do, then I go home. [...] I'm very much a hermit [...] I like to be home* ». Plusieurs femmes rencontrées rapportaient ainsi avoir un mode de vie plus centré sur l'espace résidentiel, pour certaines, par préférence ou parce qu'elles se concentraient sur leurs études, pour d'autres, en raison de la charge que représente leurs responsabilités parentales, comme cette mère qui affirme : « *[I have] kids and then I'm [at work] Monday to Friday from 8:30 until 5:00. And then depending on the workload, I'm [there] until six and then I get home between six and seven. So it gets tiring sometimes.* » Ou cette mère monoparentale, qui disait : « *I have't gone anywhere in a long time because my children are very young. [...] I stay home and kind of « brewed »* ».

Il est possible de faire certaines observations communes concernant les quotidiens urbains des participant-e-s, que leur pratique des lieux et de la ville se fasse à des niveaux plus utilitaires ou plus récréatifs et de manière plus ou moins large. Premièrement, les espaces communautaires autochtones et inuit en ville, que Tomiak et Patrick (2010) considèrent comment des « nœuds centraux » dans les réseaux inuit urbains, faisaient partie des lieux investis par beaucoup de participant-e-s, pour leurs activités culturelles, la socialisation ou le bénévolat. Une participante expliquait par exemple rendre visite aux patient-e-s hébergé-e-s au centre Ullivik à Dorval : « *I visit Ullivik and have tea or whatever. [...] if I have leftovers, goose or caribou, I bring a part* ». Plusieurs fréquentaient aussi les organisations autochtones locales comme Montréal Autochtone et le Centre d'amitié autochtone : « *I really like going to Native Montreal and to get to do bead work and to just connect with them over there. I feel like they're like a third family to me* ». Certain-e-s assistent aussi aux activités organisées pour la communauté inuit, par la SQIA entre autres, tels les festins communautaires ou les ateliers de guérison. Alors que le désir de voir davantage d'activités culturelles spécifiquement inuit est présent chez les Inuit rencontré-e-s — « *there are a lot of Indian activities, they're lacking with the Inuit* » — des participant-e-s déploraient avoir un horaire trop chargé pour y prendre part (comme cette femme qui travaille à temps plein et qui a de jeunes enfants) ou vivre trop loin de ces lieux.

Ensuite, pour la plupart des participant-e-s, peu importe leur genre et leur âge, visiter leurs ami-e-s et leurs familles faisait partie de leurs quotidiens, et les demeures de leurs proches étaient des lieux où plusieurs disent se sentir confortables et en sécurité. Alors que plus d'une recherche a recentré la question du logement inuit au Nord sur la question du chez-soi, il pourrait être ici pertinent d'aborder les expériences partagées par les participant-e-s à cette recherche à l'aune de cette littérature, bien qu'elle reflète une réalité nordique. En effet, à l'exception de Pauktuutit (2017), peu de littérature explore la notion du chez-soi pour les Inuit dans les villes du Sud.

Cependant, les éléments relationnels et culturels qui sont identifiés comme constitutifs du chez-soi dans les recherches en contexte nordique semblent aussi être présents dans les expériences des participant·e·s à Montréal. Ainsi, comme le soulignait Saturviit au Nunavik, au-delà de la simple structure physique, la notion de chez soi (*home*) « renvoie à une réalité sociale et émotionnelle, le lieu où l'appartenance (à un espace et à un groupe) se fond dans un sentiment de sécurité » (Saturviit 2015, 10, *traduction*). Allant aussi en ce sens, Perreault et ses collègues, qui ont abordé le sentiment du chez-soi au Nunavik et au Nunavut, exposaient: « *'Feeling at home', from an Indigenous perspective, has been described as a matter of connecting a community together; a practice centered around visiting family and constantly reaffirming the connection to people, and to the culture* » (Perreault et al. 2019, 17). De manière très similaire, Pauktuutit rapportait que dans les villes du Sud: « *Inuit women described "home" as a safe place where they could display their identity and culture — a place for friends and family, somewhere to develop and maintain relationships* » (2017, 26). Pour plusieurs participant·e·s à la présente recherche, la demeure, le chez soi et les espaces liés à l'intimité semblent des lieux où illes peuvent connecter avec leurs proches et la culture inuit. Celles et ceux dont les parents habitent dans la région disaient les visiter plus ou moins souvent, pour un repas en famille. Une Inuk expliquait que c'est sa mère qui cuisine le *country food* pour elle et ses enfants, lorsqu'elle les visite :

*I like Tuktu [caribou], but only if my mom makes it. [...] So she'll come and cater to the ones that love it and enjoy sitting with them and eating. [...] And then they're lucky because when she comes home, she's making the bannick and she makes them bannick dogs and you know, cut fish for them and mataq [beluga skin and blubber], and then make some stew and everybody is happy.*

De même, les Inuit rencontré·e·s avaient aussi des cercles d'ami·e·s inuit plus ou moins larges avec qui illes partageaient des moments du quotidien :

*[...] we'll have dinner together every once in a while, and we'll talk [...] Sometimes [my friend] have like traditional food with her. She'll share with me, we'll talk, she'll tell me stories about her job [in the North] she'll talk about her grandparents and her family with me. [...] so we'll talk, you know, about the North, but it's not in a way that I talk about it with people not from the North. [...] It's different, the connotations are different with certain words. [...] It's a lot of staying over at each other's houses and talking.*

Il ressort des propos des participant·e·s, que le chez-soi semble être associé, au-delà d'un lieu physique ou précis, aux relations et au sentiment de confort et de sécurité qu'elles y trouvent, au fait de trouver un réseau de soutien, des gens avec qui elles peuvent partager une connexion avec leur culture.

Finalement, l'accès à la nature et aux cours d'eau semble revêtir de l'importance et être recherché par les participant·e·s en ville. Questionnée sur ce qui l'attire à Verdun, une personne explique : « *It's by the water. [The community] I come from, you know, it's next to the water, my favorite place is my beach*<sup>70</sup> ». De même deux autres participant·e·s relevaient la proximité du fleuve lorsqu'elles parlaient des lieux qu'elles avaient habité dans leur jeunesse à Montréal; l'un d'eux affirme : « *I've always lived beside water, it's weird not having water around* ». Plusieurs affirmaient en outre se sentir parfois « *homesick* » en ville. La notion de « *homesickness* » — qui nous semble plus porteuse de sens en anglais qu'en français, traduite par « nostalgie » ou « mal du pays » — réfère autant à la relation au territoire lui-même (*land*) et à ses ressources qu'aux relations sociales qui s'y vivent, trois éléments qui se rapportent au sens de l'identité inuit, expliquait Pauktuutit (2017 p. 27, à partir de Dowsley 2014). Une personne ayant grandi au Nord et résidant à Montréal depuis plusieurs années affirmait ainsi que le Nord lui manque, « *especially walking on the shore, looking at the stars and having tea with elders* ». À Montréal, elle relate amener des gens hébergés à Ullivik hors de Montréal, pour aller cueillir des baies, et voir le fleuve :

*I take some people to go pick blueberries, raspberries, strawberries, and in fall apples, or I'm going to go driving around I take them to the mountain or by the sea... by the water because all that counts are by the water. So when they see water they go "Oh God, that feels good". Because down here we see buildings, trees and this and that, and back home we see water and when they go by the water or the mountain it seems to fix something... Because we grew up seeing far.*

En se référant aux travaux de Kirmayer, Fletcher et Watt (2009) sur l'influence de l'espace géographique et plus particulièrement du contact avec *nuna* (le territoire en inuktitut) sur la santé psychologique et le bien-être des Inuit, Lapointe (2021) constatait aussi pour les Inuit à Montréal ce potentiel thérapeutique du lien à la nature. Plusieurs participant·e·s associaient les espaces naturels en ville, surtout ceux associés à l'eau, « à une certaine forme de soulagement mental », même si « aucun espace naturel au Sud ne pouvait remplacer le sentiment de plénitude et la

---

<sup>70</sup> Il est intéressant de rappeler que les villages du Nunavik sont tous situés sur son littoral ou sur les rives d'un bras de mer ou d'une rivière — et de même pour la majorité des villages du Nunavut.



connexion profonde à la nature qu'ils ressentait dans l'Arctique » (Lapointe 2021, 166-167). De manière similaire, Vaudry-Gauthier (2013) rapportait dans sa recherche menée auprès de jeunes Inuit à Ottawa que si ces dernier·ère·s y ressentait une déconnexion du monde naturel — « que la nature est contrôlée, transformée, recouverte ou déconnectée des humains en ville » et que « l'environnement urbain revêt alors un sens étranger par rapport au monde naturel et aux valeurs qui lui sont associées au Nord » (57) — illes trouvaient tout de même eux aussi un apaisement dans les lieux où illes peuvent se « reconnecter » au monde naturel au sein ou à l'extérieur de la ville (63). Pauktuutit (2017) rapportait de même que le maintien de la relation au territoire au Sud étant limité par la distance géographique et par l'accès difficile aux espaces naturels depuis la ville, de pouvoir sortir de la ville pour aller camper ou faire de la cueillette avait l'effet bénéfique d'aider à supporter l'intensité du rythme urbain. L'accès à la nature, mais aussi aux grands parcs dans la ville de Montréal est apprécié et recherché par des participant·e·s. Quelques-un·e·s mentionnaient avoir la possibilité de sortir de la ville pour accéder à la nature, cueillir, jardiner, faire un feu de camp ou voir les étoiles; parfois avec des ami·e·s, ou encore chez des parents qui vivent dans des secteurs de l'île moins densifiés de Montréal. Au sein de la ville, plusieurs appréciaient aussi les espaces verts que sont les grands parcs, le parc Lafontaine, le parc Laurier, le parc Jeanne Mance, ou le parc du Mont-Royal, notamment, pour la détente ou pour socialiser : « *parc Lafontaine, or parc Jeanne-Mance ... those are often ones I've went to, like for picnics or just going out reading or, you know, there is like the Tams-tams on Sundays* ». Une Inuk expliquait que le Mont-Royal est un de ses lieux favoris en ville : « *It's a fun walk and the view is really nice. [...] I've gone there a couple times with a few different people now, like we just walk and enjoy talking to each other and stuff* ». Le mont Royal est un lieu emblématique au cœur de Montréal, surplombant de ses trois sommets les quartiers centraux dans lesquels elle a pied et sillonnés de sentiers à l'abri d'arbres matures, c'est un endroit très apprécié pour connecter avec la nature et plusieurs Inuit rencontré·e·s rapportaient y aller, été comme hiver. Alors que l'environnement du Nord, son calme et l'air frais, mais aussi ses activités manquent à plusieurs, ces témoignages laissent entrevoir l'importance pour les Siqinirmiut d'avoir accès à des environnements naturels et à l'eau en ville. « [C]es lieux favorisaient leur bien-être mental, mais aussi social » soulignait Lapointe (2021, 167), « car ils sentaient qu'ils pouvaient s'y détendre et passer des moments de qualité avec des personnes qu'ils apprécient ».

### 5.4.2 Mobilités quotidiennes et modes de transport

Qu'elles aient une appropriation plus ou moins large des espaces urbains par leurs activités et leur routine, les Siqinirmiut participant à la recherche parcouraient néanmoins la ville de leurs mobilités quotidiennes. Les déplacements et les modes de transports urbains sont des composantes de la vie urbaine qui ont un fort impact sur la qualité de vie, en facilitant la participation à la vie économique, sociale et culturelle et l'accès aux services et aux ressources, mais aussi la recherche de logement. Les coûts qui sont liés aux déplacements peuvent dès lors représenter un obstacle en ces matières pour les ménages à faible revenu et les jeunes autochtones, notamment, et le fonctionnement des systèmes de transports urbains peut être complexe à apprivoiser pour les Inuit arrivant de communautés nordiques (Patrick et Tomiak 2008; Conseil Jeunesse de Montréal 2016). Alors que la plupart des participant·e·s habitaient Montréal depuis des années, et démontraient une aisance à se déplacer dans la ville, c'était davantage l'abordabilité des transports en commun et le temps passé dans ces derniers, qui semblait constituer un enjeu, notamment pour les femmes ayant des enfants à charge. Comme le relevait Pauktuutit (2017, 32), les responsabilités genrées des femmes inuit ont tendance à être décuplées par la longueur de leurs trajets quotidiens entre les services, l'école, la garderie, le travail et la maison : « *while the small size of most northern communities makes transportation easy, in urban centres, public transportation can be time-consuming and cost-prohibitive for low-income women* ». Une travailleuse affirmait ainsi: « *Sometimes it's simple, like sometimes it's not so crowded, but other times during rush hour it's annoying because it could take me two hours just to get home [from work]* ». Pour cette raison, il lui est difficile de concilier son emploi et ses responsabilités parentales avec l'achèvement de son diplôme d'études professionnel, la dispersion dans la ville de son lieu de travail et d'étude décuplant ses trajets quotidiens. Montréal étant une ville géographiquement étalée et inégalement desservie par les transports en commun, plusieurs usagères quotidiennes du transport public souhaitaient obtenir leur permis de conduire. De même, l'abordabilité des transports en commun était un enjeu pour une femme rencontrée vivant de faibles revenus qui utilisait le métro pour se déplacer, notamment pour chercher un logement. Sans emploi et bénéficiant de l'aide sociale, l'achat d'un titre mensuel de transport en commun indispensable à ses déplacements semble cependant grever son budget : « *I get my monthly Opus card... I tried to get that before I spend my money... so I have a way to go around* ». Pour leur part, si les étudiant·e·s inuit paraîné·e·s par le programme d'aide financière de KI reçoivent un montant pour couvrir le coût des transports en commun vers leur établissement d'enseignement (Kativik Ilisarniliriniq 2021), une participante soulevait toutefois que ceux et celles

qui étudient et vivent en dehors des quartiers centraux, à Dorval et à Sainte-Anne-de-Bellevue par exemple se déplacent peu au centre-ville, à cause des longs trajets de transport en commun. Les modes de transports actifs sont aussi utilisés par les Siqinirmiut rencontré·e·s : durant l'été certain·e·s se déplacent à vélo tandis que d'autres marchaient lorsque la distance le permettait, y compris pour aller au travail. Finalement, quatre participant·e·s possédaient leur propre auto et c'était leur principal moyen de transport, notamment pour les Siqinirmiut habitant Laval.

## 5.5 Aspirations résidentielles

Dans les entretiens, la relation entretenue par les participant·e·s avec le Nord et avec Montréal était très présente. L'un des aspects de cette relation concernait leur plan d'avenir résidentiel et leur désir de (retourner) s'établir au Nord ou non. Leurs réponses permettent d'étendre notre compréhension des parcours résidentiels, et d'aborder leurs aspirations résidentielles, dans un futur proche ou éloigné : *comment se projettent les Inuit rencontré·e·s et où situent-ils leur futur ?* Pour la plupart des Inuit rencontrés, ces aspirations résidentielles étaient encore une fois intrinsèquement liées au contexte nordique qui a été dépeint plus tôt. Pour plusieurs, nous l'avons vu, les causes de leur venue à Montréal étaient aussi des freins à un retour possible au Nord. Néanmoins, l'Environics Institute (2011) rapportait que parmi les Inuit vivant à Montréal, une majorité (58%) considérait la ville comme leur chez-soi. Aussi, sans s'avancer dans la complexité de la construction et de la localisation du sentiment de chez-soi, il est ici intéressant de rapporter que plusieurs des Inuit montréalais·e·s participant à cette recherche affirmaient que « home », leur *chez-soi*, était au Nord. « *I was born there, it's my first home, it's still... when I talk about "back home", I rarely mean like, especially if I'm traveling, I'll rarely mean Montreal. I always mean home, home as Nunavut...* » expliquait cette personne ayant choisi de s'installer à Montréal à l'âge adulte. Cette localisation du chez-soi au Nord a été exprimée par des Inuit qui y avaient passé une grande partie de leur vie avant de migrer à Montréal, mais également par des Inuit qui avaient grandi à Montréal ou y avaient passé toute leur vie. Une personne ayant été adoptée en bas âge au Sud exprimait ainsi qu'elle n'avait pas le sentiment que son chez-soi était dans le Sud : « *No, I feel like mine was up there, it's different* ». À l'inverse, d'autres Inuit avaient fait de Montréal un chez-soi, comme cette autre Inuk adoptée enfant par une famille au Sud, qui affirmait catégoriquement ne pas souhaiter retourner au Nord : « *Home is here, in Montreal* ».

Si le sentiment que le chez-soi est au Nord semblait y orienter les aspirations résidentielles de certain·e·s participant·e·s, d'autres participant·e·s souhaitent demeurer au Sud, tout en

maintenant un attachement profond pour le Nord et y référer en tant que « home », témoignant de la complexité de la relation des participant·e·s au Nord, mais aussi du sentiment de chez-soi. L'enquête de Kishigami (1999) présentait une population inuit divisée quant à un possible retour au Nord : les travailleur·se·s inuit identifiaient à l'époque plusieurs problématiques au Nord les empêchant de s'y projeter, des problématiques qui perdurent encore aujourd'hui, comme en témoignaient les participant·e·s rencontré·e·s par l'équipe du projet QS. Dans l'ensemble, les participant·e·s à la présente recherche semblaient tout aussi divisé·e·s quant à habiter ou non au Nord : une majorité (9) ne le souhaitait pas et se voyait demeurer dans le Sud, tandis que trois jeunes adultes avaient pour ambition à court terme de déménager au Nord pour y travailler et s'y établir, et que deux autres envisageaient de retourner vivre au Nord au moment de leur retraite. Finalement, plusieurs participant·e·s se disaient indécis·e·s.

### **5.5.1 « *I feel immensely at home here* » : souhaiter demeurer dans le Sud**

Plus de la moitié des Siqinirmiut rencontré·e·s n'aspirent pas à habiter au Nord, et il s'agit autant d'Inuit qui avaient choisi de migrer à Montréal à l'âge adulte que des Inuit qui y avaient grandi. Les cinq Siqinirmiut ayant migré à Montréal à l'âge adulte se projetaient tous résider à Montréal (à l'exception d'une Inuk qui évoque peut-être retourner dans le Nord pour sa retraite). Pour celles et ceux ayant migré durant leur jeunesse, si l'installation première dans le Sud ne relevait pas d'un choix personnel, une fois adultes, cinq d'entre eux souhaitaient y demeurer. Comme nous l'avons vu, la souffrance sociale, les lacunes structurelles et le contexte économique qui y ont cours freinent leur retour ou le rend parfois inenvisageable, mais illes apprécient aussi la vie urbaine au Sud et les possibilités qu'elle leur offre, et plusieurs ont fait de Montréal leur chez-soi. « *I feel immensely at home here* », exprimait un participant; « *I'm thankful to be here* », affirmait une autre Inuk. Ces participant·e·s ont un emploi stable à Montréal, y ont un réseau social, ou parfois leur famille qui y vit. La plupart désireraient certes visiter plus souvent leur communauté d'origine et leurs proches qui y vivent, et se sentent parfois « homesick », mais exprimaient en parallèle ne pas pouvoir y demeurer trop longtemps :

*[...] I cannot be in my land for too long because it's too quiet. I cannot be there more than five days, otherwise it starts getting to me because it's too quiet. One time I looked down the ground, I said, I can hear your heart. It was a spider. That's how quiet is was. [...]*

Les Siqinirmiut rencontré·e·s qui étaient en recherche de logement au moment des entretiens exprimaient de manière plus ou moins précise leurs aspirations résidentielles, qui toutes se situaient à Montréal. « *I like my life here, otherwise I wouldn't be here. I love Montreal* », affirmait une personne dont le parcours résidentiel était caractérisé par une grande mobilité entre le Nord et le Sud. Cette dernière formulait ses aspirations résidentielles de manière très précise :

*You know, I have an image of how I want to live. I have a picture of what kind of life I want to have. [...] Have my apartment, neat and beautiful, a little garden, first floor, parking [...]*

### **5.5.2 Se projeter habiter au Nord, dans un futur proche ou éloigné**

Si Kishigami (1999) observait que les Inuit qui désiraient demeurer au Sud étaient principalement celles et ceux qui y avaient grandi, qui y avaient leur famille ou encore qui menaient des études supérieures prolongées, les participant·e·s ayant passé une grande partie de leur vie à Montréal étaient tout de même divisés quant à leur futur. Si la plupart projettent demeurer au Sud, trois d'entre eux partageaient leur projet de s'installer au Nord, dès que l'opportunité se présenterait. Ces dernier·ère·s faisaient partie des Inuit qui affirmaient avoir le sentiment que leur chez-soi est au Nord. Par exemple, un Inuk habitant Montréal depuis plusieurs années dit y retourner souvent en visite, et qu'il y retournerait plus souvent encore, si ce n'était une question de temps et d'argent. Le Nord lui manque, et surtout sa famille qui y vit, dit-il, et malgré son attachement pour Montréal et le fait que ses proches y résident, il dit songer à retourner habiter au Nord. « *I've always had it in my mind* », dit-il, « *I want to move up North at some point. I just don't know when. Could be soon, might not be* »; cela dépendra de l'emploi, poursuit-il. Il souhaite retourner dans sa communauté pour passer du temps avec sa famille, aller camper, manger du *country food* et réapprendre l'inuktitut. Retourner vivre au Nord lui permettrait de renouer avec la culture inuit, dit-il: « *I don't know a lot of the hunting or like making skills that I would like to know, which also is one of the reasons I want to move back* ». De même, deux autres Inuuk ayant grandi à Montréal avaient pour plan de travailler et de s'installer au Nord dans un avenir rapproché, témoignant comment les études peuvent constituer « un tremplin pour l'engagement social » (Vaudry-Gauthier 2013, 107) dans les communautés nordiques. « *I've always wanted to be a teacher in Kuujuaq because I didn't have any Inuit teachers while I was in elementary* », expliquait cette femme ayant vécu au Nord et au Sud, « *So I wanted to be an Inuk teacher in elementary, from the community [...] I wanted to make sure I was one of those teachers that came from the South to the North, like all the other teachers* ». Elle partageait que le Nord lui manquait, le *country food*

qu'elle n'arrive pas à trouver assez souvent à Montréal, mais aussi l'esprit de communauté au Nord : « *up north, the community connected all the time. [...] There were events that brought people to the same location where you get to see almost everybody from the community* ». Une autre Inuk ayant vécu une majeure partie de sa vie au Sud, expliquait ressentir que son chez-soi était au Nord. Elle a eu l'occasion d'y retourner pour la première fois depuis son enfance il y a quelques années, et y a revu sa famille : « *It's the type of relationship, like when you go back, they're gonna be at the airport to wait for you. [...] As if I never left* ». Bien qu'elle ait un emploi stable qu'elle aime au Sud, elle souhaite déménager au Nord, et espère que des possibilités s'ouvriront en ce sens : « *I'm trying to look for a job where I would have potential to go back up North. So I'm just waiting, I'm kind of pending, stand by, waiting for a good opportunity to hop on it.* »

Deux participant·e·s affirmaient finalement qu'elles ne retourneraient pas vivre au Nord dans un avenir proche, mais qu'elles l'envisagent pour leur retraite : « *when I retire I'm planning to go home, I'm not planning to stay in the city, I don't want to be an old lady living in the city [...] Even though there's problems there right now, but I hope they do something about it. It's not easy up North* ». Les Inuit qui se projettent vivre au Nord convenaient que plusieurs aspects de la vie urbaine leur manqueraient : leur travail, et leur famille qui vit au Sud, mais aussi les spectacles, les événements et les expositions artistiques, ou encore une bonne connexion internet : « *I'd probably miss the south a little bit because I've been here for so long, I'd probably get home sick the other way around* ».

### **5.5.3 « *It's mixed emotions, I want to go back but I want to stay here* » : être ambivalent·e**

Plusieurs participant·e·s partageaient une ambivalence quant à retourner vivre un jour au Nord, en raison du contexte nordique. Une participante habitant Montréal depuis de nombreuses années explique que pour elle, « home » est autant au Nord qu'au Sud : « *cause my heart is still in [my community] but my heart is here as well* ». Questionnée sur ses aspirations résidentielles, elle se dit ambivalente : « *it's mixed emotions. I want to go back but I want to stay here* ». Tout comme les participant·e·s qui souhaitaient demeurer au Sud, plusieurs des participant·e·s qui se disaient ambivalent·e·s, comme cette Inuk, se situaient dans un moment de leur parcours de vie impliquant des facteurs d'ancrage importants à Montréal — devenir parent, avoir un emploi stable — ou habitaient la ville depuis assez longtemps pour y avoir tissé un réseau de relations dont il leur

serait difficile de s'éloigner. La présence d'un cercle social et les êtres chers qui y vivent semblent ainsi un facteur d'ancrage important à Montréal. Même s'il se projetait retourner au Nord, un participant expliquait qu'ayant une conjointe à Montréal, « *I'm kind of tied around because of that* ». Aussi, si le bien-être et le développement de leurs enfants poussent plusieurs femmes inuit à s'installer dans les centres urbains du Sud (Quintal-Marineau et Pauktuutit 2020, Saturviit 2015), l'inverse semblait s'observer chez des participantes rencontrées qui avaient grandi au Sud et qui étaient maintenant mères à leur tour. Le bien-être de leurs enfants était explicitement évoqué par ces femmes comme proscrivant un retour au Nord, en raison, nous l'avons vu, de l'insécurité alimentaire, mais aussi d'un manque de services spécialisés dans le développement de l'enfant. Un jeune homme exprimait lui aussi cette préoccupation : « *I would rather be up North. I'm still trying to figure out if I'm going to have my family here or up there. But I would overall rather live up North. [...] But for my future family, my children's education, I want to have more over here [in the South]* ».

Dans l'ensemble, les participant·e·s étaient divisé·e·s quant à retourner habiter au Nord : certain·e·s sont catégoriques sur le fait qu'elles n'habiteraient pas ailleurs que dans le Sud, et d'autres projettent de s'établir au Nord. Pour tous et toutes, cette réflexion quant à leur avenir résidentiel semblait sous-tendue par la recherche d'un chez-soi sécuritaire, d'un contexte social, relationnel, culturel, économique et structurel dans lequel elles pourraient s'épanouir, ainsi que leur famille. Les propos recueillis semblent aussi pointer vers certains facteurs d'« enracinement » dans la ville. D'une part, les Inuit qui se sont installé·e·s à Montréal pour les perspectives de carrières que la ville leur offrait semblaient plus désireux d'y demeurer lorsque leur réseau professionnel y est développé et que leur carrière s'y stabilise ou y progresse. De même, les Inuit appréciant la vie urbaine du Sud, et qui affirment « *I'm a self-proclaimed city girl* » ou être des « Inuk urbain·e », souhaiteront vraisemblablement y demeurer. D'autre part, pour les femmes inuit rencontré·e·s qui avaient des enfants, le bien-être de ceux-ci semblait un facteur important dans leur décision de demeurer au Sud, tout comme les liens sociaux et affectifs semblent aussi créer un attachement physique à Montréal. La relation entretenue au Nord et au chez-soi semble un aspect crucial des parcours résidentiels qu'il faudra explorer davantage.

## **Conclusion de chapitre**

Ce premier chapitre de résultats a exploré différents aspects et temporalités de parcours résidentiels d'Inuit montréalais·e·s, à commencer par les motifs et les parcours de vie qui sous-

tendent leur présence dans la métropole. Les témoignages recueillis corroborent les facteurs d'attraction (éducation, accès aux ressources, emploi) et les facteurs d'exodes (conditions socioéconomiques et lacunes structurelles dans les communautés nordiques) identifiés par la littérature, auxquels s'ajoute l'attrait pour la vie urbaine et les possibilités qu'elle offre comme facteur d'établissement à Montréal. Les Inuit montréalais·e·s dont les expériences de logement ont été rapportées dans ce chapitre semblaient tous et toutes bénéficier d'une sécurité résidentielle, et plusieurs se disaient satisfait·e·s de leur logement et se sentir confortable dans leur quartier. Les situations de logement des participant·e·s étaient toutefois diverses — la majorité était locataire, mais certain·e·s avaient les ressources financières pour acquérir un condo — et reflétaient leurs différentes situations économiques et d'emploi. La composition des ménages et les secteurs de résidence sont tout aussi variés chez les participant·e·s. On remarque cependant qu'en dépit de leur dispersion résidentielle à travers la région métropolitaine montréalaise, il est possible d'identifier certains secteurs « plus stratégiques » qui semblent attirer davantage les Inuit à l'emploi ou étudiant·e·s, à cause de la présence de longue date d'employeurs inuit importants, notamment à Dorval, Lachine, Lasalle, Verdun et Saint-Laurent. De même, si la proximité du lieu d'étude ou de travail semble importante dans la localisation résidentielle des participant·e·s, d'autres facteurs influenceraient aussi leurs choix, soit l'abordabilité, la possibilité d'habiter avec ou à proximité de leurs relations, mais aussi des préférences pour les caractéristiques d'un quartier, sa quiétude, sa sécurité, le mode de vie qu'il offre ou les habitudes qui y sont ancrées. Dans une compréhension large de l'habiter, de l'habitat comme un lieu pratiqué dans et alentour du logement, l'appropriation de la ville à différentes échelles a été discutée brièvement, à partir de la cartographie de leur quotidien que révélaient les participant·e·s, ainsi que leurs habitudes de mobilité. Sur ce dernier point, il a été identifié que l'abordabilité des transports en commun et les longs trajets domicile-travail pouvaient constituer un enjeu, notamment pour les femmes ayant des enfants à charge.

Les aspirations résidentielles des participant·e·s ont finalement été abordées, ainsi que le rapport qu'elles entretenaient à l'Inuit Nunangat et à un possible (ré)emménagement au Nord. Des participant·e·s se projetaient habiter au Nord, dans un futur proche ou éloigné, y travailler afin d'avoir un engagement social auprès des Inuit et de renouer avec le territoire, leurs proches et la culture inuit. Tout en ayant la plupart du temps un fort attachement pour ce territoire, d'autres se disaient cependant indécis·e·s, ou souhaitaient poursuivre leur vie à Montréal, en raison notamment du contexte socioéconomique nordique — les relations sociales négatives, l'insécurité alimentaire et l'insécurité résidentielle étant des freins majeurs évoqués par les participant·e·s.



Les entretiens laissaient en outre paraître comment différents éléments semblent être des facteurs d'ancrages importants dans la métropole, notamment un emploi stable ou des perspectives de carrière stimulantes, mais aussi le souci des parents face au bien-être de leurs enfants, et la présence d'un réseau social et d'être chers dont il serait difficile de s'éloigner. La composition relativement jeune du groupe de participant·e·s et le fait que la plupart avaient vécu une majeure partie de leur vie dans le Sud a aussi certainement une influence sur ces aspirations résidentielles : bien que le grand nombre d'années de résidence dans le Sud implique certes des facteurs d'enracinement, plusieurs de ces jeunes adultes se trouvaient en début de carrière ou se situaient dans des moments charnières de leur parcours de vie. Le prochain chapitre explorera maintenant les formes de l'insécurité résidentielle vécue à Montréal par certain·e·s des Inuit rencontré·e·s et ses sources.

## CHAPITRE 6 : INSÉCURITÉ RÉSIDENIELLE, OBSTACLES ET DÉFIS SPÉCIFIQUES DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT

Le chapitre 5 rapportait des situations résidentielles relativement stables à Montréal. Néanmoins, les entretiens réalisés dans le cadre de l'enquête QS ont aussi exposé l'insécurité résidentielle que peuvent vivre les Inuit montréalais·e·s, parfois en dépit de situations d'emploi et financière stables. Trois des dix-sept participant·e·s ne jouissaient pas d'un logement au moment des entretiens et faisaient face à une insécurité résidentielle plus ou moins aiguë : l'une vivait temporairement avec son enfant dans un refuge en attendant de se trouver un logement, tandis que les deux autres se logeaient temporairement via leur réseau social (*couchsurfing* ou sous-location temporaire). Si pour la première, cette situation s'accompagnait d'une précarité économique, les deux autres avaient un emploi et un revenu stable, mais peinaient tout de même à se trouver un logement sur le marché résidentiel montréalais. Il apparaît à la lumière de ces témoignages que même en ayant un emploi et un revenu qu'elles considèrent suffisant pour subvenir à leurs besoins, des Inuit éprouveraient des enjeux de logement. Ces expériences témoignent des diverses formes et degrés que l'insécurité résidentielle peut prendre pour les Inuit travaillant ou étudiant à Montréal et jettent un éclairage sur les obstacles et défis que les Siqinirmiut peuvent rencontrer dans leur accès au logement.

Ce chapitre en trois sections discutera d'abord de quatre formes que peut prendre l'insécurité résidentielle pour les travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit à Montréal : (1) l'itinérance (2) le logement inadéquat, (3) le logement inabordable, (4) le manque de sécurité. Seront ensuite abordées les interrelations entre l'insécurité résidentielle et les différentes formes d'insécurité vécues dans les parcours de vie plus largement; et notamment comment l'insécurité résidentielle est liée à l'insécurité d'emploi, financière et dans le parcours relationnel. Enfin, si les insécurités vécues dans les parcours de vie des participant·e·s peuvent ou ont pu contribuer à leur insécurité résidentielle ou la renforcer, il importe de visibiliser les sources systémiques de ces insécurités et de l'exclusion du logement. La dernière partie de ce chapitre explicitera comment l'insécurité résidentielle est le résultat de processus de précarisation économique et sociale qui affectent de manière inégale certaines populations. Cette dernière section explorera comment l'intersection du capitalisme et du colonialisme module l'accès au logement des Inuit à Montréal. Si certains éléments systémiques précarisent de manière générale la population montréalaise à faibles revenus, nous aborderons dans cette section les obstacles et les défis spécifiques auxquels font

face les Inuit travaillant ou étudiant à Montréal dans l'accès et le maintien d'un logement sûr, de qualité et abordable.

## **6.1 Insécurité résidentielle**

### **6.1.1 Définition de l'insécurité résidentielle**

Les organisations inuit locales et nationales revendiquent l'accès pour les populations inuit à des logements sûrs, abordables, appropriés, de qualité et de taille adéquate (Tungasuvvingat Inuit 2016; Inuit Tapiriit Kanatami 2014; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022b). Dans son rapport sur les déterminants sociaux de la santé inuit au Canada, l'Inuit Tapiriit Kanatami définit un logement adéquat comme un logement abordable (représentant moins de 30 % du revenu avant impôts), qui ne nécessite pas de réparations majeures et qui n'est pas surpeuplé (Inuit Tapiriit Kanatami 2014), trois éléments qui font écho aux normes d'acceptabilité du logement concernant la qualité, la taille et l'abordabilité du logement de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL). L'Association des femmes inuit du Canada Pauktuutit milite pour l'accès au logement sûr, abordable et culturellement approprié pour les femmes inuit et leurs familles (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022b) et identifie le sens du chez-soi et le sentiment de sécurité comme des éléments importants de l'expérience résidentielle en milieu urbain (2017). De même, les organisations inuit urbaines qui joignent leurs efforts en vue d'une *National Urban Inuit Strategy* visent quant à elles à ce que « Inuit in urban centres are able to access appropriate and safe housing » (Tungasuvvingat Inuit 2016, 2). Au regard de ces revendications, une compréhension large de l'insécurité résidentielle a été adoptée dans le cadre de cette recherche dans l'analyse des situations de logement rapportées par les participant·e·s. L'insécurité résidentielle est ici conçue comme un continuum de situations où une personne ou un ménage ne bénéficie pas d'un logement stable, sûr, abordable, de qualité et de taille adéquate pour ses besoins. Cet ensemble de situations, vécues de manière circonstancielle ou dans la durée, peut avoir des conséquences sur la santé physique et mentale, le bien-être et la participation sociale, économique et culturelle (Hulse et Saugeres 2008). Notre définition de travail de la notion d'insécurité résidentielle mobilise les dimensions de l'insécurité résidentielle identifiées par Hulse et Saugeres (2008) dans leurs travaux portant sur le logement locatif, et s'inspire de la définition

large de l'itinérance de l'Observatoire canadien sur l'itinérance (2012)<sup>71</sup>. Les données recueillies pour la présente recherche permettent d'aborder quatre formes de l'insécurité résidentielle dans les parcours résidentiels d'Inuit à Montréal : l'itinérance, le logement inadéquat, le logement inabordable, ainsi que le manque de sécurité et le manque d'intimité. D'abord, à l'instar d'autres recherches s'étant intéressées au logement et à l'itinérance autochtone et inuit en milieu urbain (Belanger, Awosoga et Head 2013; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2017), une définition large de l'itinérance a été mobilisée, comme décrivant une variété de situations d'hébergement où un individu ou une famille « n'a pas de logement stable, sécuritaire, permanent et adéquat, ou qui n'a pas de possibilité, les moyens ou la capacité immédiate de s'en procurer un » (OCI 2012, 1). Au-delà de l'itinérance « absolue » (définissant la situation de personnes sans abri ou utilisant les refuges d'urgence), une telle définition permet de prendre en compte des formes d'itinérance invisibilisées et dites « cachées », où une personne se loge provisoirement, chez des proches ou dans des locations à court terme, et sans possibilité de permanence (OCI 2012). À cet effet, Pauktuutit (2017) relatait comment le fait d'élargir la définition de l'itinérance permettait de saisir l'ampleur réelle de cette problématique chez les femmes inuit en milieu urbain :

*[...] when we offered an alternative definition of homelessness that encompassed “relative homelessness” experiences such as having a place to stay but lacking security and quality (Eberle, et al. 2009) or “hidden homelessness” where people live with others on a temporary basis (May 2009; Peters and Kern 2016), nearly all women [met for the research] had at some point been homeless. (Pauktuutit 2017, 20).*

Ensuite, le logement inadéquat décrit un ensemble de conditions de logement impropre à l'habitation ou pouvant compromettre le bien-être ou la santé de ses occupant-e-s, notamment la mauvaise qualité physique du logement, son besoin de réparations ou son insalubrité (présence importante de moisissures ou de vermine, chauffage ou alimentation en eau inadéquats) (OCI 2012).

Un logement inabordable est quant à lui un logement dont le coût de résidence dépasse 30% du revenu total avant impôt du ménage qui l'occupe (aussi défini comme le taux d'effort) (Statistique Canada 2017c). L'abordabilité du logement est un aspect crucial de la sécurité résidentielle, tant

---

<sup>71</sup> Cette conception de l'insécurité résidentielle comme d'un continuum s'inspire de la conception élargie de l'itinérance adoptée par l'Observatoire canadien sur l'itinérance (2012) qui intègre dans sa typologie autant les situations des personnes sans abri ou utilisant les refuges d'urgence (itinérance « absolue»), que celles des personnes « logées provisoirement » et sans garantie de permanence (itinérance « cachée »), mais aussi celle des personnes « logées de manière précaires » et considérées comme « à risque d'itinérance ».

dans l'accès au logement (au regard de la disponibilité des logements abordables et adéquats sur le marché privé et de la disponibilité d'alternatives sociales), que dans l'abordabilité continue, soit la capacité d'un ménage à se maintenir dans ce logement et d'absorber les hausses potentielles de loyer.

Enfin, deux dimensions supplémentaires et interreliées de l'insécurité résidentielle ont été considérées, soit le manque de sécurité et le manque d'intimité, tel qu'identifié par Hulse et Saugeres (2008). Selon ces chercheuses, le manque de sécurité peut être lié aux violences domestiques et aux relations abusives vécues au sein du foyer mais aussi concerner la relation entretenue avec le voisinage ou les propriétaires, tandis que le manque d'intimité se rapporte aux comportements intrusifs ou harcelants de voisin·e·s ou de propriétaires, mais aussi au surpeuplement ou à la cohabitation non désirée, qui entraînent un sentiment d'invasion de l'intimité pouvant éroder le sentiment de sécurité résidentielle.

Ces différentes situations sur le continuum de l'insécurité résidentielle traduisent des besoins plus ou moins aigus en matière de logement. De concevoir l'itinérance et le logement précaire sur un même continuum rend explicites la vulnérabilité des ménages logés de manière précaire et le fait qu'une personne puisse vivre plus d'une forme d'insécurité résidentielle<sup>72</sup>.

### **6.1.2 Les formes que prend l'insécurité résidentielle dans les parcours des participant·e·s**

Trois participant·e·s vivaient des situations plus ou moins aiguës d'insécurité résidentielle lorsque l'équipe du projet QS les a rencontré·e·s. Leurs situations socioéconomiques diverses permettent

---

<sup>72</sup> Cependant, une telle conceptualisation de l'insécurité résidentielle et de l'itinérance, centrée sur la situation de logement, tend à ne refléter que les dimensions matérielles de l'insécurité résidentielle et à évacuer les dimensions sociales, culturelles et spirituelles de l'itinérance autochtone (voir [Thistle 2017](#)). Nombre de voix du milieu communautaire et de la recherche autochtone ont en effet souligné que les conceptions occidentales de l'itinérance, principalement comme d'une absence de logis, ne permettent pas une compréhension holistique de l'itinérance autochtone (Peters et Christensen 2016, 2). Tout en reconnaissant que l'itinérance inuit, au-delà de l'absence d'un logement sûr, adéquat et abordable, est « le résultat d'une colonisation et d'un racisme historiques élaborés et continus » (Thistle 2017) et des traumatismes intergénérationnels qui découlèrent de celle-ci, ni les objectifs de cette recherche ni les données recueillies ne nous permettent d'analyser les causes et significations complexes de l'itinérance inuit. Nous laissons à d'autres le soin d'explorer, depuis des perspectives autochtones et expérientielles (Lindstrom et Belanger 2016), ce que l'anglais permet de faire émerger entre les notions de « *houselessness* » et de « *homelessness* ». Les expériences de l'itinérance et de l'insécurité résidentielle seront abordées dans ce mémoire depuis une perspective matérielle centrée sur l'accès au logement adéquat.

d'illustrer comment la stratification qui existe au sein du groupe hétérogène des « travailleur·se·s et étudiant·e·s inuit montréalais » se reflète aussi dans l'insécurité résidentielle.

« *Me and my [child], we are kinda homeless right now* », explique une première Inuk sans logis depuis plus d'un mois et hébergée temporairement dans un refuge avec son enfant, en attendant de trouver un logement. Mère monoparentale, elle avait quitté son précédent logement, car il était insalubre; « *I've been doing everything on my own* », explique-t-elle. Le récit de ses conditions suggère qu'elle fait aussi face à une précarité économique en raison de ses faibles revenus : bénéficiaire de l'aide sociale, cela ne suffit pas pour subvenir à ses besoins et à ceux de son enfant. Si elle n'est pas la seule à se décrire comme étant « *homeless* », la situation résidentielle de cette Inuk est de loin la plus précaire parmi les participant·e·s. Elle avait bénéficié du soutien d'une organisation communautaire desservant les populations autochtones dans ses démarches pour trouver un emploi, ainsi qu'une garderie, mais sa recherche de logement demeurait infructueuse : « *I have a month to stay here [at the shelter]. After that, I don't know what I'm gonna do. If I don't find an apartment, I'm gonna go look at the hotel* ».

Une seconde Inuk se trouvait elle aussi sans logis depuis quelques semaines au moment des entretiens. Elle avait dû quitter son précédent logement fourni par la Commission scolaire Kativik lorsque ses études avaient pris fin et elle avait ensuite passé quelque temps au Nord; depuis son retour à Montréal, elle était en recherche de logement :

*Now, I don't live anywhere. I live nowhere. I got to the point where I was living in my car. I rented an apartment. I sublet an apartment from my friend [...] I'm freaking out. And the rents are expensive. And then, for example, I'm being discriminated against, like a lot.*

Incapable de sécuriser un logement sur le marché privé, cette participante vit elle aussi de l'insécurité résidentielle, même si, contrairement à la participante précédente, elle dit s'en sortir « super bien financièrement » et avoir des économies. Confrontée aux prix élevés des appartements en location, et à la discrimination des propriétaires qu'elle relate subir, sa recherche de logement est ardue.

Au sujet de sa situation résidentielle, un troisième participant affirmait : « *Um, I guess technically I'm homeless right now. I'm couch surfing, yeah, looking for an apartment* ». Résidant à Montréal depuis plusieurs années, ce travailleur y a eu plusieurs colocations. Présentement sans logement, il est hébergé temporairement par des ami·e·s ou a recourt à des sous-locations de courte durée, durant ses recherches : « *So I've moved three times in the past week. And I'm moving again this*

*Saturday [...] Sublet for three weeks, and then I have to find another place* ». Ce participant rapportait une grande instabilité résidentielle; « *personally, the housing situation is not at the greatest* », déplore-t-il. Or, il a un emploi et un bon réseau social dans la ville, sur lequel il dit pouvoir compter. Tout comme la participante précédente, l'insécurité résidentielle vécue par ce travailleur est intrinsèquement lié à une incapacité à sécuriser un logement abordable dans le contexte tendu du marché locatif privé montréalais. « *It seems just gotten worse in the city* », dit-il en faisant référence au contexte du logement difficile dans la métropole.

Les parcours de ces trois participant·e·s aux situations socioéconomiques diverses témoignent des formes que peut prendre l'insécurité résidentielle pour les travailleur·se·s et les étudiant·e·s à Montréal — itinérance, logement inadéquat, logement inabordable, manque de sécurité — et comment ces différentes formes d'insécurités peuvent se cumuler et fluctuer dans un même parcours.

#### 6.1.2.1 « *Technically I'm homeless right now* » : *Itinérance absolue et itinérance cachée*

L'itinérance est une expérience commune à ces trois participant·e·s, bien qu'elle prenne des formes différentes. La première participante vivait une situation d'itinérance « absolue » et utilisait les services d'hébergement d'un refuge en attendant de se trouver un logement. Les deux autres participant·e·s se trouvaient dans une situation d'itinérance « cachée » (OCI 2012) et enchaînaient des hébergements provisoires : alors que l'une disait en être venue à dormir dans son auto, illes sous-louaient des appartements à court terme sans possibilité de permanence, ou encore étaient logé·e·s provisoirement chez des proches (un phénomène couramment appelé « *couchsurfing* »). Les expériences de ces trois Inuit témoignent que si l'itinérance peut être vécue durant la période de transition dans les centres urbains (Pauktuutit 2017), des Inuit vivant dans la métropole depuis plus d'une dizaine d'années peuvent aussi en faire l'expérience. De plus, alors que l'itinérance a été principalement documentée comme une problématique sociale qui affecte à Montréal les Inuit plus marginalisé·e·s ou vivant de la précarité socio-économique (Dessureault 2015; Kishigami 2015; Kishigami 1999), les données recueillies dans le cadre de cette recherche exposent que l'itinérance sous ses diverses formes peut aussi faire partie des parcours résidentiels de travailleur·se·s plus ou moins précaires financièrement et même d'étudiant·e·s inuit. En effet, une participante relatait avoir vécu un épisode d'itinérance absolue durant ses études : alors qu'elle habitait Montréal depuis quelques années, elle s'était retrouvée sans logement à la suite d'une séparation et avait terminé sa session dans un refuge.

Les constats concernant cette première forme d'insécurité résidentielle se déclinent ainsi en trois situations distinctes, mais toutes également préoccupantes. Premièrement, comme l'illustre le cas de cette mère Inuk à faibles revenus, l'itinérance peut être vécue par des travailleur·se·s inuit faisant partie du segment le plus précarisé de l'emploi. Deuxièmement, ceci est également vrai pour les étudiant·e·s inuit, comme le met en lumière le parcours de cette Inuk ayant vécu une période d'itinérance durant ses études dans la métropole. Troisièmement, l'itinérance cachée peut être vécue par des Inuit à l'emploi qui, bien qu'illes disposent d'un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins, ne parviennent pas à sécuriser un logement dans le marché privé montréalais, en raison du prix élevé des loyers et de la rareté des logements disponibles, mais aussi potentiellement de la discrimination à laquelle illes sont confronté·e·s. S'il importe d'insister sur le fait que les trois participant·e·s n'avaient pas une expérience uniforme de l'itinérance (et que, comme nous y reviendrons subséquemment, leur expérience de l'insécurité résidentielle est modulée par leurs ressources économiques et sociales), leurs expériences illustrent comment l'itinérance peut affecter divers segments de la population inuit à Montréal. Finalement, quelques constats supplémentaires peuvent être avancés à la lumière de ces témoignages. Ces parcours mettent en lumière comment les périodes de transition entre deux logements peuvent constituer des moments de précarisation du parcours résidentiel et même résulter en une situation d'itinérance. En ayant dû quitter leur précédent logement sans réussir à sécuriser un nouveau logement, ces trois Inuit vivaient le processus de recherche de logement comme une situation précaire et stressante. Si l'itinérance était une condition temporaire pour ces trois participant·e·s au moment des entretiens, cette forme d'insécurité résidentielle semble être plus récurrente dans les parcours résidentiels de certain·e·s, qui ont révélé avoir vécu plus d'un épisode d'itinérance, entrecoupé de résidences plus stables, témoignant de la nature dynamique de l'expérience de l'insécurité résidentielle. Ces situations d'itinérance absolue et cachée sont intrinsèquement liées aux deux autres formes d'insécurité résidentielles que nous abordons maintenant, soit le logement inadéquat et l'inabordabilité financière du logement.

6.1.2.2 « *We told the landlord we wanted to leave because there was mice and it was cold during the winter* » : logement inadéquat

La seconde forme d'insécurité résidentielle présente dans les parcours est liée à l'occupation d'un logement de qualité inadéquate. Alors qu'à Montréal, 22% des ménages inuit habitent un logement qui nécessite des réparations majeures, soit une proportion presque trois fois plus élevée que les ménages montréalais en général (8%) (Landry 2020, d'après Statistique Canada



2016), le témoignage de cette participante ayant quitté son précédent logement pour cause d'insalubrité atteste comment les Inuit peuvent être confronté·e·s à Montréal à des situations de logement insalubre. L'itinérance vécue par cette Inuk vivant de faibles revenus était liée au fait qu'elle avait quitté le logement insalubre et mal chauffé qu'elle habitait auparavant : « *we told the landlord we wanted to leave because there was mice... and it was cold during the winter time* », explique-t-elle. Au Québec, le locateur d'un logement est responsable du chauffage du logement loué et doit assurer à son locataire une température ambiante adéquate toute l'année. La présence significative d'animaux indésirables fait quant à elle partie des indicateurs d'une situation d'insalubrité résidentielle reconnus par l'Institut national de Santé publique du Québec comme pouvant potentiellement porter atteinte à la santé des occupants s'ils ne sont pas corrigés (INSPQ 2017). On peut penser que ces conditions étaient vécues de manières assez intenses si cette participante a choisi de quitter leur logement à cause de celles-ci et il y a matière à penser que cette femme ne s'y sentait plus en sécurité ou craignait pour son bien-être ou celui de son enfant. Les ménages socioéconomiquement précarisés et logés de manière précaire « en raison de difficultés externes, de la pauvreté, de la discrimination, d'un manque d'autres logements disponibles et abordables, et/ou de l'état inadéquat de leur logement courant » sont considérés par l'OCI comme étant « à risque d'itinérance » (OCI 2012) et l'expérience de cette participante en atteste. En quittant un logement insalubre pour tenter d'améliorer leurs conditions de logement à elle et son enfant, elle s'est butée à un manque d'options abordables et, d'une situation de logement inadéquat, elle s'est retrouvée en situation d'itinérance. Son expérience illustre aussi comment, pour les ménages à faibles revenus et plus à même de vivre de la discrimination, les enjeux de logement inadéquat et d'inabordabilité du logement peuvent être vécus simultanément et culminer en leur insécurité résidentielle. À Montréal, les locataires à faibles revenus ou racisé·e·s sont souvent surreprésenté·e·s dans le segment du marché moins dispendieux où les logements sont moins bien entretenus, car faute d'autres options abordables, ils sont contraints de s'y loger. À ce sujet, la Ligue des droits et libertés rapportait lors de la Consultation publique sur le racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal que « certains quartiers où l'on retrouve une forte proportion de populations d'immigration récente ou appartenant à des groupes racisés détiennent un triste record en ce qui concerne les logements insalubres, mal entretenus, difficiles à chauffer l'hiver et à tempérer l'été » (Office de consultation publique de Montréal 2020, 79).

### 6.1.2.3 « Rents at \$1400, \$1500, I can't afford that » : Logement inabordable

Les problèmes d'abordabilité du logement constituent une troisième forme d'insécurité résidentielle, commune dans les parcours de ces trois participant·e·s. La définition de l'abordabilité des logements fait l'objet d'un débat entre deux visions, l'une situant l'abordabilité en fonction des prix du marché et l'autre en fonction des revenus des ménages locataires. En accord avec la seconde vision, une conception de l'abordabilité du logement centrée sur la capacité de payer des ménages locataires, en fonction de leurs revenus et sans compromettre leurs besoins de base est ici préconisée. Il est évident que les faibles revenus de la participante hébergée dans un refuge représentent un obstacle majeur à son accès à un logement adéquat, d'autant plus qu'elle ne bénéficiait d'aucune subvention de l'État au loyer. Les deux autres Inuit vivant de l'insécurité résidentielle au moment des entretiens étaient à l'emploi, mais étaient tout de même explicites sur l'enjeu que représentait pour eux aussi le coût élevé des loyers montréalais dans leur recherche de logement. Les loyers des appartements disponibles sont trop chers pour leurs moyens, tandis que les logements qui leur seraient abordables sont très convoités, ou encore sont situés loin du secteur où est ancré leur quotidien. Alors que l'un affirme que les seuls logements disponibles étaient situés à une heure de transport de son travail, la seconde relate ainsi son processus difficile de recherche sur un marché où le taux d'inoccupation est faible et la compétition, très forte :

*I've applied to all kinds of apartments. Landlords don't even answer my emails, you know, because it's all full, like, all taken. Or else it's like rents at \$1400, \$1500, I can't afford that.*

À la lumière de ces témoignages et de la littérature, on peut aussi avancer que les ménages inuit composés d'une seule personne, et en particulier les mères monoparentales, pourraient faire face à des enjeux accrus d'abordabilité du logement sur le marché montréalais. Ces participant·e·s qui éprouvaient des problématiques d'abordabilité sur le marché du logement montréalais étaient tous·tes l'unique soutien du ménage et devaient assumer seul·e·s les coûts d'un logement et pour l'une, ceux de la parentalité. À Montréal, les coûts moyens respectifs d'un studio, d'un 2 ½ et d'un 3 ½ étaient au moment des entretiens en 2019 de 655\$, 754\$ et 855\$ (SCHL 2020)<sup>73</sup>, des coûts qu'il est difficile d'assumer seul·e, même en travaillant à temps plein au salaire minimum, et qui

---

<sup>73</sup> Le rapport sur le marché locatif de la SCHL prenant en compte l'ensemble du stock locatif (appartements occupés et disponibles); le prix des loyers sur le marché tend à être sous-estimé. Dans les faits, les loyers des appartements mis en locations sont plus élevés, comme l'ont révélé l'enquête du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ 2020), qui relevait un écart de plus de 30% avec les données des loyers moyens publiées par la SCHL.

continuent d'augmenter. Plus encore, au vu de la faible disponibilité des grands logements à Montréal, il pourrait être plus difficile pour les familles inuit comptant de nombreux enfants de trouver un logement abordable et adéquat pour leurs besoins, et surtout dans une situation de monoparentalité — le taux d'occupation des appartements disponibles en location de trois chambres et plus était en 2019 de 0,7%, et il en coûtait en moyenne 1070\$ mensuellement pour s'y loger (SCHL 2020). L'enjeu de l'abordabilité du logement est ainsi intrinsèquement lié d'une part aux ressources économiques d'un ménage — et, comme nous le verrons dans la section suivante, à l'emploi — mais aussi plus largement au contexte économique et du logement ayant cours à Montréal et qui se traduit en une érosion de l'abordabilité. La nature systémique de l'enjeu de l'abordabilité du logement sera discutée dans la troisième section de ce chapitre, alors que ce dernier sera replacé dans le contexte montréalais du logement marqué par une hausse du coût des loyers et la rareté des logements abordables, une conjoncture qui affecte grandement la capacité à se loger des ménages à plus faibles revenus, mais aussi, dans une certaine mesure, celle des ménages à revenus moyens.

#### *6.1.2.4 Manque de sécurité et manque d'intimité : des dimensions genrées de l'insécurité résidentielle*

Finalement, le manque de sécurité et le manque d'intimité, tant dans le logement que dans l'environnement résidentiel, constituent deux dimensions importantes de l'insécurité résidentielle, particulièrement chez les femmes (Hulse et Saugeres 2008). Il a été vu qu'au Nord, ces dimensions de l'insécurité résidentielle sont souvent connectées, alors que le surpeuplement induit par la pénurie de logements y est identifié comme un important vecteur des violences familiales et interpersonnelles et de la détresse psychologique. En retour, l'insécurité vécue dans l'espace domestique au Nord est un des facteurs incitant les femmes inuit à quitter leurs communautés pour les villes du Sud, à l'instar de la mère d'une des participantes. Parallèlement, la littérature semble aussi indiquer que dans les villes du Sud, les conditions de logement des Inuit sont généralement meilleures, et que les Inuit habitant Montréal auraient accès à plus de logements disponibles : « *while women living in Nunavik are cramped together in very few houses, those living in Montreal usually have more options and more space* » (Saturviit et Laneuville 2015, 26). À Montréal, aucun·e participant·e n'a rapporté un manque de sécurité dans le logement, ni un manque d'intimité ou le fait de vivre dans un logement de taille inadéquate pour les besoins de son ménage. Ce résultat peut être cependant le fait de la taille réduite du groupe de participant·e-s

qui ne permet pas de saisir une réalité qui peut être moins fréquente, ou à laquelle les Inuit en emploi ou aux études pourraient être moins exposé·e·s.

Ensuite, si les Inuit rencontré·e·s à Montréal qui bénéficiaient d'un logement semblaient généralement s'y sentir en sécurité, certaines participantes ont toutefois exprimé un sentiment d'insécurité ou d'inconfort à l'endroit de leur espace résidentiel plus largement. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, une participante rapportait avoir ressenti de l'insécurité dans son quartier, lorsqu'elle y avait emménagé; si elle dit que ce sentiment s'est estompé, elle évite encore certains secteurs plus défavorisés de son quartier, ainsi que les ruelles et les endroits sombres. L'inconfort que rapporte cette Inuk face à son lieu de résidence découlait également d'un manque d'intimité face aux intrusions répétées de ses voisins dans sa vie privée: « *the only, um, issue we have is our neighbours cause there's two neighbours that bother us all the time, well, like on a daily basis, to borrow money or to ask my boyfriend for a cigarette, so it's a little annoying* ». Bien que cela dépasse l'insécurité dans le logement au sens strict, dans la conception large de l'habiter comme se déployant à plusieurs échelles dans la ville qui a été adoptée au chapitre cinq, il semble pertinent de rapporter que nombre de femmes inuit rencontrées ont rapporté de manière plus générale, un sentiment d'insécurité en milieu urbain. Certaines disaient éviter d'être seules la nuit ou dans certains lieux, comme le centre-ville notamment. « *Obviously just being a woman, it's scary, being outside, in general, right? Like nighttime, just walking alone [...] Like I can't say that I don't feel unsafe downtown. I just don't like the atmosphere that lives downtown* », expliquait une participante. « *When I was still younger, I did stay out a little late, but as I get older I'm scared to stay too late* », affirmait quant à elle une femme plus âgée, « *because there's too many bad things happening out there, you know, especially in the city, you can't walk, even if you're a girl, you know, they'll watch your back. And I never know who's going to attack you [...]* ». Ce sentiment d'insécurité semblait lié pour plusieurs de ces femmes à la surexposition des femmes autochtones aux crimes violents. Aussi, les participantes faisaient-elles allusion à des événements traumatiques, la disparition d'une femme autochtone ou l'agression rapportée par une connaissance, pour expliciter ce sentiment d'insécurité : « *For a while, whenever I was walking alone, especially like after a couple of scares, I didn't like walking alone, even short distances from work to the Metro, because it's not very well lit.* »

Plus d'une femme rapportait aussi éviter le square Cabot ou le centre-ville, certaines pour se distancier des pratiques de consommation d'alcool et de drogue, mais plusieurs en raison d'une personne qui menace leur sécurité, ou encore des « prédateurs » qui cherchent à prendre avantage des Inuit. Faisant écho à l'expérience de ces participantes, Pauktuutit (2017) rapportait

que les femmes inuit ayant participé à leur étude décrivaient généralement elles aussi l'espace urbain comme « *unsafe* ». Une autre récente étude portant sur la victimisation avec violence et la perception à l'égard de la sécurité chez les femmes autochtones révélait que si ces dernières sont surreprésentées en tant que cibles de violence au Canada, elles sont aussi plus susceptibles de percevoir des indicateurs de problèmes sociaux<sup>74</sup> dans leur quartier que les femmes non-autochtones (Heidinger 2022). À cet effet, dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, une employée de Tungasuvvingat Inuit à Ottawa, expliquait que pour les femmes inuit qui s'installent dans le Sud, les seules options de logement abordable se trouvent souvent dans des quartiers présentant des niveaux accrus de violence et de présence policière, et citait l'exemple du quartier Vanier à Ottawa, qui, concentrant une forte population inuit, est aussi l'endroit de la province où le taux d'agressions sexuelles est le plus élevé et un quartier où la surveillance policière est permanente (ENFFADA 2019 vol a, 594). Selon elle, il faut replacer les difficultés d'accès des femmes inuit à des logements sûrs et abordables « dans un contexte colonial qui continue de compromettre la sécurité des femmes », alors que le grand nombre de femmes autochtones qui vivent dans des quartiers de familles à faible revenu où le taux de criminalité est élevé « illustre à quel point « la violence est recréée en fonction de la géographie » (ENFFADA 2019 vol a, 594). Au-delà d'un sentiment, l'insécurité des femmes inuit et autochtones est une réalité dramatiquement concrète en milieu urbain. Comme le rappelait Pauktuutit (2017), les milieux urbains sont prépondérants en tant qu'espace de violences envers les femmes autochtones<sup>75</sup> et, « à cause de leur exclusion spatiale et sociale, les femmes inuit [y] demeurent extrêmement vulnérables à toutes les formes d'abus et sont ciblées par les abuseurs » (Pauktuutit 2017, 32-33, traduction). Dans ce contexte social, à la suite des témoignages de nombreuses femmes et organisations autochtones, l'ENFFADA a exposé le lien avéré entre le manque d'accès à des logements sûrs et la violence à l'égard des femmes autochtones et comment, pour celles vivant en milieu urbain, « l'accès à un logement sûr et abordable représente toujours un problème qui les expose à un risque accru de violence » (2019

---

<sup>74</sup> Cette étude expliquait que les problèmes sociaux dans le voisinage (mesurés par des indicateurs comme des voisins bruyants, des gens attaqués en raison de leur origine ethnique ou de leur religion, ainsi que des gens qui consomment ou vendent des drogues) « sont associés à des taux de victimisation plus élevés et à des niveaux de satisfaction plus faibles à l'égard de la vie » mais ils sont aussi liés aux perceptions à l'égard de la sécurité dans le quartier, « y compris une crainte élevée au moment de marcher seul la nuit ou d'utiliser le transport en commun seul lorsqu'il fait noir » (Heidinger 2022, 15, traduction).

<sup>75</sup> Pauktuutit rapportait que selon le rapport de *Sisters in Spirit*, c'est dans un centre urbain que 70% des femmes et des filles autochtones ont disparues et que 60% des femmes autochtones assassinées avaient été retrouvées (Pauktuutit 2017).

vol a, 594). On ne peut insister davantage sur l'importance cruciale du logement comme facteur déterminant de la sécurité physique et sociale des femmes inuit à Montréal.

À la lumière des présentes données, le sentiment d'insécurité associé à l'espace urbain et alimenté par le climat social semblait un enjeu davantage genré et qui transcende les âges. Toutefois, si cette insécurité liée à la possibilité de vivre des violences était principalement exprimée par des femmes, la réalité sociale du racisme et les dynamiques qui en découlent — l'altérisation, l'ignorance, les préjugés, stéréotypes et questions récurrentes — sembleraient avoir un impact au-delà du genre sur le confort ressenti par les Inuit dans certains espaces de la ville. Un participant qui rapportait observer beaucoup d'ignorance, de méconnaissance de l'histoire coloniale et de racisme de la part des non-Autochtones affirmait que pour lui, être Inuk à Montréal, « *It feels like you're constantly an Other, an outsider [...] especially from Quebecois, I find a very common question I get is "what's your nationality? What's your background? What's your race?"*. Cette expérience de l'altérisation semble avoir un impact sur la relation que ce participant entretient à certains quartiers montréalais et influencer son sentiment de confort dans certains lieux. Il dit ainsi se sentir moins confortable et même éviter les quartiers où il remarque davantage être le seul non-Blanc. S'il se sent confortable en général au centre-ville, ainsi que dans les quartiers comme le Mile-End, Verdun et Saint-Henri, il ne se sent pas aussi confortable dans les secteurs qu'il cartographie comme « l'Est de Montréal » : « *It's more Hochelaga-Maisonneuve, I don't feel so great and I find the eastern Montreal, I don't feel so great. And I find that in the eastern Plateau [Mont-Royal] as well, I don't feel so happy.* » Il ressent un inconfort dans ces secteurs plus francophones et moins culturellement diversifiés et relate une expérience qui l'a marqué pour illustrer son sentiment, alors qu'il était attablé dans un café de la rue Laurier :

*[...] I noticed there was this old white guy, just looking at me and giving me this dirty look. So I just waved and smiled at him. And then I got up and I looked around and like, oh, um, everyone here is white. I don't see anyone here who's not white. [...] It took the guy staring at me for me to realize, wait a minute, I'm like the only person who's not visibly white in this I and then when I went down the street, I'm like, oh [...] I'm also the non-white person on the street. [...] Every time I go there, I hardly see any people of colour [...] so I felt like, okay, this is very French, French area. I didn't feel very comfortable there because sometimes, I remember, I walked down there, I just started feeling self-conscious. I had people stare at me, so I don't really, I don't feel comfortable. I don't feel like I'm not safe there, I just don't feel comfortable [...] I would avoid that place.*

Pour cet Inuk rencontré, ces quartiers semblent être perçus comme des espaces où il fera davantage l'expérience de discrimination ou d'altérisation de la part de la majorité blanche. Ses propos font écho aux observations de Garcia et Dansereau (2010) qui, dans leur recherche portant sur les trajectoires résidentielles des migrant·e·s latinoaméricain·e·s à Montréal, relevaient que la diversité présente au sein de certains quartiers montréalais faisait en sorte que les participant·e·s s'y sentaient plus à l'aise que dans les quartiers très majoritairement blancs et francophones — Centre-Sud, Mercier et Hochelaga-Maisonneuve, par exemple — qui comptent moins de résident·e·s racisé·e·s. Alors que le colonialisme et le racisme modulent les interactions sociales à Montréal entre les non-Autochtones et les Autochtones, l'insécurité ou l'inconfort ressentis pour ces raisons dans certains espaces urbains par les Inuit montréalais·e·s pourra avoir un effet limitant sur leur appropriation de la ville, mais influencer aussi, peut-on penser, la construction du chez-soi à Montréal, comme en témoignait cette participante qui disait ne pas ressentir un attachement pour son quartier où elle ne se sentait pas en sécurité.

En somme, les trois participant·e·s dont les parcours ont été relatés au début de ce chapitre cumulaient plus d'une forme d'insécurité résidentielle dans leur parcours, et force est de constater que les différentes formes de l'insécurité résidentielle coexistent et interagissent entre elles (Hulse et Saugeres 2008). L'insécurité résidentielle vécue par cette mère inuk en raison de l'insalubrité de son logement s'est maintenue lorsqu'elle l'a quitté et qu'elle s'est retrouvée en situation d'itinérance, faute d'alternatives abordables. De même, le travailleur en recherche de logement qui relatait déménager d'un hébergement temporaire à un autre passera peut-être lui aussi d'une forme d'insécurité résidentielle (itinérance) à une autre (inabordabilité), s'il se résout à louer un appartement trop cher pour ses moyens afin de demeurer dans le secteur où son quotidien est ancré. Les enjeux d'abordabilité, de sécurité, de qualité du logement sont interreliés pour les ménages à plus faibles revenus et constituent parfois un jeu à somme nulle, les logements disponibles et abordables étant souvent de mauvaise qualité ou ne répondant pas aux besoins des ménages (Brandon et Peters 2015). Les parcours rapportés témoignaient aussi comment l'insécurité résidentielle est une expérience dynamique et que la précarité résidentielle peut représenter un épisode « plus ou moins permanent dans un cheminement résidentiel, sans nécessairement être synonyme des formes les plus extrêmes de la pauvreté » (Simard, 2019, 117). En reflétant l'étendue de la stratification socioéconomique qui existe au sein de la population inuit à l'emploi, le groupe de participant·e·s a permis de révéler comment l'enjeu de l'abordabilité résidentielle touche à la fois les Inuit dans une situation socioéconomique plus précaire, mais aussi ceux en emploi. L'insécurité résidentielle de ces trois participant·e·s semblait liée à

l'inabordabilité des logements sur le marché locatif montréalais et, corollairement, à leur situation économique. La problématique de l'inabordabilité du logement est en effet de deux ordres, émanant simultanément de ressources économiques insuffisantes, mais aussi d'un système de logement où il est de plus en plus difficile pour les ménages locataires de se loger selon leur capacité de payer. Les deux prochaines sections approfondiront en ce sens les sources de l'insécurité résidentielle vécue par les Inuit à Montréal.

## **6.2 Facteurs d'insécurité résidentielle dans les parcours individuels**

Les récits de vie partiels partagés par les participant-e-s ont permis de replacer leurs parcours résidentiels au sein de leurs parcours de vie plus largement et d'y identifier différents facteurs pouvant participer à sécuriser ou à déstabiliser les parcours de logement. L'approche des parcours résidentiels rend ainsi possible une compréhension plus holistique de la sécurité et de l'insécurité résidentielles, comme des expériences dynamiques, changeantes dans le temps et interreliées aux autres aspects de la vie, notamment à l'emploi et aux relations sociales (Clapham, Clark et Gibb 2012).

### **6.2.1 Facteurs d'insécurité dans les parcours relationnels et familiaux**

Divers motifs de mobilité et d'instabilité résidentielles peuvent être identifiés dans les parcours des participant-e-s. Les déménagements évoqués étaient liés à la réalisation d'un programme de formation ou à l'obtention d'un emploi dans une autre ville du Sud, à un emménagement en couple, à une séparation, ou encore à une recherche d'autonomie chez les jeunes adultes qui s'émancipent du foyer familial. Les parcours rapportés illustraient comment les changements relationnels ou dans la composition du ménage déstabilisent le parcours résidentiel et peuvent potentiellement entraîner une insécurité résidentielle, en l'absence des ressources économiques ou sociales nécessaires pour faire face à cette instabilité résidentielle. Par exemple, la première décohabitation des jeunes de chez leurs parents peut s'avérer un moment d'insécurité résidentielle, lorsqu'elles n'ont pas une situation économique stable. Une personne relatait ainsi avoir dû se débrouiller seule dans le Sud à la fin de son adolescence et l'instabilité résidentielle qu'elle avait vécue durant cette période, où elle avait habité successivement chez différents proches. Si son récit illustre l'insécurité résidentielle que peut entraîner le départ du foyer familial, il démontre aussi comment d'autres relations peuvent prendre le relais de la famille dans ce



contexte. De même, la séparation d'un couple peut aussi être un facteur d'insécurité résidentielle, dans le cas où se trouver un logement est difficile et en l'absence d'un réseau de soutien ou de ressources financières adéquates, comme le démontrait l'expérience relatée par cette Inuk qui, à la suite d'une rupture, avait vécu un épisode d'itinérance. D'autres événements modifiant la composition ou les besoins d'un ménage pourraient avoir un effet déstabilisant sur leur parcours résidentiel, notamment la monoparentalité, qui aura un impact important sur la sécurité économique et résidentielle, ou la venue d'un nouvel enfant. « *We're moving next year to a bigger place because we were in a two bedrooms [apartment] and a third kid is coming along. It's not very convenient* », expliquait ainsi une travailleuse rencontrée. Pour les familles plus nombreuses, le coût élevé et la rare disponibilité des grands logements pourraient faire obstacle à leur relocalisation et avoir une répercussion sur leur sécurité résidentielle.

### **6.2.2 Facteurs d'insécurité dans les parcours d'emploi**

Comprendre les parcours résidentiels comme parallèles et étroitement associés aux autres parcours de vie permet ensuite de réitérer l'influence majeure du statut économique et d'emploi sur le parcours résidentiel (Clapham 2002). Les entretiens tendaient à corroborer une relativement forte imbrication des parcours d'emploi et de logement et, alors que la plupart des Siqinirmut rencontré·e·s jouissaient d'une stabilité sur le marché du travail et de revenus qu'elles considéraient suffisants pour subvenir à leurs besoins, cette sécurité financière s'accompagnait, de manière générale, d'une sécurité résidentielle. Un clivage important définissait toutefois les situations d'emploi des participant·e·s. Alors que plusieurs avaient ainsi des emplois stables et accompagnés d'avantages sociaux, certain·e·s se trouvaient dans un segment plus précarisé du marché de l'emploi, et rapportaient avoir éprouvé des difficultés d'insertion sur le marché du travail, ou faisaient part de l'incidence plus ou moins circonscrite de l'insécurité financière dans leurs parcours. Cette hétérogénéité des situations socioéconomiques présente au sein du groupe de participant·e·s permet de discuter divers cas de figure où l'insécurité économique pourrait participer à insécuriser les parcours résidentiels chez les travailleur·se·s inuit. Le logement constituant la dépense la plus importante des ménages (Statistique Canada 2021), la précarité d'emploi et l'insécurité économique qui en découle auront une forte incidence sur la sécurité résidentielle, surtout dans un contexte de pénurie de logements abordables où il devient, comme il a été mentionné plus haut, de plus en plus difficile pour les ménages à plus faibles revenus de sécuriser un logement sur le marché privé de l'habitation. Les parcours rapportés montrent que

l'insécurité économique vécue par les travailleur·se·s Inuit à Montréal peut découler de difficultés d'insertion à l'emploi ou de la précarité d'emploi.

D'une part, les témoignages semblaient confirmer l'obstacle économique que représente la difficulté d'insertion à l'emploi pour une partie de la population inuit urbaine, en raison de diverses barrières. Plus d'un·e participant·e a ainsi rapporté cette problématique à Montréal, tant des Inuit ayant grandi dans la métropole, qu'un participant ayant migré à l'âge adulte. « *There was times where I find it very difficult to find a job* », expliquait ce dernier en relatant ses difficultés à trouver un emploi durant ses premières années de résidence à Montréal, en dépit de sa formation postsecondaire, « *I was unemployed I think for two or three years* ». Les participant·e·s imputaient ces enjeux d'emploi aux obstacles que représentent la barrière linguistique du français, la discrimination et le racisme des employeurs, ou encore l'absence d'un réseau professionnel dans une ville nouvelle pour ceux qui y ont migré à l'âge adulte.

D'autre part, outre les enjeux d'accès à l'emploi, la précarité d'emploi<sup>76</sup> rapportée par plusieurs participant·e·s constitue un second facteur de l'insécurité économique et résidentielle. Pauktuutit (2017) rapportait à cet effet comment le faible niveau d'éducation formelle atteint par nombre de femmes inuit urbaines les dirigeait vers des emplois mal rémunérés qui leur conféraient très peu d'avantages sociaux, tandis que l'ENFFADA exposait comment la pauvreté nuit aux femmes autochtones « dans leur quête de sécurité, notamment lorsqu'elles tentent de trouver un logement sûr, abordable et accessible » (2019, vol a 590). La précarité d'emploi chez les participant·e·s prenait la forme d'emplois au salaire minimum, à temps partiel et aux avantages sociaux limités. Ces conditions précaires d'emploi se traduisaient pour certain·e·s en la nécessité de cumuler plusieurs emplois ou contrats afin de subvenir à leurs besoins, ou encore de recourir épisodiquement au soutien de leurs proches, en raison d'un revenu insuffisant. Par exemple, une personne n'ayant pas terminé ses études postsecondaires relatait « *when I turned 18, I moved out and got my own place, I was working three jobs. But then [...] I moved back into my mom's place so I can be able to save up* ». Une autre personne explicitait l'insécurité financière liée à ses débuts dans son métier: « *Sometimes, it's a struggle, but I think because I'm only just establishing myself* » et malgré cette précarité, poursuit-elle, « *I was still able to live with a little bit of help sometimes* ».

---

<sup>76</sup> Selon Vosko (2006) l'emploi précaire regroupe les formes de travail impliquant des prestations et des avantages sociaux limités, l'insécurité de l'emploi, de faibles salaires ou des risques pour la santé et il a des effets d'entraînement négatifs sur les autres aspects de la vie, notamment sur la qualité du logement, la nutrition, l'éducation des enfants et les interactions sociales (Vosko 2006).

La sécurité économique était une préoccupation importante chez les participant·e·s quand il s'agissait de planifier leur parcours d'emploi, notamment pour celles qui avaient des responsabilités familiales, comme l'illustre cette mère qui souhaitait entamer un programme professionnel, afin d'obtenir un emploi moins précaire. Le parcours d'une jeune travailleuse témoigne quant à lui de l'effet qu'a la sécurisation du parcours d'emploi sur la sécurisation résidentielle. Cette dernière évoquait un temps où elle devait subvenir seule à ses besoins tout en travaillant au salaire minimum, et les difficultés qu'elle éprouvait à payer son loyer et ses besoins essentiels : « *before [my current job] I was working at the minimum wage. And I didn't have my boyfriend, so I was paying rent. It was like... I was stealing my food. [...] I didn't feel safe* ». Elle explicite ainsi l'insécurité dans laquelle vit une personne seule qui peine à payer son logement avec ses ressources disponibles. L'obtention d'un emploi dans une organisation autochtone lui procurait désormais une sécurité d'emploi et financière : « *Now, I don't need to steal food. My finances are good [...] And work is very safe, so that helps a lot, I won't be worried about getting fired. I'll have a pension. So financially like, I feel safe* ».

Certains facteurs semblaient ainsi faciliter l'insertion à l'emploi et la sécurité économique chez les participant·e·s, et, parallèlement, favoriser leur sécurité résidentielle, parmi lesquels détenir un diplôme d'études postsecondaire, parler français et avoir un réseau social et professionnel développé. On peut ainsi supposer que les niveaux de scolarisation atteints par les participant·e·s — la plupart détenaient un diplôme d'étude secondaire (DES) (14) et avaient aussi réalisé des études postsecondaires de niveau collégial et universitaire (9) — ont facilité leur insertion à l'emploi et leur accès à des postes qualifiés assez rémunérés pour leur assurer une relative sécurité économique, ou encore se dire privilégié. Par ailleurs, certains parcours tendent à exposer comment des employeurs inuit ou autochtones semblent pourvoir à une sécurité d'emploi et économique qui auraient un effet de sécurisation résidentielle non négligeable dans les parcours d'Inuit à Montréal. Nombre de participant·e·s étaient employé·e·s par une organisation inuit ou autochtone, et cela semblait un facteur de sécurisation au niveau de l'emploi et du logement, comme l'illustre cette participante qui affirmait « *I feel secure working there, like it's a job for life* ». L'impact de ces employeurs est d'autant plus visible dans les parcours de deux femmes pour qui les organisations autochtones ont constitué un débouché où leurs expériences et leurs connaissances (maîtrise de l'inuktitut et connaissances culturelles notamment) avaient été reconnues et valorisées. Les employeurs inuit et autochtones semblent ainsi favoriser la sécurité économique d'Inuit qui seraient autrement perçu·e·s comme « non qualifié·e·s » sur le marché du travail, en leur offrant une sécurité d'emploi et de revenu, ce qui concoure

corollairement et de manière cruciale à leur sécurité résidentielle. En témoigne le récit d'une travailleuse qui jouissait depuis plusieurs années d'une stabilité d'emploi au sein d'une organisation qui, en plus de lui faire grimper les échelons, l'avait aussi relocalisée dans un autre poste lorsque le financement pour son poste avait été coupé.

Enfin, outre les difficultés d'insertion à l'emploi et l'emploi précaire, les situations d'insécurité financière vécues par les participant·e·s semblaient aussi pour plus d'un·e avoir été liées à une irrégularité dans leur situation fiscale qui avait affecté leurs revenus disponibles. Si une femme décrivait ainsi comment la situation fiscale irrégulière de son partenaire avait eu des impacts financiers importants qui avaient affecté son bien-être et sa santé, les problématiques liées à la déclaration de revenus semblaient avoir pour au moins deux participant·e·s un effet indirect, mais important sur leur sécurité résidentielle. La participante hébergée dans un refuge expliquait ainsi ne pas avoir reçu son allocation parentale, parce qu'elle n'avait pas produit sa déclaration de revenus à temps, diminuant ainsi ses revenus disponibles pour se loger et pourvoir à ses besoins. Un autre participant avait vu sa cote de crédit affectée par une irrégularité fiscale, ce qui avait affecté sa capacité à accéder à un logement, en raison de l'enquête de crédit demandée par les locateurs. La situation fiscale d'un ménage pourra avoir un effet sur sa sécurité économique et résidentielle, en le privant de divers prestations, crédits ou allocations fiscales qui pourraient augmenter ses revenus — que ce soit pour les ménages à faibles revenus (crédit d'impôt pour solidarité), pour les parents (frais de garde, allocation canadienne pour enfants), ou pour les ainé·e·s (Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti) — et une participante soulevait à cet effet le soutien à la navigation dans la fiscalité dont plusieurs Inuit pourraient selon elle bénéficier.

### **6.2.3 Facteurs d'insécurité dans les parcours étudiants**

Finalement, la période des études ainsi que celle de transition qui suit leur fin et l'entrée sur le marché du travail sont aussi des périodes qui peuvent s'avérer précarisantes sur le plan économique. Bien que les deux Inuuk qui étaient aux études au moment des entretiens avaient une situation résidentielle stable, des participant·e·s relataient avoir vécu de l'insécurité financière durant leurs études ou lors de leur entrée sur le marché du travail. Ici encore, il s'agit d'identifier des conjonctures où l'insécurité résidentielle pourrait survenir dans les parcours des étudiant·e·s inuit, soit durant la période des études elle-même, mais aussi dans la transition qui suit la fin des études.

Pour les étudiant·e·s qui bénéficient du programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire de Kativik Ilisarniliriniq, le fait qu'un logement ou une aide financière au logement leur soit fourni assure selon toute vraisemblance une sécurité résidentielle, d'autant plus que KI offre aussi un soutien logistique au logement. Cependant, deux personnes ayant grandi à Montréal déploraient quant à elles ne pas être admissible au financement de KI ou ne pas avoir su y être admissible. Pour les étudiant·e·s qui ne reçoivent pas d'aide financière de KI ou de soutien de leurs parents, l'insécurité financière et résidentielle pourrait être plus grande durant leurs études. Des participant·e·s relataient effectivement avoir vécu de l'insécurité économique durant leur scolarité et s'être vus obligé·e·s de travailler ou de mettre un terme à leurs études, afin de trouver un emploi. « *So I had to work while going to college* » expliquait un participant, « *I worked throughout... I just worked night shifts. And then the actual morning, I'd just go back to school, do my thing and then sleep for about couple hours [...] Did that for about six years* ». C'est aussi la raison pour laquelle il n'a pas terminé son programme d'études, parce qu'un emploi payant lui avait été offert dans son domaine.

Alors que certain·e·s déploraient ne pas avoir accès au soutien financier, une participante affirmait quant à elle que sa situation financière avait été un enjeu lorsqu'elle était aux études, en dépit du financement qu'elle recevait de Kativik Ilisarniliriniq :

*When I was a student and KI was sponsoring me, bless them, but they don't pay a lot. So you could, you struggle very much when you're here as a student with KI, you struggle quite a bit. They give you peanuts, and they expect you to last a long time with these. But money goes fast.*

À l'inverse de ce témoignage, une autre étudiante relatait quant à elle que le financement qu'elle recevait via le Programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire de KI lui permettait de vivre confortablement, de faire son épicerie et de ne pas se soucier de payer son loyer. Pour cette participante, c'est plutôt depuis qu'elle avait suspendu ses études que sa situation financière était devenue une source de stress importante, puisque son financement était suspendu et qu'elle se retrouvait sans revenu :

*KSB [Kativik school board] was funding me for school, [...] I was comfortable with what I was getting. I was able to get the groceries, I was able to get me my home without worrying about rent. But since I've been out of school, I've been...I've been dealing with the stress of all of that lately. I think it was one of the factors why I was so stress out.*

L'arrêt ou la fin des études peut ainsi constituer un second moment potentiel d'insécurité pour les étudiant·e·s inuit. Premièrement, au niveau financier, cette transition peut avoir un impact indirect sur la sécurité résidentielle, parce que la fin des études implique la fin du financement pour les étudiant·e·s parrainé·e·s et une transition vers l'emploi qui peut engendrer un stress financier. Deux étudiantes parrainées relataient comment le fait de n'avoir pas travaillé durant leurs études s'était révélé un désavantage lors de leur transition vers le marché du travail, en raison de leur manque d'expérience : « *I don't have a lot of job experience because I was mostly a student and I didn't focus on work* », expliquait l'une d'elles, « *so now that I'm not in school, I've been nervous to try to look for work* ». Deuxièmement, cette période de transition peut aussi avoir un impact direct sur la sécurité résidentielle, alors que l'étudiant·e parrainé·e doit quitter le logement fourni par KI ou sa résidence étudiante et trouver un logement par ses propres moyens s'il ou elle désire demeurer à Montréal. Rappelons que l'une des participantes sans logement se trouvait dans cette impasse lorsqu'elle avait été rencontrée : en ayant terminé ses études, elle avait dû quitter son précédent logement fourni par la Commission scolaire, et se trouvait depuis en recherche de logement.

Aussi, l'un des constats qui se dégagait de l'analyse des parcours résidentiels et qui sera discuté au chapitre sept est que les insécurités économiques et résidentielles semblent avoir un impact plus limité chez les participant·e·s qui bénéficiaient d'un réseau social et de soutien sur qui elles pouvaient compter. Face aux insécurités financières vécues, notamment durant leurs études, mais aussi lors d'une période de chômage, des participantes relataient ainsi avoir pu compter sur le support financier de leurs proches (partenaire ou parenté). Deux Inuuk relataient que durant la période où elles avaient cessé leurs études et où elles étaient en recherche d'emploi, leur situation financière n'avait pas eu d'impact sur leur bien-être ou sur leur capacité à subvenir à leurs besoins essentiels grâce à ce soutien : « *I'm usually a student but I took a year off total break. [...] my dad and my boyfriend have been helping me pay for rent and groceries, so I'm okay right now* », expliquait l'une d'elles; « *I have a lot of support and I budget really well* », disait l'autre. Une autre étudiante expliquait avoir reçu du soutien d'un membre de sa famille lorsqu'elle avait vécu de l'insécurité financière durant ses études, et c'est ce qui lui avait permis de persévérer.

En somme, cette section a exploré comment différents facteurs dans les parcours de vie peuvent participer à sécuriser ou insécuriser les parcours résidentiels. L'insécurité résidentielle peut être liée à la précarité d'emploi et aux faibles revenus disponibles, et elle peut être liée à des événements survenant dans les parcours relationnels ou familiaux, et qui participent à déstabiliser le parcours résidentiel, si une personne ne dispose pas des ressources sociales et économiques

nécessaires pour faire face à ce changement. La sécurité économique, liée à la sécurité d'emploi, ou à l'aide financière aux études, semble une première pierre d'assise dans la sécurisation des parcours résidentiels. L'identification de facteurs d'insécurité dans les parcours individuels ne doit cependant pas soustraire de notre analyse que ces insécurité découlent d'un système économique et social où les relations de pouvoir inégalitaires précarisent davantage certains groupes en matière de logement.

### **6.3 Obstacles systémiques et défis spécifiques dans l'accès au logement adéquat**

Si des facteurs ou des événements dans les parcours de vie des participant·e·s ont pu déstabiliser ou insécuriser leurs parcours résidentiels, il importe de porter finalement notre l'analyse sur les éléments systémiques qui participent à précariser les Inuit sur le plan résidentiel.

#### **6.3.1 L'insécurité résidentielle: un enjeu systémique**

L'insécurité résidentielle est « un enjeu collectif qui trouve sa source dans un système de l'habitation dominé par le marché privé et dont les acteurs sont de plus en plus orientés par une logique financière » (Leloup 2021, 10). Si la littérature établit un lien clair entre les désavantages économiques et ceux sur le marché du logement pour les ménages autochtones urbains (SCHL 2005, Brandon et Peters 2015), elle replace aussi les enjeux de logement vécus dans le contexte structurel du logement des grandes villes canadiennes. L'inabordabilité des logements locatifs et la rareté des alternatives sociales au marché du logement privé y étaient identifiées comme des obstacles importants au logement pour les ménages autochtones et inuit (Brandon et Peters 2015, Pauktuutit 2022). L'insécurité résidentielle que vivent les participant·e·s doit ainsi être comprise dans un contexte de financiarisation accrue du marché locatif privé et de désengagement de l'État des politiques du logement « qui conduit à une précarisation accrue des ménages à faible revenu ou de la classe moyenne sur le marché locatif privé » (Leloup 2021, 5). Les Siqinirmiut rencontré·e·s qui étaient à la recherche d'un appartement affirmaient que les loyers des appartements disponibles étaient hors de leurs moyens et l'enjeu de l'accessibilité financière du logement à Montréal a été évoqué explicitement par certain·e·s. Les témoignages recueillis dans le cadre de cette recherche tendent à montrer que pour les travailleur·se·s inuit, une sécurité financière relative ne garantit pas l'accès à un logement convenable à Montréal et que l'érosion de l'abordabilité des logements locatifs sur le marché constitue un obstacle important pour les

Siqinirmiut à faibles et à moyens revenus. Toutefois, si l'inabordabilité des logements à Montréal est un obstacle qui affecte de manière large les Montréalais-e-s à plus faibles et moyens revenus, pour les Inuit, cet enjeu est couplé à ceux découlant de l'héritage du colonialisme (la discrimination dans les domaines de l'emploi et du logement), auxquels pourront aussi s'ajouter les défis que représentent les différences culturelles et le manque de connaissances reliées à la navigation du système du logement du Sud. Les prochaines sections discuteront plus à même de ces obstacles et défis spécifiques que rencontrent les Siqinirmiut dans leur accès au logement adéquat.

### **6.3.2 Discrimination dans l'accès au logement**

Si l'état actuel du marché du logement montréalais précarise les ménages à plus faibles et moyens revenus en général, les Inuit font en outre face à des obstacles spécifiques dans leur accès au logement, en raison du racisme et de la discrimination au logement qui en découle. Les relations de pouvoir raciales et coloniales sont en effet centrales dans le désavantage qu'expérimentent les Autochtones dans le logement (Andersen et al. 2017), y compris à Montréal. « La discrimination raciale et le racisme que vivent certains groupes dans le domaine du logement doivent être pris en compte à titre d'obstacles systémiques menant à des formes de précarités résidentielles accrues, notamment pour les nouveaux arrivants, les personnes autochtones et les personnes racisées » notait la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2019, 80), en soulignant que pour ces raisons, les enjeux du logement montréalais se présentent avec une intensité plus grande pour ces groupes. En effet, au-delà de l'effet isolé des pratiques discriminatoires directes ou indirectes dans le logement, le concept de discrimination systémique dévoile comment sont à l'œuvre dans l'exclusion du logement des Autochtones « un ensemble cohérent de représentations sociales, de préjugés, d'attitudes, de pratiques individuelles et institutionnalisées, qui se renforcent et s'alimentent mutuellement dans un mouvement circulaire » (CDPDJ 2019,12). Le racisme et la discrimination faisaient partie de la vie des Inuit rencontrés à Montréal, que ce soit sous la forme d'insultes racistes proférées dans l'espace public, du profilage policier<sup>77</sup> ou vécu dans les commerces, d'un questionnement insistant de leur identité, ou encore de préjugés et de stéréotypes à l'égard des Inuit entretenus par la société dominante

---

<sup>77</sup> Sur ce point, une recherche indépendante menée à partir des données générées dans le cadre de ses activités par le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) exposait en 2019 que les personnes autochtones constituent un groupe particulièrement ciblé par les interpellations policières et ont six fois plus de chance de se faire interpellé par le SPVM que les personnes blanches. Pour les femmes autochtones, ces disparités sont encore plus élevées : elles courent 11 fois plus de chances de se faire interpellé que les femmes blanches. (Armony, Hassaoui et Mulone 2019)



et véhiculés dans les médias. « *In terms of cities, places, I think Montreal is hard for many Indigenous people* », affirmait ainsi un participant, « *I think there is a disappointing level of ignorance in many people, and I think that translates into racism at times, absolutely* »; « *I find that there's a lot more racism here than I've experienced in pretty much anywhere in Canada against the Inuit* », exprimait un autre participant. Les préjugés racistes à l'égard des Inuit rapportés par les participant-e-s témoignent de leur persistance dans la société dominante montréalaise : « *there's a bunch of stereotypes; never on time, always drunk, mean drunk, bad with any substance, smokes a lot, bad stereotypes* ». Ce racisme anti-autochtone influence les attitudes et les comportements des personnes issues de la société dominante à l'égard des Autochtones à Montréal, y compris dans les relations entourant le logement. La littérature revue mettait en exergue comment le racisme anti-autochtone, le profilage et la discrimination constituent un obstacle spécifique dans l'accès à un logement convenable pour les populations autochtones dans les centres urbains canadiens (Brandon et Peters 2015; Belanger et al. 2019) et québécois (O'Bomsawin 2011; RCAAQ 2014; Saturviit et Laneuville 2015), et ce, quels que soient leurs besoins de logement ou leur niveau de revenu (SCHL 2005). Les témoignages dans la littérature attestaient en effet que la discrimination au logement est largement expérimentée parmi la population autochtone urbaine et affecte autant les étudiant-e-s (O'Bomsawin 2011; Conseil Jeunesse de Montréal 2016) que les travailleur-se-s (Saturviit et Laneuville 2015). Ces constats sont consolidés par les entretiens de QS. Une participante exposait l'expérience de la discrimination vécue par une collègue de travail et par les étudiant-e-s inuit :

*I've heard, like another coworker, she got discriminated, and so [the landlords], they're like, "oh no, you can't sign the lease". And then she had to look elsewhere, and it took her longer than usual to find a place. And then, when you're a student with an Inuk last name... [when] they sign up for a lease, they have difficulties as well.*

La discrimination a ainsi pour effet de retarder et rendre laborieux l'accès au logement (en raison des refus essuyés — parfois détournés ou ouvertement racistes), mais aussi de réduire le choix des logements auxquels les Inuit ont accès, et possiblement de les astreindre à des logements de mauvaise qualité, insalubres ou trop chers pour leurs revenus (RCAAQ 2016). Le fait d'avoir un nom à consonance inuit, mais aussi, comme le soulignait O'Bomsawin (2011), le fait d'avoir un « accent » ou d'avoir les « traits » physiologiques autochtones sont des facteurs qui influencent la manière dont se manifeste la discrimination. À cet effet, des personnes rapportaient que le fait d'être « *white-passing* », c'est-à-dire avoir une apparence physique et une présentation sociale conforme aux normes de la société blanche dominante, leur permettait d'éviter certaines formes

de discriminations raciales : « *I am a person of a certain amount of privilege [...]. I have [a] university [education]. I am able to present as if I were a white person* », expliquait l'une d'elles, en affirmant n'avoir vécu que des formes subtiles de discrimination à Montréal. Une autre rapportait : « *I think I get away with a lot, though, because I don't look Inuit, I speak English properly. So, I think it's a little easier for me than compared to other Inuit* ». En ce qui a trait au logement, une participante relatait de même qu'en ayant un nom de famille à consonance francophone, elle n'avait pas subi de discrimination de la part des propriétaires qui ne questionnent pas son appartenance ethnique lorsqu'elle signe un bail : « *I have a French last name, so when I signed up for a rental apartment, they don't question my culture [...] I don't get discriminated* ».

Ensuite, les témoignages exposaient que la discrimination économique — basée sur des préjugés quant au statut économique de futurs locataires inuit — pouvait également être un obstacle au logement, et notamment pour les étudiante-e-s. Brandon et Peters (2015) notaient qu'il pouvait être difficile d'isoler la discrimination raciale de la discrimination économique dans l'accès au logement. Une des Inuit sans logis qui avait réalisé ses études postsecondaires à Montréal relatait vivre beaucoup de discrimination au logement : « *I'm being discriminated against, like a lot. [...] For housing, that's clear, that's crystal clear* ». Tout en affirmant : « *I am very white passing and I speak good French, and I speak great English* », elle relatait combien complexe était sa recherche de logement durant ses études, en raison des refus qu'elle essuyait des propriétaires qui associaient le financement qu'elle recevait de la commission scolaire Kativik pour ses études à l'aide sociale :

*I say, "I am a KSB [Kativik school board] student. I am subsidized by the government to go to school. The [James Bay and Northern Quebec Agreement] agreement. You know, I get an amount of money every two weeks, and then an amount every first day of the month for rent". [The landlord responds to me] "T'es sur le bien-être social, c'est un cas de BS, puis, j'y pense pas".*

L'expérience de cette participante fait écho à celle d'une étudiante innue cherchant à se loger à Montréal rencontrée par O'Bomsawin (2011) dans le cadre de sa recherche portant sur le racisme à l'égard des Autochtones en milieu urbain au Québec :

Une fois qu'elle eut trouvé un appartement qui lui plaisait, le propriétaire qui ne savait toujours pas qu'elle était autochtone, décide de faire une enquête de crédit. Alors elle lui répond : « C'est le Conseil de Bande qui finance mes études et qui paie le loyer ». Il a tout

de suite pensé qu'elle voulait dire qu'elle bénéficiait de l'aide sociale et il lui a refusé de lui louer le logement :

*« Vous serez jamais capable de payer le loyer avec votre chèque d'aide sociale! » J'ai dit non, non, c'est pas ça du tout, mes études sont payées, mon loyer aussi, je ne savais vraiment pas comment lui expliquer... Il me répond : Là, vous n'allez pas amener d'autres Autochtones ici? » Finalement, je devais retourner le lendemain le revoir et il m'a dit qu'il avait trouvé quelqu'un d'autre. C'était clair pour moi, il ne voulait pas louer à des Autochtones ! » (O'Bomsawin 2011, 104-105, rapportant les propos d'une femme innue interviewée à Montréal)*

En raison de préjugés à l'égard du statut économique des Autochtones fortement ancrés dans la société québécoise, dans les deux cas, les propriétaires ont associé le financement que recevaient ces étudiantes pour leurs études à de l'aide sociale, et ont refusé de leur louer le logement. Dans le cas rapporté par O'Bomsawin (2011), le propriétaire justifie même son acte par d'autres stéréotypes et questionne de manière intrusive et tout aussi illégale le mode de vie de cette future locataire<sup>78</sup>. Ces deux témoignages démontrent que, bien qu'interdite en vertu de la Charte, la discrimination économique ou basée sur la situation sociale d'une personne (en raison de son revenu, de son métier ou de son niveau de scolarité) se cumule aux autres motifs interdits de discrimination dans l'accès au logement (CDPDJ 2019) et compromet la capacité des étudiant·e·s autochtones à se loger à Montréal.

Ainsi, les témoignages recueillis tendent à montrer que l'intersection entre les motifs de discrimination raciale et économique représente un obstacle systémique dans l'accès au logement pour les travailleur·se·s et les étudiant·e·s inuit à Montréal. De plus, dans un contexte de crise du logement, d'une demande élevée et d'un marché sous pression avec des taux d'inoccupation très bas, l'asymétrie de la relation locative déjà inégalitaire entre les locataires et les propriétaires s'accroît à l'avantage de ces derniers, et inciterait certain·e·s à discriminer davantage les applications des locataires. L'OPCM signalait à cet effet une augmentation des cas de racisme et de discrimination sur le marché du logement locatif montréalais (Office de consultation publique de Montréal 2020). Corroborant cette réalité, une intervenante auprès de

---

<sup>78</sup> Le questionnement intrusif des locataires autochtones sur leur mode de vie, leur situation familiale ou leur revenu est une pratique illégale aussi rapportée par Lewis (2010).

femmes autochtones travaillant pour l'organisme Chez Doris expliquait aux médias observer une multiplication des tactiques discriminatoires illicites envers les femmes autochtones à Montréal :

« C'est très difficile pour les femmes [autochtones] d'avoir une bonne relation avec leur propriétaire et de prouver qu'elles peuvent payer leur loyer mensuellement » [...] Questions intrusives, loyer qui grimpe à la dernière minute: des propriétaires multiplient les moyens pour décourager des Autochtones à signer un bail, déplore-t-elle. Et cela se fait sentir encore plus au moment où le marché immobilier bouillonne, constate-t-elle. « Les propriétaires maintenant ont des files de locataires intéressés par leur logement, souligne l'intervenante. Si on a une personne autochtone et une personne allochtone [qui veulent occuper un logement], cette dernière va être choisie. (Goudreault 2022)

Finalement, une participante abordait le fait que si l'expérience du racisme a un impact important dans la vie des Inuit, plusieurs n'ont pas l'énergie ou les outils pour dénoncer les comportements racistes : « *I know that there is systematic racism and I've had so many discussions about other people who have had very negative experiences, but they don't have the tools or the energy or the courage to address them* ». Dans leur étude, Cohen et Corrado (2004) notaient que très peu d'Autochtones contactaient une institution ou une organisation officielles lorsqu'elles faisaient face à de la discrimination, et ce, pour toutes sortes de raisons : complexité et longueur des procédures, réticence à être impliqué dans un arbitrage ou auprès des tribunaux, méconnaissance de l'illégalité de la discrimination dont elles ont fait l'objet ou encore par crainte que d'entamer un processus officiel aggrave leur situation. Au Québec, une personne victime de discrimination en lien avec le logement peut s'adresser à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ). Des chercheuses de l'IRIS résumaient cependant bien l'aspect systémique de la discrimination raciale dans le logement et la quasi-impunité dans laquelle les pratiques discriminantes en matière d'accès au logement sont faites au Québec :

Les personnes qui se voient refuser l'accès à un logement pour des motifs discriminatoires basés sur leur origine ethnique ne peuvent faire une plainte auprès de la Régie du logement du Québec, celle-ci n'ayant pas d'autorité tant qu'un bail n'est pas signé. Ces personnes peuvent se tourner vers la CDPDJ, qui peut interpeller le propriétaire afin qu'il respecte ses obligations en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, mais ne peut pas l'obliger à le faire. Or, près du tiers des plaintes reçues à la CDPDJ pour discrimination dans le cadre de la recherche d'un logement concernaient l'origine ethnique ou la couleur de la peau. Comme les délais pour une audience en cas de refus sont longs,

les personnes victimes de discrimination ont toutefois tendance à abandonner leurs démarches judiciaires en cours de route. (Posca et Mansour 2020)

L'intersection entre la discrimination raciale (profilage et préjugés racistes des propriétaires) et d'autres motifs de discrimination (économique notamment, préjugés sur la capacité à payer des étudiant·e·s subventionnés) forme ainsi un obstacle systémique dans l'accès au logement des Inuit à Montréal, modulé en fonction de leur statut socioéconomique, pouvant résulter en des recherches plus longues de logement et, ultimement, en l'occupation de logements inadéquats.

### **6.3.3 Défis spécifiques liés à la navigation du système du logement du Sud**

Finalement, certains défis spécifiques au niveau de la navigation dans le système du logement peuvent être identifiés à partir des entretiens et de la littérature. Bien qu'une majorité des participant·e·s avaient grandi dans le Sud et étaient familier·ère·s avec son fonctionnement et ses institutions, la navigation dans le système du Sud a été un enjeu soulevé dans les entretiens, à partir de leurs expériences passées ou de celles vécues par d'autres Inuit de leur connaissance. Des participant·e·s relevaient en effet comment leur connaissance des fonctionnements du Sud facilitait leur vie et comment en contrepartie, il peut être difficile pour des Inuit ayant grandi et ayant été socialisé·e·s au Nord de s'ajuster aux différences entre le Sud et le Nord. À ce sujet, une participante explique qu'avoir grandi au Sud constitue selon elle un avantage, « *I know how to talk and function in this world* », dit-elle. Dans l'accès au logement, Brandon et Peters (2015) exposaient que les Autochtones qui s'installent dans un centre urbain pour la première fois peuvent ne pas avoir l'expérience et les connaissances nécessaires à la navigation du marché du logement privé et à la compréhension de ses composantes (recherche de logement, bail, enquête de crédit, références, budgétisation des frais afférents, droits et responsabilités liées à la location), un constat également porté par Pauktuutit (2022) à Ottawa. Dans son mémoire de maîtrise s'intéressant aux expériences d'itinérance et de sortie de rue de femmes inuit à Montréal, Dessureault (2015) soulignait quant à elle que le rapport au système du logement du Sud était un facteur de vulnérabilisation dans l'accès au logement des femmes inuit à Montréal. L'interprète linguistique et culturelle avec qui elle a collaboré et qui a agi à titre d'informatrice-clé expliquait que « les Inuit sont confrontés à des obstacles socioculturels inhérents au système du Sud et à des obstacles liés au paternalisme du système de logement nordique » (Dessureault 2015, 76) :

Selon [notre informatrice-clé], la relation des Inuit au système de logement nordique se limite à s'inscrire à l'âge de 18 ans sur la liste d'attente pour l'attribution des maisons, puis de patienter jusqu'à une dizaine d'années dans certains cas. Une fois locataires, ils n'ont pas de relation directe avec un propriétaire étant donné que l'unique propriétaire des logements au Nunavik est l'État. La signature d'un bail ne fait pas partie non plus de leur expérience. Cette situation explique selon notre informatrice-clé la difficulté pour les femmes inuit d'obtenir un appartement : en faire la recherche, visiter les logements, signer un bail, être en lien avec un propriétaire, tout cela est nouveau pour elles.

Les pratiques entourant le logement étant socialement construites et culturellement normées (Fijalkow 2016), des défis d'ordre socioculturel découlent de la structuration diamétralement opposée des systèmes de logement dans l'Inuit Nunangat et à Montréal — le premier étant largement subventionné par l'État et majoritairement composé de logements sociaux<sup>79</sup>, tandis que le système de logement montréalais est majoritairement privé. Pour la majorité des Montréalais·e·s, l'accès au logement se fera via le marché privé : dans l'agglomération de Montréal, les logements sociaux et communautaires ne représentent que 12% de l'ensemble du parc locatif<sup>80</sup> (Service de l'habitation de la Ville de Montréal 2020). Pour les Inuit ayant grandi au Nord, la transition entre ces deux systèmes de logement implique un réajustement à un nouveau système et de se familiariser avec différents aspects de la relation locative sur le marché privé, par exemple les processus de recherche d'appartement (recherche, visites, signature du bail), les responsabilités liées à la location, et les relations entretenues avec les propriétaires tout au long du contrat de location (renouvellement de bail, ajustement des loyers, règlement de litiges, etc.). À ce sujet, une participante évoquait les problèmes financiers de certains de ses collègues inuit, qui semblent découler de ces différences entre le Nord et le Sud : « *[one of my colleague] didn't*

---

<sup>79</sup> Par exemple, au Nunavik, 98% de la population est logée par l'Office Municipal d'Habitation Kativik, qui a pour mandat d'acquérir, d'administrer et d'entretenir les immeubles d'habitations pour des personnes et des familles à faible ou à moyen revenu dans les 14 villages du Nunavik, soit 3 626 unités (OMHK 2021). À ce parc de logement social s'ajoutent les logements appartenant aux organismes gouvernementaux et régionaux qui y logent leurs employé·e·s, et le marché privé est quant à lui résiduel. Cette situation tient du fait qu'en raison de l'absence de lien terrestre avec le Sud et du climat nordique, les coûts de construction, d'entretien et de chauffage sont trop élevés pour la majorité des Nunavimmiut, tout comme l'acquisition d'une propriété privée, et ce, malgré les programmes d'accession à la propriété disponibles (Hervé et Laneuville 2017; Vachon et al. 2017).

<sup>80</sup> Il faut aussi spécifier que les délais d'attente pour obtenir un logement social sont très longs, à Montréal comme au Nunavik. Dans le premier cas, on parle de 24 000 ménages inscrits sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Montréal pour un logement social et des délais pour obtenir un logement pouvant varier de quelques mois à plusieurs années (OMHM 2020). Au Nunavik, il était estimé que la construction de 813 nouvelles unités de logement social était requises en 2017 (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada 2019). Une différence majeure est à noter cependant dans le fait qu'au Nunavik, il n'existe quasiment pas d'alternative au logement social pour se loger en attente d'un logement, ce qui alimente les enjeux de surpeuplement des logements, tandis qu'à Montréal, les gens en attente d'un logement social se tournent vers le marché du logement privé pour se loger, même si cette option implique d'occuper un logement inabordable ou inadéquat.

*pay the Hydro. And so they had to figure out how to do a payment plan ».* Elle identifiait que certain·e·s Inuit pourraient bénéficier de plus de soutien ou d'information concernant les impératifs liés à la location d'un logement sur le marché privé, incluant le paiement des factures et du loyer :

*[...] help people who would have, um, let's say financial situations and how to figure out how to get that on track, [...] to give them explanations on how things work in the South so that they don't fall behind on like the bills or, um, get evicted [...] or do like a one-on-one explanation if they have questions or, like they don't understand the contract on the payments [...] there are few coworkers here who have financial issues, not because it's their fault.*

Selon les dires de cette participante, des aspects de la navigation dans le système du logement semblerait représenter un défi pour certain·e·s travailleur·se·s inuit. Brandon et Peters identifiaient en outre que les jeunes autochtones, en ayant moins d'expérience dans la recherche de logement, se trouvaient plus affecté·e·s par les obstacles sur le marché du logement : « *Lack of skills in finding housing and dealing with landlords puts them at a disadvantage in finding and keeping housing or in negotiating equitable housing terms* » (2015, 33). Les entretiens laissaient entrevoir que les jeunes Inuit et les étudiant·e·s peuvent faire face à des défis similaires et se retrouver démun·e·s face à la complexité du système de logement et de sa navigation, lorsqu'elles entament leur parcours résidentiel dans la métropole, en raison de leur manque d'expérience. Une participante qui habitait dans le Sud depuis son enfance relatait comment, même en ayant grandi à Montréal, la compréhension des responsabilités liées à la location d'un logement fut un apprentissage pour elle lorsqu'elle emménagea seule pour la première fois : « *Me, I figured out all of this the first year in college, like I didn't know about taxes, and you know, like that we had to pay rent and, and pay your own Hydro and stuff like that* ». Son récit témoigne que même pour de jeunes Inuit ayant grandi à Montréal, la compréhension des responsabilités liées à la location d'un logement peut être un défi. De plus, si les étudiant·e·s paraîné·e·s par la commission scolaire Kativik pour leurs études postsecondaires obtiennent un soutien financier et logistique au logement, ce dernier prendra fin au terme des études. Selon une participante, le fait d'avoir été étudiante et financée par KI s'était révélé une arme à double tranchant lorsqu'il avait été temps de trouver un logement par elle-même à la fin de sa scolarité, car elle se retrouvait sans expérience en la matière : « *It got me into trouble being in school for 10 years [with a sponsorship]. Oh my God. Because they don't teach you how to manage on our own after that. They hold your hand, all the way through, and then they let you down. And after that, what do you do?* ».

### 6.3.3.1 Connaissance de ses droits en tant que locataire

Un autre des aspects importants de la navigation dans le système du logement qui peut affecter la sécurité résidentielle et le maintien en logement des Inuit à Montréal est la connaissance de leurs droits en tant que locataires et des recours possibles en cas de litige. Une participante relatait s'être retrouvée à la rue dans sa jeunesse lorsqu'elle s'était séparée de son partenaire avec qui elle habitait; ce dernier lui avait fait signer, sans qu'elle ne le comprenne, une cession de bail. Elle lui avait ainsi transmis à son insu son droit au maintien dans les lieux: « *I did not know my rights as a tenant* », déplore-t-elle,

*Underneath my name, he had convinced me to sign my lease. [...] he said "you have to sign here". I said, "What's that?" He said, "It's just stuff, you have to sign here". Then I said, "Okay". [...] came back, my stuff was on the street. I called the police. The police come and say, "You've passed the lease. It's now his, he has the right to do what he wants, it's his apartment as of this morning." I said, "What the fuck man? What's this?" I took my stuff, I went to a homeless women's shelter.*

Son récit témoigne de la méconnaissance du système de logement du Sud que pourraient avoir certain·e·s Inuit, et surtout de la vulnérabilité à laquelle cela les expose. Ne pas connaître ses droits a pour corollaire de ne pas être en mesure de les défendre et d'utiliser les recours juridiques à disposition<sup>81</sup> s'ils ne sont pas respectés. On peut penser que cette autre participante qui avait dit à son propriétaire qu'elle ne voulait plus habiter le logement infesté de souris et froid en hiver ne connaissait pas ses recours dans cette situation d'insalubrité résidentielle. Toutefois, comme lorsqu'il est question de discrimination dans l'accès au logement, même en connaissant ses droits et ses recours possibles, des personnes pourraient être découragées d'entreprendre des démarches pour toutes sortes de raisons, par manque de temps, d'énergie, à cause du rapport de force défavorable avec le propriétaire, par crainte de perdre son logement et de vivre davantage encore d'insécurité résidentielle, ou encore par découragement face à la complexité et la longueur de traitement d'une plainte au Tribunal administratif du logement. « *Exerting one's rights becomes precarious, especially in a community where housing resources are limited and dwindling* », soulignait pertinemment Lewis (2010, 120). De plus, lorsqu'il est question de la

---

<sup>81</sup> Plusieurs règlements encadrent la relation locative au Québec; les locataires ont ainsi le droit de jouir paisiblement de leur logement, sans discrimination ni harcèlement, tandis que les obligations d'un·e locateur·trice encadrent ses accès au logement, les évictions, l'insalubrité, ainsi que l'état dans lequel il ou elle doit fournir le logement (chauffage et réparations). En cas de litige avec son ou sa propriétaire, un·e locataire peut exercer un recours pour faire valoir ses droits au Tribunal administratif du logement.



défense de ses droits en tant que locataire et de recours face à un litige ou face à la discrimination, des éléments culturels doivent être pris en considération. À plus d'une reprise, les participant-e-s ont évoqué une tendance à l'évitement de la confrontation dans la socialisation inuit : « *we are a people, like, we are not really confrontational* », disait une participante en expliquant qu'en ayant vécu plusieurs années dans le Sud, elle connaissait bien ses droits et n'hésitait pas à les défendre, mais qu'elle remarquait que plusieurs Inuit autour d'elle ne connaissaient pas leurs droits et n'étaient pas portés à s'affirmer si ces derniers étaient bafoués. Une autre Inuk ayant grandi dans le Sud abondait en ce sens : « *I think because of how I grew up here, the fact that I could stand up and assert myself as well... I don't feel that I've ever really gotten a lot of problems, because you know, not everybody always learns how to assert themselves* ». Elle poursuit, à propos des Inuit ayant grandi au Nord,

*I think it's just the way that they're being raised in the north [...] So I think it's just like what they consider respect and you know, like I said, being told not to assert yourself for... like if somebody hurt you or you know, if you've never been given the permission to defend yourself, especially in that manner when someone's abusing you, I think that's what makes it harder for them when they come down south [...]*

Selon elle, il était plus difficile pour les Inuit qui venaient au Sud à l'âge adulte de s'affirmer et de faire valoir leurs droits ou de se défendre en cas d'injustice, parce qu'elles avaient été socialisé-e-s depuis leur enfance dans une conception du respect et de l'affirmation de soi différente. Une observation similaire a été faite par Tomiak et Patrick à Ottawa (2008, 63), tandis que Lapointe (2021) constatait que ces normes culturelles différentes teinteraient aussi l'expérience d'Inuit montréalais-e-s au sein du système de santé public. Dans l'ensemble de la relation locative, depuis la signature du bail à l'occupation du logement, la combinaison d'un rapport de force inégalitaire avec les propriétaires, la méconnaissance de ses droits en tant que locataire ainsi que ce dernier facteur culturel pourront, peut-on penser, avoir un impact négatif sur la capacité de certains Inuit à naviguer le système du logement.

#### 6.3.3.2 Absence d'antécédents de crédit et de location

La littérature identifiait aussi comment l'enquête de crédit exigée par les locateurs d'un logement peut s'avérer un obstacle spécifique pour les Autochtones qui arrivent dans les villes du sud sans antécédents de crédit, et parfois sans historique de location privée de logement, deux entraves

majeures sur le marché du logement privé basé sur une économie capitaliste (Walker 2003; Brandon et Peters 2015; Conseil Jeunesse de Montréal 2016; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022a). Dans un système économique où le crédit est basé sur la propriété du sol, la catégorisation de la propriété des terres du Nunavik qui a résulté de la Convention de la Baie-James et du Nord du Québec est peu compatible avec l'accès au crédit ou à une hypothèque pour les Inuit qui y vivent. En effet la Convention limite la propriété des terres à la surface et ce sont les corporations foncières inuit créées dans cette foulée qui en sont propriétaires. Ces titres de propriété permettent aux corporations foncières d'utiliser les terres à des fins commerciales, industrielles, résidentielles ou autres, mais ces terres ne peuvent être vendues ou cédées sauf au gouvernement du Québec et aucun droit tréfoncier ne leur a été accordé (Société Makivik et al. 2014, 31-32). Breton et Cloutier (2017, 95) expliquaient ainsi que « les systèmes de prêts bancaires québécois ne sont pas conçus pour le régime nordique unique » et que le régime d'attribution des terres établi par la CBJNQ complique l'accès à la propriété privée et aux prêts hypothécaires, puisqu'« il est complexe d'obtenir des prêts hypothécaires pour la construction d'une résidence se situant sur un terrain loué ». Si la grande majorité des Inuit du Nunavik résident dans des habitations sociales où le crédit n'est pas nécessaire de la même manière, l'absence d'antécédents de crédit constituera un enjeu dans l'accès au marché privé de l'habitation pour les Inuit qui s'installeront au Sud. En effet, en contexte montréalais, si l'enquête de crédit n'est pas obligatoire, elle est une pratique usuelle de vérification de la solvabilité de futurs locataires des propriétaires. Identifiée par la SQIA lors de notre première rencontre en tant que barrière importante pour les Inuit dans l'accès au logement dans le Sud, la question du crédit a réémergé dans les entretiens. Le récit que fait une participante de sa recherche de logement témoigne de l'obstacle que l'enquête de crédit peut effectivement représenter à Montréal :

*[I went to] look after an apartment and I liked it. But the landlord wanted me to pay \$40 for a credit check. I don't have any money of me, and [my child's dad] only sends her money on Wednesday or Friday. [So you missed it?] I didn't even call [the landlord] to tell him that I'm not going. I really liked the apartment, but I told myself, « I can't fall in love with it, because the chances I would get it... »*

À l'inverse, et venant corroborer combien la question du crédit est un aspect facilitant dans l'accès au logement, un participant habitant dans le Sud depuis son enfance affirmait qu'il n'avait pas eu de problème à louer un appartement, en raison de sa bonne cote de crédit. Son colocataire n'avait à l'époque pas un bon historique de crédit, relate-t-il, et ils ont ainsi misé sur sa propre côte pour louer l'appartement en son nom.

Ensuite, l'absence d'un historique de location peut constituer un autre obstacle dans la recherche de logement. De même que pour la vérification des antécédents de crédit, la demande de références aux futurs locataires est une pratique du système du logement privé qui peut poser un défi pour les jeunes ou les Inuit nouvellement arrivé-e-s à Montréal, qui sans expérience locative privée antérieure pourraient se voir désavantagé-e-s. Une participante y faisait allusion en expliquant que le fait d'avoir été étudiante durant plusieurs années, ses études subventionnées et son logement loué et payé par la Commission scolaire Kativik, avait compliqué sa recherche de logement, lorsqu'elle avait cessé d'être étudiante, car elle ne pouvait fournir de références aux propriétaires :

*"Do you have any references?" "No, because I'm a student" "Oh, you've never lived in an apartment?" "Yes, but it was paid for by KSB [Kativik School Board], then, like, it wasn't under my name, on the lease "*

#### 6.3.3.3 Barrière linguistique

Finalement, alors que la langue était identifiée dans la littérature comme un défi dans l'expérience urbaine des Inuit qui pouvait entraver leur intégration (Pauktuutit 2017) et exacerber leur isolement social (Patrick et Tomiak 2008), les entretiens tendaient à montrer qu'à Montréal aussi, la barrière linguistique peut constituer un défi dans la navigation du système du Sud, et notamment dans l'accès au logement. En raison de la prépondérance du français dans les services publics et la diffusion d'information, la barrière linguistique peut représenter un enjeu important pour les Siqinirmiut dans toutes les sphères de la vie : logement, emploi, éducation, et santé (Lapointe 2021). Si l'ensemble des participant-e-s à la recherche parlaient couramment l'anglais et que c'était la langue dans laquelle la majorité se disait le plus à l'aise de s'exprimer, seulement un peu moins de la moitié des participant-e-s (8) disaient maîtriser le Français également<sup>82</sup>. Le récit que faisait une participante unilingue anglophone de sa recherche de logement et de comment elle s'était fait raccrocher au nez par un propriétaire francophone explicite comment la barrière linguistique peut être un obstacle dans l'accès au logement et une source de discrimination : « [...] *I called one place... and I was like "Do you speak English?", and then he's like, in French "Do you speak French? No? Ok, bye" and bang!* ». Aussi, d'autres participant-e-s expliquait-illes l'avantage

---

<sup>82</sup> Comme le souligne Lapointe (2021) dans son mémoire, seule une infime partie de la population inuit de Montréal ne parle que l'inuktitut. Aucun des participant-e-s de cette recherche n'était dans cette situation. Toutefois, alors que plusieurs participant-e-s ont pour langue maternelle l'inuktitut et parlent couramment l'anglais, quatre des Inuit rencontré-e-s ne parlaient pas le français et un nombre équivalent disaient n'avoir que des bases en français.

que représentait la capacité d'adaptation linguistique en cas de besoin, selon le contexte et à qui illes s'adressent : « *It's very easy for me to just switch into French, ask a question if I need to. I don't always realize like afterwards that I had to do that. [...] I know that's part of like being Inuk for me, being in Montreal. It's like sometimes I just will do that to, you know, make things go easier* ». Sans cette possibilité, et tout en disant tenter d'améliorer son français, la première participante favorisait dans sa recherche de logement les quartiers montréalais les plus anglophones. À la lumière de ce témoignage, on peut penser que la non-maîtrise du français peut représenter pour les Siqinirmiut un défi supplémentaire dans l'accès au logement à Montréal – et d'autant plus dans les secteurs plus francophones de la ville.

En somme, les Inuit qui s'établissent à Montréal pourront ainsi se confronter à des défis de nature socioculturelle inhérents aux différences entre les systèmes du Sud et du Nord, et liés notamment à la navigation dans le système du logement et à la connaissance des responsabilités et des droits qu'illes ont en tant que locataires. La plupart des participant·e·s à l'enquête QS avaient grandi à Montréal ou avaient habité préalablement dans une ville méridionale canadienne et avaient ainsi acquis une connaissance du fonctionnement du Sud et cette caractéristique du groupe de participant·e·s – une majorité ayant vécu une majeure partie de leur vie à Montréal — n'a que très peu permis l'exploration des enjeux de logement que vivent les Inuit à leur arrivée à Montréal. Les seuls Inuit rencontré·e·s qui avaient relativement récemment migré à Montréal avaient vécu au préalable dans d'autres villes du Sud et étaient dans des situations économiques favorables, ayant une éducation postsecondaire et des expériences de travail avantageuses. En découlait une situation résidentielle confortable. Dans cette discussion il faut aussi rappeler que certain·e·s des travailleur·se·s et des étudiant·e·s inuit verront leur insertion résidentielle facilitée par les diverses formes de soutien et d'avantages en matière de logement dont illes pourraient bénéficier respectivement de leur employeur ou du service d'aide aux étudiant·e·s de KI. On peut cependant penser que sans un tel soutien, un·e Inuk venant à Montréal pour travailler pourrait connaître davantage de difficultés d'insertion résidentielle. Ces défis se rapportant à la navigation du système du logement mettent en évidence la différence importante entre le fait d'avoir grandi et d'avoir été socialisé·e·s dans le Sud et le fait d'avoir grandi au Nord, une différence sur laquelle la collaboratrice Inuk au projet QS a insisté lors de la rencontre de discussion des résultats. Face à ces défis spécifiques, il a été soulevé tant par les participant·e·s à la recherche que par la collaboratrice Inuk au projet QS que des ateliers ou des ressources d'information et de sensibilisation portant sur différents aspects du système du logement montréalais (recherche de logement, bail, crédit, budget, droits des locataires et recours ...) seraient bénéfique pour les Inuit

qui ne sont pas familier·ère·s avec la navigation du système du logement du Sud, y compris avant leur arrivée à Montréal. De telles initiatives concorderaient avec l'un des objectifs de la *National Urban Inuit Strategy*, qui vise à développer et améliorer les services afin de préparer et de soutenir dans leur transition les Inuit qui souhaitent s'installer dans les villes (Tungasuvvingat Inuit 2016, 4).

## **Conclusion de chapitre**

Les récits qui forment le cœur de ce mémoire ont montré que les étudiant·e·s et les travailleur·se·s Inuit peuvent expérimenter différentes formes d'insécurité résidentielle à Montréal. D'abord, les témoignages révélaient que si l'itinérance peut affecter les segments plus précarisés de la population inuit active, elle peut aussi faire partie des parcours résidentiels d'étudiant·e·s, de travailleur·se·s ayant des emplois et des revenus stables ou encore d'Inuit habitant la métropole depuis plusieurs années. L'itinérance prenait plusieurs formes dans les récits (absolue, cachée) et était liée à d'autres formes d'insécurité résidentielles (logement insalubre, logement inabordable) qui placent les ménages qui les vivent « à risque d'itinérance » (OCI 2012). Les données recueillies dans le cadre de cette recherche témoignent de l'enjeu important que représente l'abordabilité du logement pour les Inuit à Montréal, et ce, tant pour les ménages à faibles revenus ou monoparentaux, que pour les personnes seules dont les revenus ne sont pas suffisants pour se loger sur le marché du logement privé dans son état actuel.

Ce chapitre a en outre exposé comment l'insécurité résidentielle est intrinsèquement liée aux autres formes d'insécurité vécues dans les parcours de vie (Hulse et Saugeres 2008). L'insécurité économique ou vécue dans le parcours d'emploi, les changements dans les parcours familiaux ou relationnels (décohabitation de chez les parents, rupture amoureuse) auront une influence sur les parcours résidentiels et peuvent en affecter la stabilité ou la sécurité. Des participant·e·s témoignaient de l'insécurité économique liée aux obstacles à l'emploi ou encore à l'emploi précaire, deux facteurs importants de vulnérabilité dans l'accès au logement. Des étudiant·e·s rapportaient que l'insécurité financière avait été une source de stress durant leurs études, et ce, même en bénéficiant de l'aide financière aux étudiants du postsecondaire de Kativik Ilisarniliriniq. Les parcours résidentiels partagés permettent en outre d'identifier certains moments où le risque d'insécurité résidentielle peut être accru (lors d'une séparation, la transition entre deux logements, mais aussi la période qui suit l'arrêt des études pour les étudiant·e·s, lorsque

leur financement prend fin, qu'elles doivent quitter le logement fourni par la commission scolaire Kativik).

Tandis que des Inuit aux situations d'emploi et économiques hétérogènes éprouvaient des problèmes d'abordabilité du logement à Montréal, force est de reconnaître que l'enjeu de l'inabordabilité du logement est lié aux ressources économiques d'un ménage, mais aussi plus largement aux contextes économique et social et du logement ayant cours à Montréal. Ce chapitre a exposé que des obstacles de nature systémique compromettent l'accès à un logement adéquat, de qualité et abordable pour les Inuit qui travaillent ou étudient à Montréal. D'une part, comme l'identifiait la littérature, le contexte tendu du logement dans les centres urbains canadiens constitue en lui-même un obstacle majeur pour les ménages autochtones, et Montréal n'y fait pas exception. Des participant·e·s en recherche d'appartement notaient comment le contexte montréalais du logement semblait s'empirer et comment les loyers des appartements disponibles étaient hors de leurs moyens. L'érosion de l'abordabilité du marché locatif privé montréalais et la faiblesse au niveau des alternatives sociales de logement semblent constituer un enjeu pour les travailleur·se·s Inuit, surtout s'elles vivent de faibles revenus, mais aussi pour celles et ceux ayant des revenus d'emploi stables. D'autre part, si l'érosion de l'abordabilité affecte de manière générale les ménages à faibles et moyens revenus, les Inuit rencontrent en outre des obstacles spécifiques dans leurs accès au logement, la discrimination au logement, notamment. La discrimination systémique et la précarisation en emploi que rapportaient certain·e·s participant·e·s résultent en une insécurité économique accrue, qui peut avoir un impact sur leur sécurité résidentielle. De même, la discrimination au logement aura pour effet de prolonger la recherche de logement et pourrait résulter à terme en des conditions de logement en deçà des normes d'acceptabilité (taille, qualité et abordabilité). En plus des obstacles systémiques à l'accès au logement, différents aspects de la navigation du système de logement du Sud pourraient constituer des défis spécifiques pour les jeunes et les étudiant·e·s ou pour des Inuit nouvellement arrivé·e·s dans le Sud. Ces défis relèvent d'un manque d'expériences, de connaissance ou d'information relativement à certains aspects du système du logement du Sud et des différences entre les systèmes du logement du Nord et du Sud. À la lumière des propos et des expériences des participant·e·s, la connaissance des responsabilités et des droits liés à la location semblait aussi un enjeu, notamment pour les jeunes ou les Inuit ayant peu d'expérience de location dans le Sud. Face à ces défis spécifiques, certain·e·s Inuit bénéficieraient, comme le suggéraient une participante, d'un service de soutien à la navigation des aspects administratifs, financiers et légaux du Sud, mais aussi peut-on avancer de ressources et d'information en matière de responsabilités

et de droits liés à la location, disponibles en anglais et inuktitut. Cumulés, ces obstacles semblent composer une précarisation accrue en matière de logement pour les travailleur·se·s et les étudiant·e·s inuit à Montréal, même si l'insécurité résidentielle n'affecte pas ce groupe de manière homogène. Cette recherche exploratoire tend à montrer que l'insécurité résidentielle pourrait affecter les Inuit vivant à Montréal indépendamment de leur situation socioéconomique et du nombre d'années passées dans le Sud. Toutefois, les défis que rencontrent les étudiant·e·s et les Inuit nouvellement arrivé·e·s dans le Sud dans leurs parcours résidentiels différeront de ceux auxquels sont confrontés les Inuit établi·e·s et ayant acquis une expérience dans la navigation du Sud; ces différentes expériences du logement dans le Sud nécessiteront d'être davantage explorées, afin d'en déterminer les enjeux et les besoins spécifiques.

D'aborder l'insécurité résidentielle à l'aune des parcours résidentiels et de vie permet une compréhension plus holistique du logement et de ses enjeux, de saisir ses ramifications dans tous les aspects de la vie, et ses répercussions tant sur la participation sociale et économique que sur la santé et le bien-être. En rendant l'exercice d'un travail rémunéré ou la poursuite d'études plus difficile, l'insécurité résidentielle contribue à renforcer cycliquement l'insécurité économique (Hulse et Saugeres 2008). « *I'm not working right now ... Because I have no accommodation* » disait une travailleuse sans logis permanent. Elle réaffirmait aussi l'importance du logement dans la santé : « *Health, it encompasses everything [...] it's encompassing like, rent, like all of that* ». En compromettant l'accès à un logement sûr, adéquat et abordable, les facteurs systémiques et spécifiques de l'insécurité résidentielle identifiés dans ce chapitre ont des impacts plus largement sur la santé, le bien-être et la participation sociale et économique de la population inuit montréalaise, et, ultimement sur leur capacité à s'épanouir à Montréal en tant que communauté.

## CHAPITRE 7 : ACCÈS ET MAINTIEN AU LOGEMENT: TACTIQUES RÉSIDENIELLES ET UTILISATION DES RESSOURCES

Face aux obstacles systémiques et aux défis rencontrés sur le marché du logement montréalais, les Siqinirmiut sont des « agents actifs » qui cherchent, par diverses tactiques et grâce aux ressources sociales ou communautaires dont elles disposent, à avoir un contrôle sur leurs conditions de logement, à sécuriser un logement où ils et elles peuvent faire un chez-soi (Hulse et Saugeres 2008, 28). Même dans un contexte où les contraintes systémiques pèsent lourd sur les ménages et réduisent grandement leurs possibilités en matière de logement, il importe de rendre visible leur agentivité et leurs résistances, alors qu'ils ajustent et adaptent continuellement leurs actions et leurs choix face à ces obstacles socioéconomiques qui les précarisent. La notion de « tactiques résidentielles » est ici mobilisée, dans la compréhension que fait Simard (2019) du concept de « tactique » de Michel De Certeau (1990), parce qu'elle traduit l'idée de micro-résistances face aux contraintes du système socioéconomique dominant — ce que De Certeau appelle « braconnage » ou « ruse » (1990, p. xliii) des dominé-e-s. « La tactique doit jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère » (De Certeau 1990, 60), et Simard (2019) avance que « dans le contexte de la relation locative, les tactiques sont donc essentiellement l'apanage des locataires » (2019,130). Il s'agit ainsi de relever les pratiques qui constituent des ajustements des participant-e-s aux obstacles et aux inégalités rencontrés sur le marché du logement. De s'attarder aux tactiques déployées dans les parcours résidentiels permet de mettre au premier plan l'agentivité des Siqinirmiut dans le marché du logement, en évitant une analyse qui se concentre seulement sur les obstacles et présente les enjeux de logement comme subis passivement. Cette analyse met également en lumière les interactions et les relations sociales qui se tissent autour du logement et l'importance de ces dernières en tant que ressources, tant dans l'accès à un logement qu'en cas d'insécurité résidentielle. En effet, si certaines des tactiques résidentielles déployées sont de nature individuelle, plusieurs sont relationnelles — s'appuyant sur les réseaux sociaux et les ressources sociales qu'ils constituent — ou encore de nature communautaire — s'appuyant sur les ressources et les services des organismes communautaires. Ce dernier chapitre reviendra brièvement sur ces trois types de tactiques résidentielles, comment elles sont déployées dans l'accès au logement ou dans des situations d'insécurité résidentielle.



## 7.1 Tactiques résidentielles individuelles

D'une part, les participant·e·s ont fait part de tactiques résidentielles individuelles dans leur accès au logement. Certaines de ces tactiques ont été exposées dans les chapitres précédents, par exemple, lorsque des participant·e·s privilégient des secteurs où les loyers sont plus abordables, afin de maximiser leurs ressources, et d'économiser tout en habitant un logement de qualité, ou encore, lorsque face à la barrière linguistique, une participante unilingue anglophone disait qu'elle cherchait un logement dans un quartier plus anglophone. Lors de la recherche de logement, diverses tactiques résidentielles permettent de s'ajuster aux obstacles rencontrés sur le marché, notamment la discrimination des propriétaires. Une participante explique que pour éviter que les locateur·trice·s présumant de sa situation économique lorsqu'elle visite des appartements, elle s'habille luxueusement et adapte son discours aux attentes de ces derniers, en se présentant comme une travailleuse autonome, à la tête d'une entreprise :

*[...] I'll go there, I'll put on my most expensive rings, I flash my Fossil watch, then I try to check everything. [...] I'll lie on an application, knowing I have money. You know, I wouldn't do it if I had like 100 bucks in my account. [But] I'm able to cover my rent [...] [simulating a conversation with a landlord:] "Then what do you do for a living?" [...] "I'm a business owner"*

D'autres tactiques résidentielles pourront aussi faire partie du registre de la planification et du projet, en impliquant un calcul de coûts sur le long terme. Face aux loyers élevés des appartements locatifs et aux difficultés qu'elle éprouve dans sa recherche de logement, une personne confiait vouloir accéder à la propriété :

*I'm looking for an apartment, but since I made some money this summer [...] I'm thinking of buying a condo. [...] You know, I don't want to rent anymore. There's no point in renting, it's ridiculous. I'd like to find my own little condo [...]* "

On peut supposer que pour les travailleur·se·s qui en auraient les moyens, l'accès à la propriété peut constituer une façon de ne plus avoir à faire face à l'insécurité résidentielle induite par l'inabordabilité des logements en location ou la discrimination des propriétaires, mais aussi par la possibilité de voir son loyer augmenter ou de faire face à une reprise de logement. Saturviit (2015) rapportait à cet effet le cas d'une employée chez Makivik qui, lasse de faire les frais des comportements racistes des propriétaires, avait décidé d'acheter sa propre maison. Ce type de

projet tactique est toutefois peu accessible financièrement pour la majorité de la population inuit (rappelons qu'à Montréal seulement 13% des Inuit sont propriétaires de leur logement contre 40% de l'ensemble des Montréalais·e·s) (Landry 2020).

Finalement, alors que ces tactiques visent à contourner ou neutraliser les obstacles dans l'accès au logement, d'autres sont déployées en situation d'insécurité résidentielle. Par exemple, la sous-location temporaire d'une chambre, d'un appartement ou encore d'une chambre d'hôtel était utilisée par des participant·e·s sans logis comme alternatives résidentielles d'urgence. Toutefois, si ces tactiques résidentielles procurent un abri et un répit dans l'incertitude résidentielle, elles constituent tout de même des situations qualifiées d'« itinérance cachée », parce qu'elles ne résolvent pas de manière durable l'insécurité résidentielle (OCI 2012).

## **7.2 Tactiques résidentielles relationnelles**

Plusieurs participant·e·s ont évoqué des tactiques résidentielles relationnelles, qui mobilisaient leur réseau social, tant pour contrer les obstacles dans l'accès au logement, l'inabordabilité au premier chef, que pour faire face à l'insécurité résidentielle. Alors que l'analyse a porté un éclairage sur les relations sociales entourant le logement — le chapitre 5 ayant démontré l'influence que peuvent avoir les relations sociales dans les choix résidentiels, tandis que le chapitre 6 a exposé qu'en situation d'insécurité résidentielle, des participant·e·s avaient trouvé un hébergement temporaire via leurs cercles sociaux (couchsurfing et sous-location) — les récits des participant·e·s révèlent l'importance de leurs réseaux sociaux en tant que ressource dans leur vie en général, mais aussi dans leur parcours résidentiel et lorsqu'elles font face à l'insécurité résidentielle.

### **7.2.1 Les réseaux sociaux comme ressources**

Alors que l'isolement social peut constituer un défi en milieu urbain, et que des participant·e·s exprimaient combien l'esprit communautaire du Nord leur manque parfois à Montréal<sup>83</sup>, plusieurs

---

<sup>83</sup> Une participante ayant grandi dans une communauté Inuit expliquait ainsi comment « the community spirit » était différent au Nord et comment la communauté « y est connectée en permanence » : « *Being in the city there's not a lot of, like, the only thing I can think of where community meets up it's at churches and stuff, but up North, the community connected all the time. There were events and stuff that brought to the beach. They were events that brought people to the same location where you get to see almost everybody from the community.* »

recherches ont mis de l'avant l'importance des réseaux sociaux dans les expériences urbaines inuit. Pauktuutit (2017) rapportait comment le réseau social joue un rôle crucial dans l'expérience urbaine des femmes inuit, tant dans l'ajustement à la vie urbaine que pour briser l'isolement et l'exclusion sociale chez celles nouvellement arrivé·e·s, en plus d'être un facteur d'ancrage important et de favoriser un sentiment de chez-soi. L'organisation identifiait ainsi le capital social (défini comme les ressources disponibles au sein des réseaux sociaux et des relations sociales d'une personne) comme l'un des éléments clés qui influence l'expérience urbaine des Inuit dans le Sud ; « *access to resources might depend on the size, quality, and diversity of one's network* » (11). De même, Vaudry-Gauthier (2013) rapportait que pour les jeunes Inuit vivant à Ottawa, la recherche d'un réseau social était une stratégie centrale pour un mieux-vivre en milieu urbain. Patrick et ses collègues observaient quant à elles :

*In the urban environment, there is also an increased reliance on social (often kin-based) networks, and a kind of informal economy can develop in order to access "country food," childcare, and income through crafts production and so forth. In short, symbolic resources, including friendship, support, and solidarity networks become vital in linking familiar social strategies (from the North) to the new ones in the city. (Patrick et al. 2011, 74-75)*

Aussi, alors que la population inuit montréalaise a peu d'institutions inuit communautaires et culturelles autour desquelles se rassembler, Lapointe (2021) observait que « *c'est d'abord un rapport d'entraide, c'est-à-dire le fait de savoir que l'on peut compter sur quelqu'un et lui rendre la pareille, qui est le fondement des relations en contexte montréalais* » (189). Les participant·e·s à l'enquête QS ont des réseaux sociaux plus ou moins développés, composés d'Inuit et de non-Inuit, de membres de leur famille pour certain·e·s, et d'un nombre plus ou moins grand d'ami·e·s. Alors que plusieurs avaient migré avec leur famille au Sud, durant leur jeunesse, et avaient ainsi des membres de leur famille dans la région desquels illes se disaient proche et qu'illes côtoyaient régulièrement, d'autres n'avaient aucune parenté au Sud, mais affirmaient tout de même avoir un bon réseau social à Montréal, constitué d'ami·e·s et/ou de collègues de travail. Kishigami (2006) observait à cet effet que si les Inuit maintiennent leurs relations avec leur famille au Nord, une restructuration des réseaux sociaux inuit s'opère à Montréal, les recentrant davantage autour des amitiés. Aussi, la majorité des participant·e·s relaient pouvoir compter sur leurs proches et inversement apporter du soutien à ceux-ci, exposant les dynamiques d'entraides émanant de ces réseaux sociaux. Cette entraide prenait des formes multiples, tant matérielles qu'immatérielles : un soutien émotionnel, des conseils, un support financier, prêter une auto ou offrir un *lift*, offrir un hébergement temporaire, cuisiner un repas de *country food* pour ses petits-enfants, ou encore

partager ses surplus de caribou ou d'outarde. Toutefois, deux participantes partageaient quant à elle ne pas avoir beaucoup d'ami·e·s ou ne pas pouvoir compter sur leurs proches, et semblaient plus isolées socialement; toutes deux étaient des mères monoparentales. Enfin, le maintien des relations avec le Nord est une caractéristique importante des réseaux sociaux inuit dans le Sud (Kishigami 2006; J.-A. Tomiak et Patrick 2010). Lapointe (2021) notait que « la proximité émotionnelle qu'un Inuk a avec un individu n'est pas amoindrie par la distance géographique qui les sépare » et que, grâce aux technologies de communication (téléphone, médias sociaux, etc.), « nombreux étaient ceux qui maintenaient des contacts soutenus, et qu'ils présentaient comme étant très précieux, avec les membres de leur famille partout à travers le pays » (188-189). Les réseaux de soutien et d'entraide des participant·e·s transcendent aussi la frontière de la distance géographique avec le Nord. Par exemple, une étudiante relatait avoir reçu le soutien de sa sœur habitant au Nord lorsqu'elle avait vécu de l'insécurité financière à Montréal, et l'Inuk qui s'était retrouvée en situation d'itinérance durant ses études relatait avoir appelé sa mère :

*Because my mother, she is also resourceful, [...] I would call her, I would say mom, my boyfriend kicked me out. She would say "ah, there is the women's shelter, such and such a place. Look on Kijiji, find yourself an apartment, you know how. She was able to manage here. I got a little bit of that from her, a fighter, like.*

Si Pauktuutit (2017) identifiait ainsi le capital social comme l'un des éléments clés qui influencent l'expérience des Inuit dans le Sud, les données recueillies dans le cadre de la présente recherche laissent entrevoir qu'il représente aussi une ressource importante dans le logement. Alors qu'une personne exposait que son insertion résidentielle à Montréal avait été facilitée par ses relations — « *When I first moved here, I took over an apartment for a friend who was living [here]* » — appuyant les constats de Firang (2019) et Garcia et Dansereau (2010) sur le rôle des réseaux de sociabilités et de soutien dans les processus d'insertion urbaine des ménages migrants, les entretiens corroboraient surtout leur importance dans les parcours résidentiels inuit au-delà de la primo-insertion résidentielle.

### **7.2.2 Habiter avec des proches : colocation et cohabitation**

D'une part, les participant·e·s déployaient des tactiques relationnelles dans leur accès au logement. La colocation et la cohabitation sont des tactiques permettant la mise en commun de ressources économiques, notamment pour les jeunes ou les étudiant·e·s disposant de faibles

revenus (Conseil Jeunesse de Montréal 2021). Le chapitre cinq a exposé comment la plupart des Inuit rencontré·e·s partageait leur domicile avec des proches; certain·e·s relataient avoir cherché un appartement avec des ami·e·s, avoir déménagé dans le logement de leur partenaire, ou encore être retourné habiter chez leurs parents afin d'économiser. Les deux personnes qui habitaient seules par choix disaient quant à elles avoir une relative sécurité financière. Il a été vu que la colocation était aussi une tactique utilisée par des participants pour faire profiter à d'autres de l'avantage que représente le fait d'avoir un bon dossier de crédit dans l'accès au logement.

### **7.2.3 Être hébergé chez des proches : *couchsurfing* et pratiques d'hospitalité communautaires**

D'autre part, l'importance des réseaux de soutien est aussi visible dans les tactiques résidentielles qu'utilisent les Inuit face à l'insécurité résidentielle. Deux des participant·e·s en situation d'itinérance avaient pu compter sur leur réseau social — l'une sous-louant l'appartement d'un ami absent, l'autre étant hébergé par une amie. Ces deux Inuk sans logis ont des cercles sociaux plutôt développés, un réseau d'ami·e·s inuit et non inuit sur lequel illes peuvent compter à Montréal. Ces réseaux sociaux montréalais constituent une ressource dans l'insécurité résidentielle vécue: « *I've got a number of friends that I can rely on* » disait l'un d'eux, « *Like right now, I'm homeless, but I'm couch surfing. I'm staying at [my friend], you know, spare rooms or couches and stuff [until I find] an apartment [...] I have a good network here* ». De même, une Inuk qui relatait s'être débrouillée seule à Montréal depuis la fin de son adolescence avait été hébergée par différentes relations, ce qui lui a permis d'entreprendre ses études postsecondaires. À cet égard, les récits d'autres participantes qui bénéficiaient d'une sécurité résidentielle au moment des entretiens peuvent corroborer l'importance du réseau de soutien face à l'insécurité vécue dans d'autres aspects de la vie. Comme il l'a été abordé au chapitre précédent, deux étudiantes sans emploi depuis qu'elles avaient pris une session d'absence vivaient de faibles revenus. Pourtant, toutes deux avaient une situation résidentielle stable et affirmaient bénéficier d'une relative sécurité financière, en raison du soutien financier de leurs proches. Selon Hulse et Saugeres (2008), les relations sociales constituent ainsi un « fondement de la sécurité résidentielle » et elles établissent un lien entre la sécurité résidentielle et le maintien d'un réseau social fort, qui peut procurer un soutien matériel et pratique. On peut dès lors penser que la faiblesse d'un réseau social et de soutien ou l'isolement social pourront constituer des facteurs vulnérabilisant dans les parcours résidentiels à Montréal, surtout lorsque confronté·e·s aux insécurités résidentielle ou économique. La mère Inuk dont le parcours d'insécurité résidentielle

a été relaté plus tôt avait un réseau social qui ne semblait lui offrir qu'un soutien limité — mère monoparentale, le père de son enfant ne lui envoie qu'un soutien financier intermittent (« once in a while »). Aussi, si elle relatait que des proches l'avait conseillée, « *[one of my family members] wanted me to apply for the Inuit housing here in Montreal. [...] gave me this information. She suggested that I tried that* », elle s'était tournée vers une organisation communautaire pour trouver un toit lorsqu'elle s'est retrouvée en situation d'itinérance.

Bien qu'étant qualifié d'itinérance cachée, le *couchsurfing* est une stratégie importante des populations autochtones pour faire face à l'itinérance (Peters et Kern 2016). Brandon et Peters (2015) ont exposé que le *couchsurfing* est une pratique courante chez les jeunes autochtones vivant à Winnipeg, lorsqu'elles ne parviennent pas à sécuriser un logement adéquat, mais l'ampleur de ce phénomène demeure peu documentée à Montréal. Dans son mémoire de maîtrise pourtant sur l'expérience d'itinérance et de sortie de rue de femmes inuit à Montréal, Dessureault (2015, 74) observait que les pratiques d'« hospitalité communautaire », soit les dynamiques d'entraides faisant qu'au Nunavik, les femmes inuit qu'elle avait rencontrées disaient pouvoir « trouver refuge à tout moment chez leurs familles ou ami·e·s, les portes n'étant jamais verrouillées », étaient dans une certaine mesure transposées dans le contexte montréalais. Les entretiens menés par le projet QS tendent aussi à illustrer la pratique de l'hospitalité communautaire à Montréal. Alors que des participant·e·s en situation d'insécurité résidentielle disaient être hébergés par des proches, d'autres disaient héberger occasionnellement des proches. Par exemple, une Inuk relate qu'elle héberge temporairement un membre de sa famille en attendant qu'il se trouve un emploi à Montréal et un logement : « *I'll try to find him a shared flat. He'll stay with me while he's figuring things out* », affirme cette dernière, alors qu'elle se trouve elle-même dans une situation résidentielle instable, sous-louant temporairement un logement. Une autre Inuk héberge occasionnellement des membres de sa famille ou des proches de passage à Montréal :

*They just pass by, passing through. I don't really want to live with anybody. I just want people that are passing through, like my cousin [...] and I do have my brother come down once in a while. [...] But I don't accept everybody. Yeah, because one time I had a call, then they told me everybody stays at your place. I was like, what ??*

Ces dynamiques d'entraide constituent certes des remparts contre l'insécurité résidentielle, mais la mise au point que fait la deuxième participante, sur le fait qu'elle n'accepte pas tout le monde, pointe aussi vers un autre aspect soulevé par la littérature, qui constitue l'envers de la médaille

de ces pratiques, soit la pression sociale que peuvent ressentir certain·e·s Inuit à aider leurs relations. Au sujet des dynamiques d'entraide dans les communautés nordiques, Pauktuutit (2017, 18) observait : « *Many women in the North feel the weight of a strong pressure to provide for many different individuals. In small communities where few people have well-paid jobs, the social pressure to “help” and “support” relatives and friends can prove untenable* ». Dans son mémoire, Dessureault (2015) avançait, à la lumière des témoignages de femmes inuit s'étant retrouvées à Montréal devant « des portes closes », que la pratique d'hospitalité communautaire était parfois « vécue comme un envahissement par certaines participantes qui la subissait chez elles, au point de vouloir y mettre fin » et qu'une interprétation possible de ces portes fermées était qu'elles pouvaient « être l'expression pour certains membres de la communauté inuit, de leur volonté de s'émanciper de l'obligation d'hospitalité communautaire qu'ils peuvent vivre comme abusive et envahissante » (75-76). Une des participantes à la présente recherche illustre bien comment les pratiques d'hospitalités peuvent entraîner une situation drainante pour les hôtes, et la tension qu'elles peuvent ressentir entre cette pression sociale à aider leurs proches et supporter et l'écoute de leurs propres limites. Elle relate qu'après avoir hébergé un membre de sa famille quelque temps, en raison des difficultés amenées par cette cohabitation, elle avait dû écouter ses propres limites et lui refuser son hospitalité, parce que la situation lui était intenable :

*I helped her come [...] and she's been living here since then and she doesn't really treat me well and I'm trying to be more positive about it. I was, I was helping her so much and she, um, she's just so negative. [...] She just, she's so mean to me and when I try to stand up for myself, like not even be mean to her, it's like she always has to be right. And I just put my guard down because like I don't want to fight. [...] Lately I see her less because I finally put my boundaries up. Like when she says she wants to come by or sometimes she makes really bad decisions, she went almost homeless and at the time, I was really low already because of her, like being really mean to me and she's like, “oh, I'm going to be homeless”. But I knew deep down she wasn't going to be because it was like the certain circumstance. And then I was like, “no, don't come by”. I said, “I'm tired. I want to be alone”. And ever since, like I put more boundaries up and I don't see her as much and I feel better now.*

Les travaux d'Hervé (2015) sur l'entraide au sein des sociétés inuit au Nunavik amènent une compréhension culturelle plus fine de l'« obligation d'hospitalité » et de cette pression que peut représenter la nécessité d'aider les plus démunis pour les Inuit qui ont plus de moyens ou de ressources. Hervé spécifiait d'abord que l'autonomie personnelle est largement valorisée par les

Inuits et que l'aide, dans sa conception inuit, est destinée aux démunis : « demander de l'aide est toléré dans le cas où l'on ne peut pas subvenir à ses propres besoins », résumait-elle (80). Parallèlement, notait l'anthropologue, « on aide en fonction de ses propres capacités, de ses compétences et de ses connaissances [...] on aide principalement quand on a du surplus » (80). Si l'entraide « peut ainsi être considérée comme un élément essentiel dans la naissance et le maintien des relations sociales, car elle relie les membres du groupe les uns aux autres » (84) et sert à assurer le bien-être de la collectivité, l'aide en tant que norme sociale a pour effet corollaire de créer « une pression forte et constante sur tous ceux qui possèdent du surplus et qui sont donc en mesure d'aider les plus démunis » (82), parce que « dès que les autres considèrent qu'une personne a les capacités d'aider, elle est tenue d'aider et elle est sans cesse sollicitée » (81). Ainsi si les pratiques d'hospitalité communautaires permettent de pallier l'insécurité résidentielle, ces dynamiques peuvent en même temps représenter un poids et un facteur de vulnérabilité pour les ménages qui seraient déjà précaires (Conseil Jeunesse de Montréal 2016).

### **7.3 Utilisation des ressources communautaires**

Finalement, seules les deux participantes qui avaient vécu des situations d'itinérance absolue relataient avoir eu recours aux ressources et aux services d'hébergement d'urgence et de deuxième ligne d'organisations communautaires. Dans sa recherche de logement, la participante qui se trouvait en situation de plus grande précarité socioéconomique au moment des entretiens rapportait aussi avoir tenté d'utiliser les services de logement offerts par une organisation communautaire, tel qu'il lui avait été conseillé : « *I put my name at Open Door, and they help Native Inuit with apartment... along with the furniture* ». Dans le groupe de participant-e-s, ce sont les personnes qui se trouvaient dans des situations résidentielles très précaires (lorsqu'elles se trouvaient en situation d'itinérance absolue) et qui ne semblaient pas avoir un réseau de soutien très développé à Montréal qui relataient avoir utilisé les ressources et services en logement d'organisations communautaires. En raison de la nature exploratoire de la recherche, on se gardera d'affirmer que les réseaux sociaux sont des ressources plus mobilisées par les travailleur-se-s Inuit à Montréal dans la recherche et la sécurisation d'un logement que celles communautaires. Toutefois, Lapointe (2021) notait que si les Inuit sans emploi ou en situation précaire ou d'itinérance fréquentent régulièrement les organismes autochtones de Montréal et utilisent l'aide de différents organismes pour dormir ou pour manger (Chez Doris, Projets Autochtones du Québec, le Foyer pour femmes autochtones de Montréal, The Open Door, etc.),



les Inuit à l'emploi et plus privilégiés « fréquentent peu ou pas les organismes autochtones de Montréal en dehors de leurs activités professionnelles » (Lapointe 2021, 74). On remarque en effet que dans le groupe de participant-e-s, les Inuit qui se disaient bien entouré-e-s socialement avaient fait appel à leur réseau social face à des problèmes de logement (pour être hébergé notamment) et que la seule participante qui avait fait usage des services d'hébergement d'une ressource communautaire se trouvait en situation de précarité économique, et disait ne pas pouvoir compter sur son réseau social. On peut penser que les ressources communautaires sont donc cruciales dans les parcours résidentiels des Inuit n'ayant pas de réseau social ou un faible soutien de celui-ci (on peut penser évidemment aux nouveaux arrivant-e-s, mais aussi aux Inuit qui, même en étant dans le sud depuis longtemps, n'ont pas développé leur réseau pour toutes sortes de raisons (marginalisation, isolement social). Dans ces cas, le réseau communautaire prendrait le relais du réseau social. Le parcours de l'étudiante ayant été en situation d'itinérance en atteste: dans sa jeunesse à Montréal, alors qu'elle ne semblait pas avoir un réseau social très développé, elle avait eu recours à une ressource d'hébergement d'urgence communautaire.

Les propos d'une participante peuvent nous permettre d'éclairer pourquoi ces travailleur-se-s vivant de l'insécurité résidentielle ont davantage recours à leur réseau social qu'aux organisations communautaires. Questionnée sur les défis de la vie dans le Sud, elle affirmait que le manque de soutien est un problème à Montréal pour les Inuit qui ne sont pas aux prises avec des enjeux majeurs comme des enjeux d'itinérance ou de dépendance :

*If you don't have problems, you don't have support. Seriously, if you don't have problems, you don't have support. If you don't have like a drug addiction, alcoholism or anything like that, there's zero support for people who just say like, « Hey, I need, you know, this or that » [...] basic things. Yeah, there's zero support. Everything now is just focused on the homelessness issues and, and you know, the Inuit that come in and up on the streets and you know, that's the main focus. So when you, when you have something, there's no real help here. [...] you got to deal with it yourself. And that's the part that's hard, right? Because it's like, yes, there's an ill community [...] [T]he thing that bothers me is how we're just all categories in one basket, when there's some who have zero real issues other than hey, I might not have enough money to buy food and I need a food basket. But then, I find for all aspects, whether it's a native issue or others, they're putting more focus on the homelessness on a whole, I guess, because there's more money going into that sector in terms of funding. So, that's the part that sucks, there is no real, I don't feel there's any real support for us.*

Si les Inuit plus marginalisées à Montréal peuvent bénéficier du soutien de divers organismes communautaires, dont plusieurs offrant des services de logement (souvent axés sur l'hébergement de première ligne et temporaire)<sup>84</sup>, il apparaît que la population inuit rencontrée dans le cadre de cette recherche, soit les Inuit à l'emploi ou étudiant à Montréal, pourrait se trouver face à un manque de services, notamment en matière d'enjeux liés au logement. Lapointe (2021) constatait que si les Inuit en situation de plus grande précarité bénéficient ainsi du soutien de divers organismes communautaires, et notamment de refuges, la création de la Southern Quebec Inuit Association est particulièrement importante pour la population inuit à l'emploi ou moins précarisée. À leur sujet, elle explique :

*Pourtant nombreux, ces Inuit n'avaient auparavant qu'un accès limité à des ressources autochtones en ville, encore moins inuit. [...] il y a effectivement une grande partie des fonds dédiés aux Inuit urbains qui sont investis dans divers moyens d'aider les plus vulnérables. Pourtant, ces derniers n'ont pas moins besoin de ressources et de soutien [...]*  
(Lapointe 2021, 132)

À la lumière de ses propos, on pourrait avancer que les services et les ressources en logement destinés à la population autochtone à Montréal, en étant plus axés sur l'itinérance et l'hébergement d'urgence/de première ligne, cibleraient des clientèles plus marginalisées ou faisant face à des enjeux socioéconomiques plus aigus et pourraient ainsi être moins fréquentés

---

<sup>84</sup> On peut nommer ainsi le Foyer pour femmes autochtones de Montréal (FFAM), qui offre des ressources d'hébergement d'urgence et d'hébergement temporaire pour les femmes autochtones et leurs enfants. Ayant pour objectif « d'offrir un milieu sécuritaire où les femmes peuvent commencer à reconstruire leur vie » et de favoriser leur autonomisation et leur indépendance, le FFAM leur offre un soutien culturellement adapté. Les femmes autochtones peuvent ainsi habiter avec leur enfant dans l'une de 13 chambres privées, pour un séjour pouvant durer jusqu'à trois mois. Leurs programmes comprennent aussi un service de soutien au logement et d'assistance dans l'obtention d'un logement social. Au moment d'écrire ces lignes, la construction du projet Miyoskamin avait débuté, une maison d'hébergement de deuxième étape dédié aux femmes autochtones et à leurs enfants, qui intégrera une clinique de pédiatrie sociale. Développé dans une continuité des services d'hébergement de première ligne déjà offerts par l'organisation, et en reconnaissance des défis auxquels sont confrontées plusieurs femmes Autochtones et leurs familles à la fin de leur séjour au Foyer (notamment la discrimination en matière de logement, les discriminations systémiques, les barrières linguistiques, et dans l'éducation et l'emploi), Miyoskamin se veut une « solutions à long terme et une base solide où elles peuvent guérir et réaliser leurs espoirs et leurs rêves » (<https://ffamfr.squarespace.com/miyoskamin>).

L'organisme Chez Doris offre quant à lui une ressource d'hébergement d'urgence pour les femmes, en plus de deux programmes spécifiquement destinés aux femmes autochtones ou inuit : le Programme de logement autochtone propose entre autres un service de référencement pour trouver un logement permanent, tandis que le Programme d'aide aux Inuit, en partenariat avec la Société Makivik, embauche une intervenante inuit en soutien aux femmes inuit se trouvant dans une situation de vulnérabilité ou sans-abris (<https://www.chezdoris.org/services-programmes/aide-aux-inuits-et-logement-autochtone/>).

The Open Door offre aussi un programme de logement soutenant les personnes à faible revenu et en situation d'itinérance à trouver un logement permanent (<https://www.opendoortoday.org/>) tandis que l'organisme Projet Autochtones du Québec (PAC) offre une ressource d'hébergement d'urgence ainsi qu'un programme de logement de transition. <http://www.paqc.org/fr/accueil/>.

par les Inuit moins précarisé·e·s socioéconomiquement, mais qui bénéficieraient de services de soutien à la recherche de logement ou d'information sur les droits des locataires, par exemple.

## **Conclusion de chapitre**

En définitive, de s'attarder aux tactiques déployées par les Siqinirmiut dans leurs parcours résidentiels permet de remettre au premier plan leur agentivité dans le marché du logement face aux obstacles et aux défis rencontrés, mais aussi de visibiliser les interactions et les relations sociales qui se tissent autour du logement et l'importance de ces dernières en tant que ressources dans leur quête de sécurité résidentielle. Dans les parcours résidentiels rapportés, on constate en effet l'importance du réseau social et des dynamiques d'entraide en tant que ressources face aux enjeux discutés au chapitre six : des Inuit rapportaient des tactiques résidentielles relationnelles, tant pour contrer l'inabondabilité des loyers (colocation et cohabitation) que pour se loger temporairement en cas d'insécurité résidentielle (couchsurfing, sous-location). De même, le réseau social semblait avoir facilité pour certain·e·s l'insertion résidentielle — que ce soit pour trouver un premier appartement lors l'arrivée à Montréal, pour bénéficier de l'avantage que représente le bon dossier de crédit de d'autres lorsqu'ils tentent de louer un appartement ou par l'obtention d'informations ou de conseils en rapport avec le logement — ou le maintien au logement, lorsque des proches procuraient un soutien financier dans des périodes d'insécurité accrue. À la lumière des parcours rapportés, la force des liens sociaux et du réseau de soutien semble être un facteur favorisant la sécurité résidentielle, et on peut penser inversement que l'isolement social pourrait être un facteur de vulnérabilité face à l'insécurité résidentielle. De fait, seules deux participantes relataient avoir eu recours aux ressources des organisations communautaires dans leur parcours résidentiel lorsqu'elles avaient vécu une situation d'itinérance; toutes deux semblaient à ce moment ne pas avoir un réseau social sur lequel compter et se trouvaient sans autres ressources que les services d'hébergement des organisations communautaires.

En terminant, il est intéressant de rapporter que certaines tactiques résidentielles visent à aménager l'espace immédiat pour se l'approprier, pour en faire un chez soi. En citant une étude s'intéressant aux stratégies pour se sentir mieux lors de l'arrivée en ville pour les Inuit séjournant à Québec pour recevoir des soins de santé, Vaudry-Gauthier avance que l'aménagement de l'espace privé avec des objets rapportés du Nord « permettrait [aux jeunes Inuit vivant à Ottawa] de familiariser leur environnement qui leur est étranger avec des objets porteurs de sens, et à se

l'approprier » (Vaudry-Gauthier, 2013, 18, référant à Grondin (1990)). Une participante rencontrée par QS relatait ainsi qu'elle ramenait de ses visites dans sa communauté des objets porteurs de sens, avec lesquelles elle a grandi et qu'elle ne peut pas trouver au Sud, de la nourriture ou de l'art inuit par exemple, lui font se sentir « *at home* » : « *Just little things that I pick up that make me feel at home. There's a few things that pick up or like things that I made being younger [...] It would be nice to have more things that connect me to home [...] But those are expensive, here or in the North* ».

## CONCLUSION FINALE

À partir de récits partagés par dix-sept Siqinirmiut, ce mémoire a brossé un portrait exploratoire et qualitatif des parcours résidentiels des travailleur·se·s et des étudiant·e·s inuit à Montréal. Alors que près du tiers de la population inuit réside aujourd'hui hors de l'Inuit Nunangat (Statistique Canada 2022) et qu'une importante population inuit est établie à Montréal, cette recherche élaborée en collaboration avec l'équipe de l'enquête *Qanuikkat Siqinirmiut?* visait à enrichir la compréhension des expériences et parcours résidentiels des Inuit dans la métropole et à documenter les obstacles et les défis spécifiques qu'elles rencontrent en matière de logement. L'approche qualitative a permis de mettre de l'avant, et dans leurs mots, la perception qu'ont les Siqinirmiut de leurs parcours et de leurs conditions de logement. Le cadre d'analyse des parcours résidentiels (Clapham 2002) mobilisé, en se distanciant des présupposés universels en matière de trajectoires et de préférences résidentielles, a permis d'aborder l'habiter dans une perspective élargie, en contextualisant le logement au sein des autres dimensions du parcours de vie des participant·e·s (migration, éducation, emploi, relations sociales, etc.), et en accordant une importance tout aussi grande aux relations (avec les lieux et avec les gens) et aux événements et à leurs significations, qu'aux lieux habités.

Si la plupart des participant·e·s rencontré·e·s bénéficiaient d'un logement stable et ne semblaient pas vivre d'insécurité résidentielle majeure, les récits recueillis ont contribué à mettre en lumière des situations de logement inadéquat, qui attestent l'insécurité résidentielle que peuvent vivre les Inuit travaillant ou étudiant à Montréal. En effet, trois des dix-sept participant·e·s n'avaient pas de domicile au moment des entretiens et vivaient différentes formes d'insécurité résidentielle, tandis que d'autres ont aussi relaté avoir vécu des épisodes d'insécurité résidentielle ou économique. En ce sens, l'hétérogénéité des situations socioéconomiques des participant·e·s a permis de visibiliser la pluralité des expériences au sein du groupe composé des travailleur·se·s et des étudiant·e·s inuit. Les résultats ont été présentés en trois chapitres, qui ont exploré les parcours résidentiels, l'insécurité résidentielle et les tactiques résidentielles.

Le chapitre cinq a exploré différents aspects et temporalités des parcours résidentiels, à commencer par les motifs et les parcours de vie qui sous-tendent l'installation dans la métropole. Les récits partagés par les participant·e·s corroboraient comment autant des facteurs d'attraction (éducation, emploi, accès aux ressources) que des facteurs d'exodes (souffrance sociale, contexte économique, crise du logement et lacunes structurelles dans les communautés

nordiques) sont à l'œuvre dans les parcours des Inuit qui s'établissent à Montréal. Les propos rapportés soulignaient combien les contextes du Nord et du Sud sont inextricables dans la compréhension des parcours résidentiels des Siqinirmiut, et comment l'incapacité à établir un chez-soi sécuritaire dans les communautés de l'Inuit Nunangat continue de pousser des Inuit à migrer vers Montréal et s'y établir, dans l'espoir d'y trouver de meilleures conditions de vie pour eux-mêmes et leur famille. Ce chapitre a ensuite relaté les conditions de logement des participant·e·s qui, pour la plupart, bénéficiaient d'une sécurité résidentielle relative et disaient se sentir confortables dans leur quartier. Leurs configurations résidentielles étaient toutefois diverses et reflétaient l'hétérogénéité des situations économiques et familiales : la majorité était locataire, mais certain·e·s disposaient de ressources financières permettant l'acquisition d'un condo, et si les participant·e·s habitaient pour la plupart en colocation ou en couple, il est notable que trois femmes étaient à la tête d'une famille monoparentale. En ce qui a trait aux secteurs de résidence, si la proximité du lieu d'étude ou de travail était importante dans la localisation résidentielle des participant·e·s, d'autres facteurs l'influencent aussi : l'abordabilité, la possibilité d'habiter avec ou à proximité de leurs relations, ainsi que les préférences pour les caractéristiques d'un quartier (quiétude, sécurité), le mode de vie qu'il offre et les habitudes qui y sont ancrées. Malgré une grande dispersion résidentielle à travers la région métropolitaine montréalaise, certains secteurs semblent « plus stratégiques » et attirer davantage les Inuit à l'emploi ou étudiant·e·s, notamment Dorval, Lachine, Lasalle, Verdun et Saint-Laurent, comme le constatait déjà Kishigami (1999). Cette concentration à l'ouest de l'île pourrait s'expliquer par le « pôle d'emploi » que constitue la présence d'employeurs inuit importants (Kativik Ilisarniliriniq, Société Makivik, Air inuit), par la présence du campus du Cégep John Abbott, et aussi de ressources inuit, comme le Centre Ivirtivik et l'Association des Inuit du sud du Québec (SQIA). Finalement, il a été vu que les participant·e·s à la présente recherche étaient divisé·e·s quant à leurs aspirations résidentielles et à la possibilité de vivre au Nord. Si une majorité se voyait demeurer dans le Sud et que certain·e·s se revendiquaient fièrement comme « Inuk urbain·e », trois jeunes adultes avaient pour ambition de (re)déménager au Nord pour y travailler, avoir un engagement social auprès des Inuit et renouer avec leurs proches, le territoire, et leur culture. Si la majorité ressentait un fort attachement pour l'Inuit Nunangat, plusieurs étaient indécis·e·s, en raison notamment du contexte socioéconomique nordique — l'insécurité relationnelle, alimentaire et résidentielle étant des freins majeurs évoqués par les participant·e·s. En contrepartie, différents éléments semblaient être des facteurs d'ancrages importants dans la métropole, notamment la stabilité et les perspectives d'emploi, mais aussi le souci des parents face au bien-être de leurs enfants, ainsi que la présence d'un réseau

social et d'êtres chers constitué après plusieurs années de vie dans la métropole dont il serait difficile de s'éloigner.

Le chapitre six s'est ensuite centré sur l'insécurité résidentielle et les différentes formes que cette dernière peut prendre dans les parcours inuit montréalais. Si la population sur laquelle se concentrait ce mémoire peut sembler au premier égard moins socioéconomiquement marginalisée, les témoignages recueillis ont permis d'exposer que même en étant établi depuis plusieurs années à Montréal, et en occupant un emploi stable, des Siqinirmiut avaient vécu des situations d'insécurité résidentielle préoccupantes, l'expérience de l'itinérance (absolue ou cachée) et de l'insalubrité résidentielle, notamment. Les données recueillies témoignaient des obstacles importants que représentent la discrimination au logement et l'inabordabilité du logement pour les Inuit à Montréal, dans un contexte qualifié de « crise du logement » à la fois par les regroupements de défense des droits des locataires et le milieu de la recherche. Ce chapitre a en outre exposé comment l'insécurité résidentielle est intrinsèquement liée aux autres formes d'insécurité vécues dans les parcours de vie (Hulse et Saugeres 2008). L'insécurité économique, vécue dans le parcours d'emploi ou d'étude, tout comme les changements dans les parcours familiaux ou relationnels (départ du foyer familial, rupture amoureuse) influencent les parcours résidentiels et peuvent en affecter la stabilité ou la sécurité. Des travailleur·se·s témoignaient ainsi des obstacles à l'emploi et de la précarité économique rencontrés à Montréal, tandis que des étudiant·e·s rapportaient comment l'insécurité financière avait été une source de stress durant leurs études postsecondaires, et ce, même en bénéficiant de l'aide financière aux étudiants de Kativik Ilisarniliriniq. D'étudier ainsi les parcours résidentiels comme parallèles aux autres parcours de vie, expose les multiples ramifications du logement dans tous les aspects de la vie. Le logement a été identifié par des participant·e·s à la recherche comme un des éléments importants de la santé et du bien-être des Inuit à Montréal, au côté de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de l'accès à la justice. Les témoignages ont mis en lumière l'influence de la sécurité résidentielle sur l'accès à l'emploi, ainsi que son importance dans le maintien des relations et dans la construction du sentiment de chez soi. Sur ce dernier point, une Inuk s'exprimait ainsi: « *Oh, yeah, [housing is important]. It really gives you the sense of like, "oh, I have home"* ». De la prise en compte de l'étroite interrelation entre les types d'insécurité dans les parcours découle aussi corollairement la nécessité de prendre en compte simultanément les insécurité : l'insécurité résidentielle, mais aussi la précarité d'emploi, l'insécurité économique durant les études, et l'insécurité relationnelle, qui participent toutes de manière indirecte à la sécurité résidentielle des Inuit vivant à Montréal.

L'analyse a finalement porté sur les éléments systémiques qui participent à précariser les Inuit sur le plan résidentiel, en identifiant deux principaux obstacles dans leur accès au logement. D'une part, les témoignages recueillis dans le cadre de cette recherche tendent à montrer que pour les travailleur·se·s inuit, même une sécurité financière relative ne garantit pas l'accès à un logement convenable à Montréal et que l'érosion de l'abordabilité des logements locatifs sur le marché dominé par la logique capitaliste constitue un obstacle important pour les Siqinirmiut. D'autre part, si ce contexte du logement montréalais précarise les ménages à faibles et moyens revenus en général, les étudiant·e·s et les travailleur·se·s inuit font en outre face à l'obstacle spécifique que représente la discrimination au logement. L'analyse a mis en évidence que les parcours résidentiels inuit sont marqués par des tendances partagées avec d'autres groupes, mais aussi singulières aux Inuit. Sur ce point, différents aspects de la navigation du système de logement du Sud peuvent aussi constituer des défis spécifiques, pour les jeunes et les étudiant·e·s ou pour des Inuit nouvellement arrivé·e·s dans le Sud, notamment : la connaissance des droits liés à la location privée, l'absence d'antécédents de crédit et de location ainsi que les obstacles linguistiques. Ces défis relèvent d'un manque d'expérience, de connaissance ou d'information relatif à certains aspects du système du logement du Sud. Le réajustement à ce nouveau fonctionnement dans le Sud pourrait être facilité, comme le suggérait une participante, d'un service de soutien à la navigation, mais aussi, peut-on avancer, de ressources et d'information en matière de responsabilités et de droits liés à la location, disponibles en anglais et inuktitut.

Finalement, le chapitre sept a traité des tactiques résidentielles déployées par les participant·e·s, en mettant de l'avant leur agentivité face aux enjeux résidentiels vécus. En suivant la trame des relations qui se tissent autour du logement, l'analyse a permis de relever l'importance des relations sociales en tant que ressources dans les parcours résidentiels. En effet, des tactiques relationnelles, qui s'appuient sur le réseau social et les dynamiques d'entraide, étaient rapportées, tant pour contrer l'inabordabilité des loyers (colocation et cohabitation) que pour se loger temporairement en cas d'insécurité résidentielle (couchsurfing, sous location). Avoir un réseau social sur lequel compter semblait avoir rendu plus facile à gérer les épisodes d'insertion résidentielle — que ce soit pour trouver un premier appartement lors de l'arrivée à Montréal, ou bénéficier de l'avantage que représente le bon dossier de crédit d'autres personnes lorsqu'ils tentent de louer un appartement — ou le maintien au logement — lorsque des proches procuraient un soutien financier dans des périodes d'insécurité.

En somme, ces obstacles spécifiques et ces défis cumulés peuvent composer une précarisation accrue en matière de logement pour les travailleur·se·s et les étudiant·e·s inuit à Montréal, même



si l'insécurité résidentielle n'affecte pas ce groupe de manière homogène. En compromettant l'accès à un logement sûr, adéquat et abordable, les facteurs systémiques et spécifiques de l'insécurité résidentielle ont des impacts plus largement sur la santé, le bien-être et la participation sociale, économique et politique de la population inuit montréalaise, et, ultimement sur leur capacité à s'épanouir à Montréal en tant que communauté et à y faire un chez-soi.

En raison de la petite taille du groupe de participant-e-s et du mode d'échantillonnage qui pourrait induire des biais en son sein, le lectorat doit se garder de généraliser les présentes données de recherche ou d'en tirer des conclusions définitives sur les parcours et enjeux résidentiels des Inuit étudiant ou travaillant à Montréal. Ces parcours résidentiels éclairent toutefois leurs expériences du logement, ouvrant une fenêtre sur des réalités distinctes et plurielles auxquelles il faudra porter une attention plus poussée. Par exemple, si la composition du groupe — une majorité étant dans la vingtaine ou la trentaine — a permis de poser un regard inédit sur les expériences de jeunes adultes inuit dans les moments de transition que sont le départ du foyer familial, la fin des études postsecondaires ou l'entrée sur le marché du travail, ainsi que les insécurités résidentielles qui y sont liées, les parcours résidentiels et les défis rencontrés par les « migrant-e-s récent-e-s » sont demeurés dans l'ombre. Il semble primordial de se pencher davantage sur les processus d'établissement des Inuit à Montréal et les défis que rencontrent les étudiant-e-s et les travailleur-se-s nouvellement arrivé-e-s dans le Sud, qui pourraient différer de ceux auxquels sont confrontés les Inuit établi-e-s et ayant acquis une expérience dans la navigation du Sud qui composaient majoritairement le groupe de participant-e-s. Aussi, si les résultats tendent à poser la présence de liens sociaux et d'un réseau de soutien comme un facteur favorisant la sécurité résidentielle, cet aspect des parcours résidentiels devra être davantage étudié. Alors que seulement deux participantes relataient avoir eu recours aux ressources d'organisations communautaires lorsqu'elles avaient vécu une situation d'itinérance, un portrait plus précis de l'utilisation des ressources communautaires et des services liés au logement par les travailleur-se-s et les étudiant-e-s gagnerait à être fait. Les parcours résidentiels de sous-groupes spécifiques mériteraient également d'être davantage documentés, notamment ceux des étudiant-e-s, qui ont moins été mis en lumière que ceux des travailleur-se-s, mais aussi les expériences des familles et des Inuit à la tête d'une famille monoparentale, ou des Inuit 2LGBTQ. Parmi les voix manquantes à ce portrait, on peut aussi souligner celles des Aîné-e-s, qui sont particulièrement touché-e-s par la pauvreté à Montréal — le tiers (33%) des Inuit de 65 ans et plus vit sous la mesure de faible revenu (Landry 2020) — une situation qui aura assurément une incidence sur leur capacité à se loger adéquatement.

Ce mémoire a ainsi exposé que les obstacles auxquels font face les Siqinirmiut dans leur accès à un logement sûr, de qualité et abordable sont de nature systémique. Le système du logement est façonné par la perspective dominante, qui conçoit le logement principalement comme un actif et un investissement, un moyen d'accroître la richesse des investisseurs, et non comme ce qu'il est d'abord : un lieu de vie et un chez-soi (Madden et Marcuse 2016). Tant qu'une telle conception du logement perdurera au sein de notre société, ses répercussions majeures sur le cadre législatif et les politiques sociales du logement, mais aussi les comportements des acteurs du système, continueront d'affecter directement la sécurité résidentielle des locataires (Hulse et Milligan 2014) et, globalement, leur droit au logement. De même, la discrimination systémique au logement constitue un obstacle majeur pour les Inuit à Montréal, toutefois, en l'absence de mécanismes étatiques réellement contraignants, ces pratiques racistes demeurent largement dans l'impunité (Posca et Mansour 2020). Dans ce contexte, il est toutefois possible d'agir sur des éléments qui ont le potentiel de sécuriser les parcours résidentiels des Siqinirmiut à Montréal. Dans son évaluation des besoins des femmes inuit à Ottawa en matière de logement et d'hébergement, Pauktuutit (2022) concluait qu'il existait un « continuum de besoins » qui devaient être adressés simultanément :

*Many Inuit successfully adapt to urban living and find appropriate housing. Many others require settlement services similar to those immigrating from other countries. Needs range from information on the housing situation and how it is different from the North, to help getting onto lists and filling out paperwork. Those with the highest needs require individualized support, access to culturally safe health and social services before and after finding housing. (Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022a, 33)*

Pour combler ces besoins, l'organisation identifiait la nécessité d'un continuum de ressources et de services culturellement appropriés, qui allait des ressources en hébergement de première ligne (refuges d'urgence, ressources en itinérance) à des options de logement permanent et abordable, en passant par le soutien individuel au logement. Au niveau communautaire, des initiatives spécifiques et culturellement adaptées, supportées par des financements adéquats, pourraient remédier aux défis identifiés dans le chapitre six, la création de ressources d'information en anglais et inuktitut portant sur la navigation du système du logement et sur les droits des locataires par exemple. On peut aussi penser que des ateliers éducatifs portant sur les différences entre les systèmes de logement du Sud et du Nord (le crédit, le budget, la recherche de logement et la signature d'un bail, etc.) pourraient aider à faciliter la transition au niveau du logement des Inuit qui souhaitent s'installer à Montréal. De même, la sensibilisation des organismes de défenses des

droits des locataires montréalais quant aux réalités inuit pourrait permettre la création de liens entre ces premiers et les organisations inuit locales et ainsi le référencement des Inuit vivant des enjeux de logement et des litiges avec leurs propriétaires vers ces ressources.

Au-delà des services et des ressources cruciales des organisations communautaires inuit et autochtones, les enjeux de logement vécus de manière disproportionnée par les Autochtones à Montréal nécessitent une attention et un financement accru de chacun des paliers gouvernementaux. Au niveau des politiques publiques, si la Ville de Montréal détient certaines responsabilités en matière d'habitation sur son territoire, ces dernières peuvent constituer autant de « leviers » d'action dans les enjeux du mal-logement, notamment en ce qui a trait à l'insalubrité, mais aussi dans le soutien financier à la création d'une offre de logement social pour autochtones (OCPM 2020), ou encore dans l'établissement d'un registre de contrôle des loyers. De même, la création d'un fonds municipal de garantie pourrait servir de caution pour les personnes qui n'ont pas d'historique de crédit, palliant ainsi la discrimination systémique que cela entraîne (OCPM 2020). Si aucun·e des participant·e·s ne vivait dans un logement social, on peut supposer que plusieurs Inuit pourraient bénéficier à Montréal du développement d'une offre autochtone de logement social, qui, hors du marché privé et de ses logiques marchandes, procurerait davantage de stabilité dans l'occupation, une fixation des loyers à un niveau abordable, et évacuerait probablement l'obstacle de la discrimination au logement. En effet, la revue de littérature identifiait le manque d'alternatives sociales au marché du logement privé comme un des défis majeurs pour les ménages autochtones urbains (Brandon et Peters 2015; Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées 2019; Pauktuutit Inuit Women of Canada 2022a). Alors qu'au niveau fédéral, l'absence d'une stratégie distincte pour les Autochtones vivant en milieux urbains a été une critique adressée à la Stratégie nationale sur le Logement (Indigenous Housing Caucus Working Group of Canadian Housing & Renewal Association 2018), au niveau provincial, plusieurs ont appelé au financement et au développement de programmes spécifiquement dédiés au développement de logement social pour les ménages autochtones urbains (RCAAQ 2016; CERP 2019<sup>85</sup>, Office de consultation publique de Montréal 2020). En décrivant l'écart majeur entre l'offre de logement social pour la population autochtone et non autochtone, le Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec recommandait ainsi l'inclusion de la spécificité autochtone dans les programmes de la Société d'Habitation du Québec

---

<sup>85</sup> En rappelant que l'accès à des logements adéquats est essentiel au bien-être social et économique des Autochtones, la Commission Viens incitait le gouvernement à contribuer financièrement aux initiatives de logements sociaux pour Autochtones en milieu urbain » (CERP - Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès 2019, 249).

(SHQ), pour une approche du logement qui traduise les réalités et besoins des Autochtones urbains et leur garantisse l'accès à un logement décent et abordable, en « favorisant leur propre projet de société, dans une approche culturellement sécurisante » (RCAAQ 2016, 7). Des recherches ont en effet souligné les impacts positifs du logement social autochtone développé et géré *par* des organisations autochtones (Walker 2008), en plus de favoriser l'emploi et le développement de compétences des résident·e·s autochtones urbains (Brandon et Peters 2015). Si le Québec accuse un retard en la matière au regard d'autres provinces, dans les dernières années, deux projets de logement pour familles autochtones se sont profilés dans le paysage montréalais: un duplex abordable pour familles autochtones réalisé en partenariat avec le Centre d'Amitié autochtone de Montréal (Niosi 2018), ainsi qu'un projet d'immeuble pouvant loger une centaine de familles autochtones dans l'arrondissement Verdun porté par l'organisme Montréal Autochtone (Goudreault 2022). De tels projets<sup>86</sup> représentent une implication de longue haleine pour les organismes autochtones les portant, qui sont souvent confrontés à des défis d'ordre financiers<sup>87</sup>. Leurs aboutissements, l'accès de familles autochtones à la propriété ou à un logement abordable sur le territoire autochtone non cédé qu'est Montréal, ont cependant une valeur symbolique forte, rappelle Philippe Tsaronserre Meilleur, directeur général de Montréal Autochtone (Niosi 2018). De même, la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec pilote à l'heure actuelle des projets de milieux de vie pour les étudiant·e·s autochtones et leur famille dans trois villes québécoises — Sept-Îles, Trois-Rivières et Québec — financés par le gouvernement provincial à la suite des recommandations de la Commission Viens ([Radio-Canada 2021](#)). Alors que les jeunes autochtones ont tendance à préférer habiter un appartement dont le gestionnaire est autochtone, en raison de la discrimination des propriétaires blanc·he·s (Conseil Jeunesse de Montréal 2016), la création de milieux de vie pour étudiant·e·s autochtones à Montréal contribuerait à la sécurisation de leurs parcours résidentiels. Dans son mémoire de maîtrise au titre évaluateur, « *Reconciliation Requires Housing: The Role of Housing In Enhancing Access To Higher Education For Indigenous Learners* », l'étudiante autochtone issue de la communauté Six Nations of the Grand River E. Victoria Bomberry (2022) ouvre plus largement la conversation sur ce que pourrait concrètement impliquer la réconciliation avec les Premiers peuples en termes de logement. Étant donné l'importance du logement étudiant

---

<sup>86</sup> On peut également citer le projet Kijaté, un immeuble de 24 unités de logements sociaux pour Autochtones porté par le centre d'amitié autochtone de Val-D'Or.

<sup>87</sup> Après avoir reçu un financement de démarrage du gouvernement fédéral, le projet porté par Montréal Autochtone est cependant confronté à des défis de financement pour sa réalisation : si l'arrondissement et la Ville de Montréal appuient politiquement et financièrement le projet, l'aide financière des paliers gouvernementaux supérieurs est requise pour compléter le montage financier qui assurera sa réalisation.

développé *par* et *pour* les Autochtones dans la réussite et le bien-être culturel et social des étudiant.e.s autochtones, Bomberry soutient que le développement de telles initiatives sur les campus universitaires constitue une action concrète de réconciliation dans laquelle peuvent s'engager les institutions universitaires (Bomberry 2022, ii). Comme le pose Bomberry, la réconciliation nécessite fondamentalement l'action et un redéploiement équitable des ressources et du pouvoir :

*To me, reconciliation is more than an apology and fundamentally requires action. Action that is supported by direct and sustained investment. The processes and outcomes of reconciliation requires equitably shifting investments, resources, and power from the Canadian state to Indigenous Nations so that Indigenous Peoples can recover, revitalize, and restructure their Nations to thrive free from the intrusion and coercion of colonialism and its associated structures (i.e. capitalism). (Bomberry 2022, xi)*

En appréhendant Montréal en tant que *ville colonialiste*, « en tant que site d'expression et d'actualisation du pouvoir colonial » (Guimont et al. à paraître), ce mémoire a mis en lumière comment les expériences de logement des ménages inuit en milieu urbain sont modelées par l'interaction entre les processus urbains capitalistes et colonialistes. Or, de considérer ainsi la ville de Montréal comme un lieu stratégique du colonialisme doit nous amener simultanément à la positionner comme un lieu tout aussi stratégique de décolonisation. Les villes canadiennes ont été fondées sur le déplacement et la dépossession des Peuples autochtones, et elles ont bénéficié de ce système colonial-capitaliste d'accumulation par dépossession, tout autant que leur population dominante. Aussi, à l'heure où les villes canadiennes entament une réflexion sur leur rôle dans les processus de réconciliation menée avec les Premiers Peuples, Montréal y compris (voir Ville de Montréal 2020), il est primordial d'amorcer une réflexion collective et politique sur la traduction qu'une telle volonté peut prendre dans le domaine du logement : des actions concrètes — la rétrocession de terrains publics à des initiatives de logement social autochtone ou le financement accru de programmes et de ressources — qui sécuriseraient l'expérience du logement des Inuit habitant la métropole. De défendre le logement en tant que lieu de vie, et en tant que ressource qui devrait être équitablement distribuée à toutes et tous, peut ultimement nous amener à réfléchir au logement en tant que composante cruciale d'un *droit à la ville* décolonisé.

\*

Lors de la rencontre de discussion des résultats, l'échange avec la collaboratrice Inuk de l'équipe du projet QS a été pour moi un moment d'apprentissage et d'affinement de ma compréhension.

Je souhaitais la remercier de ce partage, tout en respectant son souhait de demeurer anonyme, en lui laissant les derniers mots de ce mémoire, pour qu'ils soient ceux qui habitent le lectorat, in fine :

*The issue of housing for my people is very complicated. It stems from the North, and it's all part of this multi-generational trauma. But all these things in the South, the systemic racism, the economic and employment issues, the relationships, it's a whole for people down here. Everything connects at some point, it's not just economic, not just employment, not just racism, not just housing, it is a whole, and that's the way Inuit look at life. All of those all directly affect or are directly affected by housing. And all of this, it all ties in into security, and to be secure is not just about money, it's about do you have a place to live, a place to call home. That is security, that is home security. And you find people in Montreal who are secure and who love where they live and love to come home. They are just happier, more functional, more successful. It all goes hand in hand, it all circles around that.*

*[...] In the North we have a home, we love our homes, our home is our family, our home is our spirit, our home is our wellness. Because you know, even in our tents and igloos, it's always the gathering place, always where our families meet, either in your home, or your grandma's home, because we spent so much time indoors because it's so cold out there. It is the core foundation of our spiritual community and without it I think people are lost. So when people come here in the South and they don't have that core, for people to visit them, for people to know where they are, to share country food, it's a devastating loss. And I don't think they quite know how to deal with that loss, and I think that's why they fall through the gaps. And to get them back, when they are lost, I think that's our challenge right now. [...]*

*And the systemic racism, that is humongous for my people. If our students can't find suitable housing, then how can we expect our people on welfare to find suitable housing? And many of our women are running from something in the North, when they get here, they are fractured already. And all of this ties in with housing, because if you make this attempt, if you make this jump to come here and you have nowhere to live, I mean, for an Inuit to be here and to have nowhere to go must be absolutely terrifying... and it is crippling. I think losing a home, not having a home, is probably the most incapacitating issue there is. It all truly truly truly is one tragic circle, that just keep turning around. And what we need to do is put some programs in place, funding, and prepare Inuit to live here,*

*and to live successfully in the city. And if we had more affordable housing or Inuit-friendly landlords, then, of course, it would make for a healthier community out here.*

## BIBLIOGRAPHIE

- Andersen, Melanie J., Anna B. Williamson, Peter Fernando, Sandra Eades et Sally Redman. 2017. « “They Took the Land, Now We’re Fighting for a House”: Aboriginal Perspectives about Urban Housing Disadvantage » *Housing Studies* 33 (4): 635-660.
- Anderson, Alan B. 2013. *Home in the City: Urban Aboriginal Housing and Living Conditions*. Toronto: University of Toronto Press.
- Anderson, Jalene Tayler et Damian Collins. 2014. « Prevalence and Causes of Urban Homelessness Among Indigenous Peoples: A Three-Country Scoping Review. » *Housing Studies* 29 (7): 959-976.
- Anderson, Thomas. 2019. *Résultats du Recensement de 2016 : Logement, revenu et dissimilitude résidentielle chez les Autochtones vivant dans les villes canadiennes*. Statistique Canada.
- ARK (Administration régionale Kativik). 2011. *Jobs in Nunavik: Results of a Survey of Nunavik Employers in 2011*. Kativik Regional Government, Sustainable Employment Department.
- Armony, Victor, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone. 2019. *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées. Analyse des données du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et élaboration d’indicateurs de suivi en matière de profilage racial*. Montréal.
- Belanger, Yale D., Olu Awosoga et Gabrielle Weasel Head. 2013. « Homelessness, Urban Aboriginal People, and the Need for a National Enumeration. » *Aboriginal Policy Studies* 2 (2).
- Belanger, Yale D, Kathryn A Dekruyf, Allison Moncrieff et Thomas Kazakoff. 2019. *The Urban Indigenous Housing Experience of NIMBY-IsM in Calgary, Alberta*. Final Report Prepared for the Aboriginal Standing Committee on Housing and Homelessness (ASCHH). Calgary.
- Belanger, Yale D., Gabrielle Weasel Head et Olu Awosoga. 2012a. « Housing and Aboriginal People in Urban Centres: A Quantitative Evaluation. » *Aboriginal Policy Studies* 2 (1).
- . 2012b. *Assessing Urban Aboriginal Housing and Homelessness in Canada*. Final Report prepared for the National Association of Friendship Centres (NAFC) and the Office of the Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians (OFI). Ottawa.
- Bomberry, E. Victoria. 2022. « Reconciliation Requires Housing: The Role of Housing in Enhancing Access to Higher Education for Indigenous Learners – A Case Study at Western University. » Master of Arts degree in Geography and Environment, Western University.



- Bonvalet, Catherine. 1998. « Logement, mobilités et trajectoires résidentielles. » In *Logement et habitat: l'état des savoirs*, sous la dir. de Marion Segaud, Catherine Bonvalet, et Jacques Brun, 312-318. Paris : Éditions La Découverte.
- Bowen, William M., Ronnie A. Dunn et David O. Kasdan. 2010. « What Is “Urban Studies”? Context, Internal Structure, and Content. » *Journal of Urban Affairs* 32 (2): 199-227.
- Brandon, Josh et Evelyn J Peters. 2015. *Moving to the City: Housing and Aboriginal Migration to Winnipeg*. Final Report. Canadian Centre For Policy Alternatives.
- Brenner, Neil. 2009. « What is critical urban theory? » *City* 13 (2-3). Routledge: 198-207.
- Breton, Marie-Pier et Geneviève Cloutier. 2017. « Cadre institutionnel et pratiques locales de l'aménagement en territoire nordique : Un dialogue en trois temps illustré par le cas de Kuujuaq. » *Recherches amérindiennes au Québec* 47 (1): 87-99.
- Budach, Gabriele, Donna Patrick et Teevi Mackay. 2015. « “Talk around objects”: designing trajectories of belonging in an urban Inuit community. » *Social Semiotics* 25 (4): 446-464.
- CDPDJ (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse). 2019. *Mémoire à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques*. Montréal: Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. 2017. *Le logement : un déterminant social de la santé des Premières Nations, des Inuits et des Métis*. Prince George : Université du Nord de la Colombie-Britannique.
- CERP (Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès). 2019. *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès Rapport final*. Québec: Gouvernement du Québec.  
<https://www.cerp.gouv.qc.ca/index.php?id=2>.
- Clapham, David. 2002. « Housing Pathways: A Post Modern Analytical Framework. » *Housing, Theory and Society* 19 (2): 57-68.
- Clapham, David, W. A. V. Clark et Kenneth Gibb, dir. 2012. *The SAGE Handbook of Housing Studies*. London : Thousand Oaks.
- Cohen, Irwin M. et Raymond R. Corrado. 2004. « Housing Discrimination among a Sample of Aboriginal People in Winnipeg and Thompson, Manitoba. » In *Aboriginal Policy Research Series*, 1:15. Toronto: Thompson Educational Publishing.
- Commission de vérité et réconciliation du Canada. 2015a. *Ce que nous avons retenu : Les principes de la vérité et de la réconciliation*. <https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/2-Principes de la verite et de la reconciliation.pdf>.
- . 2015b. *Pensionnats du Canada: L'expérience inuite et nordique. Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada (Volume 2)*.

[https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/7-Lexperience\\_inuite\\_et\\_nordique.pdf](https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/7-Lexperience_inuite_et_nordique.pdf).

- Communauté métropolitaine de Montréal. 2022. « Crise du logement social et abordable. » *Communauté métropolitaine de Montréal*. <https://cmm.qc.ca/grands-enjeux/crise-du-logement-social-et-abordable/>.
- Conseil Jeunesse de Montréal. 2016. *Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones*. Montréal : Montréal Autochtone et Ville de Montréal. [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons\\_jeunesse\\_fr/media/documents/CJM\\_Avis\\_Autochtone\\_synthese.pdf](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_jeunesse_fr/media/documents/CJM_Avis_Autochtone_synthese.pdf)
- . 2021. *Les jeunes Montréalais.es et le logement locatif : Une situation précaire*. Montréal: Ville de Montréal. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons\\_jeunesse\\_fr/media/documents/avis\\_logement\\_final.pdf](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_jeunesse_fr/media/documents/avis_logement_final.pdf).
- CRPA (Commission royale sur les Peuples autochtones). 1996. *Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones*. » Ottawa : Gouvernement du Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada.
- Dawson, Peter C. 2008. « Unfriendly Architecture: Using Observations of Inuit Spatial Behavior to Design Culturally Sustaining Houses in Arctic Canada. » *Housing Studies* 23 (1): 111-128.
- De Certeau, Michel. 1990. *L'invention du quotidien, tome I*. Folio essais. Paris : Gallimard.
- Dessureault, Geneviève. 2015. « Onze Femmes Inuit à Montréal : Comprendre Leur Expérience d'itinérance et de Sortie de Rue. » Mémoire en service social, Université de Montréal.
- Donat, Savoie et Sylvie Cornez. 2014. *Low-income and homeless Inuit in Montreal*. Document prepared by Donat Savoie and Sylvie Cornez, advisors to Makivik Corporation.
- Dorries, Heather, Robert Henry, David Hugill, Tyler McCreary et Julie Tomiak, dir. 2019. *Settler City Limits : Indigenous Resurgence and Colonial Violence in the Urban Prairie West*. Winnipeg: University of Manitoba Press.
- Ellis-Young, Margaret. 2022. « Gentrification as (Settler) Colonialism? Moving beyond Metaphorical Linkages. » *Geography Compass* 16 (1).
- ENFFADA (Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées). 2019. *Réclamer notre pouvoir et notre place. Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*. Ottawa, Ontario.
- Environics Institute. 2011. *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*. Toronto : Environics Institute. <https://www.uaps.ca/wp-content/uploads/2010/02/UAPS-Montreal-report1.pdf>.
- EPTC 2 (Énoncé de politique des trois conseils). 2018. « EPTC 2 - Chapitre 9 La recherche visant les Premières Nations, les Inuits ou les Métis du Canada. » In *Énoncé de politique*

- des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*. Groupe en éthique de la recherche. Ottawa : Gouvernement du Canada.
- Fijalkow, Yankel. 2016. *Sociologie du logement*. Paris: La découverte.
- Firang, David. 2019. « Exploring housing careers among Ghanaians in Toronto, Canada. » *Housing Studies* 34 (5): 868-891.
- Fletcher, Christopher, Marie-Claude Lyonnais, Nathalie Boucher, Mathilde Lapointe, Ariane Benoit, Linda Shipaluk et Southern Quebec Inuit Association. 2022. *Qanuikkat Siqinirmiut? Southern Quebec Inuit Health Survey. Qualitative Research Report*.
- Forester, Brett. 2020. « A Crisis on Two Fronts: The Urban Inuit Caught between Two Housing Shortages. » *APTN News*, 13 janvier. <https://aptnnews.ca/2020/01/13/a-crisis-on-two-fronts-urban-inuit-housing-shortages/>.
- Garcia, Magda et Francine Dansereau. 2010. « Les trajectoires résidentielles des immigrants Latino-américains à Montréal : une affaire d'identité et de réseaux. » In *Élire domicile : la construction sociale des choix résidentiels*, sous la dir. de Jean-Yves Authier, Catherine Bonvalet, et Jean-Pierre Lévy. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 333.
- Gaudreau, Louis, Gabriel Fauveaud et Marc-André Houle. 2020. *L'immobilier, moteur de la ville néolibérale. Promotion résidentielle et production urbaine à Montréal*. » Rapport de recherche du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH). [http://crach.ca/wp-content/uploads/2021/02/ImmobilierMoteurVilleNeoliberal\\_GaudreauFaveaudHoule\\_2021\\_233780.pdf](http://crach.ca/wp-content/uploads/2021/02/ImmobilierMoteurVilleNeoliberal_GaudreauFaveaudHoule_2021_233780.pdf)
- Gaudreau, Louis, Marc-André Houle, Hélène Bélanger et Ted Ruthland. 2018. « Droit au logement fragilisé par la financiarisation. » *Ligue des droits et libertés*. <https://liguedesdroits.ca/droit-au-logement-fragilise-par-la-financiarisation/>.
- Goudreault, Zacharie. 2022. « Un projet de logements pour Autochtones confronté à des défis de financement à Verdun. » *Le Devoir*, 29 janvier. <https://www.ledevoir.com/societe/666612/un-projet-logements-autochtones-confronte-a-des-defis-de-financement-dans-verdun>.
- Grandinetti, Tina. 2019. « Urban aloha 'aina: Kaka'ako and a decolonized right to the city. » *Settler Colonial Studies* 9 (2): 227-246.
- Guimont Marceau, Stéphane, Naomie Léonard et Raphaëlle Ainsley-Vincent. À paraître. « Entre villes colonialistes et villes autochtones, vers un changement de paradigme en études urbaines ? » In *Regards croisés sur les études urbaines au Québec et en Colombie-Britannique*, sous la dir. de Meg Holden et Sandra Breux : Presses de l'Université Laval, 193-222.
- Harding, Alan et Talja Blokland. 2014. *Urban Theory: A Critical Introduction to Power, Cities and Urbanism in the 21st Century*. Vol. 8. London: SAGE.
- Healey, Gwen et Andrew Tagak. 2014. « PILIRIQATIGIINNIQ "Working in a collaborative way for the common good": A perspective on the space where health research methodology

- and Inuit epistemology come together. » *International Journal of Critical Indigenous Studies* 7: 1-7.
- Heidinger, Loanna. 2022. *Violent victimization and perceptions of safety: Experiences of First Nations, Métis and Inuit women in Canada*. Ottawa : Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/85-002-x/2022001/article/00004-eng.pdf?st=uZ06W4Nf>.
- Hervé, Caroline et Pascale Laneuville. 2017. « La quête d'autonomie résidentielle des femmes inuites du Nunavik : Une perspective relationnelle. » *Recherches amérindiennes au Québec* 47 (1): 49-58.
- Howard, Heather A. et Craig Proulx. 2011. *Aboriginal Peoples in Canadian Cities: Transformations and Continuities*. Waterloo : Wilfrid Laurier University Press.
- Howard-Wagner, Deirdre. 2020. *Indigenous Invisibility in the City : Successful Resurgence and Community Development Hidden in Plain Sight*. Londres: Routledge.
- Hugill, David. 2017. « What Is a Settler-Colonial City? » *Geography Compass* 11 (5).
- Hulse, Kath et Vivienne Milligan. 2014. « Secure Occupancy: A New Framework for Analysing Security in Rental Housing. » *Housing Studies* 29 (5) : 638-656.
- Hurteau, Philippe. 2019. « Vers une crise permanente du logement. » *Fiche socioéconomique de l'IRIS* (14). <https://iris-recherche.gc.ca/publications/crise-logement>.
- Ikey, Olivia. 2020a. « Speaking Out: Housing Issues of Youth in Nunavik. » *Études Inuit Studies* 44 (1). Construire et Habiter l'Inuit | Nunangat Building and Dwelling in Inuit Nunangat: 8.
- . 2020b. « Speaking Out: Introductory. » *Études Inuit Studies* 44 (1). Construire et Habiter l'Inuit Nunangat | Building and Dwelling in Inuit Nunangat: 8.
- Indigenous Housing Caucus Working Group of Canadian Housing & Renewal Association. 2018. *A For Indigenous By Indigenous National Housing Strategy. Addressing the Housing Needs of Indigenous Families and Individuals in the Urban, Rural and Northern Parts of Canada*. Proposal to the Government of Canada by the Indigenous Housing Caucus Working Group, Canadian Housing and Renewal Association. <https://chra-achru.ca/news/for-indigenous-by-indigenous-national-housing-strategy-released-by-chra-and-its-indigenous-housing-caucus-working-group/>.
- Inuit Tapiriit Kanatami. 2004. « 5000 Years of Inuit History and Heritage. » <https://www.itk.ca/5000-years-inuit-history-heritage/>.
- . 2014. *Comprehensive Report on the Social Determinants of Inuit Health*. Comprehensive Report. Ottawa: <https://www.itk.ca/social-determinants-comprehensive-report/>.
- . 2018a. *Inuit Statistical Profile 2018*. Ottawa : <https://www.itk.ca/2018-inuit-statistical-profile-3/>.
- . 2018b. *Stratégie nationale inuite sur la recherche*. Ottawa : <https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2018/03/Strat%C3%A9gie-nationale-inuite-sur-la-recherche.pdf>.

- Inuit Tapiriit Kanatami et Gouvernement du Canada. 2019. *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat*. <https://ezproxy.kpu.ca:2443/login?url=http://www.deslibris.ca/ID/10101001>.
- Kativik Ilisarniliriniq. 2021. *Politique sur le programme d'aide financière aux étudiants du postsecondaire*. Amendée le 17 mars 2021. <https://www.kativik.qc.ca/wp-content/uploads/2020/08/SP-01-Post-Secondary-Education-Sponsorship-Program-F.pdf>.
- . 2022. « Logement pour étudiants parrainés. » *Kativik Ilisarniliriniq*. <https://www.kativik.qc.ca/logement-pour-etudiants-parraines/>.
- Kishigami, Nobuhiro. 1999. *Life and Problems of Urban Inuit in Montreal: Report of 1997 Research*. Osaka, Japan: National Museum of Ethnology.
- . 2006. « Inuit Social Networks in an Urban Settings. » In *Critical Inuit Studies. An Anthology of Contemporary Arctic Ethnography*, sous la dir. de Pamela Stern et Lisa Stevenson, 302. Nebraska Press.
- . 2008. « Homeless Inuit in Montreal. » *Études/Inuit/Studies* 32 (1): 73-90.
- . 2015. *Low-Income and Homeless Inuit in Montreal, Canada : Report of a 2012 Research*.
- Kishigami, Nobuhiro et Molly Lee. 2008. « Les Inuit urbains. » *Études/Inuit/Studies* 32 (1).
- Kleinman A., V. Das et M. Lock. 1996. « Introduction : Social suffering », *Daedalus : Journal of the American Academy of Arts and Sciences*, 125, 1 : ix-xx.
- Knotsch, Cathleen et Dianne Kinnon. 2011. *If Not Now When? Addressing the Ongoing Inuit Housing Crisis in Canada*. Ottawa: National Aboriginal Health Organization. [https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/30246/1/2011\\_Inuit-Housing-Crisis-Canada-FullReport.pdf](https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/30246/1/2011_Inuit-Housing-Crisis-Canada-FullReport.pdf).
- Kovach, Margaret. 2009. *Indigenous Methodologies: Characteristics, Conversations, and Contexts*. Toronto: University of Toronto Press.
- . 2021. *Indigenous Methodologies: Characteristics, Conversations, and Contexts*, second edition. Toronto : University of Toronto Press.
- Lachapelle, Marise. 2017. « La négociation d'un parcours d'intégration : expériences postsecondaires d'Inuit du Nunavik. ». Thèse de doctorat en anthropologie, Université Laval.
- Landry, Maude. 2020. *La santé des populations autochtones à Montréal. Un portrait réalisé par la Direction régionale de santé publique de Montréal*. CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. <https://emis.santemontreal.qc.ca/sante-des-montrealais/determinants/demographiques/la-sante-des-autochtones-a-montreal/>.
- Lapointe, Mathilde. 2021. « La santé et le bien-être des Inuit vivant à Montréal : Perspectives, expériences et ressources en contexte urbain. » Maîtrise en anthropologie, Université Laval.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le Droit à la ville*. Paris: Anthropos.

- Leloup, Xavier. 2021. *L'insécurité résidentielle dans huit villes canadiennes. Développement d'un modèle de mesure à l'échelle des aires de diffusion (AD)*. Rapport de recherche. Montréal : Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation Culture et Société.
- Leloup, Xavier et Didier Gysler. 2009. *Loger les familles avec enfants dans le logement social public montréalais : politique d'attribution et profil sociodémographique des résidents*. Rapport de recherche remis à l'OMHM et au FQRSC. Montréal : Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation Culture et Société.
- Lévesque, Carole. 2003. « La présence des Autochtones dans les villes du Québec : mouvements pluriels, enjeux diversifiés. » In *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain*, sous la dir. de David Newhouse et Evelyn Peters. Ottawa : Policy Research Initiative (Canada).
- Lévesque, Carole et E. Cloutier. 2013. « Les Premiers Peuples dans l'espace urbain au Québec: trajectoires plurielles. » In *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, sous la dir. de A. Beaulieu, S. Gervais, et M. Papillon. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Lewis, Sheila Elaine. 2010. « White Picket Fences : Whiteness, Urban Aboriginal Women and Housing Market Discrimination in Kelowna, British Columbia. » Master of Art, University of British Columbia.
- Lindstrom, Gabrielle et Yale Belanger. 2016. « "All We Need Is Our Land": Exploring Southern Alberta Urban Aboriginal Homelessness » In *In Evelyn J. Peters & Julia Christensen (dir.) Indigenous Homelessness: Perspectives from Canada, Australia and New Zealand*. 161-184. Winnipeg: University of Manitoba Press.
- Madden, David et Peter Marcuse. 2016. *In Defense of Housing : The Politics of Crisis*. London: Verso Books.
- Montréal Autochtone. 2017. *Mino Madji8in. Pour le mieux-être des Autochtones dans les villes*. Mémoire de Montréal Autochtone déposé à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise dans le cadre de la prochaine Politique de développement social de la Ville de Montréal.
- Morris, Marika. 2016. « A Statistical Portrait of Inuit with a Focus on Increasing Urbanization: Implications for Policy and Further Research. » *Aboriginal Policy Studies* 5 (2).
- Nejad, Sarem, Ryan Walker, Brenda Macdougall, Yale Belanger et David Newhouse. 2019. « "This is an Indigenous city; why don't we see it?" Indigenous urbanism and spatial production in Winnipeg. » *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien* 63(3): 413-424.
- Newhouse, David et Evelyn J Peters. 2003. *Des gens d'ici: Les Autochtones en milieu urbain*. Ottawa : Policy Research Initiative (Canada).
- Niosi, Laurence. 2018. « Un projet d'habitation pour familles autochtones à Saint-Henri. » *Ici Radio-Canada*, 25 avril. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1097340/autochtone-habitation-saint-henri-habitat-humanite-montreal>.

- Norris, Mary Jane et Stewart Clatworthy. 2003. « Mobilité et migration des Autochtones au sein du Canada urbain : résultats, facteurs et conséquences. » In *Des gens d'ici Les Autochtones en milieu urbain*, sous la dir. de Newhouse et Peters. Ottawa : Policy Research Initiative (Canada).
- Nunavik Regional Board of Health and Social Services. 2020. *Housing and Drinking Water. Nunavik Inuit Health Survey 2017. Qanuillirpita? How are we now?* Quebec: Nunavik Regional Board of Health and Social Services (HRBHSS).
- Nunavik Sivunitsavut. 2022. « Futurs étudiants. » *Nunavik Sivunitsavut*. <https://sivunitsavut.ca/fr/futurs-etudiants/>.
- O'Bomsawin, Kim. 2011. « Le racisme à l'égard des Autochtones en milieu urbain au Québec: expériences, enjeux et défis. » Mémoire de maîtrise, UQAM.
- OCPM (Office de consultation publique de Montréal). 2020. *Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*. Rapport de consultation publique. Montréal. <https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports/rapport-reds.pdf>.
- OMHM (Office municipal d'habitation de Montréal). 2020. « Analyse de la demande et délais d'attente. » <https://www.omhm.qc.ca/fr/soumettre-une-demande/analyse-de-la-demande-et-delaix-dattente>.
- OMHK (Office municipal d'habitation Kativik). 2021. « OMH Kativik - Le saviez-vous? 98 % de la population du Nunavik est logée par l'OMHK. » Office municipal d'habitation Kativik. <https://www.omhkativikmhb.qc.ca/fr/toutes-les-nouvelles/391-omhk-habitation-population-nunavik>.
- ONU. 2019. *Report on the right to adequate housing of Indigenous Peoples: Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context*. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N19/220/89/PDF/N1922089.pdf?OpenElement>.
- Paquot, Thierry. 2005. « Habitat, habitation, habiter. » *Informations sociales* 123 (3): 48-54.
- Patrick, Donna, Gabriele Budach et Igah Muckpaloo. 2013. « Multiliteracies and Family Language Policy in an Urban Inuit Community. » *Language Policy* 12 (1): 47-62.
- Patrick, Donna et Julie-Ann Tomiak. 2008. « Language, Culture and Community among Urban Inuit in Ottawa. » *Études/Inuit/Studies* 32 (1): 55-72.
- Patrick, Donna, Julie-Ann Tomiak, Linda Brown, Heidi Langille et Vieru Mihaela. 2011. « "Regaining the Childhood I Should Have Had" : The Transformation of Inuit Identities, Institutions, and Community in Ottawa. » In *Aboriginal Peoples in Canadian Cities: Transformations and Continuities*, sous la dir. de Craig Proulx et Heather A. Howard, 69-85. Waterloo : Wilfrid Laurier University Press.
- Pauktuutit Inuit Women of Canada. 2017. *Understanding the Needs of Urban Inuit Women*. Final Report. 46. <https://pauktuutit.ca/wp-content/uploads/358996508-Final-Report-UAS-Urban-Research-April-2017.pdf>.

- . 2019. *Study of Gender-based Violence and Shelter Service Needs across Inuit Nunangat*. Finale Report. Ottawa. <https://pauktuutit.ca/wp-content/uploads/PIWC-Rpt-GBV-and-Shelter-Service-Needs-2019-03.pdf>.
- . 2022a. *Ottawa Inuit Women's Housing and Shelter Needs Assessment*. » Ottawa. [https://pauktuutit.ca/wp-content/uploads/Pauktuutit\\_Housing\\_English\\_03.pdf](https://pauktuutit.ca/wp-content/uploads/Pauktuutit_Housing_English_03.pdf).
- . 2022b. « Housing. » *Pauktuutit Inuit Women of Canada*. <https://pauktuutit.ca/social-and-economic-development/housing/>.
- Perreault, Karine, Mylène Riva, Philippe Dufresne et Christopher Fletcher. 2019. « Overcrowding and sense of home in the Canadian Arctic. » *Housing Studies* 35 (2): 1-23.
- Peters, Evelyn et Julia Christensen. 2016. *Indigenous Homelessness: Perspectives from Canada, Australia, and New Zealand*. Winnipeg : University of Manitoba Press.
- Peters, Evelyn et Selena Kern. 2016. « The Importance of Hidden Homelessness in the Housing Strategies of Urban Indigenous People. » In *Indigenous Homelessness: Perspectives from Canada, Australia, and New Zealand*, sous la dir. de Evelyn Peters et Julia Christensen. Winnipeg : University of Manitoba Press.
- Porter, Libby et Janice Barry. 2018. *Planning for Coexistence? Recognizing Indigenous rights through land-use planning in Canada and Australia*, London: Routledge.
- Porter, Libby et Oren Yiftachel. 2019. « Urbanizing settler-colonial studies: introduction to the special issue. » *Settler Colonial Studies* 9 (2). Routledge: 177-186.
- Posca, Julia et Wissam Mansour. 2020. « Qu'est-ce que le racisme systémique? » *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)*. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/inegalites/qu-est-ce-que-le-racisme-systemique/>.
- Prince, Michael J. 1998. « Holes in the Safety Net, Leaks in the Roof: Changes in Canadian Welfare Policy and Their Implications for Social Housing Programs. » *Housing Policy Debate* 9 (4): 825-848.
- Qikiqtani Truth Commission, Qikiqtani Inuit Association. 2013. *Qikiqtani Truth Commission. Thematic Reports and Special Studies 1950–1975. QTC Final Report: Achieving Saimaqatigiingniq*. Iqaluit: Inhabit Media Inc. [https://www.qtcommission.ca/sites/default/files/public/thematic\\_reports/thematic\\_reports\\_english\\_final\\_report.pdf](https://www.qtcommission.ca/sites/default/files/public/thematic_reports/thematic_reports_english_final_report.pdf).
- Quintal-Marineau, Magalie et Pauktuutit Inuit Women of Canada. 2020. « Living in the South, Caring in the North: Exploring Inuit Women's Care Responsibilities. » *International Indigenous Policy Journal* 11 (4): 1-19.
- Raynault, Marie-France, Simon Tessier, François Thérien, et Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal. 2015. *Pour des logements salubres et abordables: rapport du directeur de santé publique de Montréal 2015*. » Montréal: Direction régionale de santé publique.



- [https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/Directeur/Rapports/Rap\\_Logements\\_2015\\_FR.pdf](https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/Directeur/Rapports/Rap_Logements_2015_FR.pdf).
- RCAAQ (Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec). 2014. *Vers une politique nationale de l'habitation*. Mémoire du Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec présenté à la Société d'habitation du Québec. Wendake. [https://www.rcaaq.info/wp-content/uploads/2018/04/M%C3%A9moire\\_RCAAQ\\_2014\\_Habitation-SHQ.pdf](https://www.rcaaq.info/wp-content/uploads/2018/04/M%C3%A9moire_RCAAQ_2014_Habitation-SHQ.pdf).
- . 2016. *Une nouvelle approche d'intervention en habitation : pour une inclusion des Autochtones en milieu urbain*. Mémoire du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec déposé à la Société d'habitation du Québec dans le cadre de la consultation publique sur une nouvelle approche d'intervention en habitation. Wendake. [https://www.rcaaq.info/wp-content/uploads/2018/04/RCAAQ\\_M%C3%A9moire-sur-une-approche-en-habitation\\_2016.pdf](https://www.rcaaq.info/wp-content/uploads/2018/04/RCAAQ_M%C3%A9moire-sur-une-approche-en-habitation_2016.pdf).
- RCLALQ (Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec). 2020. *La flambée des loyers: Enquête sur le prix des logements à louer au Québec*. <https://rclalq.qc.ca/publications/enquete-flambee-des-loyers/>.
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. 2019. *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat*. Ottawa : Gouvernement du Canada. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1554820296529/1554820324561?wbdisable=true>.
- RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal. 2012. *Évaluation des besoins en santé des autochtones en milieu urbain de Montréal*. <https://reseau.mtl.network.com/wp-content/uploads/2019/02/Rapport-final-valuation-des-besoins-en-santé.pdf>.
- Riva, Mylène, Christopher Fletcher, Philippe Dufresne, Karine Perreault, Gina Muckle, Louise Potvin et Ross S. Bailie. 2019. « Relocating to a New or Pre-Existing Social Housing Unit: Significant Health Improvements for Inuit Adults in Nunavik and Nunavut. » *Canadian Journal of Public Health* 111(1) : 21-30.
- Riva, Mylene, Karine Perreault, Philippe Dufresne, Christopher Fletcher, Gina Muckle, Louise Potvin, Ross Bailie et Marie Baron. 2020. « Social housing construction and improvements in housing outcomes for Inuit in Northern Canada. » *Housing Studies* 36(7) : 973-993
- Rolnik, Raquel. 2013. « Late Neoliberalism: The Financialization of Homeownership and Housing Rights: Debates and Developments. » *International Journal of Urban and Regional Research* 37 (3): 1058-1066.
- Roy, Ananya. 2017. « Urban Studies and the Postcolonial Encounter. » In *The SAGE Handbook of the 21st Century City*, 32-46.
- Saturviit et Pascale Laneuville. 2015. *Bring Hope and Restore Peace; A Study report on the Life and Concerns of Inuit Women of Nunavik*. Saturviit Inuit Women's Association of Nunavik. <https://www.saturviit.ca/pdf/Report-Restore-Peace-Full.pdf>.

SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement). 2005. « Options de logement pour les Autochtones à Edmonton (Alberta) et à Winnipeg (Manitoba). » Série socio-économique 05-034. Le Point en recherche. Ottawa : Gouvernement du Canada.

———. 2020. *Le marché de l'habitation. Rapport sur le marché locatif, RMR de Montréal.* Ottawa : Gouvernement du Canada.  
[https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2020/schl-cmhc/NH12-75-2020-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2020/schl-cmhc/NH12-75-2020-fra.pdf).

Service de l'habitation de la Ville de Montréal. 2020. « Profil des ménages et des logements. Agglomération de Montréal. Édition 2020. » Ville de Montréal.  
[https://ville.montreal.gc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL\\_STATS\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL\\_MENAGES\\_LOGEMENTS\\_2016-VILLE\\_MONTR%C9AL.PDF](https://ville.montreal.gc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL_MENAGES_LOGEMENTS_2016-VILLE_MONTR%C9AL.PDF)

Simard, Julien. 2019. « La précarité résidentielle chez les locataires vieillissantes à faible revenu. Vieillir et se loger en contexte de gentrification à Montréal. » Thèse de doctorat en études urbaines, UQAM et Institut national de la Recherche scientifique - Centre Urbanisation, Culture et Société.

Smith, Linda Tuhiwai. 2021. *Decolonizing Methodologies - Research and Indigenous People*, 3rd Edition. London: Zed Books.

Société Makivik. 2012. *Mémoire sur l'itinérance Inuit à Montréal.* Présenté au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) dans le cadre de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement.

Société Makivik, Administration régionale Kativik, Commission scolaire Kativik, Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik, Institut culturel Avataq, Association des corporation foncières du Nunavik et Association des jeunes Saputiit. 2014. *Rapport de la Consultation Parnasimautik réalisée auprès des Inuits du Nunavik en 2013.*  
<https://parnasimautik.com/wp-content/uploads/2015/03/Parnasimautik-consultation-rapport-fr.pdf>.

Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples. 2017. *WE CAN DO BETTER: Housing in Inuit Nunangat.* Report of the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples.

Statistique Canada. 2017a. « Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016. » <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.pdf?st=tQ-MzliJ>

———. 2017b. « Les conditions de logement des peuples autochtones au Canada. » Recensement en bref. Canada: Gouvernement du Canada.  
<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016021/98-200-x2016021-fra.cfm>.

———. 2017c. « Besoins impérieux en matière de logement - Dictionnaire, Recensement de la population, 2016. » <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/dict/households-menage037-fra.cfm>.

———. 2018. « Les Premières Nations, les Métis et les Inuits au Canada: des populations diverses et en plein essor. » Ottawa : Statistique Canada.

- [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2018/statcan/89-659-x/89-659-x2018001-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2018/statcan/89-659-x/89-659-x2018001-fra.pdf).
- . 2021. « Enquête sur les dépenses des ménages, 2019. » Ottawa : Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210122/dq210122b-fra.htm>.
- . 2022. « La population autochtone continue de croître et est beaucoup plus jeune que la population non autochtone, malgré un ralentissement de son rythme de croissance. » Le Quotidien. Ottawa : Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220921/dq220921a-fra.htm>.
- Suttor, Greg. 2016. *Still Renovating*. Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Thistle, Jesse A. 2017. « Definition of Indigenous Homelessness in Canada. » Toronto: Canadian Observatory on Homelessness. <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/COHIndigenousHomelessnessDefinition.pdf>.
- Tomiak, Julie-Ann. 2011. « Indigeneity and the City Representations, Resistance, and the Right to the City. » In *Lumpencity: Discourses of Marginality | Marginalizing Discourses*, sous la dir. de A. Bourke, T. Dafnos, et M. Kip, 163-191. Ottawa: Red Quill Books.
- Tomiak, Julie-Ann. 2011. « Indigenous Self-Determination, Neoliberalization, and the Right to the City : Rescaling Aboriginal Governance in Ottawa and Winnipeg. » Thèse de doctorat en philosophie, Carleton University.
- Tomiak, Julie-Ann et Donna Patrick. 2010. « Transnational Migration and Indigeneity in Canada: A Case Study of Urban Inuit. » In *Indigenous Cosmopolitans: Trans-national and Transcultural Indigeneity in the Twenty-First Century*, sous la dir. de Maximilian C. Forte, 127-144. New York: Peter Lang.
- Tuck, Eve et K. Wayne Yang. 2012. « Decolonization Is Not a Metaphor. » *Decolonization: Indigeneity, Education and Society* 1 (1): 1-40.
- Tungasuvvingat Inuit. 2016. *National Urban Inuit Community Dialogue. Supporting Local Champions. An Urban Inuit Strategy.* » <https://tiontario.ca/wp-content/uploads/2020/08/National-Urban-Inuit-Community-Dialogue-EN.pdf>.
- . 2020. « About TI. » *Tungasuvvingat Inuit*. <https://tiontario.ca/about-ti>.
- UAKN (Urban Aboriginal Knowledge Network). 2012. *Literature Review on Urban Aboriginal People*. <http://uakn.org/wp-content/uploads/2014/08/Literature-Review-on-Urban-Aboriginal-Peoples-FINAL-Mar.-20-2013.pdf>.
- Vachon, Geneviève, Érick Rivard, Mathieu Avarello et Laurence St-Jean. 2017. « Imaginer l'aménagement soutenable des villages inuits du Nunavik : Le design pour réfléchir aux possibles. » *Recherches amérindiennes au Québec* 47 (1): 137-150.
- Vaudry, Stéphanie. 2016. « "Our Connection Makes Us Stronger": Inuit Youth's Strategies to Feel Comfortable in Ottawa. » *Études/Inuit/Studies* 40 (1): 127.

- Vaudry-Gauthier, Stéphanie. 2013. « Être Inuit, jeunes et vivre en ville: le cas ottavien. » Mémoire de maîtrise en sociologie, Université d'Ottawa.
- Ville de Montréal. 2020. *Stratégie de réconciliation 2020-2025*. Montréal. [https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/strategie\\_de\\_reconciliation\\_2020-2025\\_vdm\\_fr.pdf](https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/strategie_de_reconciliation_2020-2025_vdm_fr.pdf).
- Vosko, Leah F. 2006. *Precarious Employment. Understanding Labour Market Insecurity in Canada*. Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Walker, Ryan. 2003. « Engaging the Urban Aboriginal Population in Low-Cost Housing Initiatives: Lessons from Winnipeg. » *Canadian Journal of Urban Research* 12: 99-118.
- . 2008. « Aboriginal Self-Determination and Social Housing in Urban Canada: A Story of Convergence and Divergence. » *Urban Studies* 45 (1): 185-205.
- Wallace, Brenda, Brenda Maire et Allison Lachance. 2004. « Aboriginal Post-Secondary Student Housing Research Summary. » Bridges and Foundations Project on Urban Aboriginal Housing.
- Watson, Mark K. 2017. « Nuutauniq (Moves in Inuit Life): Arctic Transformations and the Politics of Urban Inuit Mobility. » *American Review of Canadian Studies* 47 (2): 189-205.
- Wotherspoon, Terry. 2003. « Perspectives d'une nouvelle classe moyenne parmi les peuples autochtones. » In *Des gens d'ici. Les Autochtones en milieu urbain*, sous la dir. de David Newhouse et Evelyn Peters, 161-181.

# ANNEXE 1 : ÉNONCÉ DE PRINCIPES DU PROJET QS



## 1. Bénéficier à la communauté

- L'enquête doit être pertinente et bénéfique à la communauté Inuit urbaine.
- L'enquête doit répondre aux priorités communautaires et produire des résultats probants englobant les perspectives de la communauté.
- La communauté Inuit du sud du Québec sera informée de toutes les étapes du processus, depuis les objectifs jusqu'aux résultats.

## 2. Intégrer la vision et la perception Inuit

- Le savoir Inuit est respecté et reconnu.
- Le processus de recherche est basé sur les connaissances, le savoir, les pratiques et les façons de faire Inuit.
- Le projet est fondé sur le droit des participants Inuit à être informé adéquatement, afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées relativement à leur niveau d'implication au sein de la recherche.

## 3. Respecter les individus et la communauté

- Le droit à la confidentialité est respecté dès le début du projet.
- L'enquête prend en considération l'environnement physique, social et économique des participants, et les impacts que la recherche pourrait avoir sur la communauté.
- La dignité des participants et des partenaires de ce projet est respectée et l'approche est faite sans jugement.

## 4. Reconnaître les différentes expertises et approches méthodologiques

- La co-création de nouvelles connaissances est le principal objectif de ce projet.
- La juridiction des Inuit sur leur culture, leurs connaissances intellectuelles et leur savoir est reconnue.
- Toutes les communications devraient se faire en inuktitut, en français et en anglais, dans la mesure du possible.
- Les responsabilités et obligations professionnelles des chercheurs sont reconnues et respectées.

## 5. Collaborer à l'atteinte d'objectifs commun

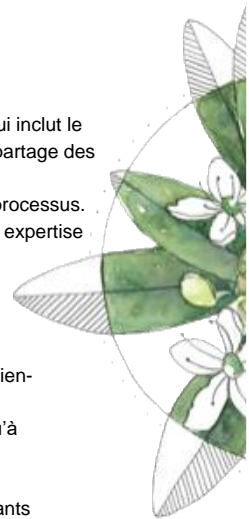
- Les partenaires Inuit et les chercheurs travailleront en collaboration tout au long du processus de l'enquête, ce qui inclut le développement de la question de recherche, la méthodologie, la collecte de données et leur interprétation, et le partage des résultats.
- L'échange de connaissances se fera de façon bilatérale entre les chercheurs et la communauté tout au long du processus.
- Il y a un engagement des différentes parties à reconnaître et respecter leurs valeurs, leurs connaissances et leur expertise respectives.
- Le processus doit faire preuve de souplesse et de flexibilité.

## 6. Développer les capacités communautaires

- L'enquête doit appuyer les capacités d'autonomisation des Inuit à développer des initiatives visant la santé et le bien-être.
- L'enquête doit appuyer les capacités de la communauté à conserver sa langue, sa culture et son identité, ainsi qu'à promouvoir ses droits et ses intérêts collectifs.
- L'enquête offrira des occasions de développer des aptitudes et des compétences au sein de la communauté.
- L'enquête offrira des occasions de développer des compétences et d'offrir des expériences de travail à des étudiants Inuit collégiaux et universitaires.

## 7. Reconnaître les droits d'auteurs et les contributions de toutes les parties impliquées dans le projet

- L'interprétation des données et le partage des résultats se feront en collaboration et en partenariat avec les partenaires Inuit, la communauté et les chercheurs.
- La communauté Inuit a le droit d'encadrer et de contrôler son image médiatique au sein de ce projet.
- Les droits d'auteur sur les rapports et toutes autres publications seront partagés entre les partenaires universitaires et communautaires.
- Le rôle du comité consultatif, de l'AISQ et des autres organisations impliquées sera reconnu dans les différents rapports et publications.
- Un document indépendant décrivant les conditions entourant la propriété intellectuelle, le contrôle, l'accès et la propriété des données sera développé par les parties impliquées dans la recherche avant le début du projet.



## **ANNEXE 2 : FORMULAIRE D'ENGAGEMENT À LA CONFIDENTIALITÉ — PROFESSIONNEL(LE) /AUXILIAIRE DE RECHERCHE/ ÉTUDIANT(E)**

**TITRE DE LA RECHERCHE :** *Qanuikkat Siqinirmiut? Une étude axée sur la communauté de la santé et du bien-être des Inuit du sud du Québec /*

*Qanuikkat Siqinirmiut? A community-based study of southern Quebec Inuit health and wellbeing*

**CHERCHEUR PRINCIPAL :** *Christopher Fletcher, Université Laval, Département de médecine sociale et préventive*

**CONTEXTE DU PROJET :** *Étude financée par les Instituts de recherche en santé du Canada*

### **FORMULAIRE D'ENGAGEMENT À LA CONFIDENTIALITÉ – PROFESSIONNEL(LE)/AUXILIAIRE DE RECHERCHE/ÉTUDIANTE**

Cette recherche est sous la direction de Christopher Fletcher, professeur au département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval.

Il m'a été expliqué que :

L'étude *Qanuikkat Siqinirmiut* est une recherche participative et descriptive basée sur la communauté. Elle vise à former une base de connaissances de la santé et du bien-être pour appuyer le développement de ressources et de services spécifiques à la communauté inuite du sud du Québec. Il vise aussi à mieux comprendre la santé de cette population pour accroître les capacités visant à répondre efficacement aux besoins de la communauté.

Pour réaliser ce projet, l'équipe de recherche mène des entrevues semi-dirigées, des discussions de groupe, des « photovoice », des « digital storytelling » et des promenades commentées avec des Inuits résidant dans le Sud du Québec.

Dans l'exercice de mes fonctions de professionnel(le)/auxiliaire de recherche/étudiante, j'aurai accès à des données qui sont confidentielles. En signant ce formulaire, je reconnais avoir pris connaissance du formulaire de consentement écrit signé avec les participants et je m'engage à :

- assurer la confidentialité des données recueillies, soit à ne pas divulguer l'identité des participants ou toute autre donnée permettant d'identifier un participant, un organisme ou des intervenants des organismes collaborateurs;
- assurer la sécurité physique et informatique des données recueillies;
- ne pas conserver de copie des documents contenant des données confidentielles.

Je, soussigné, RAPHAËLLE AINSLEY-VINCENT, m'engage à assurer la confidentialité des données auxquelles j'aurai accès.

RAPHAËLLE AINSLEY-VINCENT \_\_\_\_\_ Date : 3 juillet 2020

SIGNATURE

\_\_\_\_\_  
Professionnel(le)/Auxiliaire/Étudiante

XAVIER LELOUP \_\_\_\_\_ Date : 3 juillet 2020

SIGNATURE \_\_\_\_\_

Témoïn 1 (superviseur)

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laval :  
N° d'approbation 2018-258 / 02-04-2019